

INSTITUT
KURDE
DE PARIS



Dr. GHASSEMILOU

Bulletin de liaison et d'information

N° Spécial

Juillet - Août 1989

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Numéro spécial:

A. R. GHASSEMLOU

Sommaire

- TRIPLE MEURTRE A VIENNE.
- QUI SONT LES ASSASSINS ET QUE SONT-ILS DEVENUS ?
- ATTITUDE DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN
- EMOTION DE L'OPINION PUBLIQUE ET SILENCE DES ETATS.
- LES OBSEQUES A PARIS : MOMENT FORT D'UNITE NATIONALE KURDE.
- PORTRAITS DES MARTYRS KURDES
- UNE RESOLUTION SPECIALE DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE PARIS
- HISTORIQUE DES NEGOCIATIONS ENTRE LE MOUVEMENT KURDE IRANIEN ET LES AUTORITES DE TEHERAN
- EN BREF, LA REVUE DE LA PRESSE.

TRIPLE MEURTRE à VIENNE

Le jeudi 13 juillet 1989, aux alentours de 19 heures, le leader kurde iranien Abdoul Rahman GHASSEMLOU, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien, et deux autres personnalités kurdes, Abdoullah GHADERI-AZAR, représentant du PDKI en Europe, et le Dr. Fadhel RASSOUL, chercheur à l'Université de Vienne, ont été assassinés dans un appartement viennois de la rue Lindenstrasse au cours des pourparlers de paix avec des émissaires du gouvernement iranien.

Le docteur GHASSEMLOU qui était venu en Europe pour participer au Congrès de l'Internationale Socialiste, s'était rendu à Vienne dans la soirée du mardi 11 juillet pour y rencontrer des émissaires iraniens mandatés par RAFSANDJANI, alors puissant président du Parlement iranien et candidat déclaré à la présidence de la République. Le lendemain, il avait eu, en compagnie d'A. GHADERI-AZAR et du Dr. F. RASSOUL, une première réunion d'environ 2 H 30 avec ces "émissaires" et, semble-t-il

en raison des progrès enregistrés au cours de cette première réunion, une seconde et ultime rencontre était convenue pour le jeudi 13 juillet à 17 heures. Ce jour-là, vers 16 H 45, le représentant du PDKI à Vienne dépose en voiture A. R. GHASSEMLOU et A. GHADERI-AZAR devant l'hôtel Hilton, situé à une centaine de mètres du lieu de rendez-vous. Comme convenu, il revient les chercher au même endroit vers 19 H 15 ; ils ne sont pas au rendez-vous. Il fait un tour et revient à 19 H 30 ;

il aperçoit des cars de police et des gens atroupés devant un immeuble de la rue Lindestrasse, tout près de Hilton. Il monte dans l'immeuble et constate le désastre : les cadavres d'A. GHADERI-AZAR et du Dr. F. RASSOUL gisant sur le parquet, et celui d'A. R. GHASSEMLOU affalé dans son fauteuil. L'appartement est dans un grand désordre, ce qui indique qu'une lutte acharnée a dû avoir lieu entre les tueurs et les deux compagnons d'A. R. GHASSEMLOU.

QUI SONT LES ASSASSINS ET QUE SONT-ILS DEVENUS ?

L'enquête de la police autrichienne a rapidement établi que les tueurs n'avaient pas pénétré dans l'appartement par effraction ; la porte d'entrée de l'appartement et sa serrure n'ont aucunement été forcées. Dès le 17 juillet, le rapport balistique constatait que ces assassinats avaient été perpétrés à bout portant, par des gens se trouvant en face des victimes. Il ne restait aucun doute que, contrairement à une version diffusée par la propagande iranienne, personne (ni moudjahiddines du peuple ni agents irakiens) n'était venu de l'extérieur pour commettre ce crime. Les personnalités kurdes, dont aucune ne portait d'armes, ont donc été assassinées par les soit-disants négociateurs iraniens qui se sont ainsi avérés être de vulgaires tueurs.

L'identité de ces "émissaires" a été d'autant plus facilement établie que les mêmes avaient déjà participé, en décembre 1988, à une première série de pourparlers avec A.R. GHASSEMLOU, toujours à Vienne. Il s'agit de Mohammad Jafar SAHARROUDI (alias RAHIMI), chef de la délégation iranienne, haut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur, spécialiste de la question kurde, commandant en chef adjoint de la quinzième division de l'armée des Pasdarans (soldats de la révolution islamique), envoyé spécial de RAFSANDJANI, actuel président de l'Iran; de Hadji MOUSTAFAWI (alias DJAWADI ou LADJEVARDI), haut fonctionnaire à la Centrale de renseignement, responsable des services secrets pour la région de l'Azerbaïdjan-Ouest (Kurdistan), numéro 2 de la délégation iranienne aux pourparlers de Vienne, et de Amir Mansur BOZORGIAN: officiellement garde du corps de SAHARROUDI.

HADJI MUSTAFAWI a disparu immédiatement après l'attentat. On l'aurait aperçu pour un instant près de SAHARROUDI blessé, dans la rue. Puis il aurait disparu sur une moto Suzuki dont le contrat d'achat et le rétroviseur ont été retrouvés dans une poubelle à proximité des lieux du crime, ainsi que les armes utilisées dans l'attentat et un blouson "parka" souillé de sang ; le tout dans un sac en plastic. Les preuves de l'utilisation de cette moto par MOUSTAFAWI ne sont pas suffisantes, nous dit-on. Quelqu'un d'autre aurait pu se servir de cette moto. Plus tard, MOUSTAFAWI est monté dans un taxi. Le chauffeur l'a reconnu d'après une photo et s'est souvenu de cet étrange client, très nerveux, demandant qu'on l'emmène à l'aéroport puis changeant d'avis pour se faire conduire à l'ambassade d'Iran.

Personne ne l'a vu depuis ; le ministère autrichien de la Justice affirmait fin août, qu'il se trouvait encore en territoire autrichien et que fin juillet un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui pour non-assistance à personne en danger.

D'autres témoins affirment avoir vu MOUSTAFAWI se promener librement dans la capitale iranienne, en septembre dernier.

MOHAMMAD JAFAR SAHARROUDI a été blessé sur les lieux du crime, une balle lui ayant atteint l'avant-bras, puis la partie inférieure du visage. Avant, pendant ou après l'attentat ? Il a été transporté à l'hôpital Franz Josef ; le récit qu'il a fait à la police était incohérent et en contradiction avec les propos de BOZORGIAN. Les autorités autrichiennes n'ont pas jugé indispensable de l'assigner à résidence dans un périmètre accessible à la

justice. SAHRAROUDI et MOUSTAFAWI étaient munis de passeports diplomatiques mais non accrédités. A la sortie de l'hôpital, il a été escorté à l'aéroport par la police et s'est envolé vers Téhéran, le 22 juillet 1989. De source bien informée, nous savons que le Ministère des Affaires Etrangères a subi un véritable matracage télégraphique de Téhéran, menaces d'enlèvement de ressortissants autrichiens et autres formes de terrorisme.

AMIR MANSOUR BOZORGIAN a été arrêté sur place et relâché 24 heures plus tard. La police n'aurait eu aucune raison valable de retenir ce suspect. BOZORGIAN s'est alors réfugié à l'ambassade d'Iran, refusant catégoriquement de se mettre à la disposition des autorités chargées de l'enquête. Indignée, la police a réitéré sa demande. Un mandat d'arrêt a été lancé contre BOZORGIAN, pour non-assistance à personne blessée. Pour qu'il accepte de sortir de l'ambassade, M. FOREGGER, Ministre de la Justice, se serait engagé auprès de Téhéran à relâcher le suspect après l'interrogatoire, incident qui a fait

grand bruit à Vienne, sans aucun résultat tangible ... Et pourtant, le comportement de BOZORGIAN mérite la plus grande attention : il déclare tout ignorer du crime car il aurait quitté les lieux pour descendre s'acheter quelque nourriture. Dans les magasins du quartier, personne ne se souvient de son visage. De son côté, SAHRAROUDI nie que BOZORGIAN se soit absenté... A 19H30, le beau-frère de F. RASSOUL a reçu un appel téléphonique de BOZORGIAN lui annonçant qu'un malheur était arrivé, que F. RASSOUL était mort. BOZORGIAN affirme avoir découvert SAHRAROUDI blessé, sur le trottoir. Quoiqu'il en soit, il l'a ensuite abandonné quelques minutes pour s'éloigner dans la direction du parc voisin, puis est revenu. SAHRAROUDI a sorti de sa poche une enveloppe contenant des documents et 9000 dollars américains. L'enveloppe a été remise à son propriétaire au moment de son départ pour Téhéran, par les autorités autrichiennes. Signalons enfin que BOZORGIAN n'avait pas participé aux pourparlers de décembre-janvier mais se trouvait néanmoins à Vienne durant cette période.

ATTITUDE DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les autorités autrichiennes n'ont pas agi avec la célérité et la fermeté nécessaires pour faire la lumière sur cet attentat odieux et déférer à la justice ses auteurs. Pourtant la police avait facilement appréhendé deux des trois membres de la délégation iranienne : Amir Mansour BAZORGIAN et Mohammad Jafar SAHRAROUDI. Le premier arrêté dans la rue Lindenstrasse, lieu du crime, a été relâché 24 heures plus tard et il est allé se réfugier à l'Ambassade d'Iran. L'autre, SAHRAROUDI, blessé, probablement par une balle perdue sur les lieux du crime a pu s'envoler tranquillement vers Téhéran, dès le 22 juillet, c'est-à-dire 5 jours après les premières conclusions décisives du rapport balistique, ne laissant pratiquement aucun doute sur la responsabilité des "émissaires" iraniens dans ce triple meurtre? Ce rapport a d'ailleurs été tenu secret jusqu'à la mi-novembre par le gouvernement de Vienne.

Pour des raisons d'Etat non explicitées l'Autriche a laissé les assassins repartir et l'enquête s'enliser. Sous la pression de l'opinion publique elle a fi-

nalement lancé le 28 novembre un mandat d'arrêt contre les 3 Iraniens qui, après leur crime, ont réintégré les rouages de la machine à tuer de la République islamique. Quelles sont ces raisons d'Etat ? On parle de menaces iraniennes d'attentats en Autriche et d'enlèvements de ressortissants autrichiens au Liban ou ailleurs. La presse autrichienne a également révélé une affaire NORECOM portant sur des ventes d'armes clandestines à l'Iran pour un montant de plusieurs milliards de schillings. Un Iranien aurait été le principal négociateur de ces trafics illicites commis en plein conflit du golfe: Hadji MOUSTAFAWI, le cerveau du commando de tueurs qui a assassiné A.R.GHASSEMLOU et ses deux compagnons.

Tout conduit à penser que l'Autriche de Kurt WALDHEIM n'a pas pu ou voulu se brouiller avec le régime iranien, passé maître en terrorisme, pour l'amour de la justice, une justice pourtant due aux proches des personnalités kurdes assassinées sur son territoire et à tout le peuple kurde.

EMOTION DE L'OPINION PUBLIQUE ET SILENCE DES ÉTATS

Abdoul Rahman Ghassemlou jouissait d'une grande estime parmi de nombreux hommes politiques et intellectuels de l'Europe et du Proche-Orient. Son attachement aux valeurs démocratiques et humanistes qu'il s'efforçait de mettre en pratique dans son mouvement de guérilla était connu et attesté par des médecins et journalistes qui au cours des 10 dernières années ont pu se rendre au Kurdistan iranien. A. GHADERI-AZAR s'était également fait de nombreux amis en France où il coordonnait l'action européenne de son organisation. F. RAS-SOUL était connu et apprécié en Autriche et dans les cercles intellectuels du monde musulman. Leur assassinat a soulevé dans l'opinion publique de plusieurs pays d'Europe et du Proche-Orient une vive émotion.

Se faisant l'écho de l'émotion et de l'indignation de l'opinion la presse a consacré une large place à cet événement. L'Internationale socialiste et plusieurs partis socialistes européens, dont les P.S. français, suédois et autrichien, ainsi que le Parti communiste français ont condamné l'assassinat des dirigeants kurdes. Des personnalités libérales comme M. Jean-François DENIAU, ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, de nombreux universitaires et intellectuels ont également exprimé leur consternation. En Turquie, la presse a informé le public dans des termes empreints de sympathie et l'un des quotidiens turcs, Cumhuriyet, a même accepté de

publier des "messages de condoléances adressés au peuple kurde" signés par des centaines d'intellectuels, avocats, médecins, militants kurdes et turcs. M. Erdal INONU, président du Parti social-démocrate (principale formation de l'opposition parlementaire) qui avait rencontré A. R. Ghassemlou quelques jours plus tôt à Stockholm, au congrès de l'Internationale socialiste, a publiquement exprimé "sa peine" et présenté ses "condoléances à ses proches et à ses amis".

Contrastant avec les réactions de l'opinion, les gouvernements sont, une fois de plus, restés silencieux. Ceux qui ne trouvaient pas de mots assez durs pour stigmatiser, à juste titre, la condamnation à mort de Salman Rushdie par Khomeiny ou la prise en otage des occidentaux par des Iraniens ou leurs agents se sont tus face à un triple meurtre perpétré dans la capitale autrichienne par des représentants de l'Etat iranien. Le gouvernement français a témoigné de sa sympathie avec le peuple kurde en facilitant le rapatriement des corps, en octroyant avec diligence des visas aux Kurdes souhaitant venir participer aux obsèques organisés à Paris et en se faisant représenter par le Secrétaire d'Etat à l'Action Humanitaire, Bernard Kouchner. M. Lionel Jospin, ancien premier Secrétaire du P.S., ministre d'Etat, ministre de l'Education Nationale, a tenu également à être présent aux obsèques. Ce geste des autorités françaises est allé droit au coeur des Kurdes en deuil.

LES OBSEQUES à PARIS : MOMENT FORT D'UNITÉ NATIONALE KURDE

Le pays kurde étant en guerre les obsèques des deux dirigeants du PDK iranien ont eu lieu à Paris. Une chapelle ardente a été dressée à l'Institut Kurde où le jeudi 20 juillet de 10 H à 13 H des milliers de Kurdes de France et d'Europe, des personnalités kurdes venant directement des pays du Proche-Orient, des représentants des organisations politiques françaises, turques, iraniennes, des intellectuels européens et orientaux sont venus leur rendre un dernier hommage. Les commerces kurdes de Paris (ateliers de confec-

tion, restaurants, boutiques) avaient fermé leurs rideaux en signe de deuil.

Le cortège funèbre est arrivé vers 14 H à la place de la République où l'attendait une foule nombreuse qui l'a accompagné en silence jusqu'au cimetière du Père-Lachaise. Après les oraisons funèbres prononcées par M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat français à l'Action Humanitaire, M. Thomas Hammarberg, ancien secrétaire général d'Amnesty International, président du

Comité suédois au peuple kurde, M. Patrick Baudouin, secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme et M. Abdoullah Hassanzadeh, chef de la délégation du PDKI (cf. plus loin les textes de ces interventions) les corps ont été inhumés non loin du Mur des Fédérés.

Toutes les formations politiques kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie, les organisations de la diaspora se sont fait représenter au plus haut niveau possible. En une journée, le peuple kurde a vécu un moment intense d'unité nationale. Le dialogue renoué à cette occasion entre les diverses composantes du mouvement kurde contribuera peut-être au rapprochement futur de celles-ci. Ce serait alors l'ultime service rendu par A.R. Ghassem lou à la cause kurde.

A la demande de sa famille le corps du Dr. Fadhel RASSOUL a été rapatrié en Irak, après une cérémonie le 23 juillet, en présence d'une délégation de l'Institut Kurde, Ahmed Ben Bella, ancien président de la République algérienne et proche ami du défunt et de nombreux amis kurdes, musulmans et autrichiens de cet universitaire kurde irakien victime du terrorisme d'Etat de l'Iran. Son corps a été inhumé dans sa ville natale de Sounleimanieh.

*Intervention de Monsieur BERNARD KOUCHNER
Secrétaire d'Etat à l'Action Humanitaire*

Encore une fois voici des Kurdes rassemblés pour pleurer leurs morts. Encore une fois courageusement, malgré bien des interdits, voici des travailleurs kurdes venus d'Europe, des représentants des organisations kurdes, et des amis, des compagnons de route français - si ces mots ont encore un sens après avoir été parfois si mal utilisés.

Nous sommes réunis pour honorer deux combattants kurdes, dévoués entre tous, opiniâtres et inventifs, courageux jusqu'à l'excès. Abdul Rahman GHASSEMLOU Secrétaire Général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran et Abdullah QADERI représentant en Europe du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran. Au sens propre et au sens figuré leurs assassins ont frappé à la tête. Ils ont bien fait leur sale travail : ils l'ont donc fait salement. Les amis des Kurdes, les amis d'Abdullah, les amis d'Abdul Rahman ne pourront pas oublier ces crimes, ces rafales abjectes, ce

complot monstrueux qui a détruit des vies d'hommes d'intelligences, de progrès et de générosité.

Lorsqu'on a eu le privilège et la chance de rencontrer des hommes qui se battent pour leurs idées et pour les autres, on ne sait jamais s'ils finissent Chef d'Etat ou assassinés.

Nous savons peu des résultats de l'enquête mais nous avons noté, les silences hurlants, les excuses et des dénonciations gênées.

Pour qui ne connaît pas les Kurdes, il s'agit d'un affreux attentat contre deux militants.

Pour ceux qui connaissent les Kurdes, la perte est plus insupportable encore.

Pour tous les Kurdes, un par un, dans les villages aux maisons affaissées par les bombes, dans les villes, dans les camps de réfugiés, la mort de ces deux hommes est une immense perte. Et ici, devant moi, je vois des médecins français, ces "french doctors" qui n'en peuvent plus de donner l'alarme et de soigner les blessés et qui trouvent que cette fois l'injustice est décidément trop grande. Et je vois les représentants des organisations humanitaires, des associations de lutte pour les droits de l'homme, tous ont consacré une partie de leur vie aux populations kurdes, qu'ils me pardonnent de ne pas les citer tous ici.

Ceux qui viennent de mourir ont toujours été les premiers à accepter, à exiger l'aide humanitaire pour tous et d'abord pour leurs propres prisonniers.

Nous voici à nouveau plongés dans la barbarie, comme il est difficile d'admettre qu'il existe des dirigeants politiques dont la pratique quotidienne, le principal instrument de pouvoir, reste l'assassinat.

A tant prononcer les trois mots Droits de l'Homme, on oublie trop souvent, dans nos pays riches et chanceux que rien n'est jamais acquis, ni les droits ni les hommes. C'est d'un éternel combat qu'il s'agit.

Il y a des luttes populaires et télévisées, des combats, pour un temps, à la mode. Celui des populations kurdes ne le fut jamais. Trop d'intérêts et de routines, trop de souveraineté de trop d'Etats pour ce peuple brisé entre cinq frontières. Les

idéologues en carte n'y reconnaissaient pas leurs disciples et les ventriloques habituels des peuples ne proféraient aucun son. Alors on pouvait les réduire au silence pour qu'ils ne parlent pas leur langue millénaire, on pouvait détruire leurs livres, on pouvait brûler leurs villages, envahir leurs terres et leurs villes, on pouvait expérimenter sur les familles d'atrocités et modernes bombes, chimiques en particulier ; les responsables du bien et du mal, les héros des indignations et l'homme politique moyen faisaient la sourde oreille et le gros dos. "Des Kurdes meurent, oui, mais tout cela n'est pas clair. Sont-ils de gauche ou de droite, ces enfants Kurdes que l'on assassine ?".

Il y a aujourd'hui pour défendre les enfants kurdes, la langue, les poèmes kurdes et les traditions villageoises, deux très valeureux combattants de moins. Trois, car il ne nous faut pas oublier qu'à Vienne, on a aussi détruit la vie du Professeur RASSOUL. Le Gouvernement Français que je représente ici s'incline devant les trois suppliciés et présentent à leurs familles, à Hélène, sa femme notre amie et à ses deux filles ses condoléances et son soutien.

Quand je pense à toi Abdul Rahman GHASSEMLOU, je pense d'abord à ton rire. Tu étais capable de rire de tout et de tous les hommes. Ton immense culture, le regard d'historien et d'intellectuel que tu portais sur toutes les choses dont tu te servais pour construire de fines analyses procuraient une distance qui élargissait la vision.

Au cœur même des tragédies et des affrontements, même lorsqu'il s'agissait des luttes fratricides entre Kurdes, tu savais conserver une approche humaine pour parler du tragique destin de ton peuple, placé dans une région d'extrême violence et de tourbillons politiques. "Quelle malchance géographique" disais-tu. "On ne parle pas assez des Kurdes parce que nous n'avons jamais pris d'otage, jamais détourné un avion. Mais j'en suis fier" ajoutais-tu. C'est vrai que dans cette région le choix des alliances n'était pas simple pour qui aime les Droits de l'Homme. Et tu avais assez d'indulgence, Abdul Rahman GHASSEMLOU pour en comprendre les mauvaises raisons d'Etat. Comme tu savais rester proche des gens préoccupés de leurs conditions de vie. Et c'est pourquoi parmi les premiers, tu avais accueilli nos médecins volontaires français qui partirent et traitent encore les familles civiles kurdes. Nous

avons beaucoup travaillé à tes côtés, dans les montagnes, et beaucoup parlé, discuté durant de longues nuits, nous t'avons écouté.

Tu étais l'homme du Tiers Monde que j'admirais le plus. A la fois guérilléro et libéral, fidèle à une stratégie, tenant d'une ligne politique ferme et proposant sans cesse l'essentiel, je veux dire, tu voulais dire : la démocratie.

Ah ! si tous les leaders du Tiers Monde avaient été aussi démocrates que toi, combien de milliers de morts auraient été évités !

Dans ta petite maison : trois pièces dont une bibliothèque, au milieu des montagnes, tu me racontais tes rêves réalistes. Ils n'étaient pas de nature à effrayer les puissants de ce monde et de cette région. GHASSEMLOU estimait qu'aucune indépendance d'un Kurdistan rêvée n'était possible. Avec ses amis, il réclamait une autonomie du Kurdistan d'Iran et était près d'en débattre.

Et il voulait en parler avec les successeurs de KHOMEINY. C'est pour cela qu'il s'était rendu à Vienne, malgré les mises en garde, pour faire la paix au nom des Kurdes.

On a eu peur de ce message de paix alors on a tué le messenger. C'est ainsi que jouent à l'exorcisme certains grands enfants qui gouvernent certaines contrées du monde.

Abdul Rahman, les hommes de ta trempe se font rares en cette fin de siècle. Et l'on a beaucoup tué ceux qui te ressemblaient, les humanistes de combat. ANOUAR EL SADATE l'Egyptien, IS-SAM SARTAOUI le Palestinien, SADEGH GHOTBZADEH l'Iranien, BAODIN MAJERHU l'Afghan et Jean-Marie TJIBAOU le Kanaque. Abdul Rahman GHASSEMLOU, j'ai l'impression de t'avoir connu partout, sans doute parce que tu étais un modèle.

Tu n'es pas chez toi dans cette terre Abdul Rahman GHASSEMLOU, aux pieds de ce mur des Fédérés qui honore d'autres combats que tu connaissais et approuvais. Tu es loin de chez toi. Avais-tu un chez toi, éternel exilé ? Ici avec nous, tes amis, nous espérons que tu te sentiras chez toi. La lutte est dure, me disait il y a dix jours mon ami Abdul Rahman GHASSEMLOU surtout parce qu'en se retournant, on voit des sièges vides et des rangs éclaircis. C'est la place des compagnons qui sont tombés dans cette lutte, tellement d'entre

nous sont morts, me disais-tu. Et toi aussi mon ami tu es mort, comme c'est injuste.

Reste avec nous pour un moment Abdul Rahman et toi aussi Abdullah. Le temps que ton pays cesse de faire verser le sang et de verser le sien. Le temps que les hommes à barbe noir ou blanche et les femmes en noir se tendent la main et cessent d'évoquer Dieu au moindre des massacres qu'ils perpétuent eux-mêmes.

*Intervention de Monsieur THOMAS HAMMARBERG
ancien Secrétaire général d'Amnesty International,
président du Comité Suédois de soutien
au peuple kurde*

(traduit de l'anglais)

Je suis venu de Suède pour vous transmettre nos condoléances, vous dire combien nous sommes choqués, quelle immense tristesse nous habite. Je suis porteur d'un message du gouvernement suédois et du parti social-démocrate actuellement au pouvoir. J'ai tenu à vous transmettre moi-même, de vive voix, les respects du Comité suédois des droits de l'homme au Kurdistan, une organisation créée récemment et inspirée dans une large mesure par Abdul Rahman Ghassemlou. Dès les années 70, les militants des droits de la personne humaine ont lutté pour la libération des Kurdes emprisonnés dans les geôles iraniennes. Cette action se poursuit jusqu'à nos jours dans ce nouveau comité suédois rassemblant tous les partis politiques, toutes les églises, syndicats et organisations humanitaires.

Pour nous, Abdul Rahman Ghassemlou avait la stature d'un homme d'Etat de dimension internationale. En juin dernier, il avait été invité au congrès de l'Internationale socialiste qui se tenait à Stockholm. Il a pu y rencontrer beaucoup d'amis du monde entier. Sans doute avait-il un réseau de relations diplomatiques plus vaste que tout autre leader kurde. Nous l'avions compris, comme organisateur, dirigeant, idéologue, il occupait une place exceptionnelle dans l'univers kurde. Homme chaleureux s'il en fut, son charme personnel et son esprit de tolérance ont fait de lui un modèle pour nous tous, dans tous nos combats politiques, dans notre lutte pour les droits de l'homme et la paix dans le monde. Le voir, c'était voir l'image d'un père nous guidant dans notre travail. Son grand savoir lui permettait d'être à la

fois un leader du pankurdisme, un connaisseur des luttes dans les autres parties de la planète et de leurs liens avec la cause qu'il défendait, internationaliste véritable, il percevait la politique comme un tout. Et sa loyauté envers son peuple était indéfectible, nous l'avons constaté.

Nous l'avons vu à Stockholm, il y a trois semaines à peine. Nous avons parlé d'une nouvelle tentative d'une solution pacifique, d'une solution qui garantirait les droits élémentaires de la population kurde d'Iran. Pour régler ce problème, il faut oser prendre des risques, il faut du courage. Tels furent ses propos.

D'avoir osé prendre ce risque lui a coûté la vie. Et nous voici, pleurant la disparition d'un grand leader, d'un ami très proche. Abdul Rahman Ghassemlou et Abdullah Ghaderi-Azar, combattants des droits de l'homme et de la paix, ont été abattus par des forces réactionnaires et corrompues.

Mais nous savons que leur oeuvre, leurs idéaux, leur héritage survivront, qu'ils vont influencer tout l'avenir.

*Intervention de Monsieur PATRICK BAUDOIN
Secrétaire général de la Fédération Internationale
des Droits de l'Homme*

Où les mots sont difficiles à trouver, où les discours paraissent quelque peu vains ; il est même des moments pour ceux qui luttent depuis de nombreuses années en faveur des droits des Kurdes, des moments - il faut le dire - de quelque découragement.

Commeni ! Voilà encore des militants de cette cause et parmi les plus grands qui sont tombés, lâchement assassinés. Voilà une épreuve supplémentaire pour ce peuple kurde !

Il y quinze années, j'ai effectué là-bas un premier séjour, au Kurdistan d'Irak. A l'époque, c'était déjà une guerre parmi les autres. C'était Barzani qui était encore le chef historique. Et depuis lors, que de désillusions pour les Kurdes ! Que de combats ! Que d'atrocités commises ! Des villages détruits, des populations massacrées, des enfants qui ne peuvent pas apprendre leur langue, leurs traditions, l'usage d'armes chimiques ; tout pèse sur le peuple kurde. Et que fait l'opinion publique internationale ? Que font les gouvernements ?

L'indifférence, le silence ! Je n'hésite pas à dire ici notre révolte, notre répugnance, alors que vingt millions et plus de Kurdes vivent dans de telles conditions, si difficiles depuis des années.

Mais ils le font aussi avec tant de courage. Et ce n'est pas aux Peshmergas ici présents que je parlerai de courage, eux qui savent ce que cela veut dire - puisque c'est le sens même du mot "Peshmergas" (ne pas craindre la mort et aller au devant de celle-ci) - quand il s'agit de lutter pour leur cause, leur juste cause. Non, ils ne seront pas morts en vain. La lutte continuera, nous pouvons faire confiance, nous connaissons le courage des Kurdes et nous, qui ne sommes pas forcément Kurdes, nous sommes là pour leur apporter notre soutien. Nous, en tout cas, les organisations internationales avec leurs moyens, essayerons de faire en sorte que l'on parle plus des Kurdes, que l'on ne laisse pas se poursuivre les actes d'atrocité à leur rencontre et que les organisations internationales, les gouvernements fassent enfin pression sur les autorités concernées, en Iran, en Irak, en Turquie, pour que cesse cette situation et qu'enfin les Kurdes puissent bénéficier des droits légitimes qu'ils revendiquent, qu'ils puissent acquérir un minimum d'autonomie, qu'ils puissent être autre chose qu'un peuple en guerre, continuellement en guerre, continuellement opprimé.

Mais nous savons, nous savons que le courage des Kurdes aidera. Nous savons que nous ne devons pas perdre l'espérance. Et nous savons que, derrière le Dr. Ghassemlou et les deux autres militants kurdes qui ont été si sauvagement assassinés, se lèveront d'autres hommes, d'autres militants qui prendront le relais. Et nous, organisations internationales, nous tous ici présents, nous venons dire à la famille, aux amis, notre entier soutien, notre appui ; et leur dire aussi que nous espérons puiser dans ce moment que nous sentons tous douloureux, une énergie nouvelle pour que triomphe la cause Kurde, si légitime.

*Intervention de Monsieur AHMED BEN BELLA
ancien président de la République algérienne*

Toute la famille du Hiwar est en deuil. Notre rédacteur en chef, Fadel Rasoul vient d'être lâchement assassiné. Ce deuil qui frappe sa famille nous affecte terriblement nous qui étions ses amis et qui travaillions avec lui dans le cadre de la revue "El Hiwar". De même, sa perte atteint les innombrables lecteurs de cette revue qui avaient

pu y apprécier la qualité de ses écrits ainsi que tous ceux qui, de près ou de loin l'avaient approché et connu. Et tous ceux-là ne pouvaient que l'aimer.

Fadel était le symbole même du titre que porte notre revue, qui avant d'être la nôtre était d'abord la sienne : c'était avant tout un homme de dialogue en sus de son immense culture.

Cet homme qui n'avait pas hésité à se battre les armes à la main pour défendre ses idéaux de liberté et de dignité, était, au suprême degré, un homme ouvert, modeste, humain et foncièrement bon. Telles certaines fleurs qui exhalent un parfum qui ne vous quitte plus dès que vous vous en approchez, Fadel exhalait le parfum résumant toutes ces qualités. Pour nous qui l'avons connu de près, c'est cela que nous sentons et ressentons très fort en pensant à lui. A jamais. C'est cela qu'une main criminelle, lâchement, perpétrant son forfait dans l'ombre, a osé frapper en ce jour du pardon qu'est pour nous l'Aid el Kebir. Fadel a été assassiné alors qu'en cette journée de fête, il avait laissé les siens pour participer à une oeuvre de conciliation porteuse d'espoir de paix en faveur de ses frères kurdes, pour cette terre meurtrie où il avait vu le jour et qui est devenue une partie de notre chair.

L'assassinat de Fadel résume notre tragédie. Les hommes de qualité sont devenus indésirables chez nous, dans les espaces où vivent nos peuples. Ils n'ont pas d'autre alternative que de fuir vers des horizons lointains ou de disparaître. Mais même alors, même dans ces capitales lointaines, la barbarie parvient à les atteindre comme c'est aujourd'hui le cas pour notre frère Fadel, dans cette belle ville de Vienne devenue pour lui, pour les siens et pour tant d'autres un havre de paix. Un refuge d'où il menait fébrilement une action de paix et un important travail de réflexion pour l'élaboration d'un projet civilisationnel islamique. C'est ainsi qu'essentiellement grâce à lui, la revue "El Hiwar" a pu voir le jour. C'est lui, qui le premier en eut l'idée. C'est lui qui a fourni l'effort essentiel pour qu'elle voit le jour et vive depuis trois années. C'est lui qui en a fait le symbole même de ce qu'il portait en lui, de ses certitudes et de ses espoirs. C'est lui qui insufflait le fécond esprit de synthèse que la revue développe depuis trois ans.

Oui, Fadel est le père spirituel de "El Hiwar".

C'est au moment où nous étions autour de lui pour étudier les moyens propres à la dynamiser,

à élargir son rayonnement, et, que parallèlement à nos rencontres, il menait une autre activité en faveur de la paix du Kurdistan iranien, que la tragédie intervint.

C'est dire combien le legs de Fadel est devenu sacré pour nous. Nous ne cesserons d'oeuvrer pour renforcer "El Hiwar", pour étendre son rayonnement, pour défendre les idéaux de paix, de dialogue, de liberté et de dignité qui ont littéralement habité Fadel et qui perpétueront en nous et dans le coeur d'innombrables amis et lecteurs cette si belle silhouette d'homme, cette si belle image.

Non, des hommes comme Fadel ne meurent pas. Ils habitent le coeur des êtres qu'ils approchent, les enrichissent et y font demeure à jamais et pour toujours.

Tels les hommes, les tyrannies sont mortelles. Souvent elles précipitent leur perte quand, croyant avoir affaire à des victimes désarmées et innocentes, elles s'attaquent à des hommes de la qualité de Fadel. Le sang des hommes purs tels Fadel ne crie pas vengeance, il crée la vie. La vie qui emporte les tyrans et les tyrannies et abrège leur sinistre besogne.

PORTRAITS DES MARTYRS KURDES

A.R. GHASSEMLOU (voir page 10, l'article de Marc Kravetz)

ABDULLAH GHADERI-AZAR

Né en 1952 à Naghadah au Kurdistan d'Iran dans une famille modeste, Abdullah GHADERI a grandi au milieu de ses nombreux frères et soeurs dont il était l'aîné.

Après des études primaires à Naghadah, il fréquente le lycée d'Ourmiah et obtient un baccalauréat section technique. Pendant deux ans, il accomplit son service militaire dans les "Légions du savoir" comme enseignant dans les villages du district d'Alamout (région de Ghazvin). Puis il entre à l'Institut des Beaux-Arts de Téhéran. Ses années d'études terminées, il devient professeur de lycée dans divers établissements scolaires de sa ville natale.

Lors des événements révolutionnaires de 1978, il adhère au P.D.K.I. où il milite jusqu'à sa mort. D'abord dans la clandestinité jusqu'au renversement du Chah, puis ouvertement dans le Comité de Naghadah, assumant de nombreuses responsabilités avec un talent exceptionnel.

Au VIIème Congrès du P.D.K.I., il est élu au Comité Central. Le Bureau Politique le désigne alors comme représentant en Europe, responsabilités qu'il assume dès 1985. Au dernier Congrès (1988), il est reconduit dans ses fonctions.

Tous ceux qui l'ont connu, de quelque nationalité qu'ils soient, ont noté sa modestie, sa capacité d'écoute et sa grande gentillesse.

DR. FADIL RASSOUL

Né en 1948 à Sulaimaniyeh dans une famille patriote, il a terminé ses études secondaires dans cette ville. En 1963, à 15 ans, il fut emprisonné et torturé pour ses

activités politiques. En 1968-69, il fut le secrétaire de l'Union des Etudiants du Kurdistan irakien. Parallèlement à ses études de droit et de sciences politiques à l'Université de Bagdad, il commença à faire du journalisme.

Au début de l'année 1970, il fonda avec un autre martyr de la cause kurde, Chehabi Cheikh Nouri, et d'autres l'Association des travailleurs du Kurdistan irakien. Jusqu'à la fin de ses études en 1978, il menait ses activités politiques de militant dans la clandestinité.

En 1978, pour des raisons de luttes intestines entre les partis politiques kurdes, il quitta le Kurdistan irakien et partit pour Beyrouth qui était à l'époque un carrefour politique important au Proche-Orient. Là, il travailla pendant quelque temps au Centre des études palestiniennes.

En 1980, il partit pour Vienne où il termina son doctorat en sciences politiques. Dans le même temps il entretenait des rapports suivis avec les organisations kurdes, sans cependant appartenir à l'une d'entre elles. Il développait également des relations avec de nombreux intellectuels du monde arabe et iranien. Avec certains d'entre eux, notamment avec l'ancien président algérien Ahmed BEN BELLA et Abol Hassan BANI SADR, ancien président de la République islamique d'Iran, il fonda en 1986 une revue en langue arabe AL HIWAR (Le Dialogue) pour favoriser les échanges d'idée et la réflexion sur le devenir du monde musulman. Par sa tenue et la qualité de ses articles cette revue dont F. Rassoul était le rédacteur en chef a acquis un important rayonnement parmi les intellectuels musulmans.

Chercheur à l'Université de Vienne, Fadhel Rassoul était également un collaborateur actif de l'Institut Kurde. Outre ses articles parus dans les journaux et revues, il avait publié deux ouvrages en allemand intitulés *Grßmacht Politik und Freiheif Kampf*, Junius Verlag, 1988, *Irak-Iran Ursachen und Dimensionen eines konfliktes*, 1987, International, Berlin.

Le secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran aurait eu 59 ans en décembre. Loin d'être un non-violent, il condamnait pourtant le terrorisme par principe. Loin d'être un combattant passif, il avait aussi le scepticisme des universitaires.

Abdelrahman Ghassemlou, assassiné à Vienne le 13 juillet 1989, était à tous égards une personnalité d'exception, à la fois comme dirigeant d'un mouvement armé de libération nationale parmi les plus anciens et les mieux implantés au sein de sa population et par son rayonnement personnel, son audience internationale, une capacité rare, sinon unique, d'incarner les traditions et le combat d'un peuple millénaire dans les valeurs de cette fin de siècle, liberté, démocratie, cosmopolitisme. Il était peu connu du grand public et beaucoup auront appris son existence à l'heure de son assassinat.

Non qu'il fût un homme de l'ombre entouré d'épais mystères. Le secrétaire général du Parti démocratique kurde, d'Iran, chef de guerre quand il le fallut, dirigeant politique avant tout, se voulait homme de contact et de dialogue. Il était l'ambassadeur passionné et infatigable de sa cause, parcourant le monde pour la faire connaître. Mais il ne se sentait jamais aussi heureux qu'avec ses *peshmergas* dans une mesure de torchis au fond d'une vallée perdue de la frontière irano-irakienne où, d'un démenagement à l'autre, il transportait une bibliothèque avec lui.

Amoureux des bons livres et des bons vins — il savait mieux se passer des seconds que des premiers —, aussi à l'aise à une table parisienne que dans l'isolement frugal du rude hiver de ses montagnes, Ghassemlou mêlait, à près de soixante ans — il aurait eu cinquante-neuf ans en décembre prochain — une sérénité de sage oriental à un dynamisme de jeune homme, la curiosité d'un encyclopédiste et les appétits d'un joyeux vivant. Inflexible dans ses convictions autant que pragmatique dans la conduite des actions, Ghassemlou semblait concilier sans déchirement les radeurs nécessaires du combat politico-militaire avec l'élégant scepticisme de l'universitaire qu'il fût longtemps.

Docteur en économie, il était aussi un fou d'histoire et de littérature, expert raffiné de poésie kurde, persane ou arabe, mais citant volontiers Hugo, Baudelaire, Walt Whitman ou Thomas Eliot. Chaleureux, ouvert, disponible, maniant l'ironie et l'humour avec autant d'aisance que les six ou sept langues qu'il parlait et écrivait couramment, ceux qui ont un jour croisé son chemin en parlent dans les mêmes termes. Tous, au souvenir d'une seule conversation, même lointaine, avouent qu'ils sont tombés sous son charme, sympathisants de son mouvement, intellectuels, médecins, ministres, ambassadeurs, politiciens de gauche ou de droite. Peu d'hommes, dans ce siècle, pourraient revendiquer une telle unanimité.

Militant, puis dirigeant communiste au sein du parti iranien « Toudch », Ghassemlou, qui séjourna quinze ans à Prague où il enseignait l'économie, rompit avec le PC en août 1968, au

lendemain de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Renonçant aux certitudes du dogme, il n'avait pas renié son passé. Il en scrutait les failles comme il analysait une situation politique : pour comprendre ce qui, un moment, avait basculé du juste dans l'injuste, du vrai dans l'erreur, sinon dans l'horreur. Et en tirer les leçons. Particulièrement bien placé pour connaître les difficultés du combat politique dans une société « arriérée », comme il disait, parce que coupée du monde, privée de tous ses droits à la décision, à l'expression, à l'accès à sa propre culture, il n'entendait pas faire du sous-développement une idéologie de l'action, justifiant tous les dérapages, le culte de la violence pour elle-même, l'exaltation de la chefferie dans l'organisation, la dictature de l'organisation sur le peuple.

Il n'acceptait pas non plus qu'il y eût un discours à l'usage des relations publico-médiatiques et le droit sans partage de l'oublier sur le terrain. Sa principale fierté, l'aura-t-il assez répété, était, dans toute la mesure du possible, d'identifier les idéaux du mouvement à sa manière d'agir au jour le jour. Jamais le PDKI n'a maltraité des prisonniers, contraindre des civils, pris des otages, détourné des avions ou déposé des bombes dans les autobus ou les marchés des villes « ennemies », *a fortiori* hors des frontières de son combat. Loin d'être un non-violent, Ghassemlou condamnait le terrorisme par principe. Un refus dont il acceptait de payer le prix tout en notant, avec un rien d'amertume, qu'il expliquait peut-être le peu d'intérêt médiatique porté à la question kurde. « *En prenant des otages ou en posant des bombes, n'importe quel groupuscule devient célèbre alors qu'on ignore les mouvements de libération qui ne pratiquent pas le terrorisme* », soulignait-il un jour dans *Libération*.

En novembre 1979, Ghassemlou avait, dès le premier jour, condamné la prise en otage des diplomates et fonctionnaires de l'ambassade américaine à Téhéran. Pour le secrétaire général du PDKI, affranchir l'Iran de l'emprise américaine ou libérer le tiers monde de l'impérialisme des grandes puissances, comme le proclamait le programme du PDKI, était l'objectif d'un combat politique de longue haleine, inséparable de la liberté et de la démocratie pour tous.

En dépit des accusations de Téhéran, Washington n'en démontra pas plus de sympathie pour la cause kurde. Si la diplomatie américaine avait été particulièrement active du temps de la guerre kurde en Irak (1961-1975), pour des motifs géo-stratégiques dont le D^r Kissinger s'explique longuement — et cyniquement — dans ses *Mémoires*, elle ne s'émoussa jamais pour les Kurdes d'Iran. Ghassemlou lui-même était alors interdit de séjour aux Etats-Unis et devait le rester jusqu'au début de ce mois, où il venait, pour la première fois, d'obtenir un visa. A la veille de son départ pour Vienne, il préparait avec un soin particulier ce voyage aux Etats-Unis dont il

attendait beaucoup pour faire connaître le problème kurde, sans espérance excessive sur le résultat politique.

La cause des Kurdes, il ne le savait que trop, non seulement celle des 5 millions de Kurdes iraniens mais des 25 millions de Kurdes répartis dans cinq pays, aussi « sympathique » fût-elle pour une partie instruite de l'opinion internationale, ne mobiliserait jamais la diplomatie des grandes puissances ni même des démocraties européennes, d'abord soucieuses de leurs intérêts régionaux particuliers. Abdelrahman Ghassemlou en avait fait l'expérience lors de ses multiples déplacements à l'étranger, et notamment en Europe. Objet de la considération générale, on le recevait rarement dans les cercles officiels. Au mieux, jouant sur d'anciennes amitiés et profitant de son appartenance à l'Internationale socialiste, il obtenait de temps à autre quelque sollicitude humanitaire pour son peuple, ou encore, au bénéfice d'une oreille généreuse, il arrivait à résoudre un problème qui lui tenait à cœur. L'ancien ministre de Giscard, Jean-François Deniau, rappelait, non sans émotion, que Ghassemlou avait fait autrefois le siège de son bureau pour que le gouvernement français aide à la réédition du seul dictionnaire franco-kurde depuis longtemps épuisé.

Réaliste, le chef du PDKI nous confiait un jour qu'à la fin d'un siècle marqué par l'affirmation des nationalismes et leur fragile stabilisation, on n'allait pas faire « exploser la carte pour permettre aux Kurdes de se construire un Etat indépendant sur la ruine de trois autres ». Aussi ne revendiquait-il pas l'indépendance pour les Kurdes d'Iran mais l'autonomie pour le Kurdistan iranien. Ses adversaires de Téhéran tenaient le mot d'ordre pour une hypocrisie tactique, un masque grossier pour un séparatisme qui n'osait pas s'avouer, la première étape vers un « Grand Kurdistan » réunissant les Kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie et même ceux de Syrie et d'URSS. Sur ce point, les « laïcs », façon Bani-Sadr, étaient d'accord avec les mollahs intégristes.

La sentence de mort fut prononcée dès 1979, quand Abdelrahman Ghassemlou fut élu, seul laïc déclaré, député à l'assemblée « constituante ». Pour raisons de sécurité, il refusa de se rendre à Téhéran. L'ayatollah Khomeiny regretta publiquement son absence devant les caméras de télévision, en ajoutant : « Quel dommage, nous l'aurions arrêté et fait fusiller immédiatement. » Le 13 juillet 1989, jour de l'Aïd el-Kebir, « fête du pardon » pour les musulmans, était aussi le quarantième jour du deuil de l'imam, célébration sacrée pour les chutes. Faut-il y voir seulement une coïncidence ? Ou plutôt que les assassins, déguisés en négociateurs de paix avec un mandat officiel de Hachemi Rafsandjani et des passeports signés Velayati, sont venus de Téhéran pour enfin, en ce jour rituel, exécuter la sentence ?

UNE RÉOLUTION SPÉCIALE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE PARIS

*Conférence Internationale
Les Kurdes: «droits de l'Homme et
Identité Culturelle»*

Paris, le 14 octobre 1989

Trois mois après l'assassinat à Vienne, le 13 juillet 1989, de trois personnalités kurdes, le Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, Secrétaire Général du P.D.K.I., de M. Abdullah Ghaderi, Représentant de ce parti en Europe, et du Dr. Fadil Rasoul, l'enquête menée par les autorités autrichiennes semble n'avoir à ce jour donné aucun résultat, comme si, aujourd'hui encore, on continuait de croire que les auteurs de crime étaient inconnues pour tout le monde.

Des pièces essentielles, tels le rapport d'autopsie ou l'expertise balistique n'ont toujours pas, officiellement au moins, été versées au dossier, interdisant du même coup d'établir avec certitude les conditions dans lesquelles les trois personnalités kurdes ont été assassinés à l'issue d'une réunion avec trois émissaires iraniens.

L'un des ces émissaires a disparu le soir du crime,

un autre a pu quitter librement l'Autriche au bénéfice d'une immunité diplomatique dont les autorités autrichiennes disent elles-mêmes qu'elle ne pouvait être invoquée dans ces circonstances. le troisième membre de cette "délégation" iranienne est officiellement réfugié dans son ambassade à Vienne sous le coup d'une inculpation dérisoire.

Nous ne pouvons accepter un état de fait qui, s'il se prolongeait, signifierait ni plus ni moins que le crime de Vienne restera pour toujours impuni. Non seulement pour le respect de la mémoire de nos amis, mais aussi dans un souci d'équité et de justice, nous ne pouvons pas croire qu'un pays démocratique puisse, au nom d'une quelconque raison d'Etat, bafouer son propre droit et ses valeurs qui sont le droit et les valeurs de toutes les nations démocratiques.

C'est pourquoi, nous adjurons de toutes nos forces les autorités autrichiennes à mettre en œuvre tous les moyens d'un Etat de droit pour que la lumière soit faite sur le crime du 13 juillet et ses auteurs identifiés et poursuivis. Nous demandons que les résultats de l'enquête soient rendus publics et que la justice autrichienne puisse sans entraves poursuivre son travail et prononcer les inculpations des assassins et de leurs complices.

HISTORIQUE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LE MOUVEMENT KURDE IRANIEN ET LES AUTORITÉS DE TÉHÉRAN

Dès la chute de la monarchie, les représentants de la population kurde ont essayé de négocier avec le gouvernement central de Téhéran un statut d'autonomie pour les 6 millions de Kurdes d'Iran. Les premières démarches effectuées de mars à juillet 1989 tant auprès du Premier ministre Mahdi Bazargan que de l'ayatollah Khomeiny n'ont pas abouti. Ce dernier avait déclaré à A.R. Ghassemlou que la notion même de l'autonomie était étrangère à l'islam et que tous les musulmans étant frères, il n'y avait pas lieu de reconnaître aux Kurdes des droits spécifiques.

En décembre 1979, après une guerre meurtrière

de 3 mois déclenchée sur l'ordre de Khomeiny, des négociations officielles ont été engagées à Mahabad entre la délégation kurde unie, regroupant toutes les organisations kurdes et les représentants du pouvoir central. Il s'est rapidement avéré que Téhéran ne les avait engagées que pour gagner du temps, en attendant de mieux organiser ses forces. Elles se sont terminées en queue de poisson et la guerre a repris de plus belle au printemps 1980. Elle continue depuis sans trêve ni relâche.

Tout au long de cette guerre imposée au peuple kurde, A.R. Ghassemlou n'a cessé d'affirmer qu'il

n'y avait pas de solution militaire à la question kurde et qu'il fallait parvenir à un règlement négocié. Il s'est à maintes reprises publiquement déclaré disposé à négocier avec le régime iranien et cette attitude a été l'une des causes de la rupture de son Parti avec le Conseil national de la résistance iranienne.

Fidèle à ses principes, il avait, en décembre 1988, accepté l'offre iranienne de pourparlers de paix. Une première série de discussions ont eu lieu les 30 et 31 décembre 1988 à Vienne, suivies d'une seconde série entre les 19 et 20 janvier 1989 dans la même ville. La délégation du PDKI était composée de A.R. GHASSEMLOU et A. QADERI-AZAR, son assistant.

La délégation de Téhéran comprenait deux personnes également. MOHAMMAD JAFAR SAHRAROUDI et son adjoint HADJI MOUSTAFAWI. Servait d'intermédiaire entre les deux parties, JALAL TALABANI, chef de l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan iranien).

Après plusieurs mois d'interruption, la deuxième série de négociations PDKI-TEHERAN débuta le 12 juillet, toujours à Vienne. Elle se poursuivit le lendemain 13 juillet, jusqu'à 19H20 ...

L'intermédiaire n'était plus JALAL TALABANI que les Iraniens auraient accusé d'avoir manqué de discrétion la première fois. L'ex-président algérien Ahmed BEN BELLA aurait été proposé pour jouer ce rôle, sans doute par F. RASSOUL. Mais les Iraniens auraient rejeté cette offre.

La composition de la délégation du gouvernement iranien était identique à celle de décembre-janvier précédents : MOHAMMAD JAFAR SAHRAROUDI et HADJI MOUSTAFAWI, avec en plus, AMIR MANSUR BOZORGIAN, officiellement garde du corps de SAHRAROUDI.

OBJET DES NÉGOCIATIONS

Les conditions de la paix au Kurdistan d'Iran, le statut d'autonomie pour cette région et les modalités des accords. En décembre-janvier précédents, A.R. GHASSEMLOU avait longuement exposé ses vues, lesquelles sont d'ailleurs bien connues puisque publiées dans divers documents et commentées dans nombre d'interviews. "Autonomie pour le Kurdistan dans un Iran démocratique", le mot d'ordre du PDKI reste inchangé depuis des années. Ce qui implique, selon le PDKI, la reconnaissance légale du statut d'autonomie, l'enseignement du kurde dans les écoles élémentaires, l'utilisation du persan et du kurde comme langues officielles dans l'administration du territoire kurde, la délimitation précise du territoire kurde. Enfin, le PDKI réclamait le droit de conserver sa force militaire, ses Peshmargas (partisans), pour assurer l'ordre et la sécurité dans le territoire autonome.

Les pourparlers de décembre-janvier semblent s'être déroulés d'une façon normale, avec un réel échange de vues entre les deux parties, le tout enregistré sur des bandes magnétiques que le PDKI tient en sa possession. Le principe du statut autonome semblait acquis.

Les modalités d'application restaient à préciser ainsi que le choix de la terminologie. C'est un fait que les négociations semblaient sur la bonne voie puisque, concernant le délicat problème de l'utilisation des Peshmargas pour le maintien de l'ordre, une solution fort originale avait été avancée.

Par contre, l'écoute des bandes magnétiques des négociations du 12 et 13 juillet 1989 laissent apparaître les dérobades de la partie iranienne et les efforts répétés de A.R. GHASSEMLOU pour entraîner ses interlocuteurs vers des réponses concrètes, sans grand succès d'ailleurs.

Ces bandes-témoins sont dans les mains de la police autrichienne.

EN BREF, LA REVUE DE LA PRESSE

AUTRICHE-FUSILLADE. Un dirigeant du Parti kurde démocratique d'Iran parmi les victimes d'une fusillade à Vienne. (AFP 14.07.89).

AUTRICHE-FUSILLADE PREV. Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran assassinés à Vienne (AFP 14.07.89).

AUTRICHE-FUSILLADE. M. Ghassemlou : chantre du nationalisme kurde en Iran (bio-portrait par Eliane Merel). (AFP 14.07.89).

ATTENTAT TERRORISTE A VIENNE. TROIS DIRIGEANTS KURDES EXECUTES D'UNE BALLE DANS LA TETE. Attentat terroriste sanglant dans le district des ambassades. Une quatrième victime sérieusement blessée. (NEUE KRONEN ZEITUNG 14.07.89).

AGRESSION TERRORISTE A VIENNE. TROIS KURDES IRANIENS ASSASSINES. Motivation vraisemblablement politique pour les massacres. (CHRONIK 14.07.89).

AGRESSION TERRORISTE A VIENNE. TROIS KURDES IRANIENS ASSASSINES. Motivation vraisemblablement politique pour le massacre. (DIE PRESSE 14.07.89).

MORT TERRORISTE. UNE JEUNE FEMME PARMILLES VICTIMES. (DIE PRESSE 14.07.89).

AUTRICHE-CHASSEMLOU. L'Irak "probablement derrière l'assassinat" des dirigeants kurdes, selon le ministre iranien de l'Intérieur. (AFP 15.07.89).

PRINCIPAL DIRIGEANT KURDE D'IRAN ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU A ETE ASSASSINE A VIENNE. M. Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et principale figure du mouvement autonomiste du Kurdistan iranien, a été tué, jeudi soir 13 juillet, lors d'une fusillade dans un appartement de Vienne, au cours de laquelle deux autres personnes sont mortes, a-t-on appris de source autorisée. Un quatrième homme a été grièvement blessé. Selon la police viennoise, ces meurtres ressemblent fort à des "exécutions". Le ou les meurtriers ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui laisse penser que les victimes les connaissaient. (LE MONDE 15.07.89).

IRAN : LE CHEF DE L'OPPOSITION KURDE ASSASSINE A VIENNE. (QUOTIDIEN DE PARIS 15.07.89).

TROIS DIRIGEANTS KURDES ASSASSINES. Parmi

eux, Abdel Rahman Ghassemlou, principal dirigeant kurde iranien, abattu à Vienne alors qu'il renouait le dialogue avec Téhéran. (LIBERATION 15-16.07.89).

UN DIRIGEANT KURDE IRANIEN ASSASSINE. (L'HUMANITE 15.07.89)

LES OBSEQUES D'ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU auront lieu jeudi à 14 H 30 à Paris. (L'HUMANITE 16.07.89).

AUTRICHE : UN DIRIGEANT KURDE ASSASSINE A VIENNE. (LE FIGARO L'AUREOLE 15-16.07.89).

AGRESSION TERRORISTE CONTRE DES KURDES. TROIS TUEURS ONT TIRE SANS MOT DIRE. (NEUE KRONEN ZEITUNG 15.07.89).

ASSASSINAT DES KURDES. Le commando terroriste fait éclater une rencontre secrète à Vienne. Les tueurs investissent l'appartement et se mirent à tirer sans mot dire (KURIER 15.07.89).

PARTI KURDE DECAPITE. Le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) pro-irakien, Abdel Rahman Ghassemlou, et deux autres militants kurdes ont été assassinés, jeudi soir à Vienne, alors qu'ils rencontraient un quatrième homme porteur d'un passeport diplomatique iranien, a annoncé hier la police autrichienne. (LA SUISSE 15.07.89).

AUTRICHE : ATTENTAT A VIENNE "EXECUTION PUNITIVE" CHEZ LES KURDES. La police autrichienne parle d'"exécution punitive". Trois Kurdes ont été assassinés jeudi soir dans un appartement de Vienne, un autre a été hospitalisé dans un état désespéré. (OUEST FRANCE 15.07.89).

AUTRICHE : MYSTERIEUX ASSASSINAT DE TROIS MILITANTS KURDES IRANIENS. (CHARENTE LIBRE 15.07.89).

OBSEQUES A PARIS DES DEUX DIRIGEANTS KURDES ASSASSINES A VIENNE (VOIX DU NORD 21.07.89).

EXECUTION PUNITIVE. Trois morts et un blessé dans une fusillade dans un appartement de Vienne, dont le chef du Parti démocratique kurde. (DAUPHINE LIBERE 15.07.89).

UN DIRIGEANT KURDE ABATTU A VIENNE. (DEPECHE DE DIJON 15.07.89).

TROIS DIRIGEANTS KURDES ASSASSINES. (L'INDEPENDANT 15.07.89).

VIENNE : TROIS DIRIGEANTS KURDES IRANIENS ASSASSINES. La police autrichienne s'oriente vers un règlement de comptes politique au sein du mouvement d'opposition kurde. (VAR MATIN 15.07.89).

LE PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN DECAPITE. TRIPLE ASSASSINAT A VIENNE. Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne. (LIBERTE DE L'EST 15.07.89).

FUSILLADE A VIENNE. TROIS DIRIGEANTS KURDES D'IRAN ASSASSINES. (LE COURRIER 15-16.07.89).

MANIFESTATION A LA MEMOIRE D'ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU JEUDI A PARIS. (AFP 16.07.89).

L'ASSASSINAT D'ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU A VIENNE : LE MOUVEMENT AUTONOMISTE KURDE IRANIEN DECAPITE. Le mouvement autonomiste Kurde Iranien décapité, la question se pose de savoir qui a commandité l'assassinat de l'animateur principal de ce mouvement Abdel Rahman Ghassemlou, tué, jeudi soir 13 juillet, de deux balles dans la tête dans un appartement viennois en compagnie de deux autres personnes (Le Monde du 15.07). Secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), la plus importante formation kurde en lutte contre le régime islamique dès l'accession au pouvoir de l'Imam Khomeiny, en 1979, Abdel Rahman Ghassemlou ne manquait pas d'ennemis, jusqu'au sein de son parti. (LE MONDE 16 & 17.07.89).

MORT DES KURDES - RECHERCHE D'UN 6ème HOMME. Un diplomate iranien a disparu. La police poursuit maintenant une trace chaude. (KURIER 16.07.89).

UN OFFICIER IRANIEN CITE COMME TEMOIN. (NEUE KRONEN ZEITUNG 16.07.89).

AUTRICHE-KURDES - L'ASSASSINAT D'ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU A VIENNE : LE PDKI MET EN CAUSE L'IRAN - OBSEQUES AVEC MANIFESTATION JEUDI A PARIS. (AFP 17.07.89).

UN KURDE VICTIME D'UN PIEGE IRANIEN. Ghassemlou, leader du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, et deux dirigeants kurdes ont été assassinés jeudi à Vienne. La police autrichienne semble privilégier la "piste iranienne", même si Téhéran et Bagdad s'accusent mutuellement de la tuerie. (LIBERATION 18.07.89).

TROIS DIRIGEANTS KURDES DU PDKI SONT AS-

SASSINES. (JOURNAL DE GENEVE 15-16.07.89). ANTI-IRANIEN NOTOIRE UN CHEF KURDE ABATTU A VIENNE. (TRIBUNE DE GENEVE 15-16.07.89).

ATTENTAT MEURTRIER A VIENNE. L'OPPOSITION KURDE IRANIENNE DECAPITEE. Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI), dont son secrétaire Général Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé, jeudi soir, lors d'un attentat perpétré dans un appartement de Vienne. (TELEGRAMME DE BREST 15.07.89).

TROIS KURDES ASSASSINES. Le chef du Parti démocratique kurde et deux de ses militants en exil à Vienne ont été tués par balles dans leur appartement, sans doute pour des rivalités partisans. (SUD OUEST 15.07.89).

FUSILLADE EN AUTRICHE : TROIS DIRIGEANTS KURDES ASSASSINES. Un attentat meurtrier a été perpétré hier en Autriche contre des dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran. Les faits se sont déroulés lors d'une réunion privée dans un appartement à Vienne où trois personnes ont trouvé la mort alors qu'une quatrième victime est grièvement blessée mais hors de danger. Ces "exécutions" n'ont pas été revendiquées. Toutefois les enquêteurs optent pour la thèse de l'attentat politique. (QUOTIDIEN DE LA REUNION 15.07.89).

TROIS OPPOSANTS IRANIENS TUES. Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne. (VENDEE MATIN 15.07.89).

AUTRICHE : ASSASSINAT DE TROIS DIRIGEANTS DU PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN. (COURRIER DE SAONE ET LOIRE 15.07.89).

VIENNE : ASSASSINATS POLITIQUES. (ECHO DU CENTRE 15.07.89).

AUTRICHE : MYSTERE AUTOUR DE L'ATTENTAT. Trois jours après l'assassinat le mystère subsiste. (OUEST FRANCE 17.07.89).

ATTENTAT POLITIQUE A VIENNE. Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran assassinés. (MERIDIONAL 15.07.89).

APRES LE TRIPLE ASSASSINAT DE VIENNE LE PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN DECAPITE. (LE PROVENCAL 15.07.89).

KURDE : Abdel Rahman Ghassemlou a trouvé la mort à Vienne dans une fusillade qui a fait deux autres victimes et un blessé grave a annoncé la radio autrichienne. (L'ARDENNAIS 15.07.89).

TROIS DIRIGEANTS DU PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN ASSASSINES A VIENNE. (NORD LITTORAL 15.07.89).

TROIS DIRIGEANTS KURDES IRANIENS ASSASSINES EN AUTRICHE. (NORD ECLAIR 15.07.89).

MEURTRE D'UN CHEF KURDE A VIENNE. UNE VERITABLE EXECUTION POLITIQUE DONT LES AUTEURS SONT EN FUITE. Dans la capitale autrichienne, une fusillade meurtrière qui a toutes les apparences d'une expédition punitive, a fait trois morts et un blessé dans les milieux d'exilés kurdes. La cible principale de cette agression était Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran. (LA LIBRE BELGIQUE 15-16.07.89).

LE PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN (PDKI) a mis hier soir en cause l'Iran dans l'assassinat jeudi dernier à Vienne de son secrétaire général M. Abdel Rahman Ghassemlou et deux autres dirigeants du PDKI. (BULLETIN QUOTIDIEN 17.07.89).

FUSILLADE A VIENNE : LE PARTI DEMOCRATIQUE KURDE DECAPITE. (DEPECHE DU MIDI 15.07.89).

VIENNE PRESUME DES MOTIFS POLITIQUES POUR LA MORT DES TROIS KURDES. (DIE WELT 15/16.07.89).

MANDAT D'AMENER CONTRE DEUX IRANIENS. L'un des recherchés doit se trouver à l'ambassade d'Iran à Vienne (DER STANDARD 19.07.89).

AUTRICHE : LE MYSTERE SUBSISTE SUR L'ASSASSINAT DE DIRIGEANTS KURDES. (QUOTIDIEN DE LA REUNION 17.07.89).

LA GUERRE OUBLIEE DES KURDES. Un an après la fin des hostilités entre l'Iran et l'Irak, les gouvernements de ces deux pays oppriment toujours leurs Kurdes respectifs. De passage à Paris, Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocrate du Kurdistan iranien (PDKI), explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, la situation du Kurdistan iranien et analyse l'avenir de la République islamique après la mort de l'ayatollah Khomeiny. (TEMOIGNAGE CHRETIEN 17 au 23.07.89).

LES KURDES EN IRAK - LA ZONE DE MORT. Le gouvernement irakien a entrepris, depuis quelques

mois, la destruction de centaines de villages kurdes pour créer une "zone de sécurité" tout au long de la frontière iranienne et turque. (TEMOIGNAGE CHRETIEN 17 au 23.07.89).

MORT DES DIRIGEANTS KURDES. Le témoin blessé, dans l'impossibilité de témoigner clairement. (NEUE KRONEN ZEITUNG 17.07.89).

AUTRICHE-KURDES. LA VEUVE D'UN DIRIGEANT KURDE ASSASSINE A VIENNE ACCUSE L'IRAN. (AFP 19.07.89).

LE PDKI RENOUVELLE SES ACCUSATIONS CONTRE L'IRAN APRES L'ASSASSINAT DE TROIS KURDES A VIENNE. (AFP 19.07.89).

LA RESISTANCE KURDE PERD UN GRAND HOMME. Outre qu'elle prive la cause kurde d'un grand chef et d'un grand diplomate, la mort de M. Ghassemlou compromet les chances d'un règlement politique de la question kurde en Iran et borne toute solution par le mur de violence des dissensions internes, pour le plus grand bien des Etats "hébergeant" des Kurdes. La relève sera en tout cas dure à assurer. (GAMK 19.07.89).

KURDES-OBSEQUES. DEBUT A PARIS DES OBSEQUES DES DEUX DIRIGEANTS KURDES ASSASSINES A VIENNE. (AFP 20.07.89).

LA QUESTION KURDE DEMEURE D'ACTUALITE. Des élections dans la région de la minorité en Irak n'ont pas mis fin à la répression. (SUDDEUTSCHE ZEITUNG 12.09.89).

IRAN-AUTRICHE-KURDES. "MISE EN GARDE" DE L'IRAN A L'AUTRICHE APRES LES MANDATS D'ARRET CONTRE DEUX "DIPLOMATES" IRANIENS. (AFP 19.07.89).

DEUX IRANIENS RECHERCHES POUR L'ASSASSINAT D'ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU. (LE MONDE 20.07.89).

QUI DEFENDRA DEMAIN LES KURDES ? par Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. (LE MONDE 20.07.89).

MEDECINS DU MONDE, AIDE MEDICALE INTERNATIONALE, MEDECINS SANS FRONTIERES, LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME, LA FONDATION FRANCE LIBERTES, appellent à un rassemblement en faveur du peuple kurde. (LE MONDE 20.07.89).

LE PDKI annonce la disparition de deux de ses dirigeants. (LE MONDE 20.07.89).

POURQUOI L'ASSASSINAT D'UN SCIENTIFIQUE KURDE ? (LE BIEN PUBLIC 19.07.89).

DERNIER HOMMAGE KURDE. Venus de Suède, d'Italie, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, près d'un millier de réfugiés kurdes ont conduit au Père Lachaise Abdel Rahman Ghassemlou. (COURRIER PICARD 23.07.89).

APRES L'ASSASSINAT DU LEADER KURDE GHASSEMLOU, MANDATS D'ARRET CONTRE DEUX DIPLOMATES IRANIENS. La piste semble mener à Téhéran. (LA CROIX 18.07.89).

L'ASSASSINAT DU CHEF DES KURDES IRANIENS : TEHERAN MONTRE DU DOIGT. (LA CROIX 20.07.89).

OBSEQUES A PARIS DES DEUX DIRIGEANTS KURDES ASSASSINES A VIENNE - HOMMAGE DE BERNARD KOUCHNER, AU NOM DU GOUVERNEMENT FRANCAIS. (AFP 20.07.89).

AGGRAVATION DES RAPPORTS TEHERAN-VIENNE A CAUSE D'UN MANDAT D'ARRET EN RAPPORT AVEC L'ASSASSINAT DES KURDES IRANIENS. (DER TAGESSPIEGEL 20.07.89).

L'ASSASSINAT DU LEADER KURDE MENE VERS UN CONFLIT ENTRE VIENNE ET TEHERAN. L'Irak refuse la remise d'un suspect. (DER TAGESSPIEGEL 22.07.89).

LE PDKI ACCUSE L'IRAN D'AVOIR ATTIRE ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU DANS UN PIEGE. (LE MONDE 21.07.89).

GHASSEMLOU ENTERRE A PARIS. Près de deux mille personnes ont accompagné hier au Père-Lachaise les dépouilles du leader kurde et de son compagnon, assassinés le 13 juillet à Vienne. (LIBERATION 21.07.89).

SUSPICION DE TERREUR A L'AMBASSADE IRANIENNE. LE CONFLIT VIENNE-TEHERAN - CRITIQUE ACERBE DE "MOKS". (DIE PRESSE 21.07.89).

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE AUTRICHIENNE ACCUSE L'IRAN DE L'ASSASSINAT DES DIRIGEANTS KURDES. (AFP 21.07.89).

OBSEQUES A PARIS DES CHEFS KURDES. (LIBERTE DU MORBIHAN 21.07.89).

ATTENTAT DE VIENNE : OBSEQUES A PARIS DES DEUX DIRIGEANTS KURDES. (LE PROGRES 21.07.89).
LES KURDES EN DEUIL. (L'HUMANITE 21.07.89).

KURDES ASSASSINES : MISE EN GARDE IRANIENNE ENVERS L'AUTRICHE. (LIBERATION 31.07.89).

OBSEQUES A PARIS DES CHEFS KURDES. (VENDEE MATIN 21.07.89).

DIRIGEANTS KURDES INHUMES. (VAR MATIN 21.07.89).

GHASSEMLOU. (REVOLUTION 21.07.89).

OBSEQUES A PARIS DES DEUX KURDES ASSASSINES A VIENNE. (MONTAGNE 21.07.89).

DEUX IRANIENS RECHERCHES POUR L'ASSASSINAT D'ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU. (GAMK 21.07.89).

LES KURDES ENSEVELISSENT A PARIS DEUX DE LEURS MEILLEURS DIRIGEANTS. Des milliers de participants en deuil et un avertissement à l'Autriche. (KURIER 21.07.89).

MORT SUR COMMANDE. Du fait que de nombreux indices démontrent l'implication des milieux clandestins iraniens dans l'attentat de Vienne, les autorités autrichiennes gardent une attitude très réservée. (PROFIL 24.07.89).

ASSASSINAT DE GHASSEMLOU : LE TON MONTE. (L'HUMANITE 20.07.89).

UN ODIEUX GUET-APENS. Le parti d'Abdel Rahman Ghassemlou, assassiné à Vienne et le gouvernement autrichien accusent Téhéran. (L'HUMANITE 22.07.89).

KURDES : DIALOGUE IMPOSSIBLE? (L'EVENEMENT DU JEUDI 20.07.89).

L'ATTENTAT DE VIENNE A ETE "MINUTIEUSEMENT PREPARE" PAR TEHERAN, SELON LES MOUDJAHIDINES DU PEUPLE IRANIEN. (AFP 25.07.89).

L'AFFAIRE KURDE "TROUBLE" L'AUTRICHE. Vienne veut entendre l'émissaire iranien impliqué dans le meurtre du leader kurde et réfugié à Téhéran. (LIBERATION 28.07.89).

AUTRICHE : POLEMIQUE A VIENNE APRES L'ASSASSINAT D'ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU. (LE MONDE 29.07.89).

L'AUTRICHE LAISSE S'ENFUIR L'IRANIEN BLESSE RESPONSABLE DE L'ASSASSINAT DES KURDES. Il s'était soi-disant procuré le véhicule pour s'enfuir. (DER TAGESSPIEGEL 27.07.89).

POLEMIQUE AU SEIN DES AUTORITES A VIENNE SUR L'ATTITUDE ADOPTEE APRES L'ASSASSINAT DU LEADER DES KURDES. Le ministre favorise l'extradition d'un Iranien sorti du pays. (DER TAGESSPIEGEL 28.07.89).

MISE EN GARDE IRANIENNE CONTRE "LE JEU POLITIQUE SUSPECT" DE VIENNE DANS L'AFFAIRE DES KURDES ASSASSINES. (AFP 30.07.89).

PISTES IRANIENNES DANS LE MEURTRE DE TROIS KURDES. TEHERAN-VIENNE: RECIT D'UN CRIME. "LIBERATION" a enquêté sur la fusillade du 13 juillet dernier dans un appartement autrichien, qui a coûté la vie à trois militants kurdes, tandis qu'un émissaire de Téhéran était blessé. Parmi les victimes, Abdel Rahman Ghassemlou, le prestigieux leader du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan en Iran). Un triple assassinat prémédité dans le cadre de discussions secrètes entre Iraniens et Kurdes, et dont toutes les pistes convergent à Téhéran et ses luttes de fractions. Qui a tué Ghassemlou et ses amis, alors qu'ils négociaient en Autriche avec les Iraniens ? ENQUETE SUR UN TRIPLE MEURTRE DE KURDES A VIENNE. (LIBERATION 7.08.89).

L'ASSASSINAT D'UN HUMANISTE. A Vienne, le 13 juillet dernier, le leader kurde du PDKI (Parti démocratique kurde d'Iran) Abdel Rahman GHASSEMLOU et son compagnon Abdullah GHADERI AZAR ont été assassinés lors de négociations avec le pouvoir iranien. La démocratie a perdu l'un de ses fidèles alliés dans le tiers monde. (NOUVELLES MEDECINS DU MONDE - Octobre 1989).

La presse persane et arabe

L'AMBASSADE D'IRAN A VIENNE ANNONCE SON OPPOSITION SUR LES CAUSES DECLAREES POUR L'ASSASSINAT DE GHASSEMLOU. (KAYHAN 25.07.89).

LA RADIO DE LONDRES A EXPLIQUE LA MANIERE DONT GHASSEMLOU A ETE ASSASSINE ET LES CAUSES DE CET ASSASSINAT. (KAYHAN 25.07.89).

COMMENT LE LEADER KURDE A-T-IL ETE ASSASSINE A VIENNE ? L'AUTRICHE A LAISSE LES IRANIENS L'ACCUSER DE L'ASSASSINAT DE GHASSEMLOU. (AI-HAYAT 25.07.89).

L'ASSASSINAT DE GHASSEMLOU : LE ROLE IRAKIEN DEVIENT CLAIR. (KAYHAN 26.07.89).

LE TERRORISME D'ETAT ET LE SILENCE DES INSTANCES INTERNATIONALES. (KAYHAN 26.07.89).

LE DIPLOMATE BLESSE IRANIEN A EXPLIQUE LES RAISONS DU PDKI POUR NEGOCIER AVEC LE REGIME IRANIEN. (KAYHAN 20.07.89).

L'AMBASSADE D'IRAN DEMANDE AUX RESPONSABLES AUTRICHIENS DE POURSUIVRE SERIEUSEMENT LES TERRORISTES. (KAYHAN 27.07.89).

LE GOUVERNEMENT ISLAMIQUE EST RESPONSABLE DE L'ASSASSINAT DE GHASSEMLOU. (KAYHAN (Londres) 20.07.89).

LE Dr. GHASSEMLOU A ETE ENTERRE A PARIS DANS LE CIMETIERE DES MARTYRS. (NIMROUZ 28.07.89).

LA POLICE VIENNOISE DEMANDE A L'ETAT AUTRICHIEN D'ARRETER SAHRARAUDI MAIS L'ETAT NE REAGIT PAS A CETTE DEMANDE. (KAYHAN (Londres) 3.08.89).

L'ORGANISATION DES "MOUDJAHIDINES DU PEUPLE" : "VIENNE EST LA BASE DU TERRORISME IRANIEN". (Kol-Al ARAB 31.07.89).

La presse turque

LA MORT DE GHASSEMLOU : IRAN ACCUSE L'IRAK. (CUMHURIYET 17.07.89).

LES MOUDJAHIDDINES DU PEUPLE, RECEVANT LE SOUTIEN DE L'IRAK SONT TENUS RESPONSABLES DE LA MORT DE GHASSEMLOU. SELON CERTAINES SOURCES KURDES D'EUROPE C'EST SADDAM ! (GÜNAYDIN 18.07.89).

LE Dr. GHASSEMLOU AVAIT ACCORDE L'UN DE SES DERNIERS INTERVIEWS A GUNAYDIN : "NOUS SOMMES RECONNAISSANTS ENVERS LA TURQUIE". SA VIE ET LES QUESTIONS QUI SE POSENT SUR SA MORT. (GUNAYDIN 18.07.89).

L'ASSASSINAT DE GHASSEMLOU : DECISION D'INCULPATION POUR DEUX IRANIENS TRAVAILLANT A L'AMBASSADE D'IRAN. (CUMHURIYET 20.07.89).

L'IMPLICATION IRANIENNE DANS LA MORT DE GHASSEMLOU. LA POLICE AUTRICHIENNE RECHERCHE UN AGENT DE SAVAMA. (MILLIYET 21.07.89).

FAIRE-PART : SUITE A L'ASSASSINAT DES TROIS

DIRIGEANTS KURDES EN AUTRICHE. (CUMHURİYET 22.07.89).

L'ÉPOUSE DE YILMAZ GÜNEY AUX OBSEQUES DU "KURDE". (HURRIYET 22.07.89).

L'HISTORIQUE DU MASSACRE : GHASSEMLOU DANS UN GUET-APAN IRANIEN. (2000 E DOGRU 23.07.89).

FAIRE-PART : GHASSEMLOU ASSASSINE PAR LES

ENNEMIS DE LA LIBERTE. SA VIE ET SON ŒUVRE. (CUMHURİYET 28.07.89).

"GHASSEMLOU ASSASSINE PAR LE PKK" SELON CERTAINES SOURCES. (TERCUMAN 28.07.89).

L'APRES GHASSEMLOU : IL ÉTAIT L'UNE DES PIERRES FONDATRICES DU MOUVEMENT NATIONAL KURDE. SA DISPARITION EST UNE PERTE IMMENSE POUR LES KURDES D'IRAN. (GORUS 08.89).

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

BLGL

FRAD110 4 I 0202 EXT /AFP-FE21

Autriche-Fusillade

Un dirigeant du Parti kurde démocratique d'Iran parmi les victimes d'une fusillade à Vienne

Vienne, 14 juil (AFP) - Le secrétaire général du Parti kurde démocratique de l'Iran, Abdel Rahman Ghassemlou, figure parmi les trois victimes de la fusillade dans un appartement de Vienne jeudi soir, a-t-on appris vendredi de source autorisée.

Un quatrième homme a été grièvement blessé. L'identité des autres victimes n'a pas encore été révélée.

Ces meurtres ressemblent à des "exécutions", selon l'expression de la police viennoise. Chacun des trois hommes a été tué avec au moins deux balles de calibre 7,65 dans la tête.

Le ou les meurtriers ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui laisse penser que les victimes les connaissaient. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement même.

Une cinquième personne, qui habite normalement dans les mêmes locaux, était absente au moment du crime et est recherchée par la police.

Une autre personne serait actuellement entendue par les enquêteurs à titre de "témoin", selon une bonne source.

Les contrôles ont été renforcés aux frontières, a-t-on appris de source officielle.

stz/lin/dz

AFP 141047 JUL 89

GLGL

FRA0265 4 I 0438 /AFP-HT70

Autriche-fusillade prev

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran assassinés à Vienne

VIENNE, 14 juil (AFP) - Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI), dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a confirmé vendredi le ministère autrichien de l'Intérieur.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, âgé de 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime -un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien- grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Des traces de lutte dans l'appartement

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé vendredi à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'a pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un autre Kurde apparemment venu pour participer à la réunion et qui avait trouvé la victime grièvement blessée dans la rue. Cet homme est connu par la police et sert de témoin.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans les milieux kurdes à Vienne, le secrétaire général du PDKI faisait partie des "modérés" au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas dans ces milieux que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux moudjahidine du peuple iranien, serait à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979 le président du parti kurde démocratique d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes de corps avaient été tués. Les rapports entre les Kurdes de l'Iran et de l'Irak sont tendus notamment depuis la guerre irano-irakienne.

wb/es/cma

AFP 141715 JUL 89

FRAD333 4 I 0460 /AFP-1160

Autriche-fusillade

M. Ghassemlou : chantre du nationalisme kurde en Iran (bio-portrait)
PAR ELIANE MEREL

NICOSIE, 14 juil (AFP) - Le secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI, opposé au régime de Téhéran), Abdel Rahman Ghassemlou, assassiné jeudi soir à Vienne, était la principale figure du mouvement autonomiste kurde iranien.

Chef d'un mouvement armé qui mène la lutte dans le Kurdistan (nord et nord-ouest de l'Iran), pour obtenir l'autonomie des provinces kurdes iraniennes, M. Ghassemlou, était cependant connu comme un dirigeant politique modéré, ouvert au dialogue et farouche partisan de la culture kurde.

M. Ghassemlou, âgé de 59 ans, avait passé trente années de sa vie, de 1946 à 1979 en exil, en URSS, en Tchécoslovaquie et enfin en France.

Né dans une grande famille kurde, fils du chef d'une tribu du nord-ouest de l'Iran, M. Ghassemlou s'est engagé très jeune dans le combat pour les revendications nationalistes kurdes aux côtés du Parti Toudeh (parti communiste iranien) et du PDKI, fondé en 1945.

Après la chute de l'éphémère République kurde de Mahabad, au lendemain de la seconde guerre mondiale, il s'est réfugié en URSS où il a suivi des études en Sciences humaines et économie.

Résidant dans les années 1960 en Tchécoslovaquie, il a pris partie en 1968 en faveur du printemps de Prague et après l'intervention soviétique il a quitté ce pays pour se réfugier en France.

Rentré en Iran, en 1979, au moment de la chute de la monarchie, il a donné un nouveau souffle au PDKI, principal mouvement kurde iranien, et a engagé la lutte pour la reconnaissance, par le régime islamique fraîchement installé à Téhéran, de l'autonomie administrative du Kurdistan.

- Un farouche partisan de la culture kurde -

Faisant du mot d'ordre "Autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Iran" son cheval de bataille, M. Ghassemlou a rejeté les revendications séparatistes défendues par des dirigeants kurdes irakiens, notamment par Jalal Talebani, chef de l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan), avec qui il est resté cependant en contact. Dans le même temps, il s'est également opposé aux mouvements kurdes iraniens extrémistes d'inspiration marxiste.

Au moment du renversement de la monarchie en février 1979, il a armé ses dizaines de milliers de Pechmerga (combattants) grâce aux armes saisies lors de la chute des garnisons. Bénéficiant d'un large soutien populaire kurde, il a ensuite engagé des pourparlers avec le régime islamique et s'est rendu à plusieurs reprises à Téhéran, en 1979, sans parvenir à un accord avec le nouveau régime.

En butte à une violente répression militaire en 1979 et 1980, le PDKI s'est affaibli et s'est trouvé réduit à la clandestinité.

En 1981, il a adhéré au Conseil national de la résistance iranien, proclamé à Paris par le Chef des Moudjahedine, Massoud Radjavi, et l'ex-président Abolhassan Bani Sadr. Il a cependant quitté ce Conseil, deux ans plus tard, à la suite de divergences avec les Moudjahedine.

Bénéficiant d'un soutien limité de l'Irak, durant les huit années de la guerre irano-irakienne, M. Ghassemlou avait son quartier général en Irak mais affirmait disposer de bases dans le Kurdistan iranien.

A Plusieurs reprises, notamment après le cessez-le-feu irano-irakien en août 1988, et après le décès de l'Imam Khomeiny, en juin 1989, M. Ghassemlou a affirmé qu'il était prêt à négocier avec le régime de Téhéran sur la base des revendications kurdes, en premier lieu le droit à l'autonomie.

Cependant certaines factions, au sein de sa propre formation, lui reprochant la politique de négociation avec Téhéran, avaient fait sécession et avaient quitté le PDKI en 1988.

em/xb/mst idf

AFP 141905 JUL 89

Blutiger Terroranschlag in Wien:

Drei Kurdenführer durch Kopfschüsse hingerichtet!

Blutiger Terror-Anschlag im Botschafterbezirk • Viertes Opfer wurde schwer verletzt!

Blutiger Terroranschlag in Wien! Donnerstagabend wurden im Botschafterviertel im 3. Gemeindebezirk drei Kurdenführer mit Kopfschüssen regelrecht hingerichtet. Ein vierter mit letzter Kraft auf die Straße schleppen und brach dort zusammen. Eine Spaziergängerin alarmierte die Polizei. Schwerebewaffnete Sondereinheiten rasten zum Tatort und riegelten das Gebiet großräumig ab. Doch von den Mördern fehlte bei Redaktionsschluss dieser Ausgabe jede Spur.

Donnerstag, 19.40 Uhr. Linke Bahngasse 5. Wien-Landstraßen beiden Kindern in Richtung Hotel-Hilton. Plötzlich fliegt das große Holztor eines mehrestöckigen Wohnhauses auf, ein Mann taumelt ins Freie. Blutüberströmter sackter zusammen und stöhnt verzweifelt: „Help!“ Dann verliert er das Bewußtsein.

Die geschockte Frau läuft in das nahe Hotel „Goldene Spinne“ neben den Geleisen der Schnellbahn. Von dort aus schlägt sie Alarm. Als die Wiernerin zu dem Verletzten zu-

rückkehrt, steht dort bereits ein Mann. Dieser nimmt dem Verwundeten aus der linken Hosentasche ein Bündel Taumel-Schilling-Scheine, und aus dem rechten Sack ein Kuvert. Diese Vorgänge beobachtet auch der 22jährige Robert Pötsch, der als Aushilfskellner im Kaffeehaus „Tritsch Tratsch“ arbeitet. Er

VON GERNOT HEIGL
CLAUS PANDI
UND PETER GROTTER

erinnert sich: „Mit den Gegenständen lief der Unbekannte

in Richtung Stadtpark davon. Als Spezialeinheiten der Polizei beim Tatort eintrafen, kam er wieder zurück und führte die Kriminalisten in das Haus Linke Bahngasse 5. Wie sich später herausstellte, besitzt der Mann einen Diplomatenauß. Möglicherweise ist er ein Mitglied des iranischen Geheimdienstes.

Zu den Schreckensszenen kam es in einer Wohnung im 3. Stock. Fest steht lediglich, daß in diesen Räumen, die eine Wienerin vermietete, ein Treffen zwischen iranisch statgefunden hat. Vermutlich handelt es sich um Mitglieder der DKP (Demokratische Kurden Partei).



Polizisten zeigen auf jene Stelle, wo der schwer verletzte vierte Mann auf der Straße lag. Im Franz-Josef-Spital wurde er sofort operiert.

Während dieser Zusammenkunft kam es aus noch ungeklärten Gründen zu einem wilden Kampf. Dabei wurden vermutlich mit einer schalldämpften Pistole des Kalibers 7,65 Millimeter mehrere gezielte Schüsse abgefeuert.

Den Staatspolizisten bot sich ein Bild des Grauens: Der Tisch war umgestürzt, auf dem Boden zahlreiche zersprungene Gläser, vor einem Wohnzimmersofa lagen in ihrem Blut drei tote Männer. Zwei davon mit einem Kopfschuß hingerichtet, der dritte von mehreren Projektilen regelrecht durchsiebt. Ersten Hinweisen zufolge besaßen die Opfer iranische Diplomatpässe. Das dementierte Hofrat Werner Liebhart von der Staatspolizei, weitere Details wollte er aber nicht nennen.

Um ihr Leben zittern jetzt auch Mitglieder der Demokratischen Kurden Partei, die wenige Minuten nach dem Terrorüberfall am Tatort eintrafen. Polizisten sagten zu Reportern: „Bitte keine Fotos. Wenn diese Männer erkannt werden, fallen sie den Fanatikern womöglich auch zum Opfer.“

40 Tage nach Khomeinis Tod: Blutiges Erwachen

Es ist ein merkwürdiger Zufall, daß die Hinrichtung kurdischer Regimegegner genau am 40. Tag nach Khomeinis Tod in Wien erfolgt ist. Denn nach schiitischem Recht ist im Iran die Trauerzeit für den verstorbenen Ayatollah abgelaufen. Die Kurden, die im Iran und im Irak einen verzweifelten Überlebenskampf führen, haben aber schon vorher resigniert feststellen müssen: Khomeinis Nachfolger sind keineswegs gewillt, den blutigen Vernichtungsfeldzug gegen sie einzustellen.

Die in Wien ermordeten Kurdenführer, allen voran ein Mann namens Kadriasur, gehörten der antiiranischen Demokratischen Kurdenpartei DKP an. Das ist eine Bewegung, die von einer

VON DIETER KINDERMANN

Zentrale in Paris aus ihren Untergrundkampf gegen das Mullahregime im Iran führt. Es gibt ein Indiz dafür, warum diese Kurden ausgerechnet Wien zu einem Gipfeltreffen auserwählten. Österreich hatte in den vergangenen Wochen und Monaten in einer streng geheimen, humanitären Aktion, Hunderte verfolgte Kurden als politische Flüchtlinge aufgenommen.

Es könnte sein, daß der gut organisierte iranische Geheimdienst von dem Kurdentreffen in Wien erfahren und blutig zugeschlagen hat.

einem Auto in die Linke Wienzeile. Beim Naschmarkt, auf Höhe des Theaters an der Wien, warfen sie die beiden Pistolen mit Schalldämpfer sowie eine schwarze Schirmkappe in einen Müllcontainer. In der Nähe der Kreuzung mit der Pilgramgasse deponierten sie einen Korb. Darin lag eine in ein Plastiksackerl gewickelte Maschinenpistole sowie eine graublau Zippjacke, die am rechten Ärmel Blutflecken hat. Die ersten Spuren der Killer wurden durch Zufall von Passanten gefunden, die sofort die Polizei verständigten.

Wer die Drahtzieher dieses grauenhaften Terroranschlages sind, darüber herrscht bei der Polizei noch Unklarheit. Laut Hofrat Dr. Liebhart, Chef der Staatspolizei, steht aber fest: „Es handelt sich um ein politisch motiviertes Verbrechen! Sicher ist auch, daß die Attentäter bis ins kleinste Detail über dieses Geheimtreffen der kurdischen Oppositionsführer informiert waren!“

Eine internationale Großfahndung nach den Killern läuft auf Hochtouren. Es kann nämlich nicht ausgeschlossen werden, daß sie sich bereits ins Ausland abgesetzt haben.

Die Kurdenführer leben gefährlich

Die Demokratische Kurden Partei vertritt die Interessen von etwa drei Millionen im Iran lebender Kurden. Da die wesentlichen Repräsentanten der Gruppierung im Staat der Ajatollahs verfolgt werden, haben sie ihre Quartiere in der Hauptstadt des benachbarten Irak, in Bagdad, und in Paris aufgeschlagen.

Auch der bei dem Massaker in Wien getötete Vorsitzende der DKP, Dr. Chassemou, lebte teilweise in Bagdad. Sein ebenfalls ermordeter Stellvertreter, Abdullah Ghaderi-Azar, wohnte in Paris. Den beiden Männern nützte es nichts, daß sie stets unter größter Geheimhaltung reisten und Treffen mit anderen Politikern, die für die Rechte der Kurden kämpfen, nur einem kleinen Personenkreis bekannt waren.

Denn Kurdenführer waren schon mehrmals Opfer von Anschlägen. Erst vor sechs Jahren wurde ein Teilnehmer eines geheimen Treffens in Wien niedergeschossen und schwer verletzt.

mengebrochene Opfer ebenfalls tot sei und flüchteten sofort nach dem Massaker.

Der Iraner erlangte kurze Zeit später sein Bewußtsein wieder und schleppte sich über das Stiegenhaus auf die Straße. Dort wurde er von einer Spaziergängerin gefunden, die die Polizei alarmierte. In seiner Hosentasche war ein Kuvert mit insgesamt 9.000 US-Dollar (110.000 Schilling). Bevor der lebensgefährlich Verletzte in das Kaiser Franz Joseph-Spital gebracht wurde, stöhnte er Kriminalisten ins Ohr: „Es waren drei Killer. Sie schossen wortlos!“

Während Sondereinheiten der Polizei den Tatort großräumig absperren, führen die Verbrecher vermutlich mit

die Läufe ihrer Waffen gegen die völlig überraschten Sitzungsteilnehmer. Den Tod vor Augen stürzten sie sich auf die Eindringlinge. Sekundenbruchteile später fielen die ersten Schüsse. Blutüberströmt

VON GERNOT HEIGL
PETER GROTTER
UND CLAUS PANDI

und mehrmals in Kopf und Körper getroffen sackten drei Kurdenführer zusammen. Nur der vierte Mann hatte un-wahrscheinliches Glück. Ein Projektil, das gegen seinen Kopf abgefeuert worden war, wurde durch die Zähne abgelenkt und trat bei der Wange aus. Durch die tiefe Fleischwunde dachten die Mörder, daß das bewußtlos zusam-

Vermutlich politisches Motiv für das Massaker Terror-Überfall in Wien: Drei Iraner erschossen

Terroranschlag in Wien-Landstraße: Bei einem geheimen Treffen von führenden Mitgliedern der im Ausland tätigen iranischen „Demokratischen kurdischen Partei“ wurden Donnerstagabend drei Iraner durch Kopfschüsse regelrecht hingerichtet und ein vierter Mann schwer verletzt. Von dem oder den Attentäter(n) fehlte zunächst jede Spur.

„Help me“, stammelte Donnerstag gegen 19 Uhr ein etwa 30jähriger Mann, der blutüberstört im Eingang des Hauses Linke Bahngasse 5 lag. Eine Frau leistete dem Verletzten, der sich zum gegenüberliegenden Gehsteig schleppte, Erste Hilfe, ein zufällig vorbeikommender Arzt legte dem aus Hals und Brust blutenden Mann einen Druckverband an.



In diesem Haus in der Linken Bahngasse 5 kam es zum Massaker

Plötzlich stand ein zweiter Mann, offenbar ebenfalls ein Iraner, neben dem Verletzten, meinte „My friend“ und griff in die Hosentaschen des am Boden Liegenden. „Der ist dann mit einem Kuvert und einem Packen Tausend-Schilling-Noten in Richtung Stadtpark davongelaufen und fünf Minuten später mit leeren Händen zurückgekommen“, berichtete ein Augenzeuge dem KURIER. Der Mann, wahrscheinlich wirklich ein Bekannter des Verletzten, wurde vorläufig festgenommen.

Während der Angeschossene mit der Rettung ins Spital gebracht wurde, machten Polizisten in der im dritten Stock gelegenen Wohnung im Haus Linke Bahngasse 5 eine fürchterliche Entdeckung:

Im Wohnraum der Zwei-Zimmer-Wohnung lagen die Leichen von drei Männern! Alle waren durch Kopfschüsse aus 7,65-mm-Pistolen „hingerichtet“ worden.

„In der Wohnung hat ein Kampf stattge-



Bilder: Deutsch

Großalarm für die Exekutive: Die Antiterrortruppe rückte aus, Grenzkontrollen wurden verschärft

funden. Der Tisch war umgeworfen, Flaschen und Gläser zerbrochen. Allerdings ist die Wohnungstür nicht beschädigt, somit dürften der oder die Täter von den Opfern eingelassen worden sein“, erklärte Hofrat Franz Priehsnitz.

Ermittlungen der Staatspolizei und ersten Gesprächen mit dem Überlebenden des Massakers zufolge hatte in der Untermietwohnung ein geheimes Treffen der iranischen „Demokratischen kurdischen Partei“ stattgefunden. Unter den Ermordeten soll sich auch der Führer der Exil-Bewegung, deren Mitglieder Todfeinde des iranischen Regimes sind, befinden. Die Polizei hatte Donnerstagabend bereits Ausweise der Opfer in Händen, wollte die Identität der Toten aber erst „mit hundertprozentiger Sicherheit“ (so ein Stapo-Mann zum KURIER) klären, ehe von der Exekutive Namen bekanntgegeben werden.

Jedenfalls glaubt die Polizei an einen Zusammenhang mit einem vom KURIER aufgedeckten Fememord an einem Exil-Iraner: Am 12. Juli 1987 war Hamid Reza Chitgar, Führer der „Tufan-Partei“, mit einem Kopfschuß in einer Wohnung in Wien-Landstraße gefunden worden. PETER GROLIG ■



Hier fand man den Verletzten: Suche nach Spuren

Die Presse

Unabhängige Tageszeitung für Österreich

Freitag, 14. Juli 1989

Terroranschlag in Wien Drei Kurden erschossen

Einem Terroranschlag fielen in einem Wohnhaus beim Wiener Stadtpark drei Iraner, darunter eine Frau, Angehörige der kurdischen Volksgruppe, zum Opfer, ein vierter wurde durch Schüsse schwer verletzt. Die durch gezielte Schüsse in den Kopf und den Oberkörper Getöteten wurden am gestrigen Donnerstagabend entdeckt. Die Staatspolizei ist dabei, die Identität der Ermordeten zu klären. Von dem Täter oder den Tätern fehlte gestern Abend jede Spur.

WIEN (red.). Donnerstag gegen 19 Uhr wurden die Gäste des Cafés „Tritsch-Tratsch“ Ecke Ungargasse-Linke Bahngasse in Wien-Landstraße durch eine ungewöhnliche Aktion aufgeschreckt. Plötzlich standen zwei Männer in der Tür. Ein blutverschmierter, etwa dreißigjähriger Ausländer wurde von einem etwa vierzigjährigen Mann herangeschleppt. Das Opfer hatte erhebliche Verletzungen am Oberkörper.

Kaum hatte der vermeintliche Helfer den Schwerverletzten vor der Tür des Lokals abgelegt, lief er über die Ungarbrücke zu der nahegelegenen Tankstelle neben dem Hauptmünzamt, kam aber wenig später zurück. Jetzt hantierte er an der Kleidung des Verletzten herum und zog daraus, wie beobachtet wurde, ein weißes Kuvert, das etwa 20 Zentimeter breit und einen Zentimeter dick gewesen sein soll. Ob sich darin Geld oder aber wichtige Dokumente befanden, ist noch unklar.

Der „Helfer“ hat eine Glatze und einen Oberlippenbart und war sichtlich überaus nervös. Er selbst führte die Polizei schließlich zum Tatort in der Linken Bahngasse 5, wo die Kriminalisten in einer Wohnung im 3. Stock auf die drei Toten stießen.

Alle drei waren, soweit dies bei einer ersten Beschau durch Beamte der Staatspolizei festgestellt wurde, durch Kopfschüsse „hingerichtet“, einer hatte außerdem Einschüsse im Oberkörper.

Auffällig war ein Schriftzug an der Wohnungstür: „I love Kurdistan.“ Soweit bisher feststeht, waren die Ermordeten vor einiger Zeit als Untermieter in die Woh-

nung eingezogen. Auch Nachbarn wußten gestern zu berichten, daß es sich bei den neuen Mietern um Kurden handelte.

Zwei Männer aus dem Bekanntenkreis der Getöteten gaben sich kurz nach der Entdeckung der Bluttat gestern am Tatort „Presse“-Reportern gegenüber freimütig als Kurden aus, baten aber: „Bitte, nicht photographieren, drei Mitglieder der Organisation sind schon tot!“

Eine Mieterin des Hauses, in dem sich das Café „Tritsch-Tratsch“ befindet, erklärte, sie habe am Mittwoch, also am Tag vor der Entdeckung des Verbrechens, zwischen 20 und 21 Uhr drei laute Schreie gehört, deren Herkunft sie aber nicht genau habe lokalisieren können. Theoretisch wäre es also möglich, daß die Tat bereits am Vortag verübt wurde.

Ein wichtiger Zeuge ist ein Arzt, der am Donnerstagabend zufällig bei dem Café vorbeikam und der den Verletzten, der auch ein blutdurchtränktes Tuch um den Hals trug, erstversorgte und ihm einen Druckverband anlegte. Der Mediziner wurde bei Redaktionsschluß noch von der Polizei einvernommen.

Ebenso einvernommen wurde eine junge Frau, die den Schwerverletzten als erste vor der Tür des Kaffeehauses gefunden und sofort die Polizei verständigt hatte. Allerdings stand die zweifache Mutter, die am Abend mit ihren Kindern während eines Spazierganges die schreckliche Entdeckung gemacht hatte, noch unter Schock. Der Gatte der Frau wollte gestern keinerlei Angaben zu dem blutigen Vorfall machen.

Die Linke Bahngasse wurde unmittelbar nach Bekanntwerden des Terroranschlags – die Staatspolizei wurde um 19.42 Uhr verständigt – hermetisch abgeriegelt. Polizisten begannen, nachdem Kriminalisten die Spurensicherung in der Mordwohnung abgeschlossen hatten, alle im Nahbereich des Tatortes abgestellten Autos gewaltsam zu öffnen. Zum einen sollte damit ein eventueller zusätzlicher Bombenanschlag vereitelt werden, zum anderen erhoffte man sich weitere Hinweise auf den oder die Täter.

Der Mordanschlag war offensichtlich von langer Hand geplant. Sicher ist, daß geübte Schützen am Werk gewesen sind. Während die Leichen zweier der „Hingerichteten“, darunter eine Frau, jeweils nur einen genau gezielten Kopfschuß aufwiesen, wurde das dritte Opfer nicht nur durch Kopfschuß, sondern auch durch mehrere Treffer in den Oberkörper getötet. Bei der oder den Tatwaffen dürfte es sich um solche von mittlerem Kaliber, also etwa 7,65 mm, gehandelt haben.

Dem Blutbad ging offenbar auch ein Kampf voraus. Darauf deuten ein umgestürzter Tisch, eine gekippte Sitzbank und zerbrochene Gläser hin. Am Tatort wurden mehrere Zettel mit Notizen in arabischer Schrift sichergestellt.

Hatte es in ersten Meldungen geheißt, die Ermordeten seien Diplomaten, so stellte sich dies im weiteren Verlauf des Abends als unhaltbar heraus. Vielmehr dürften die Toten mit größter Wahrscheinlichkeit einer Organisation iranischer Kurden angehört haben.

Täter und Opfer scheinen einander gekannt zu haben. An der Tür zur Tatwohnung wurden keine Spuren von Gewaltanwendung gefunden, was darauf schließen läßt, daß die Opfer sich entweder sicher fühlten oder ihren späteren Mördern Einlaß gewährten. Ungewöhnlich ist, so stellte die Polizei bei den ersten Erhebungen fest, daß am Donnerstagabend keiner der Bewohner des Hauses Linke Bahngasse 5 etwas Verdächtiges wahrgenommen haben will.

Noch während Staatspolizisten und Beamte des Sicherheitsbüros dabei waren, die Identität der Ermordeten zu klären, begann man, iranische Gruppen in Wien näher zu durchleuchten.

Terroranschlag in Wien Drei Kurden erschossen

Einem Terroranschlag fielen in einem Wohnhaus beim Wiener Stadtpark drei Iraner, darunter eine Frau, Angehörige der kurdischen Volksgruppe, zum Opfer, ein vierter wurde durch Schüsse schwer verletzt. Die durch gezielte Schüsse in den Kopf und den Oberkörper Getöteten wurden am gestrigen Donnerstagabend entdeckt. Die Staatspolizei ist dabei, die Identität der Ermordeten zu klären. Von dem Täter oder den Tätern fehlte gestern Abend jede Spur.

WIEN (red.). Donnerstag gegen 19 Uhr wurden die Gäste des Cafés „Fritsch-Tratsch“ Ecke Ungargasse-Linke Bahngasse in Wien-Landstraße durch eine ungewöhnliche Aktion aufgeschreckt. Plötzlich standen zwei Männer in der Tür. Ein blutverschmierter, etwa dreißigjähriger Ausländer wurde von einem etwa vierzigjährigen Mann herangeschleppt. Das Opfer hatte erhebliche Verletzungen am Oberkörper.

Kaum hatte der vermeintliche Helfer den Schwerverletzten vor der Tür des Lokals abgelegt, lief er über die Ungarbrücke zu der nahegelegenen Tankstelle neben dem Hauptmünzamt, kam aber wenig später zurück. Jetzt handelte er an der Kleidung des Verletzten herum und zog daraus, wie beobachtet wurde, ein weißes Kuvert, das etwa 20 Zentimeter breit und einen Zentimeter dick gewesen sein soll. Ob sich darin Geld oder aber wichtige Dokumente befanden, ist noch unklar.

Der „Helfer“ hat eine Glatze und einen Oberlippenbart und war sichtlich überaus nervös. Er selbst führte die Polizei schließlich zum Tatort in der Linken Bahngasse 5, wo die Kriminalisten in einer Wohnung im 3. Stock auf die drei Toten stießen.

Alle drei waren, soweit dies bei einer ersten Beschau durch Beamte der Staatspolizei festgestellt wurde, durch Kopfschüsse „hingerichtet“, einer hatte außerdem Einschüsse im Oberkörper.

Auffällig war ein Schriftzug an der Wohnungstür: „I love Kurdistan.“ Soweit bisher feststeht, waren die Ermordeten vor einiger Zeit als Untermieter in die Wohnung eingezogen. Auch Nachbarn mußten gestern zu berichten, daß es sich bei den neuen Mietern um Kurden handelte.

Zwei Männer aus dem Bekannntenkreis der Getöteten gaben sich kurz nach der Entdeckung der Bluttat gestern am Tatort „Presse“-Reportern gegenüber freimütig als Kurden aus, baten aber: „Bitte, nicht photographieren, drei Mitglieder der Organisation sind schon tot!“

Eine Mieterin des Hauses, in dem sich das Café „Fritsch-Tratsch“ befindet, erklärte, sie habe am Mittwoch, also am Tag vor der Entdeckung des Verbrechens, zwischen 20 und 21 Uhr drei laute Schreie gehört, deren Herkunft sie aber nicht genau habe lokalisieren können. Theoretisch wäre es also möglich, daß die Tat bereits am Vortag verübt wurde.

Fortsetzung Seite 14

Terrormord Unter den Opfern eine Frau

Fortsetzung von Seite 1

Ein wichtiger Zeuge ist ein Arzt, der am Donnerstagabend zufällig bei dem Café vorbeikam und der den Verletzten, der auch ein blutdurchtränktes Tuch um den Hals trug, erstversorgte und ihm einen Druckverband anlegte. Der Mediziner wurde bei Redaktions-schluß noch von der Polizei einvernommen.

Ebenso einvernommen wurde eine junge Frau, die den Schwerverletzten als erste vor der Tür des Kaffeehauses gefunden und sofort die Polizei verständigt hatte. Allerdings stand die zweifache Mutter, die am Abend mit ihren Kindern während eines Spazierganges die schreckliche Entdeckung gemacht hatte, noch unter Schock. Der Gatte der Frau wollte gestern keinerlei Angaben zu dem blutigen Vorfall machen.

Die Linke Bahngasse wurde unmittelbar nach Bekanntwerden des Terroranschlags – die Staatspolizei wurde um 19.42 Uhr verständigt – hermetisch abgeriegelt. Polizisten begannen, nachdem Kriminalisten die Spurensicherung in der Mordwohnung abgeschlossen hatten, alle im Nahbereich des Tatortes abgestellten Autos gewaltsam zu öffnen. Zum einen sollte damit ein eventueller zusätzlicher Bombenanschlag vereitelt werden, zum anderen erhoffte man sich weitere Hinweise auf den oder die Täter.

Der Mordanschlag war offensichtlich von langer Hand geplant. Sicher ist, daß geübte Schützen am Werk gewesen sind. Während die Leichen zweier der „Hinge-

richteten“, darunter eine Frau, jeweils nur einen genau gezielten Kopfschuß aufwies, wurde das dritte Opfer nicht nur durch Kopfschuß, sondern auch durch mehrere Treffer in den Oberkörper getötet. Bei der oder den Tatverfärfen dürfte es sich um solche von mittlerem Kaliber, also etwa 7,65 mm, gehandelt haben.

Dem Blutbad ging offenbar auch ein Kampf voraus. Darauf deuten ein umgestürzter Tisch, eine gekippte Sitzbank und zerbrochene Gläser hin. Am Tatort wurden mehrere Zettel mit Notizen in arabischer Schrift sichergestellt.

Hatte es in ersten Meldungen geheißen, die Ermordeten seien Diplomaten, so stellte sich dies im weiteren Verlauf des Abends als unhaltbar heraus. Vielmehr dürften die Toten mit größter Wahrscheinlichkeit einer Organisation iranischer Kurden angehört haben.

Täter und Opfer scheinen einander gekannt zu haben. An der Tür zur Tatwohnung wurden keine Spuren von Gewaltanwendung gefunden, was darauf schließen läßt, daß die Opfer sich entweder sicher fühlten oder ihren späteren Mördern Einlaß gewährten. Ungewöhnlich ist, so stellte die Polizei bei den ersten Erhebungen fest, daß am Donnerstagabend keiner der Bewohner des Hauses Linke Bahngasse 5 etwas Verdächtiges wahrgenommen haben will.

Noch während Staatspolizisten und Beamte des Sicherheitsbüros dabei waren, die Identität der Ermordeten zu klären, begann man, iranische Gruppen in Wien näher zu durchleuchten.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

9606
FRAD448 4 I 0271 IRA /AFP-PC85
Autriche-Ghassemlou
L'Irak "probablement derrière l'assassinat" des dirigeants kurdes, selon le
ministre iranien de l'Intérieur

TEHERAN, 15 juil (AFP) - Le ministre iranien de l'Intérieur, M. Ali Akbar Mohtachémi, a affirmé samedi que l'Irak est "probablement derrière l'assassinat" jeudi à Vienne de trois dirigeants kurdes.

Lors d'une conférence de presse à Téhéran, rapportée par l'agence IRNA, M. Mohtachémi a indiqué que "l'Irak est probablement à l'origine de l'attaque terroriste de Vienne, dans laquelle le secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Abdel Rahman Ghassemlou, a trouvé la mort, et un représentant iranien a été blessé".

Deux autres dirigeants kurdes qui se trouvaient avec Abdel Rahman Ghassemlou avaient également trouvé la mort.

"La rencontre entre Ghassemlou et le représentant iranien visait à trouver les moyens permettant aux membres repentis du PDKI, de retourner en Iran et d'être en règle avec la justice", a ajouté M. Mohtachémi, qui a qualifié d'"illégal" le PDKI.

L'ambassade d'Iran à Vienne avait rejeté samedi la responsabilité de ces assassinats sur les "ennemis" de l'Iran et affirmé que Ghassemlou "négociait avec des représentants de l'Iran en vue d'une solution pacifique des problèmes en suspens".

L'ambassade a indiqué que la quatrième victime de l'attentat, grièvement blessée, est un diplomate iranien, Mohammed Djafari Saharoodi.

Les Moudjahidine du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran basé à Bagdad, avait imputé, de son côté, "cette tuerie tragique" au "régime terroriste de Khomeiny".

ag/kar/lb

AFP 152256 JUL 89

Principal dirigeant kurde d'Iran

Abdel Rahman Ghassemlou a été assassiné à Vienne

Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et principale figure du mouvement autonomiste du Kurdistan iranien, a été tué, jeudi soir 13 juillet, lors d'une fusillade dans un appartement de Vienne, au cours de laquelle deux autres personnes sont mortes, a-t-on appris de source autorisée. Un quatrième homme a été grièvement blessé.

Selon la police viennoise, ces meurtres ressemblent fort à des « exécutions ». Le ou les meurtriers ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui laisse penser que les victimes les connaissaient.

Abdel Rahman Ghassemlou dirigeait le plus vieux parti kurde, que ce soit d'Iran ou d'Irak, dernière survivance de l'éphémère République de Mahabad qui vit, en 1945, la seule expérience d'indépendance du peuple kurde malgré une lutte armée remontant à des dizaines d'années. Une expérience à laquelle Téhéran mit fin dans le sang, au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Depuis, et à des degrés divers selon les rapports de force, les Kurdes iraniens ne cessèrent de revendiquer non plus l'indépendance mais leur autonomie.

Economiste formé à Prague, où il vécut longtemps, Abdel Rahman Ghassemlou partageait sa vie, depuis la révolution islamique de 1979, entre l'Europe - de l'Est tout autant que de l'Ouest - et les maquis du Kurdistan. Homme calme, tout en rondeur, il n'en dirigeait pas moins les fameux « Peshmergas » (combattants) d'une poigne de fer. Ses adversaires au sein même du mouvement kurde l'ont souvent accusé de pratiques « anti-démocratiques » pour se maintenir au pouvoir. Ces critiques ont atteint un degré tel qu'un certain nombre de dirigeants du PDKI ont, il y a quelques mois, fait scission pour créer un parti concurrent, qui n'obtint toutefois pas l'audience du parti de Ghassemlou.

Ses quelque trente ans d'exil en Europe avaient fait de lui un homme constamment partagé entre l'universitaire qu'il fut à Prague ou à Paris - il enseigna, entre autre, le kurde à la Sorbonne en 1977 et 1978 - et le combattant, troquant son costume européen pour le large pantalon kurde,

le stylo pour le pistolet, l'appartement « bourgeois » pour la vie rudimentaire des villages de montagnes.

Lorsqu'en 1979, le tout nouveau pouvoir islamique lança ses forces contre les foyers autonomistes, il commença par remporter quelques victoires et à tenir la campagne à défaut des villes. Mais après ces succès initiaux, Ghassemlou dut se retirer toujours plus près de la frontière irakienne. Harcelé par les Gardiens de la révolution et par l'armée régulière, accusé de trahison par Téhéran après le déclenchement de la guerre irano-irakienne, il n'en continua pas moins le combat contre le régime de l'imam Khomeiny qui refusait toute autonomie pour le Kurdistan. Les Peshmergas ont finalement été boutés hors de la plupart des zones qu'ils tenaient et Abdel Rahman Ghassemlou retrouva, une fois de plus l'exil. Ces derniers temps, son quartier général se trouvait en territoire irakien. Au lendemain de la mort de Khomeiny, il avait renouvelé son désir de négocier avec le pouvoir iranien.

Libération

5F ● SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 JUILLET 1989

AUTRICHE

Trois dirigeants kurdes assassinés

Parmi eux, Abdel Rahman Ghassemlou, principal dirigeant kurde iranien, abattu à Vienne alors qu'il renouait le dialogue avec Téhéran.

Abdel Rahman Ghassemlou, le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI) et deux autres dirigeants kurdes, ont été abattus jeudi soir à Vienne. Un quatrième Kurde porteur d'un passeport diplomatique iranien au nom de Mohamed Djafari Sahraroudi, a aussi été grièvement blessé lors de cet attentat. Un commando de deux à trois hommes a fait irruption dans l'appartement du centre-ville où les responsables kurdes étaient réunis, tirant à bout portant. Les tueurs ont pu s'enfuir, mais deux pistolets munis de silencieux et des vêtements leur ayant vraisemblablement appartenus ont été retrouvés à proximité du lieu du crime.

C'est un autre Kurde, iranien, semblant venir pour participer à la réunion, qui aurait alerté la police et qui est actuellement entendu. Selon nos informations, la police autrichienne a en fait arrêté deux autres Iraniens, dont l'un détenait 9000 dollars. Venant d'Istanbul, ils étaient arrivés à Vienne par un vol d'Iran-Air.

« Ces meurtres ressemblent fort à une exécution », ont simplement déclaré les policiers en évoquant des motifs « probablement politiques ». Une chose est sûre : les assassins ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser que les victimes les connaissaient. Les enquêteurs ont néanmoins relevé des traces de lutte.

Chef d'un mouvement armé qui réclame l'autonomie du Kurdistan iranien, Abdel Rahman Ghassemlou était la principale figure du mouvement kurde d'Iran. Modéré, ouvert au dialogue, le chef du PDKI estimait que le moment était venu, après la mort de Khomeiny, de relancer le dialogue avec les Iraniens. Une décision et des contacts avec Téhéran qui sont allés suffisamment loin pour provoquer une scission au sein de son parti, scission encouragée par les moudjahiddin de Massoud Radjavi et l'Irak. Au retour du récent congrès de l'Internationale

socialiste à Stockholm, Ghassemlou avait en tout cas confié à plusieurs de ses amis qu'il se rendait à Vienne pour négocier un accord politique avec des représentants de Téhéran.

Abdul Rahman Ghassemlou a-t-il été piégé par ces derniers ? Dès hier Radio-Téhéran affirmait que le chef du PDKI était sur le point de « changer de camp et d'abandonner son alliance avec l'Irak pour conclure un accord avec l'Iran ». Faut-il voir dans cette déclaration une volonté de la République islamique de se dédouaner par avance de toutes les accusations qui pourraient être portées contre elle ? S'il était impossible hier soir de privilégier une hypothèse, la personnalité de l'un des hommes tués avec Ghassemlou permet, à défaut de douter, de s'interroger sur une responsabilité de Téhéran. Outre le secrétaire général-adjoint du PDKI, Abdullah Ghaderiazar, c'est en effet Fahdil Rasoul, un intellectuel kurde irakien de grand prestige qui a trouvé la mort jeudi soir à Vienne. Or, Fahdil Rasoul qui était un opposant déclaré au régime de Bagdad, n'avait jamais caché que, pour lui, « Saddam Hussein (le chef de l'Etat irakien, ndlr) était l'ennemi principal des Kurdes. » Depuis quelque temps, il était l'intermédiaire entre les autorités iraniennes et Ghassemlou. Pourquoi dans ces conditions la République islamique aurait-elle abattu celui qui tentait d'amener le chef du PDKI à se séparer de l'Irak et à se rapprocher d'elle ? Surtout que l'assassinat de Fahdil Rasoul lui mettrait à dos les Kurdes irakiens ?

Alors règlement de compte interkurde « téléguidé » par l'Irak ? Si cette question mérite d'être posée, l'arrestation des deux Iraniens venus d'Istanbul n'en demeure pas moins troublante, certains clans à Téhéran pouvant avoir voulu « casser » une négociation qui paraissait s'engager. La police autrichienne soupçonnait en tout cas hier les deux Iraniens arrêtés de ne pas être étrangers à la tuerie, sans pour autant rejeter la version fournie par Radio-

Téhéran et évoquant un changement d'alliance du chef kurde.

Né dans une grande famille kurde et engagé très jeune dans la revendication nationaliste, Ghassemlou s'était réfugié en URSS après la chute de l'éphémère République kurde de Mahabad au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Résidant dans les années 1960 en Tchécoslovaquie, il prit partie en 1968 en faveur du printemps de Prague et se réfugia en France après l'intervention soviétique. Rentré en Iran, en 1979, au moment de la chute du Shah, il a tenté d'obtenir la reconnaissance, par le nouveau régime islamique, de l'autonomie administrative du Kurdistan. En vain. En butte à une violente répression militaire en 1979 et 1980, le PDKI a été réduit à la clandestinité.

« Ghassemlou est mort le jour de la fête des Droits de l'Homme qu'il aimait et qu'il appliquait, remarquait hier Bernard Kouchner qui travailla pendant de nombreuses années, comme médecin, au Kurdistan. Et d'ajouter : « Il était le révolutionnaire le plus démocratique, le guérillero le plus humain et le politique le plus habile que j'ai rencontré dans le tiers monde. Son assassinat me révolte et me dégoûte. Je pense aux populations kurdes martyrisées, chassées, bombardées depuis plus de vingt ans entre cinq frontières. Je pense à sa famille, à ses compagnons... Il avait toujours traité dignement ses adversaires, ses prisonniers, fait respecter le pluralisme dans les villages du Kurdistan d'Iran. Mon ami Ghassemlou, disait : "on ne s'intéresse pas aux Kurdes parce qu'ils n'ont pas pris d'otages, qu'ils n'ont pas détourné d'avions". Mon ami Ghassemlou croyait aux vertus révolutionnaires de la démocratie (...). Il avait rendez-vous à Vienne pour parler avec des Iraniens. Quelle que soit leur nationalité, ses assassins ne voulaient pas qu'un Iranien démocrate, cultivé, populaire, qu'un intellectuel libéral et progressiste à la fois, puisse obtenir une place pour le peuple kurde dans l'Iran de demain... » J.G.

Herald INTERNATIONAL Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

PARIS, SATURDAY-SUNDAY, JULY 15-16, 1989

3 Kurds Die In Shooting In Vienna

Compiled by Our Staff From Dispatches

VIENNA — Gunmen broke into a meeting of Kurdish activists in an apartment here and killed three men, including the leader of an anti-Iranian faction, the Austrian police said Friday.

A fourth person in the apartment, a Kurd bearing an Iranian diplomatic passport, was seriously wounded, said Werner Liebhart, a police chief in Vienna.

The police said the dead included Abdul-Rahman Qassemlou, 59, the leader of the Democratic Party of Iranian Kurdistan.

Mr. Qassemlou was a critic of Ayatollah Ruhollah Khomeini, the Islamic leader who died early in June. In a 1986 interview with the French newspaper *Libération*, he said that Iran had "officially elevated terrorism to the level of a national policy."

According to Mr. Qassemlou, the Kurdish party's aims in Iran were "autonomy within a democratic regime, not independence or

secession."

During the Gulf War, a Kurdish force of 10,000 cooperated militarily with Iraq, and the Kurdish party was allied for four years with the leftist Mujahidin Khalq in Iran.

The 20 million Kurds are scattered across parts of Turkey, Iran, and Iraq, with enclaves of 500,000 each in Syria and the Soviet Union.

Mr. Liebhart, the Austrian police officer, said the two others who were killed in the apartment were Abdullah Ghaderi-Azar, 37, a Kurd who the police said had identification papers issued by France, and Fadel Mala Mahmoud Rasoul, 38, who was born in Iraq but has been an Austrian citizen since 1985.

The three victims were living in Austria as political exiles.

Mr. Liebhart said the shooting occurred at 7:20 P.M. Thursday near the city center. Referring to the Kurds' meeting, he said: "It seems that more than four people took part. We have to assume that it was a political discussion."

Mr. Qassemlou, who was educated in France, lived there in exile for several years. He said in an Austrian newspaper interview published in April that the war of the Kurds against Iran and Iraq would continue despite the cease-fire between those two countries that took effect in August 1988. (AP, AFP)

Kurdish leader and two aides are murdered in Vienna flat

By Hazhir Teimourian

Dr Abdorrahman Qassem-lou, the leader of the Kurdish autonomy movement in Iran, has been found shot dead with two Kurdish colleagues in a flat in central Vienna.

Police said a fourth man was found near the building with a neck wound. The three who died in Thursday's attack were shot in the head from close range in what looked like an execution.

The two who died with Dr Qassem-lou, who was 58, were his chief representative in Europe, Mr Abdullah Qaderi, and an Iraqi Kurdish friend, Dr Fazil Mulla Mahmoud Rasoul.

Austrian police, who were on the scene a few minutes after the shooting at about 8 pm, said the motive appeared to be political.

Herr Werner Liebhart, the detective leading the investigation, said that the injured man, a non-Kurdish Iranian, was helped outside the flat by a fifth man,

apparently also a non-Kurdish Iranian.

A Kurd in the apartment said yesterday that the injured man had been known to Dr Qassem-lou for many months.

Although the shooting happened on the 40th day of mourning for Ayatollah Khomeini in Tehran, observers were not convinced there was any connection.

They said that Dr Qassem-lou had antagonized a number of quarters in the Middle East, including Iraq which last year encouraged a split in his Kurdistan Democratic Party because of his declared readiness to hold negotiations with Tehran if Iran's five million Kurds were given a measure of home rule.

Pro-Iraqi Iranian groups, such as the People's Mujahedin Guerrillas, now based in Baghdad, denounced him as a traitor.

Although his party's military bases were in recent years in Iraqi territory, Dr Qassem-

lou angered Iraq last year by denouncing Baghdad's use of poison gas against the Iraqi Kurdish city of Halabja, where more than 4,000 civilians died in March.

The party was founded in Iranian Kurdistan at the end of the Second World War and, after a period of repression, was revived in the turmoil of the Iranian revolution in 1978. It was disappointed, however, by the new Islamic regime which used the Army to suppress it.

At the height of its power, the party controlled large areas of western Iran, including many Kurdish towns.

Although it professed a socialist ideology, it was opposed by the pro-Moscow Iranian Tudeh (communist) Party, which informed against it for the Islamic regime. At times, more than 200,000 Iranian troops were engaged in fighting its several thousand Kurdish guerrillas.

DR ABDORRAHMAN QASSEMLOU

Leader of the Kurds of Iran

Dr Abdorrahman Qassemloou, General-Secretary of the Kurdistan Democratic Party of Iran, was assassinated in Vienna on July 13, during a European tour. He was 58.

He was one of the most important Kurdish political figures of his generation. A moderate politician demanding only a modest degree of autonomy for the country's three-million-strong Kurdish minority, he was nevertheless rejected by the new revolutionary regime in 1979. When, later, war broke out between Iran and Iraq, his several thousand guerrillas often tied down upwards of 200,000 Iranian troops.

He was born in December 1930 into a landowning family in the Qassemloou Valley near the city of Rezaieh (now again called Urmia) and went to school in the city. While still a schoolboy, he was inspired by the uprising of the Kurds under President Mohammad Qazi, the founder of the KDPI. After the hanging of President Qazi in 1947, he went to Iraq and eventually found himself a left-wing exile in Europe, where he studied economics at Paris and Prague.

He was then engaged in several unsuccessful attempts



at leading Kurdish uprisings in Iran in the 1960s and 1970s while based in Prague and teaching at the university there. In 1973, he was elected the leader of the party and moved to Paris in 1976 to teach Kurdish at the Sorbonne. By then he had become disillusioned by the Soviet Union.

Five months before the Iranian revolution in February, 1979, he returned to Kurdistan where he set up numerous branches of the party. His supporters captured

large amounts of arms from the army and police stations during the revolution and subsequently large areas of western Iran, including many towns. Eventually, however, the Iranian army and Revolutionary Guards were able to break the back of the movement even before the war with Iraq came to an end in July last year. The KDPI now exists mainly in the form of roaming guerrilla bands.

Dr Qassemloou received some material support from Iraq but retained enough independence to antagonize that government by condemning its use of chemical weapons against the Kurds of Iraq. Consequently he remained on friendly terms with most Iraqi Kurdish leaders.

Speaking eight Middle Eastern and European languages, he was by far the most educated leader that the Kurds have ever produced. He was also extremely good company, believing in having a good time whenever possible. During his annual visits to Paris, he could often be seen in the pavement cafes in the centre of the city drinking into the small hours, surrounded by poets and poetesses. He leaves two daughters.

BREVES

UN DIRIGEANT KURDE IRANIEN ASSASSINÉ

Abdel Rhaman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), a été assassiné jeudi soir dans un appartement de Vienne (Autriche), où il vivait en exil. Deux autres membres de son parti ont également été tués et une quatrième personne très grièvement blessée. Les victimes ont reçu une balle dans la tête, comme s'il s'agissait d'une exécution, et les agresseurs ont réussi à prendre la fuite. Le PDKI mène depuis quarante ans la lutte armée contre le régime iranien pour obtenir l'autonomie du Kurdistan (brièvement indépendant en 1945). Après la mort de l'ayatollah Khomeiny, Ghassemlou avait proposé à Téhéran de négocier, mais les combats des « Peshmegas » (combattants) contre l'armée iranienne et les Gardiens de la Révolution avaient repris ces dernières semaines. Maxime Gremetz, membre du secrétariat et du Bureau politique du PCF a adressé un message de condoléances à la famille du dirigeant kurde.

► **LES OBSEQUES D'ABBUL RAHMAN GHASSEMLOU**, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, et d'Abdullah Ghaderi, représentant du PDKI en France, assassinés la semaine dernière à Vienne, auront lieu jeudi à 14 h 30 à Paris. Une chapelle ardente sera dressée à partir de 10 heures à l'Institut kurde de Paris, 106, rue Lafayette.

LE FIGARO L'AURORE

ÉDITION
DE PARIS
PRIX : 4,50 F

SAMEDI 15 - DIMANCHE 16 JUILLET 1989 (N° 13 960)

AUTRICHE Un dirigeant kurde assassiné à Vienne

□ Abdel Rhaman Ghassemlou, secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan d'Iraq (PDKI), opposé au régime de Téhéran et principale figure du mouvement autonomiste kurde irakien, a été abattu jeudi, à Vienne, lors d'une fusillade. Deux autres militants kurdes ont été tués, une autre personne grièvement blessée.

Les trois Kurdes rencontraient un homme porteur d'un passeport diplomatique irakien lorsque les tueurs sont entrés dans l'appartement.

« Ces meurtres ressemblent à des exécutions », selon la police autrichienne qui a ajouté n'avoir aucune preuve que des services secrets étrangers aient été impliqués dans l'affaire. L'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux moudjahidin du peuple irakiens, pourrait être à l'origine de l'attentat. « C'est un désastre », a déclaré un représentant du PDKI à Paris, où vivait Ghassemlou.

Sabato 15 Luglio 1989

ASSASSINATO LEADER CURDO



Era il leader anti-iraniano

Abdel Rahman Ghassemlu, leader dei curdi che si battono contro il regime di Teheran, è stato ucciso a Vienna da un commando durante una riunione di leader del partito democratico curdo. La resistenza curda accusa il governo austriaco di non aver assicurato a Ghassemlu la scorta che aveva richiesto. Secondo radio Teheran Ghassemlu doveva discutere a Vienna il suo rientro in Iran.

CURDI**Assassinato a Vienna
il capo storico Ghassemlou****VIENNA**

Un gravissimo attentato è stato compiuto giovedì sera nella capitale austriaca contro esponenti curdi. Abdel-Rahman Ghassemlou (59 anni), leader del «Partito democratico del Kurdistan» d'Iran è stato assassinato, con colpi di pistola alla testa, insieme al rappresentante a Parigi del partito, Abdallah Chaderi-Azar (37 anni) e Fadel Rasul (38 anni), curdo iracheno, in possesso della cittadinanza austriaca. Una quarta persona, che sembra sia un diplomatico iraniano, è rimasto gravemente ferito e ricoverato in ospedale.

Il delitto è stato consumato in un appartamento, nel terzo distretto viennese. Secondo le prime ricostruzioni, fra gli attentatori e le vittime ci sarebbe stata una violenta colluttazione perché la casa è stata trovata in gran disordine. In un secchio della spazzatura, sotto un auto parcheggiata, la polizia ha trovato le armi con cui è stato compiuto l'attentato. Secondo informazioni trasmesse da radio Teheran, Ghassemlou avrebbe di recente ripreso i contatti con il regime di Teheran e si sarebbe recato a Vienna per discutere con un emissario iraniano le garanzie del suo rientro in Iran.

di Mirella Galletti**PARIGI**

Pubblichiamo l'ultima intervista concessa a «il manifesto» pochi giorni fa da Abdel-Rahman Ghassemlou, leader del «Partito democratico del Kurdistan d'Iran», assassinato giovedì a Vienna.

Dove va l'Iran del dopo Khomeiny?

La morte di Khomeiny apre la strada a mutamenti radicali in Iran. I scenari sono tre. Nel primo, una certa liberalizzazione del regime per permetterne la sopravvivenza. Nel secondo, esplosione dei conflitti tra le diverse fazioni, per giungere al

terzo scenario: rivolta popolare e caduta della repubblica islamica. Oggi, l'uomo forte è Rafsanjani. E' un pragmatico, ma macchiavellico, può cambiare da un giorno all'altro. Bisogna aspettarsi di tutto da quest'uomo.

L'opposizione iraniana è molto divisa e non sembra costituire una reale alternativa.

L'opposizione iraniana reale non è quella installata all'estero e che non rappresenta quasi nessuno all'interno. Quanto ai mujahiddin, loro sono un'opposizione islamica che non promette grandi cambiamenti, se non di rimpiazzare il regi-

me degli ayatollah con i propri uomini. L'opposizione più rappresentativa è formata dalla sinistra marxista, dai nazionalisti, liberali, democratici e socialisti. Se fossero in grado di accordarsi su un programma minimo, sarebbe la salvezza. Noi lavoriamo su questa base, anche se è una meta ardua.

Si è parlato della deportazione degli abitanti dei villaggi curdi in Iran.

Un certo numero di villaggi tra Sardasht e Baneh, nella regione di Ale, è stato distrutto e gli abitanti trasferiti. Ma nulla di comparabile a quanto avviene in Iraq, in Iran vi sono circa 7.100 villaggi curdi, di cui 150

colpiti dalla deportazione. In Iraq però non ci sono più villaggi. La gente è stata concentrata nei campi.

Tutti i partiti curdi in Iraq e Turchia chiedono l'autodeterminazione del popolo curdo, mentre i curdi in Iran chiedono l'autonomia. Perché

Nel contesto attuale, nella situazione geo-politica nella quale si trovano i curdi, non è concepibile l'indipendenza, che esigerebbe il mutamento delle frontiere di almeno quattro paesi, in una regione così strategica come la nostra. I curdi di confondono il sogno con la politica. Noi siamo degli iraniani-

il manifesto

sabato 15 luglio 1989

**L'ultima intervista al
leader ucciso**

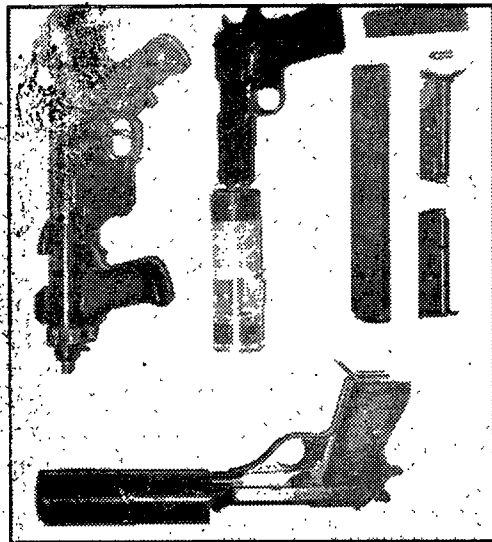
*Ghassemlou, capo «realista» dei curdi iraniani,
sognava l'autonomia per il Kurdistan*

ni, rivendichiamo democrazia per l'Iran e autonomia per il Kurdistan.

Malgrado l'isolamento della causa curda, godete di qualche appoggio sul piano internazionale?
Abbiamo trovato appoggio politico e morale solo dai governi svedese e austriaco. I governi italiano e spagnolo hanno troppi legami con i paesi arabi per sostenerci. Nessuno vuole sostenere i curdi, come nel caso dei palestinesi, per rivendicazioni territoriali. Quasi tutti i governi hanno buone relazioni con Turchia, Iraq, Iran e Siria. La grande disgrazia dei curdi è la loro situazione geo-politica.

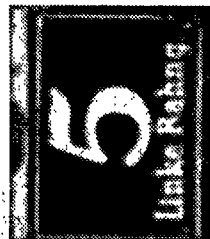
Terroranschlag auf Kurden: Drei Killer schossen wortlos

Das sind die ►
Waffen der Terroristen: Die beiden Pistolen und die MP wurden von Spaziergängern in der Linken Wienzeile gefunden

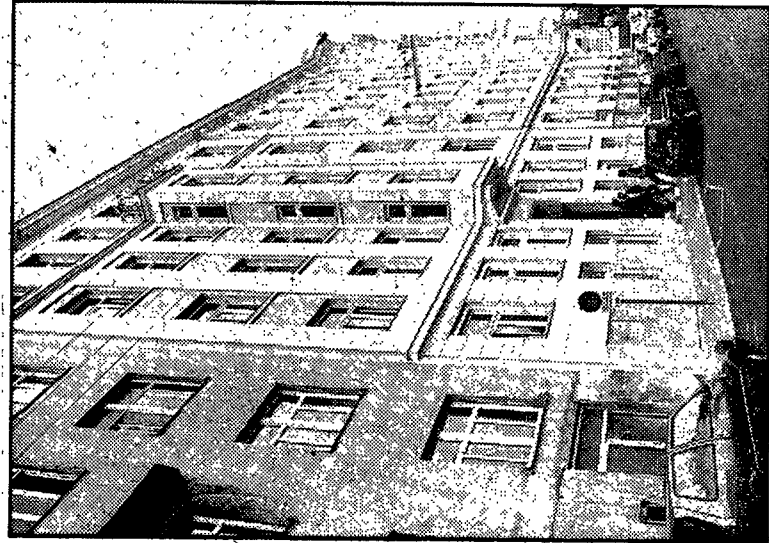


Diese Kleidungsstücke, eine blaue graue Jacke mit Zipfverschluss und eine schwarze Schirmkappe, warfen die Killer auf der Flucht weg ►

Foto: Schöpfer



◀ In diesem Haus in Wien-Landstraße kam es Donnerstagabend in einer Wohnung im dritten Stock zum schrecklichen Massaker



► In der Dunkelheit wurden die Leichen der Kurdenführer abtransportiert. Ein Großaufgebot der Polizei riegelte den Tatort ab

Der einzige Überlebende des blutigen Attentates im Botschafterviertel von Wien sagt aus: „Mordkommando kam mit Pistolen und MP!“ Polizei fand Tatwaffen und Jacke in Müllcontainer

Ohne ein Wort zu sagen, drang Donnerstag abend ein dreiköpfiges Killerkommando in eine Wohnung in Wien-Landstraße ein, wo ein geheimes Gipfeltreffen führender Köpfe des kurdischen Widerstandes stattfand. Die mit schallgedämpften Pistolen und einer MP bewaffneten Terroristen eröffneten sofort das Feuer. Drei Männer starben im Kugelhagel, einer überlebte schwerst verletzt. Die Staatspolizei verfolgt bereits eine erste Spur der Mörder.

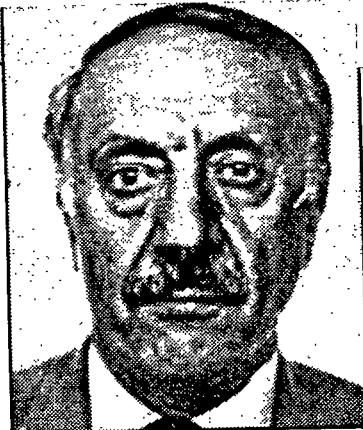
Schauplatz des blutigen Attentates war eine Wohnung im dritten Stock des Hauses Linke Bahngasse 5 im 3. Bezirk. Diese Räumlichkeiten stellte eine Wienerin den Kurdenführern an diesem Tag zur Verfügung. Die Besprechung begann um 17.30 Uhr. Daran nahmen folgende Personen teil: Der Vorsitzende der Demokratischen Kurden Partei (DKP), Dr. Abdulrahman Ghassem lou (59) aus dem Iran sowie dessen Stellvertreter, der direkt aus Paris angereiste 37jährige Abdullah Ghaderi-Azar, der im Besitz eines französischen Reisepasses war.

Weiters der 38jährige Mala Mahmoud Rasoul Fadel, ein gebürtiger Iraker, dem 1985 die österreichische Staatsbürgerschaft verliehen wurde und ein Iraner, der einen Diplomatenpaß besitzt. Bei der Konferenz ging es um die Frage, ob Dr. Ghassem lou freies Geleit für die Einreise in den Iran bekommt.

Kurz nach 19 Uhr war das Treffen zu Ende, die Beteiligten saßen bereits gemütlich beisammen, als die Killer kamen. Die mahagonifarbene doppelte Eingangstüre flog auf, drei Männer stürmten ins Wohnzimmer und richteten



Tot: Abdullah Ghaderi-Azar



Tot: Dr. Abdul Ghassem lou

Kurdentmorde: Terrorkommando sprengte Wiener Gemeindefest



Bild: Franziska Tot: Kurdenführer Abdul Ghassemlou

Killer stürmten die Wohnung und begannen wortlos zu schießen

Vom Mordkommando fehlt jede Spur, nur die Waffen wurden gefunden. Der einzige Überlebende des Blutbades ist kaum ansprechbar. (Berichte Seite 18 und 19.)

Der schreckliche Terrorüberfall auf das geheime Treffen der kurdischen Exil-Politiker am Donnerstag war nicht der erste Überfall dieser Art in Wien.

1979 wurde auf den Präsidenten der „Demokratischen Partei Kurdistans-Irak“, Massoud Barzani, in Wien-Meidling ein Attentat verübt. Zwei Leibwächter des

Nicht das erste Attentat

Mannes, er ist der Sohn des Parteigründers, wurden verletzt. Barzani entging dem Kugelhagel unversehrt. Als Drahtzieher des Mordversuches ver-

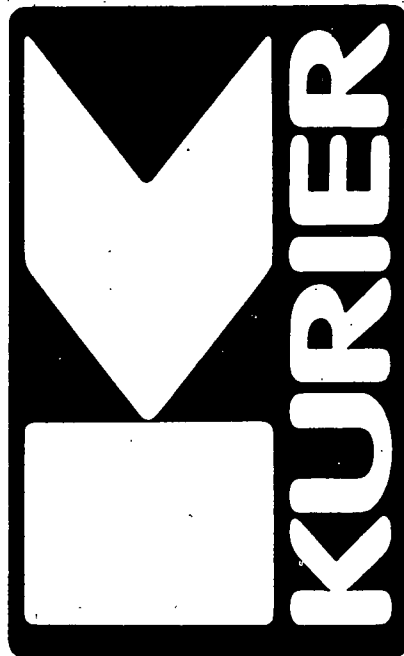
mutete man damals den irakischen Geheimdienst. Auch hier hätte kurz vor dem Überfall ein Geheimtreffen kurdischer Gruppierungen stattgefunden.

Am 12. Juli 1987 wurde der Führer der „Tuffan-Partei“, der in Frankreich lebende Iraker Hamid Reza Chitgar, 38, in einer Wohnung in der Barmherzigengasse 16, Wien-Landstraße, erschossen aufgefunden. Die Tatwaffe: Eine Pistole vom Kaliber 7,65 mm.

Der Feme-Mord an dem Exil-Iraker wurde übrigens erst nach einem Hinweis des KURIER aufgedeckt. Wer hinter der „Hinrichtung“ steckt, konnte von der Polizei bis jetzt nicht geklärt werden. P. G.



Ermordet: Kurdenführer Dr. Abdul Rahman Ghassemlou



Unabhängige Tageszeitung für Österreich
Verlagsgedr. Lindeng. 48-52, 1070 Wien • Tel. 96 210 • Erscheinungsort Wien • P. b. • Verlagspostamt 1070 Wien • Lit. 1600,-, Din. 19.000,-, Dr. 240,-, DM 2,50, sfr. 2,10, Pts. 170,-, Ligu. 2400,-, Fr. 45,-

Samstag, 15. Juli 1989 • Nr. 193 • S 8,-

Bei Geheimtreffen in Wien wurden drei Kurdenführer erschossen: Verletzter mit iranischem Diplomatenpaß einziger Zeuge des Massakers

Nach Terroranschlag warfen Mörder Waffen weg

Wie vom Erdboden verschluckt scheint jenes Terrorkommando, das Donnerstagabend in Wien-Landstraße ein Massaker unter kurdischen Exiliranern angerichtet hat. Man weiß nur, daß es sich um zwei oder drei Täter gehandelt hat. Die bei dem Attentat verwendeten Waffen wurden durch Zufall in der Nacht auf Freitag beim Naschmarkt gefunden.

Die Ermittlungen der Wiener Staatspolizei und der Mordkommission des Sicherheitsbüros beschränkten sich bisher — mangels weiterer geeigneter Zeugen — ausschließlich auf die Klärung des Tatablaufes in der Wohnung Nummer 12 im Haus Linke Bahngasse 5. Die Räume waren von der Besitzerin, einer Wiener Akademikerin, über einen Mittelsmann verschiedenen Kurdengruppe für Donnerstag nachmittag für ein Treffen zur Verfügung gestellt worden.

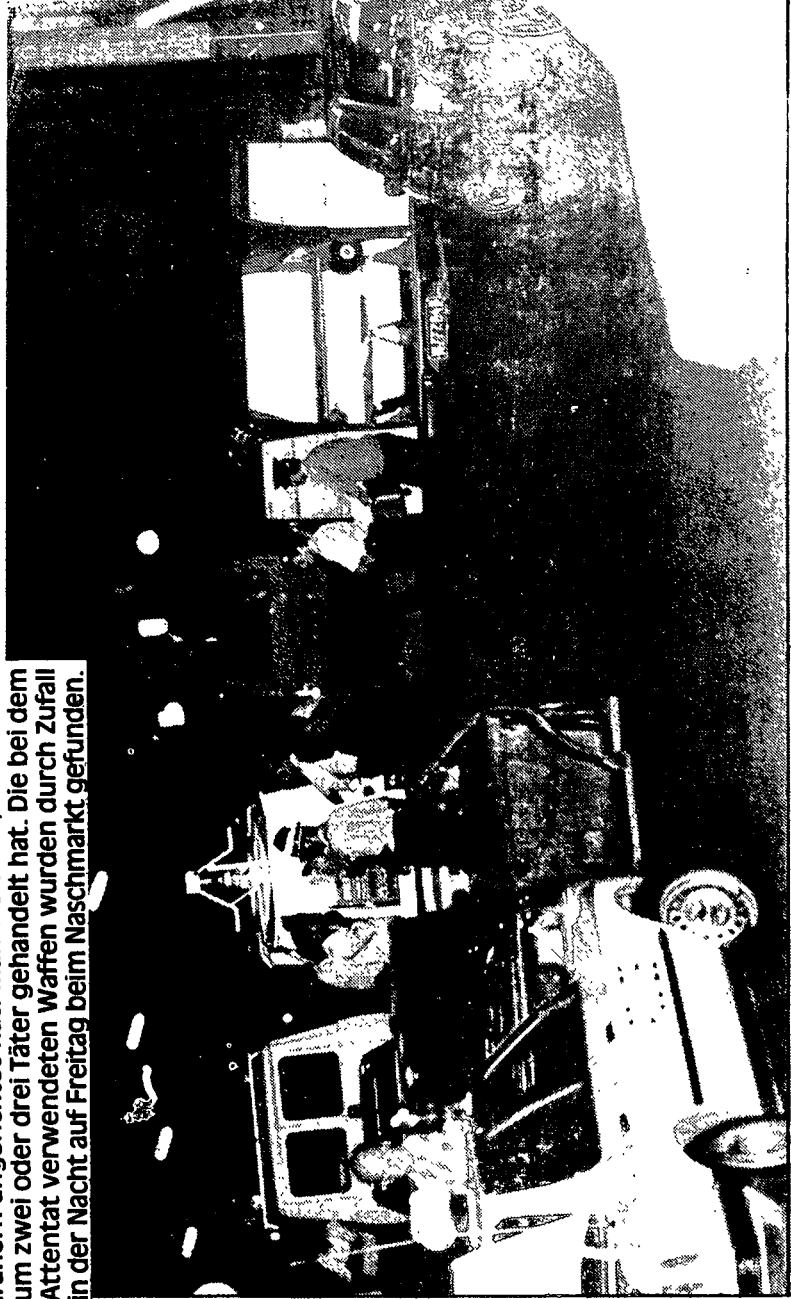
„Die Zusammenkunft war geheim, wie viele Personen daran teilgenommen haben und zu welchen politischen Organisationen sie gehört haben, ist uns noch nicht bekannt“, berichtete Hofrat Werner Liebhart, Chef der Staatspolizei Wien und Leiter der Ermittlungen, am Freitag. Begonnen dürfte das Gespräch etwa um 17.30 Uhr haben, als es zu dem Überfall kam, war die Sitzung schon

beendet, einige Teilnehmer hatten die Wohnung bereits verlassen.

Wie die Täter in das mit einer Sprechanlage gesicherte Haus und dann weiter in die Wohnung im dritten Stock gelangt sind, ist für die Ermittler zunächst noch ein Rätsel. An den Türen gibt es keine Einbruchsspuren.

Der einzige bis Freitag bekannte Zeuge, der das Blutbad mit einem Kieferschuß überlebt und — wie berichtet — von einer Frau am Gehsteig gefunden worden war, konnte nur dürftige Angaben machen. Der Mann, er hat einen iranischen Diplomatenpaß und gibt an, Kurde zu sein, hatte — als er gefunden wurde — rund 9000 US-Dollar eingesteckt. Der Zweck des Geldes muß erst geklärt und der Inhalt umfangreicher schriftlicher Unterlagen, die in der Wohnung sichergestellt wurden, per Dolmetsch übersetzt werden.

Nach Angaben des Verletz-



Das Terrorkommando überraschte die Kurdenführer bei ihrer Geheimverhandlung: Die Waffen wurde Freitag sichergestellt

ten, dessen Identität aus Sicherheitsgründen geheimgehalten wird, stürmten gegen 19.20 Uhr plötzlich „zwei oder drei Männer“ in die Wohnung. Wortlos begannen sie aus ihren schallgedämpften Pistolen auf die Anwesenden zu schießen. Mehr als 20 Patronenhülsen vom Kaliber 7,65 mm wurden von den Kriminalisten gefunden.

Im Kugelhagel hatten die Anwesenden keine Chance:

● Abdul Rahman Ghassemlou, 59, Führer der „DKP-Partei“

● sein Stellvertreter, Abdullah Ghaderi-Azar, 37, er hat einen französischen Konventionsreisepaß, und

● Dr. Mala Mahmoud Fadel Rasoul, 38, er ist gebürtiger Iraker, seit 1985 österreichischer Staatsbürger und lebte in Wien-Alsergrund wurden von Kugeln durchsiebt und waren auf der Stelle tot. An allen Leichen stellte man Kopfschüsse fest. Wie die Täter geflüchtet sind, versucht die Sonderkommission der Exekutive noch zu klären. Ein Zeuge will jedenfalls zur fraglichen Zeit „drei Ausländer Richtung Bahnhof Wien-Mitte“ laufen gesehen haben.

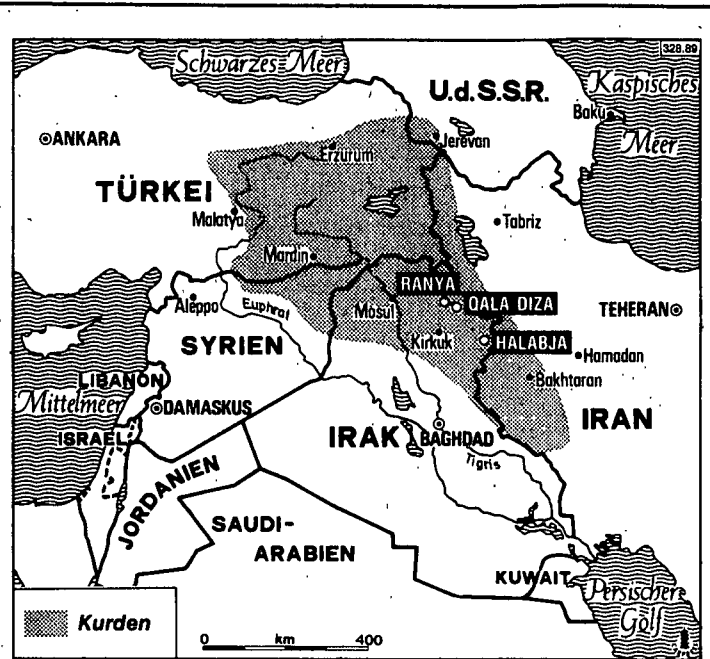
Über die Person jenes „fünften Mannes“, der kurz

mit dem Verletzten am Gehsteig vor dem Haus gesprochen und ihm das erwähnte Geld abgenommen hatte, hüllt sich die Stapo in Schweigen. „Er ist Kurde aus dem Iran“, gab sich Liebhart kurz angebunden. Ob der Mann festgenommen ist, wollte die Polizei nicht bekannt geben.

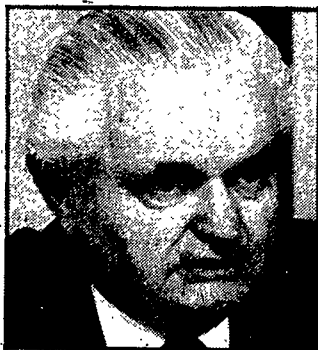
Freitag gegen 1.20 Uhr früh fanden Arbeiter auf einem Lagerplatz der MA 48 bei der Magdalenenstraße am Naschmarkt zwei Pistolen vom Kaliber 7,65mm mit Schalldämpfern und das Magazin einer MP. Bei einer Suchaktion fanden Polizisten dann auch die automatische Waffe (aus der aber nicht geschossen worden war) in einer Obstkiste sowie eine graublau Windjacke und eine schwarze Schirmkappe. Aus den Waffen waren die Fabrikationsnummer herausgeschliffen worden.

Bereits kurz nach dem Attentat wurden an den Grenzkontrollstellen die Überprüfungen verschärft, Bahnhöfe und Flughäfen verstärkt bewacht. Auch alle iranischen

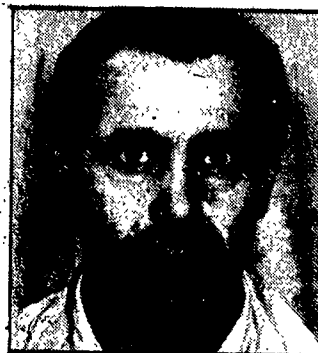
und irakischen Einrichtungen in Österreich wurden, da man die politische Motivation der Terroristen noch nicht kennt, unter strengen Polizeischutz gestellt. PETER GROLIG ■



Der Tod des Kurdenführers – durch Mörderhand in Wien



Leitet die Fahndung:
Hofrat Werner Liebhart



Ermordet: Abdullah
Ghaderi-Azar, 37

Bei seinem letzten Besuch im KURIER klang er optimistischer als früher: Der Golfkrieg war zu Ende, die islamische Revolution im Iran geschwächt – und eine neue, pragmatischere Führung unter dem kommenden Präsidenten Rafsandjani griff nach der Macht. Jetzt sei „alles möglich“ – vielleicht auch Verhandlungen über eine Autonomie für die Kurden.

Der Mord an Abdul Rahman Ghassemlou, Chef der vier Millionen Kurden im Iran, in einer Wiener Wohnung mag für Österreich ein blutiger Kriminalfall sein – für den Nahen Osten ist es ein neues Kapitel in der an Grausamkeit kaum überbietbaren Geschichte des kurdischen Volks:

Mehr als 15 Millionen Menschen, die – aufgeteilt über fünf Länder (Türkei, Syrien, Irak, Iran, UdSSR) – bis heute vergeblich um einen eigenen Staat kämpfen. Und deren Aufstände in zahllosen Massakern niedergeworfen wurden.

Mehr als zehn Jahre lang hat Ghassemlou – Stammgast in Wien und Fan der österreichischen Sozialde-

mokratie – als Generalsekretär der „Demokratischen Partei Kurdistans Iran“ diese Geschichte seines Volks entscheidend mitgeschrieben.

Es war ein Leben zwischen Elend, Glanz und Kampf: Als Sohn reicher kurdischer Bauern wurde er anfangs im Kampf gegen das persische Schah-Regime in die kommunistische „Tudeh-Partei“ gedrängt (die er nach der sowjetischen CSSR-Invasion 1968 verließ), studierte er in Prag Wirtschaftswissenschaften, wurde zwischendurch zu Hause zwei Jahre verhaftet, lehrte als Universitätsprofessor an der Sorbonne in Paris, ehe er 1968 Wissenschaft und Wohlstand aufgab und nach Kurdistan zurückkehrte – um für die Revolution zu kämpfen. Bald ist ein anderer Heimkehrer aus Paris sein Hauptgegner: Ayatollah Khomeini.

1981 ist Ghassemlou der unumstrittene Führer der iranischen Kurden – in einer mörderischen Zeit: Khomeini hat Autonomie-Verhandlungen als „Sünde“ gebrandmarkt und den Krieg gegen die Kurden eröffnet. Unter den Kurden selbst, die

mit 8000 bis 12.000 „Peschmerga“-Kämpfern gegen die iranischen „Revolutionenwächter“ antreten (es gibt mindestens 40.000 Tote unter der kurdischen Bevölkerung), wächst gleichzeitig die Kluft: Ghassemlou träumt von einer Autonomie, andere Führer fordern ungestüm den eigenen Kurdenstaat. Gespannt ist auch das Verhältnis zwischen irakischen und iranischen Kurden – jeder von ihnen unterstützt während des Golfkriegs den jeweiligen Kriegsgegner.

1988 kommt es zu einer Spaltung der „Demokratischen Partei Kurdistans Iran“, Ghassemlou, der weltoffene (er spricht sieben Sprachen), auf internationale Hilfe hoffende Parteiführer, steht auf der Seite der Gemäßigten.

Seine Stunde scheint gekommen, als mit Khomeinis Tod erste Zeichen der Mäßigung in Persiens Führung erkennbar werden. Genau in diesem Augenblick fallen bei einem Geheimtreffen in Wien die tödlichen Schüsse. So fällt der Verdacht vorerst auf Perser – und Kurden.

HEINZ NUSSBAUMER ■

EL PAIS

DIARIO INDEPENDIENTE DE LA MAÑANA

15 de julio-89/

Asesinados tres kurdos del Partido Democrático

VIENA.—Tres dirigentes del Partido Democrático del Kurdistán Iraní (PDKI), entre los que se encuentra su secretario general, *Abdel Rahman Gassemlou*, fueron asesinados el jueves por la noche en un atentado perpetrado en un apartamento de Viena, según informó en un comunicado oficial el ministro de Interior austriaco. AFP

16. 07. 1989

Irán dialogó con los kurdos asesinados

VIENA.—La embajada iraní en Viena ha confirmado que los tres dirigentes kurdos asesinados el pasado jueves en la capital austriaca, estaban negociando con el Gobierno de Teherán para encontrar una solución pacífica a sus problemas. La Policía sigue vigilando estrechamente las fronteras con el fin de capturar a los asesinos. EFE

Otros dos militantes murieron junto a Gasemlu, que, según Teherán, negociaba el regreso a su país

Asesinado en Viena el líder de la oposición kurda iraní

VIVIANNE SCHNITZER, Viena
Las fuerzas de seguridad austriacas buscaban ayer a los asesinos que la noche anterior mataron en Viena al secretario general del Partido Democrático del Kurdistan de Irán

(PDKI) y líder de esa minoría étnica, Abdel Rahman Gasemlu, que vivía desde hace años en París, y a dos de sus más próximos colaboradores. Otra persona resultó herida de gravedad, al parecer un diplomático de la

República Islámica. Radio Teherán aseguró que Gasemlu estaba negociando su regreso a Irán con este último cuando los pistoleros irrumpieron en el apartamento donde se encontraban y comenzaron a disparar.

Junto a Gasemlu, murió el segundo de a bordo del PDKI y representante de ese partido en Francia, Abdolá Gaderi Azar, y un médico kurdo con nacionalidad austriaca, Mahmud Rasul Fadil, que trabajaba en el Instituto de Investigación para la Paz en Laxemburg (Austria).

Las únicas pistas encontradas hasta ayer por la noche eran tres pistolas de calibre 7,65 y una ametralladora, halladas en un depósito de basura en un barrio periférico de Viena.

La identidad del diplomático de Irán no ha sido revelada y la embajada de este país en Austria se ha negado a contestar el teléfono o recibir a periodistas en su sede diplomática. La policía fue alertada del crimen cuando el iraní herido llegó el jueves por la noche hasta la puerta de un local cercano al lugar de los hechos.

La víctima pudo murmurar algo a un camarero que atendía el local. La policía se dirigió entonces a la Linke Bahngasse, número 5, puerta 12, donde había una pegatina en la que se leía: "I love Kurdistan". Allí se encontró a los tres cadáveres en el suelo. Una vecina aseguró que en la noche del miércoles había escuchado gritos, pero que no había podido localizar su procedencia. No se descarta que los asesinatos se produjeran un día antes de que la policía descubriera los cuerpos.

Los 20 millones de kurdos, la minoría sin Estado más numerosa del mundo, viven repartidos entre Irán, Irak, Turquía, la Unión Soviética y Siria. El uso por Irak de gases tóxicos contra población civil kurda fue el último de la larga lista de sufrimientos de esa minoría étnica. Entonces, un cuarto de millón de kurdos buscaron refugio en Irán y Turquía. Decenas de miles se encuentran refugiados aún en campos del sureste de Turquía, tras huir de las atrocidades cometidas en Irak.

El atentado es el segundo contra kurdos en Viena. Hace 10 años resultó ileso Masud Barzani, presidente del partido kurdo en Irak, pero dos de sus guardaespaldas murieron.



Abdul Rahman Gasemlu (a la derecha) y Abdolá Gaderi Azar, el pasado mayo en Madrid.

"Sin democracia habrá guerra en Irán"

RAFAEL FRAGUAS, Madrid
Abdul Rahman Gasemlu, líder del Partido Democrata del Kurdistan de Irán, (PDKI), aseguró a EL PAÍS días antes de su asesinato en Viena, que "si no hay un acuerdo nacional entre los *ayatolás* y la oposición, si no hay democracia en Irán, habrá sin duda una guerra civil". "La organización político-militar que dirijo", señaló, "está mejor preparada que ninguna para esta guerra civil, pero preferimos una vía pacífica hacia la democracia".

El líder kurdo aseguró mantener 12.000 hombres en armas en las zonas montañosas del Kurdistan iraní, el noroeste del país, en pugna contra Teherán desde hace 10 años.

Gasemlu, de 59 años, economista, con dominio de siete idiomas, casado con una pintora checa y padre de dos chicas, era un consumado jinete —Noche fue el nombre de su caballo—. Dirigió personal-

mente las operaciones militares de su partido, que sufrió una escisión en enero de 1988. Dos miembros del Buró Político del PDKI y 17 miembros de su Comité Central se separaron, achacando a Rahman posiciones muy prooccidentales. Era amigo personal del ex canciller austriaco Bruno Kreisky.

Gasemlu aseguró a EL PAÍS que "el PDKI está dispuesto a una tregua con el régimen de Teherán a condición de que las autoridades islámicas admitan el principio de autodeterminación para los kurdos" y consideró que, "pese a la muerte de Jomeini, el régimen republicano islámico no desaparecerá en una larga temporada".

"Inmediatamente, los dignatarios del régimen van a cerrar filas, no sólo para salvarlo, sino también para salvar el pellejo", dijo el líder kurdo, cuyas tropas iniciaron hace tres meses su anual ofensiva de primavera. "Las tro-

pas iraníes han mostrado durante este período una moral muy baja y pienso que la muerte de Jomeini la hará descender aún más". La elección de Alí Jamenei como *guía* mostró, a su juicio, que hubo compromiso provisional entre distintas facciones y señaló que "se gesta un cambio constitucional después del cual, los poderes del nuevo *guía* se verán muy mermados respecto a los de Jomeini".

Sobre eventuales acuerdos para encarar el *posjomeinismo*, Gasemlu indicó que el PDKI "busca alianzas —que excluirán sólo a las fuerzas dictatoriales monárquicas o *muyaidines* de Masud Rayavi—, sobre los principios de paz, libertad, democracia y seguridad".

Gasemlu concluyó: "Si quienes alcancen el poder tras las elecciones presidenciales liberalizan Irán, permanecerán en el poder. Si perpetúan la dictadura, su régimen caerá".

DAGENS NYHETER.

Lördagen
15 juli 1989
Vecka 28

Fredssamtal slutade i blodbad

Kurdledare mördade

Från TT-DPA

WIEN. Iranska Kurdistans främste ledare, Abdul Rahman Ghassemlou, mördades i Wien sent på torsdagen.

Han hade just nått en preliminär överenskommelse med Iran, säger en väl insatt källa till TT. Efter decennier av krig mellan den iranska regeringen och KDPI, Ghassemlous parti, tycktes fred ligga inom räckhåll.

Två andra kurder sköts ihjäl tillsammans med Ghassemlou, när de skulle träffa en iransk delegation i en våning i Wien. Samtliga tre dösoffer hade skjutits med minst två skott genom huvudet. En fjärde kurd sårades vid överfallet men lyckades själv ta sig ut ur lägenheten och kalla på hjälp.

Förövaren eller förövarna är spårlost försvunna. Delegationen med Ghassemlou i spetsen låg i förhandlingar med Iran. En teori är att mordet kan ha utförts av personer som ville hejda dessa förhandlingar — vare sig de tillhörde iranska fraktioner som inte godkände tanken på ett närmande mellan Iran och KDPI eller Irak, som har stort intresse av att hejda en sådan utveckling.

Kända

Alla de tre mördade var kända kurder: Ghassemlou är en centralgestalt i flera decenniers kurdisk kamp. Hans medarbetare och representant i Paris, Abdulla Qadri dödades också, liksom Fadel Rasul, irakisk kurd och numera österrikisk medborgare.

Kort efter klockan 20 upptäckte en uppassare i en restaurang i närheten den sårade mannen som hade lyckats släpa sig ut ur lägenheten.

Dörren till lägenheten visade inga tecken på att ha blivit uppbruten vilket gör att polisen tror att gärningsmännen och offren kände varandra. Däremot bar lägenheten tydliga spår av att en strid hade föregått mordet.

Ånkan efter en av de mördade, Suzanne Rasul, sade på fredagen:

— Vi har två teorier. Antingen var mördarna iranier som ville hindra Rafsanjanis folk från att få ett slut på kriget med kurderna eller också ligger Irak bakom.

Ghassemlou och Qadri besökte Stockholm i juni som gäster vid Socialistinternationalens kongress.

På Abdullah Qadris kontor i Paris uppgav man på fredagseftermiddagen att den österrikiska polisen har gripit en person som misstänkt för mordet. Men den österrikiska nyhetsbyrån APA ville inte bekräfta påståendet.

Den kurdiska gerillaledare som mördades i Wien i torsdags kväll skulle just byta sida från Irak till Iran, uppgav Teheranradion på fredagen. Ghassemlou hade blivit upprörd över att Irak utplånar kurdiska byar och beslutat att säga upp sina kontakter med den irakiska regimen, hette det, enligt TT-Reuter.

Den 59-åriga Abdul Rahman Ghassemlou skulle träffa en iransk diplomat för att diskutera fri lejd till Teheran, när han mördades.

Det är en helt möjlig version, sade polischefen i Wien, Werner Liebhart, när han hörde om Teheranradions uppgifter.

Mördarna bröt sig in i en våning i centrum av Wien, när tre kurder — Ghassemlou och två av hans medarbetare — hade diskuterat där i två timmar med en iranier, sade Liebhart.

Iraniern skadades också men rusade ut på gatan, där han träffade en annan iranier som just kom till platsen. Den sårade iranieren fördes till sjukhus och den femte mannen, den anlädande iranieren, togs också om hand av polisen för förhör.

Den sårade iranieren hade ett iranskt diplomatpass. Liebhart sade att namnet i passet är Mohammed Djafari Sahraroodi. Den iranska ambassaden förnekar inte att passet är riktigt men är inte speciellt meddelsam om mannens uppgifter vid mötet med Ghassemlou, sade Liebhart.

Både Irans och Iraks ambassad i Wien avböjde pressens uppmaningar att ge uttalanden om det som har inträffat.

■ Ghassemlou ledde KDPI, det kurdiska demokratiska partiet i Iran, som har en ärorik historia: efter andra världskriget utropade det en fri republik med Mahabad som huvudstad och stöd från Sovjetunionen, skriver TT.

Men Sovjetunionen svek. Följden blev att KPDI:s hela ledarskikt hängdes av schahen på stora torget i Mahabad. Partiets yngre kader sökte sig utomlands för att få utbildning till nästa omgång.

Ghassemlou hamnade i Tjeckoslovakien och studerade ekonomi.

Senare flyttade Ghassemlou till Paris. Bara korta perioder kunde han besöka hemlandet tillsammans med sin tjeckiska hustru, som lärde sig kurdiska.

Under de åren skaffade Ghassemlou omfattande förbindelser både i Östeuropa och bland socialdemokrater i väst.

År 1979 föll schahen. Snart stod det klart att ayatolla Khomeini var oförstående inför kurdernas krav på oberoende. Från sitt befriade område vid gränsen mot Irak byggde Ghassemlou ut den kurdiska gerillan och skaffade kontakter inom oppositionsgrupperna i Iran. Vid den tidpunkten var det inte självklart att Khomeini och shiislam skulle bli totalt dominerande för Irans utveckling. Ghassemlou trodde att en ny Mahabadrepublik låg inom räckhåll.

Men katastroferna kom snabbt. Redan hösten 1979 inledde den iranska armén en offensiv mot kurderna. Stad efter stad intogs, kurdisk gerilla avrättades.

Och sedan kom kriget mellan Iran och Irak, som medförde enorm förstörelse i Kurdistan. De irakiska kurderna lyckades smida en allians med Iran, som de drog nytta av. Ghassemlous KDPI kom — tillsammans med andra delar av den iranska oppositionen — att hamna vid Iraks sida.

Ju längre kriget led, dess tydligare framstod beslutet att ställa sig på samma sida som Irak som olyckligt. När kriget tog slut 1988 var Irak kurdernas verkliga fiende medan Iran hade manövrerat skickligare i kurdfrågan. KDPI:s gerilla hade förlorat mycket av sin slagkraft. □

Han visste att han skulle bli mördad

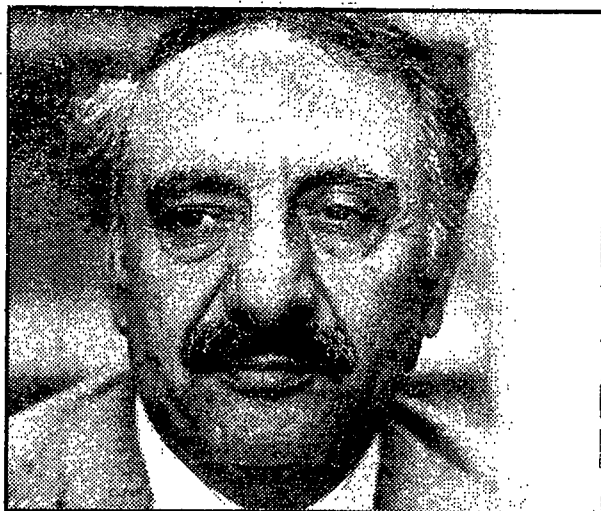


Foto: DON TITELMAN

Kurdledaren Abdel Rahman Ghassemlou mördades i går i en lägenhet i Wien av tre män som öppnade eld med pistoler försedda med ljuddämpare. Han träffades av två kulor i huvudet och dog omedelbart.

Av ULF NILSON

Abdel Rahman Ghassemlou visste alltid att hans liv var i fara.

— Det händer om det ska hända, sa han likgiltigt när vi träffades för ett par år sen i Paris.

I går hände det.

Ghassemlou, som sen många år var chef för Kurdestans Demokratiska Parti, KDP, satt i en lägenhet i Wien tillsammans med medarbetarna Abdulla Ghaderi-Azar, 37, och Fadeh Mala Mahmoud Rasoul. I rummet befann sig också den iranske diplomaten Mohammad Djafari Sahrarudi. Så gott som säkert gällde samtalet att Ghassemlou skulle resa till Teheran för att förhandla med regeringen där — förhandlingar som blev möjliga när fanatikern Khomeini dog.

Men Ghassemlou, som flytt undan lönnmördare under hela sitt vuxna liv, hade otur. Någon som uppenbarligen var känd i gruppen knackade på dörren. Ghaderi-Azar öppnade och tre män rusade in. De öppnade eld med pistoler försedda med ljuddämpare. Ghassemlou, Ghaderi-Azar och Rasoul träffades av vardera två kulor i huvudet och dog omedelbart. Sahrarudi fick en kula i käken, men föll inte utan rusade ner på gatan. Där överlämnade han 9 000

amerikanska dollar i kontanter till en iranier som kom förbi — oklart varför.

Inget budskap

Mördarna försvann och efterlämnade inget budskap. Däremot fann Wienpolisen inom några timmar tre pistoler, utan tvivel mordvapnen.

Resten är mest spekulationer.

Liksom så gott som alla iranska kurder hatade Ghassemlou Khomeini.

— Han är en däre som måste störtas, sa han under vårt samtal på ett kafé i Paris — ett samtal som tillkom på hans initiativ sedan jag i Expressen kritiserat både Khomeini och Sveriges Iran-politik.

Ghassemlou samarbetade under en period med upprorsrörelsen Mujaheddin e-Khalk, som i sin tur förenade sig med Irak. KDP-ledaren var inte lycklig över förbindelsen, men handlade enligt principen "min fiendes fiende är min vän", ingen ovanlighet i det blodsölande Mellanöstern.

Efter Khomeinis död såg Ghassemlou en chans att förbättra relationerna med ledarna i Teheran. Efter hemliga kontakter beslöt man att försöka förhandla fram en kompromiss som skulle ge kurderna åtminstone rätt till självstyre i den del av Kurdestan som ligger i Iran.

Skotten i Wien krossade försoningsförhandlingarna — men vem var det som sköt?

De misstänkta är många, men Wienpolisen — och politiska experter världen över — koncentrerar sig på två:

■ ■ Iraks president Saddam Hussein, en av samtidens brutalaste härskare. Saddam måste ha blivit ursinnig när en allierad som Ghassemlou försökte smyga över till

arvfienden. Straffet för sådant "förräderi" är döden — och president Hussein har gott om lönnmördare.

■ ■ Men mordet kan också ha begåtts av radikala kurder som inte vill försoning. Att kurder mördar kurder är dess värre ohyggligt vanligt.

Självfallet kan också religiösa extremister ha slagit till. Skotten kan ha beordrats av någon som vill att någon annan ska bli misstänkt, osv, osv. Politiska ledare i området lever alltid farligt — även i fredliga städer som Wien eller Stockholm.

Utsatt folk

En av Europas farligaste terroristgrupper, kurdiska PKK, misstänktes länge (i varje fall

av Ebbe Carlsson och Hans Holmér) för mordet på Olof Palme.

Kurderna är tragiskt drabbade, en av de största grupper som tvingas leva i ett "icke-land", ett bergigt område uppdelat på fem länder. Omkring 25 miljoner kurder bor i Turkiet, Iran och Irak. Betydligt mindre grupper finns i Sovjet och Syrien. I vart och ett av de tre, stora, kurdiska områdena finns upprorsrörelser — turkiska kurder mot Turkiet, irakiska mot Irak och iranska mot Iran. Man slåss för att få behålla sitt språk, sin kultur och sina religiösa sedvänjor. I Irak slåss kurderna dessutom för sina liv.

Just när kriget mot Iran övergått i stillestånd lät Saddam Hussein gas-

bomba kurdstaden Halabja. Omkring 6 000 kurder, alla civila, dödades. Sedan dess har Iraks krigsmakt jämnat kurdiska byar med marken och transporterat bort befolkningen till läger i landets södra del. De väldiga, illegala folkförflyttningarna pågår fortfarande — utan protester från länder som Sverige. Tusentals kurder har stupat i strid eller försvunnit, men förföljelsen fortsätter.

Om mordet i Wien blir uppkälat eller ej är omöjligt att säga. Men ett vet man. Mordet på Abdul Rahman Ghassemlou kommer att leda till vedergällning och fler mord. Och ingen seriös bedömare tror att de stackars kurderna får fred under överskådlig tid.

VIENNE

Parti kurde décapité

VIENNE (Reuter) — Le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) pro-irakien, Abdoul Rahman Kassemou, et deux autres militants kurdes ont été assassinés, jeudi soir à Vienne, alors qu'ils rencontraient un quatrième homme porteur d'un passeport diplomatique iranien, a annoncé hier la police autrichienne.

Les tueurs ont fait irruption dans un appartement du centre-ville où les quatre hommes étaient en réunion, tirant à bout portant sur leurs victimes. Blessé à la mâchoire, le quatrième homme a pu sortir de l'immeuble et remettre une enveloppe contenant de l'argent à un Kurde iranien qui arrivait pour participer à la réunion.

« Désastre »

Les trois victimes sont le secrétaire général du PDK, Abdoul Rahman Kassemou, 59 ans, son adjoint Abdoullah Ghaderi Azar et un Kurde irakien, Mahmoud Rasoul Fadil Mala. « C'est un désastre », a déclaré un représentant du PDK à Paris, où M. Kassemou vivait habituellement.

Le détenteur du passeport diplomatique iranien, qui s'est évanoui dans la rue après avoir remis 9000 dollars au cinquième homme, a été hospitalisé, incapable de parler. Son collègue, qui a reçu l'argent, est interrogé par la police.

Les assassins ont pu s'enfuir mais trois pistolets, qui ont probablement servi à l'attentat, ont été retrouvés dans une poubelle et par terre dans un autre quartier de Vienne.

La police a précisé ne pas avoir de preuves que des services secrets étrangers aient été impliqués dans cette affaire. Un journaliste autrichien qui avait récemment interviewé M. Kassemou a déclaré que ce dernier était favorable à une solution politique, plutôt que militaire, au conflit entre les Kurdes et le gouvernement iranien. Notons que le président du PDK, Massoud Barzani, avait échappé à une tentative d'attentat il y a dix ans à Vienne.



Le secrétaire général du PDK, Abdoul Rahman Kassemou. (Keystone)

OUEST FRANCE

15. 07. 1989

Etranger

AUTRICHE : attentat à Vienne

« Exécution punitive » chez les Kurdes

La police autrichienne parle d'« exécution punitive ». Trois Kurdes ont été assassinés jeudi soir dans un appartement de Vienne, un autre a été hospitalisé dans un état désespéré.

La police dispose de très peu d'indices pour conduire son enquête. L'une des victimes est Abdel Rahman Ghassem-bou, le secrétaire général du parti kurde démocratique dont une aile combat le gouvernement irakien et l'autre le gouvernement iranien.

Abdel Rahman Ghassem-bou, qui avait passé plusieurs années en France, était le leader de l'aile iranienne du parti. Lui et ses compagnons vivaient en exil politique à Vienne.

La porte de l'appartement où s'est déroulé le drame n'a

pas été forcée, ce qui prouverait que les victimes connaissaient leur assassin. En revanche, la police a relevé des traces de lutte à l'intérieur. Elle recherche le cinquième locataire de l'appartement, absent au moment du crime.

La minorité ethnique kurde représente 20 millions de personnes vivant en Turquie, en Iran et en Irak, ainsi que des enclaves de 500 000 personnes en Syrie et en URSS. Kurdes irakiens, iraniens et turcs exigent que leurs gouvernements respectifs leur accordent l'autonomie.

Obsèques à Paris des deux dirigeants kurdes assassinés à Vienne

Près d'un millier de réfugiés kurdes, en présence de Bernard Kouchner, secrétaire d'état à l'Action humanitaire, ont conduit hier au Père La Chaise, dans la dignité et l'émotion, Abdul Rahman Ghassem-lou et Abdullah Ghaderi-Azar, les deux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.), assassinés il y a une semaine à Vienne.

Dans le cimetière, Bernard Kouchner a pris la parole : « Le gouvernement français s'incline devant les trois suppliciés et présente ses condoléances et son soutien à la famille », a-t-il dit. « Ghassem-lou voulait faire la paix au nom des Kurdes, on a eu peur du message de paix, alors on l'a exorcisé », a-t-il ajouté.

Tous s'étaient réunis en début d'après-midi place de la République à Paris. En cortège, ils ont remonté l'avenue de la République. Et lentement, sont arrivés au cimetière du Père La Chaise, en passant, selon leur souhait, devant le Mur des Fédérés, là où furent fusillés les Communards de 1871. Les deux cercueils ont ensuite été déposés aux côtés d'une petite estrade, ornée du portrait des deux hommes.

VOIX DU NORD

21. 07. 1989

CHARENTE LIBRE

15. 07. 1989

Autriche: mystérieux assassinat de trois militants kurdes iraniens

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassem-lou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI, et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait

avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime - un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien - grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'a pas été révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique. Les enquêteurs ont retrouvé hier à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements vraisemblablement appartenus aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser que les victimes les connaissaient ou que la porte n'avait pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un autre Kurde apparemment venu pour participer à la réunion et qui avait trouvé la victime grièvement blessée dans la rue. Cet homme est connu par la police et sert de témoin.

Abdel Rahman Ghassem-lou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Le secrétaire général du PDKI faisait partie des « modérés » au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux Moudjahedine du peuple iranien (opposition armée basée en Irak), soit à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979, le président du Parti démocratique kurde d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes de corps avaient été tués.

Exécution punitive

Trois morts et un blessé dans une fusillade dans un appartement de Vienne, dont le chef du Parti démocratique kurde

DAUPHINE LIBERE
15. 07. 1989

Le dirigeant du Parti démocratique kurde en Autriche et deux autres membres du parti ont été tués jeudi soir au cours d'une fusillade dans un appartement. Il s'agit apparemment d'une exécution punitive.

La radio autrichienne a annoncé que la fusillade avait des fins politiques et que les agresseurs avaient pu prendre la fuite.

La minorité ethnique kurde représente quelque 20 millions

de personnes vivant en Turquie, Iran, Irak, ainsi que des enclaves de 500 000 habitants chacune en Syrie et en U.R.S.S. Les Kurdes irakiens, iraniens et turcs exigent que leurs gouvernements centraux leur accordent l'autonomie.

Le Parti démocratique kurde est leur principale formation politique: une aile du parti combat le gouvernement irakien, et l'autre le gouvernement iranien à Téhéran.

Abderrahman Ghassemou, qui

avait passé plusieurs années en France, était le leader de l'aile iranienne du parti, hors-la-loi. Lui et ses compagnons vivaient en Autriche en exil politique.

Il avait déclaré en avril dernier dans une interview à un journal autrichien souhaiter la poursuite de « la guerre des Kurdes contre Téhéran et Bagdad », en dépit du cessez-le-feu intervenu dans le Golfe persique.

DEPECHE DE DIJON
15. 07. 1989

Un dirigeant kurde abattu à Vienne

Le secrétaire général du parti kurde démocratique de l'Iran, Abdel Rahman Ghassemou, figure parmi les trois victimes de la fusillade dans un appartement de Vienne jeudi soir.

Ces meurtres ressemblent à des « exécutions », selon l'expression de la police viennoise. Chacun des trois hommes a été tué avec au moins deux balles de calibre 7,65 dans la tête.

Vienne

L'INDEPENDANT

15. 07. 1989

Trois dirigeants Kurdes assassinés

VIENNE. — Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a indiqué hier le ministère autrichien de l'Intérieur.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI, et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime - un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien - grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours du premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kur-

des se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé hier à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenus aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'avait pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

On n'exclut pas dans les milieux kurdes de Vienne que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux Moudjahedine du peuple iranien (opposition armée basée en Irak), soit à l'origine de l'attentat.

VIENNE: TROIS DIRIGEANTS KURDES IRANIENS ASSASSINÉS

La police autrichienne s'oriente vers un règlement de comptes politique au sein du mouvement d'opposition kurde

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI), dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou, 59 ans, ont été tués et un quatrième grièvement blessé, jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne.

Les deux autres morts sont M. Abdollah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI et M. Fâhdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France, et était venu à Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne.

M. Rasoul, âgé de 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime — un Kurde titulaire d'un

passeport diplomatique iranien — grièvement blessé, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital, que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé

au visage, et notamment à la bouche.

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé hier, à proximité du lieu du crime, deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat.

Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'a pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un autre kurde apparemment venu pour participer à la réunion, et qui avait trouvé la victime grièvement blessée dans la rue. Cet homme est connu par la police et sert de témoin.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans les milieux kurdes à Vienne, le secrétaire général du PDKI faisait partie des modérés au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas dans ces milieux, que l'aide radicale du PDKI, qui a

fait scission il y a un an pour s'associer aux moudjahidines du peuple iranien, serait à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979, le président du Parti kurde démocratique d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes de corps avaient été tués.

Les rapports entre les Kurdes de l'Irak et de l'Irak sont tendus, notamment depuis la guerre irano-irakienne.

Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran décapité

Triple assassinat à Vienne

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.), dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont

été tués et un quatrième gravement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdollah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du P.D.K.I., et M. Fahdji Rasouli. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasouli, 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime — un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien — gravement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interroga-

toire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin, qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Des traces de lutte dans l'appartement

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé hier, à proximité du lieu du crime, deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat.

Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'avait pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un autre Kurde apparemment venu pour participer à la réunion et qui avait trouvé la victime gravement blessée dans la rue. Cet homme est connu par la police et sert de témoin.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans les milieux kurdes à Vienne, le

secrétaire général du P.D.K.I. faisait partie des "modérés" au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas dans ces milieux que l'aile radicale du P.D.K.I., qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux Moudjahedine du peuple iranien (opposition armée basée en Irak), soit à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979, le président du Parti démocratique kurde d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes de corps avaient été tués.



Türkiye
Türklerindir

Hürriyet

15 TEMMUZ 1969 CUMARTESİ

Kurucusu: Sedat Simavi 1896-1953

Viyana'da üç Kürt lideri öldürüldü

VIYANA, (DPA)

AVUSTURYA'nın başkenti Viyana'da toplantı yapan 4 İranlı Kürt liderden üçü, henüz kimlikleri saptanamayan kişiler tarafından kurşuna dizilerek öldürüldü, biri de ağır şekilde yaralandı. Avusturya İçişleri Bakanlığı, şehirde bir araya gelen İran yönetimine karşı Kürt Demokrasi Partisi'nin (KDP) üyelerinin başlarına kurşun sıkılarak öldürüldüklerini, saldırıyı hangi örgütün dü-

zenlediğinin henüz saptanmadığını açıkladı.

Ölemler arasında KDP Genel Sekreteri Abdel Rahman Ghassemlu'nun da bulunduğu öne sürüldü. Kürt liderlerinin toplandıkları evin kapısında, kapının zorlanarak açıldığını gösteren izlere rastlanmadığı, suikasti düzenleyenlerin KDP liderleri tarafından tanınan kişiler oldukları ihtimali üzerinde durulduğu belirtildi. Önceki akşam meydana gelen olay ile ilgili geniş bilgi vermekten kaçınan Viyana Emniyet

Müdürlüğü ve Avusturya İçişleri Bakanlığı yetkilileri, olaydan sonra başkentte sıkı önlemler alınarak saldırganların aranmaya başlandığını açıkladılar. Öldürülenler arasında bulunduğu iddia edilen Abdel Rahman Ghassemlu'nun İran yönetimine karşı çıkanların lideri olduğu ve uzun süreden beri Fransa'da yaşamakta olduğu belirtildi. Avusturya İçişleri Bakanlığı, 3 Kürt liderinin öldüğü ve bir kişinin de ağır şekilde yaralandığı olay ile ilgili soruşturmaları sürdürüyor.

LE COURRIER

Fusillade à Vienne

Trois dirigeants kurdes d'Iran assassinés

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI) dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a confirmé vendredi le Ministère autrichien de l'intérieur.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdul-lah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, âgé de 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime, un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien, grièvement blessé, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que

plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Peu d'indices

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs très probablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé hier à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'était pas fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un Kurde apparemment venu pour participer à

la réunion et qui avait trouvé la victime grièvement blessée dans la rue. Cet homme est connu de la police et sert de témoin.

Un dirigeant modéré

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans les milieux kurdes à Vienne, le secrétaire général du PDKI faisait partie des «modérés» au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas dans ces milieux que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux moudjahidin du peuple iranien, serait à l'origine de l'attentat. L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979 le président du Parti kurde démocratique d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes du corps ont été tués. (AFP)

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR
FRAD412 4 GI 0237 FRA /AFP-TX73

Kurdes-manif
Manifestation à la mémoire d'Abdul Rahman Ghassemlou jeudi à Paris

PARIS, 16 juil (AFP)- Une manifestation à la mémoire d'Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) et d'Abdullah Ghaderi, représentant du PDKI en France, assassinés jeudi dernier à Vienne en Autriche, aura lieu à Paris jeudi à 13H00, de la République au Père Lachaise, annoncent deux organisations médicales humanitaires françaises.

Dans un communiqué, "Médecins du monde" et "Aide médicale internationale" se déclarent "bouleversés et indignés par l'assassinat des deux hommes et souhaitent ensemble leur rendre un hommage tout particulier".

"Médecins du monde et Aide médicale internationale sont les deux seules organisations médicales humanitaires qui travaillent au Kurdistan avec le PDKI depuis huit ans. Des centaines de médecins français sont allés au Kurdistan soigner un peuple martyr oublié de tous", indiquent les deux organisations.

" Homme de paix et de dialogue, esprit ouvert et cultivé, proche de son peuple et de ses combattants, le docteur Ghassemlou avait toujours refusé d'utiliser le terrorisme et avait même contribué très largement à la libération de deux techniciens français en 1981. Il aimait la France où il avait vécu plusieurs années et où il avait de nombreux amis", conclut le texte appelant à cette manifestation "en soutien au peuple kurde".

pf/tma

AFP 162250 JUL 89

L'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou à Vienne

Le mouvement autonomiste kurde iranien décapité

Le mouvement autonomiste kurde iranien décapité, la question se pose de savoir qui a commandité l'assassinat de l'animateur principal de ce mouvement, Abdel Rahman Ghassemlou, tué, jeudi soir 13 juillet, de deux balles dans la tête dans un appartement viennois en compagnie de deux autres personnes (*le Monde* du 15 juillet). Secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), la plus importante formation kurde en lutte contre le régime islamique dès l'accession au pouvoir de l'imam Khomeiny, en 1979, Abdel Rahman Ghassemlou ne manquait pas d'ennemis, jusqu'au sein de son parti.

Contesté par certains dirigeants du PDKI - qui ont finalement fait scission - pour la façon autoritaire dont, selon eux, il menait ses *peshmergas* (combattants kurdes), Ghassemlou a toujours affiché publiquement sa préférence pour une solution négociée de la question kurde, y compris au plus fort des combats qui opposaient ses hommes aux gardiens de la révolution islamique ou à l'armée régulière iranienne. Tout au long de ces dix années de lutte pour l'*« autonomie dans la démocratie »*, et malgré la dureté des affrontements ainsi que la sauvagerie avec laquelle Téhéran a souvent traité les *peshmergas*, le numéro un de la rébellion kurde n'a cessé de tendre la perche au régime islamique. Il y a eu de nombreux contacts entre Téhéran et le PDKI, et ce dès le début de la révolte de 1979. Mais, dans le même temps, le pouvoir central a toujours refusé l'idée d'une autonomie du Kurdistan (comme des autres provinces iraniennes d'ailleurs).

Tout récemment encore, Ghassemlou se déclarait persuadé qu'il n'existait pas de *« solution militaire »* au problème kurde (*le*

Monde du 15 juin). Il est vrai que, depuis ces dernières années et après avoir un temps remporté des succès qui leur avaient permis de *« libérer »* une bonne partie du Kurdistan iranien, les *peshmergas* avaient dû abandonner la plupart de leurs positions pour se réfugier en territoire irakien. Cette volonté de garder constamment la porte ouverte aux négociations a déjà valu au PDKI une rupture retentissante avec les Moudjahidines du peuple de M. Massoud Radjavi (lui aussi basé en Irak), qui ont accusé Ghassemlou de *« trahison »*. Or dès l'annonce de la mort du dirigeant kurde, Radio Téhéran a annoncé qu'au moment de son assassinat il négociait avec un émissaire iranien un sauf-conduit pour rentrer en Iran. La radio iranienne a également fait état d'une dégradation des relations entre le PDKI et Bagdad.

Si la présence d'un émissaire iranien a été confirmée par la police autrichienne, selon laquelle un homme présent dans l'appartement et blessé lors de la fusillade était porteur d'un passeport diplomatique iranien au nom de Mohamed Djafari Sahraroudi, la référence à une demande de sauf-conduit paraît extrêmement douteuse.

M. Radjavi a, quant à lui, rejeté la responsabilité du meurtre de Ghassemlou sur Téhéran, affirmant, sans toutefois préciser sa pensée ni étayer son hypothèse, que le responsable kurde avait été *« victime des négociations »* engagées avec le régime islamique. *« La signification de ce crime pour le peuple, les peshmergas et les groupes politiques du Kurdistan d'Iran est qu'aucun compromis n'est possible »*, déclare M. Radjavi. Des propos qui pourraient passer pour un avertissement.

La disparition d'Abdel Rahman Ghassemlou porte un coup très dur au mouvement autonomiste kurde d'Iran. Avec lui, une autre personnalité importante du PDKI a été assassinée, son adjoint, Abdullah Ghaderi Azar.

YVES HELLER.

EL PAIS

DIARIO INDEPENDIENTE DE LA MAÑANA

El testigo clave del triple asesinato de dirigentes kurdos es un diplomático iraní

VIVIANNE SCHNITZER, Viena
El embajador de Irán en Austria ha reconocido que el "cuarto hombre" presente en el atentado que costó la vida, el pasado jueves en Viena, al líder político de los kurdos de Irán, Abdel Rahman Gasemlu, se trataba de un diplomático enviado desde Teherán. El emisario, que se encuentra gravemente herido en un hospital de Viena, custodiado por funcionarios de seguridad, es un alto oficial de la guardia revolucionaria llamado Mohamed Diafari-Sa-haroudi. El diplomático recibió una bala en la boca y es el testigo clave en este asesinato que costó la vida también a otros dos políticos kurdos en el exilio.

Mientras la policía austriaca y comandos especiales antiterroristas buscan sin éxito a los autores del triple asesinato, políticos kurdos residentes en Viena, que han preferido mantenerse en el anonimato por miedo a represalias, aseguran que Irán está detrás del "baño de sangre" y que el encuentro con el enviado iraní fue sólo "una trampa".

Por otra parte, la viuda de una de las víctimas afirmó que Bagdad era el responsable de la matanza. Según el buró político del Partido Democrático del Kurdistan de Irán, los asesinatos fueron perpetrados por el régimen iraní, informa Rafael Fraguas. [El Gobierno iraní, por su parte, ha acusado a Irak del crimen, informa Reuter.]

Iranischer Diplomat ist verschwunden – Polizei verfolgt jetzt eine heiße Spur!

Kurdenmorde: Suche nach „sechstem Mann“

In der Nacht zum Freitag verblutete auch ein Mann, der für Frieden und Aussöhnung zwischen Irans Regime und den Kurden wollte und als der eigentliche Vermittler des Geheimtreffens in Wien galt: Fadel Rasoul, 38 Jahre alt und international anerkannter Politikwissenschaftler.

Ein Mittler des Friedens

Er war es, der Kurdenführer Ghassemlou in der Privatwohnung einer gemeinsamen Bekannten mit iranischen Diplomaten zusammenführte – im Versuch, nach Khomeinis Tod eine vorsichtige Annäherung der langjährigen Bürgerkriegsgegner zu erreichen. Und um die Bedingungen einer sicheren Rückkehr des Kurdenführers in seine Heimat (freies Geleit) zu erörtern.

Fadel Rasoul, Herausgeber einer in der ganzen arabischen Welt gelesenen Zeitschrift mit dem für ihn charakteristischen Titel „Der Dialog“, stammt aus der irakischen Kurdenmetropole Sulaymaniyah und war über Bagdad und den Libanon Anfang der achtziger Jahre nach Österreich gekommen. Hier heiratete er die Ärztin Dr. Susanne Röckenschau, unterrichtete an der Wiener (und Kairoer) Universität, übersetzte Bücher iranischer Exilpolitiker (Bani Sadr, Bazargan) und schrieb vielbeachtete Analysen zum Golfkrieg und zur sowjetischen Nahost-Politik – vor allem zum Verhältnis Kreml-Kurden. Fadel Rasoul war über alle ideologischen Fronten im Nahost-Drama hinweg als unabhängiger Intellektueller angesehen. Seine Dialogfähigkeit – mit Marxisten wie Fundamentalisten – wurde ihm zum Schicksal. **HEINZ NUSSBAUMER**



Bilder: Sokol, Franziska, Schaffer, ORF

Im Hotel Stieglbräu wohnten die Iraner - Die Opfer: Ghassemlou, Ghaderi-Azar, Rasoul (unten)



Nach dem Massaker in Wien-Landstraße, bei dem drei führende Kurdenvertreter im Kugelhagel der Terroristen ums Leben gekommen sind, sucht die Polizei nun nach dem „sechsten Mann“, der vermutlichen Schlüsselfigur des Blutbades: Der Mann soll iranischer Diplomat sein – und ist verschwunden!

Wie die Ermittlungen der Exekutive ergeben haben, hatten an dem Treffen in der zur Verfügung gestellten Wohnung insgesamt sechs Personen teilgenommen: zwei hochrangige iranische Diplomaten, ein ihnen zugeteilter Sicherheitsbeamter und die drei getöteten kurdischen Exil-Politiker Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, Abdullah Ghaderi-Azar und Dr. Mala Mahmoud Fadel Rasoul.

Der wichtigste Gesprächspartner der Kurden war Mohamed Diafari-Saharoudi, 33, von dem die heimischen Behörden glauben, ihn unter dem Namen Mohammed Rahimi zu kennen. Rahimi gilt als Spitzenoffizier der iranischen Revolutionsgarde

„Pasdaran“ und ist für Kurdenfragen zuständig. Als „Diafari-Saharoudi“ wird der Überlebende des Überfalls wegen eines Kieferschusses im Wiener Kaiser-Franz-Josef-Spital behandelt. Aufgrund der Verletzung konnte mit ihm noch nicht gesprochen werden.

Die drei Iraner waren am vergangenen Dienstag nach Wien gekommen und hatten im Hotel „Stieglbräu“ in Wien-Fünfhaus Quartier bezogen. Schon am Mittwoch trafen „Diafari-Saharoudi“, sein unbekannter Diplomat-Kollege und der Sicherheitsmann in der Wohnung von Magister Renate F. in der Linken Bahngasse 5 mit den drei später Ermordeten zusammen.

Bei dem wahrscheinlich von Dr. Rasoul vermittelten Gespräch dürfte es darum gegangen sein, ob Dr. Ghassemlou in den Iran reisen darf, seitens der Regierung Immunität erhält und mit der Regime-Führung Kontakt aufnehmen kann. Am Mittwoch blieb das Treffen ohne Ergebnis, tags darauf kam man wieder zusammen.

Gegen 19 Uhr verließ der Sicherheitsmann die fünf Verhandler, um Essen zu holen. Als er zurückkam, lag „Diafari-Saharoudi“ verletzt vor dem Haus, die drei Kurden waren tot, der dritte Iraner verschwunden...

Dozent Johann Misliwetz und Dr. Wolfgang Denk vom gerichtsmedizinischen Institut stellten fest, daß die Kurden von insgesamt zumindest 16 Kugeln durchsiebt worden waren. Jeder Treffer war tödlich! 14 Patronenhülsen hat man bisher gefunden, die Waffen (eine Llama, eine Beretta und eine MP, alle mit Schalldämpfern) wurden – wie berichtet – in der Nacht auf Freitag beim Wiener Naschmarkt entdeckt.

Behörden und Kurden vermuten die Drahtzieher des Massakers im Iran: wenn ein Iraner verschwunden und ein weiterer eher leicht verletzt ist, während die anderen durch gezielte Kopfschüsse getötet worden sind, sei die Sache eindeutig.

PETER GRODIG

**Neue
Kronen
Zeitung**
UNABHÄNGIG

Wien 19, Muthgasse 2, Telefon 36 01-0

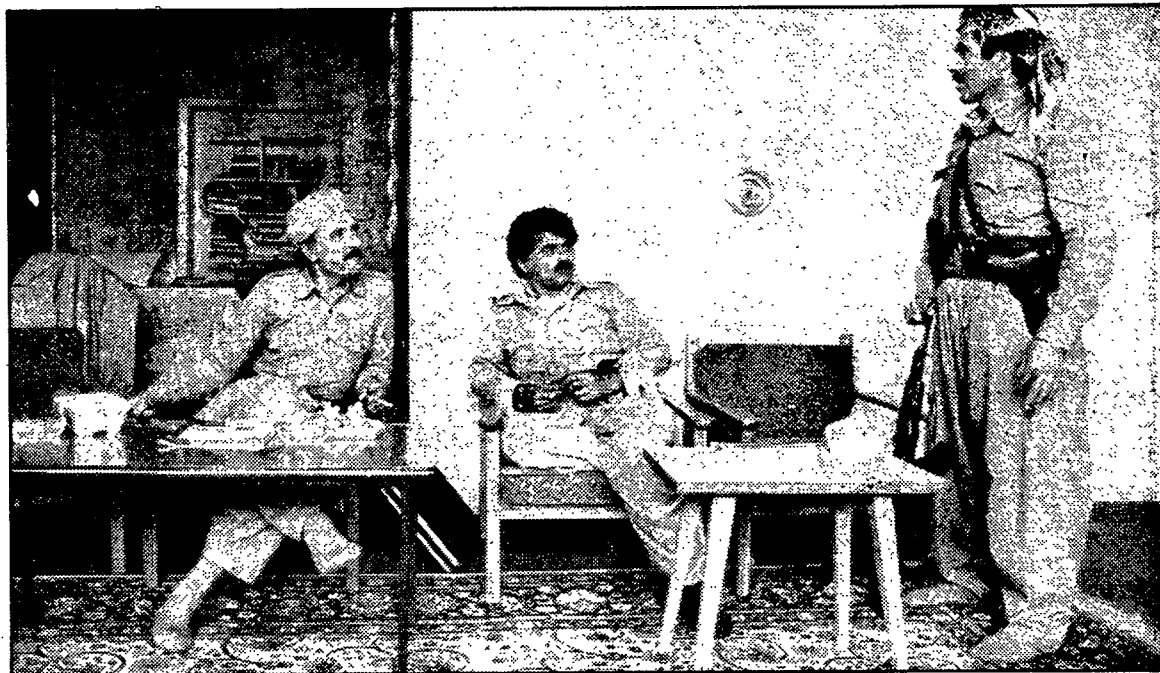
Nach Terroranschlag auf Kurden hofft Polizei auf Hinweise des einzigen Überlebenden:

Iranischer Offizier als Kronzeuge

Bei dem Kronzeugen des Terrorüberfalls in Wien handelt es sich um einen hohen Offizier der iranischen Revolutionsgarden. Er wurde ausgeschiedt, um mit führenden Politikern der Demokratischen Kurdenpartei Persiens (DKP) über eine mögliche Annäherung zu verhandeln. Gerade in dem Moment, als eine Einigung nahe schien, kamen die Killer. Trotz einer Großfahndung der Polizei fehlt von dem Mordkommando jede Spur.

Thema des hochrangigen Geheimtreffens in einer Wohnung in der Linken Bahngasse 5 in Wien-Landstraße am Donnerstag abend war nach Angaben der iranischen Botschaft die Frage, ob Dr. Abdul Ghassemlou (59), der im Irak stationierte Vorsitzende der DKP, freies Geleit für die Einreise nach Persien bekommt.

Eigens für dieses Treffen wurde der für Kurdenfragen zuständige iranische Offizier Abdullah Rahimi nach Wien geschickt. Wie berichtet, überlebte Abdullah Rahimi als einziger der in der Wohnung Anwesenden das Attentat. Er wurde am Kiefer schwer verletzt und wird derzeit in der Hals-Nasen-Ohren-Abteilung des Franz Josefs Spitals von Polizisten rund um die Uhr bewacht. Von ihm erhoffen die Kriminalisten weitere Aussagen.



Der ermordete Kurdenführer Dr. Abdul Ghassemlou (59), im Bild links, während einer Besprechung mit befreundeten Politikern in deren Hauptquartier in der iranischen Stadt Mahabad. Foto: Camera Press

Dr. Ghassemlou und ein weiterer Politiker der DKP, Abdullah Ghaderi-Azar (37), sowie der in Wien lebende und am Institut für internationale Politik beschäftigte Mahmoud Fadel Rasoul (38) wurden von dem Terrorkommando durch gezielte Schüsse aus schallgedämpften Pistolen getötet.

Bei der Fahndung nach dem Killerkommando ist die Wiener Staatspolizei noch keinen Schritt weitergekommen. Zu vielschichtig sind die Möglichkeiten, von wem die Mörder ausgeschickt worden sein könnten. Denn die Kurden, ein Volk von mehr als 15 Millionen Menschen ohne eigenen Staat, leben in fünf Ländern und werden in jedem unterdrückt und verfolgt: Bis zu acht Millionen in der Türkei, fast drei Millionen im Irak, vier Millionen im Iran und einige Hunderttausend in Syrien und der UdSSR.

Ermordeter Politiker lebte in Bagdad

Im Kampf um Autonomie gingen die Kurden die verschiedensten Bündnisse ein. Der iranischen Kurdenführer Dr. Ghassemlou schlug sein Hauptquartier in Bagdad

(Irak) auf. Der Irak, wo Kurden erst kürzlich durch den Einsatz von Giftgas starben, unterstützt die persischen Kurden.

So besteht die Möglichkeit, daß der Irak hinter dem Anschlag steht, weil Dr. Ghassemlou an einer Aussöhnung mit Teheran interessiert war.

VON PETER GROTTNER

Das Ziel radikaler Kräfte in Persien könnte es wiederum gewesen sein, die Verhandlungen der DKP mit Teheran durch einen Terrorüberfall zum Scheitern zu bringen. Vielleicht aber hat Dr. Ghassemlou sich fanatische persische Kurden zu Feinden gemacht, die Gespräche mit Teheran nicht wünschten.

Rätselraten herrscht bei der Staatspolizei über einen Aufkleber, der auf der Eingangstür der Wohnung mit der

Nummer 12 in der Linken Bahngasse gefunden wurde. „I love Kurdistan“ (Ich liebe Kurdistan) steht darauf zu lesen. Die Wohnungsbesitzerin, eine Wiener Akademikerin, bestreitet, daß sie ihn angebracht hat. Möglicherweise wies er den Verbrechern in dem vierstöckigen Haus den Weg zu dem Geheimgetreffen der Kurdenführer.

Fest steht für die Polizei, daß das Killerkommando von einem Geheimdienst geschult war und die Flucht perfekt vorbereitet wurde. So hielt sich die Freude der Fahnder im Falle einer Festnahme der Täter auf österreichischem Gebiet in Grenzen: Diplomatische Verwicklungen drohen und die Inhaftierung solcher Verbrecher würde ein ständiges Sicherheitsrisiko mit der Gefahr von Geiselnahmen bedeuten.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR
FKA0004 3 GP 0196 EXT /AFP-UC84

Autriche-Kurdes

L'assassinat d'Abdul Rahman Ghassemlou à Vienne: le PDKI met en cause l'Iran

- Obsèques avec manifestation jeudi à Paris

PARIS, 17 juil (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a mis dimanche soir en cause l'Iran dans l'assassinat jeudi dernier à Vienne, en Autriche, de son secrétaire général, Abdul Rahman Ghassemlou, 58 ans, et de deux autres dirigeants du PDKI : "à ce jour, la responsabilité de ce massacre incombe au régime de la République islamique", déclare le Bureau politique du PDKI dans un communiqué "à l'adresse des peuples d'Iran" et transmis à l'AFP à Paris.

Le PDKI annonce d'autre part que les obsèques de son dirigeant auront lieu jeudi prochain à Paris, au cimetière du Père Lachaise, à 14h30. Une chapelle ardente sera dressée auparavant de 10 à 13 heures à l'Institut kurde de Paris, 106 rue La Fayette (9ème arrondissement). Un rassemblement, auquel appellent également deux organisations médicales et humanitaires françaises travaillant au Kurdistan iranien, Médecins du Monde et Aide médicale internationale, est organisé jeudi à 13h30 place de la République avec cortège ensuite jusqu'au Père Lachaise.

PFE/ly

AFP. 170038 JUL 89

Autriche-Kurdes lead

L'assassinat d'Abdul Rahman Ghassemlou à Vienne : le PDKI met en cause l'Iran
 - Obsèques avec manifestation jeudi à Paris

PARIS, 17 juil (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a mis dimanche soir en cause l'Iran dans l'assassinat jeudi dernier à Vienne, en Autriche, de son secrétaire général, Abdul Rahman Ghassemlou, 58 ans, et de deux autres dirigeants du PDKI : "à ce jour, la responsabilité de ce massacre incombe au régime de la République islamique", déclare le Bureau politique du PDKI dans un communiqué "à l'adresse des peuples d'Iran" et transmis à l'AFP à Paris.

Le PDKI annonce d'autre part que les obsèques de son dirigeant auront lieu jeudi prochain à Paris, au cimetière du Père Lachaise, à 14h30. Une chapelle ardente sera dressée auparavant de 10 à 13 heures à l'Institut kurde de Paris, 106 rue La Fayette (9ème arrondissement). Un rassemblement, auquel appellent également deux organisations médicales et humanitaires françaises travaillant au Kurdistan iranien, Médecins du Monde et Aide médicale internationale, est organisé jeudi à 13h30 place de la République avec cortège ensuite jusqu'au Père Lachaise.

Dans un communiqué, le PDKI confirme que son secrétaire général, ainsi que ses deux compagnons assassinés, Abdollah Ghaderi, 37 ans, représentant général du PDKI en Europe et membre du comité central, et Fadhil Rasoul, universitaire kurde irakien de citoyenneté autrichienne, "négociaient à Vienne avec des émissaires du gouvernement iranien à la demande de ce dernier. Et ce, en vue de trouver une solution pacifique au problème kurde en Iran. Ces négociations devaient se dérouler entre les responsables du PDKI et les envoyés du gouvernement iranien sans tierce partie".

"Au stade actuel de l'enquête, affirme le PDKI, la police autrichienne a arrêté deux négociateurs du gouvernement iranien dont Jaafar Sahraroudi, représentant personnel et plénipotentiaire de Hachemi Rafsanjani, Président du Parlement iranien et commandant en chef adjoint des armées" (NDLR : Jaafar Sahraroudi a été blessé dans cette affaire et est toujours hospitalisé à Vienne).

Indiquant que "le gouvernement autrichien n'est pas encore en mesure de présenter un avis officiel sur le déroulement de ce drame", le PDKI, pour sa part, "estime à ce jour que la responsabilité de ce massacre incombe au régime de la République islamique".

"Depuis l'âge de 16 ans, le Dr Ghassemlou a consacré son existence à la cause kurde. Sa disparition est une perte immense pour les peuples d'Iran et la nation kurde tout entière. Cependant, le combat des Kurdes pour l'obtention de leurs droits légitimes dans un Iran démocratique se poursuivra avec la même détermination", déclare le PDKI.

PFE/ly

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.



CAROL PRUNHUBER

Gasemlu, en 1987, mientras inspeccionaba sus tropas en las montañas de Kurdistán.

ANÁLISIS

Los kurdos, víctimas de la guerra y de la paz

RAFAEL FRAGUAS, Madrid

El asesinato a tiros, el pasado viernes en Viena, de Abdul Rahman Gasemlu, secretario general del Partido Democrático del Kurdistán de Irán (PDKI), cuya autoría aún no ha sido totalmente aclarada, proyecta sobre el futuro iraní una sombra profunda. Todas las líneas de transición del régimen islámico, tanto en su variante aperturista, desde dentro, como en su variante rupturista, desde la oposición, pasaban por el líder kurdo asesinado, cuya personalidad política resulta, en la primera hora del posjomeinismo, irremplazable. Kurdistán, ese pueblo sin Estado a caballo de Irán, Irak, Siria, Turquía y la URSS, no sólo ha sido la principal víctima de la guerra irano-iraquí, sino que también va a ser, a todas luces, la víctima principal de la paz entre ambos Estados.

Siete millones de kurdos vi-

ven en territorio iraní. A lo largo de los últimos nueve años, el régimen islámico de Teherán ha liberado allí una sangrienta guerra que ha costado la vida a 50.000 civiles. Más de 14.000 *peshmergas* (combatientes kurdos voluntarios) han mantenido a raya a un ejército regular y de guardianes revolucionarios iraníes nutrido por más de 200.000 hombres, con artillería, aviación y carros de combate, concentrados en más de 3.000 bases militares y en 23 grandes acuartelamientos dispersos por el territorio.

La principal reivindicación del recientemente asesinado Gasemlu, secretario general del PDKI, se resumía en la consigna "Democracia para Irán, autonomía para el Kurdistán". Gasemlu no planteó en ningún momento la secesión ni la independencia, pero queda ahora plenamente al descubierto el hecho de que, des-

de el 19 de agosto de 1980, fecha en la cual Jomeini desencadenó la *guerra santa* en el territorio kurdo, el porvenir, de las relaciones entre el Kurdistán y el régimen de Teherán estaba condenado a la tragedia.

La fuerza política kurda más importante, el PDKI, con más de 12.000 hombres en armas, ha quedado ahora descabezada mediante un crimen cuyos contornos verdaderos tardarán en conocerse detalladamente. Nadie hay en sus filas dirigentes con el carisma, las dotes de mando y la destreza diplomática de Gasemlu, poseedor además de un inigualable manejo de relaciones políticas internacionales que le han llevado a la condición de observador de la Internacional Socialista.

Todos los datos indican que al igual que este atribulado pueblo kurdo, que únicamente gozó de

un Gobierno propio durante 11 meses y cuyo primer presidente, Qazi Mohamed, fue ahorcado en la ciudad de Mahabad el 31 de marzo de 1947, se ha convertido en una de las principales víctimas de la guerra entre Irán e Irak. El Kurdistán, desde el comienzo de la paz irano-iraquí en el verano de 1988, es también la víctima más dañada por el proceso de pacificación.

A Teherán, Gasemlu le perjudicaba no únicamente en cuanto a su condición de jefe de la principal fuerza político-militar del Kurdistán, sino, sobre todo, en su calidad de figura central de la oposición democrática al Gobierno de la república islámica. Toda salida política del régimen, a excepción del continuismo jomeinista puro y duro, pasaba necesariamente por Gasemlu, de la misma forma que toda salida rupturista de la oposición al régimen tenía en Gasemlu a su más reputado jefe de filas, por contar además con la *dote* de un territorio montañoso básico para mantener cualquier tipo de resistencia militar al poder central teheraní. No hay en toda la oposición iraní una personalidad de la talla del asesinado, y el Partido Democrático del Kurdistán Iraní, que acaba de reemplazar a su líder por Saraf Kandi, un biólogo de 59 años conocido por el alias de *Kak Said*, tardará lustros en troquelar un líder con su ascendiente. El PDKI no ha dudado en atribuir inmediatamente el asesinato al régimen de Teherán que, por su parte, acusa a Bagdad.

Temor de la oposición

La oposición iraní en el exilio teme que comience con el asesinato de Gasemlu una *razzia* incontrolada de ejecuciones para aniquilar todo tipo de atisbo opositor. Así, el reciente asesinato en

Dubai del ex capitán de la Fuerza Aérea iraní Ataolá Baj Ahmadi, que fue jefe del contraespionaje militar persa durante la última fase del reinado del *sha* Reza Pahlevi, se interpreta, siempre según fuentes de la oposición iraní, como el eslabón de una cadena que comenzó con él, siguió por Gasemlu y puede continuar por cualquier otra cabeza de los líderes opositores. De acuerdo con los mismos medios, el crimen de Dubai perseguía cerrar el paso a una operación política encaminada a allanar el regreso político a Irán de Shapur Bajtiar, ex primer ministro del régimen del *sha* en su fase terminal, en enero de 1979.

Por otra parte, coexisten puntos de vista contrapuestos dentro del régimen de Teherán respecto a las mejores políticas internas y exteriores a seguir. De esta manera, existe un acuerdo para que la oposición religiosa iraní instalada en Irán y dirigida por el *hoyatoleslam* Mohamed Baqr Hakim abandone Teherán y se instale en el Líbano. Este gesto, que ha sido saludado por Irak como muy positivo, habría implicado por parte de Bagdad la neutralización de la organización político-militar del dirigente opositor iraní Masud Rayavi, que desde la muerte de Jomeini acaricia la idea de desencadenar un asalto decisivo contra el régimen republicano iraní desde sus bases en la frontera iraquí.

[Ayer, el grupo opositor Mu-yahidin del Pueblo aseguró que el iraní herido en el mismo atentado en que perecieron Gasemlu y otros dos dirigentes kurdos exiliados es un alto oficial de la Guardia Revolucionaria, informa Reuter. Siempre según la misma fuente, se trata de Mohamed Yafari Sahraroodi, número dos de la unidad número 15 de los *pasdaran* en Kermansshah y oficial responsable del enlace con los grupos kurdos.]

18. 07. 1989

NOGATION

IRAN UN KURDE VICTIME D'UN PIEGE IRANIEN

Ghassemlou, leader du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, et deux dirigeants kurdes ont été assassinés jeudi à Vienne. La police autrichienne semble privilégier la « piste iranienne », même si Téhéran et Bagdad s'accusent mutuellement de la tuerie.

Abdel Rahman Ghassemlou pensait que le moment était venu de négocier avec l'Iran une autonomie, même limitée, du Kurdistan iranien. Figure emblématique du mouvement kurde, il a sans doute payé de sa vie cette volonté de négocier avec les autorités iraniennes. Cinq jours après l'assassinat du secrétaire général du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) et de deux autres dirigeants kurdes dans un appartement de Vienne, la police autrichienne semble en effet privilégier la « piste iranienne », même si Téhéran et Bagdad s'accusent mutuellement de la tuerie.

Samedi, Ali Akbar Mohtachémi, le ministre iranien de l'Intérieur, désignait l'Irak. Le lendemain, l'Iran s'en prenait carrément au laxisme de l'Autriche, qui « n'a encore pris aucune disposition pour la recherche et l'arrestation des coupables ». Une accusation que l'ambassade d'Irak à Vienne rejetait en attribuant, tout comme les moudjahidin de Massoud Radjavi, l'attentat aux « services iraniens ».

La reconstitution des dernières heures d'Abdel Rahman Ghassemlou semble indiquer que le leader kurde est tombé dans un guet-apens organisé par Téhéran — ou à tout le moins par certains clans de la République islamique. Jeudi

dernier, 19 heures : Ghassemlou et deux autres responsables kurdes, Abdullah Ghaderi et Fadhil Rasoul, tiennent leur seconde réunion de la semaine avec deux émissaires iraniens — Jaafar Sahraroudi et Hadjeh Mostafavi. Soudain, le garde du corps des Iraniens quitte la pièce pour, dit-il, aller chercher à boire dans la cuisine. En réalité — et selon les premiers éléments de l'enquête —, il descend ouvrir la porte de l'immeuble, laissant ouverte derrière lui celle de l'appartement. La discussion entré les Kurdes et les Iraniens est sur le point de s'achever quand un commando — de quatre à six hommes — fait irruption et tire. Visé à bout portant, Ghassemlou est abattu sans avoir le temps de quitter

Abdel Rahman Ghassemlou se disait « toujours prêt à négocier avec Téhéran ».



son siège. La police le retrouvera mort sur son fauteuil... Les deux autres responsables kurdes tentent d'échapper aux tueurs. En vain.

L'officier iranien Jaafar Sahraroudi est gravement blessé dans la fusillade. Il est encore hospitalisé à Vienne. L'autre émissaire iranien, Mostafavi, disparaît avant que la police n'arrive. Le garde du corps iranien est arrêté par la police, arrivée très vite sur les lieux, sans qu'on sache encore précisément qui l'a averti. Quant au commando, il s'évanouit dans la nature, laissant près du lieu du crime armes et vêtements.

Les trois dirigeants kurdes « négociaient à Vienne avec des émissaires du gouvernement iranien et à la demande de ce dernier pour trouver une solution au problème kurde en Iran », affirmait hier le PDKI. Partisan du dialogue et convaincu qu'il n'existe pas de « solution militaire » à ce problème en Iran, Ghassemlou avait amorcé des contacts préliminaires avec Téhéran dès janvier dernier. Les Kurdes — qui se méfiaient beaucoup des autorités iraniennes — ont d'ailleurs gardé des comptes rendus extrêmement précis de ces premières entrevues. A ce moment, les interlocuteurs des Kurdes étaient déjà Jaafar Sahraroudi qui, selon le PDKI, agissait comme « représentant personnel de Hachémi Rafsandjani » et Hadjeh Mostafavi, en charge du problème kurde et que certains soupçonnent aujourd'hui

d'être le « cerveau » de la tuerie de Vienne. A en croire les moudjahidin de Massoud Radjavi, Sahraroudi — Mohammed Rahimi de son vrai nom — serait par ailleurs le « commandant adjoint du 15^e commandement régiment des Gardiens de la révolution, stationné à Kermanshah. »

Après la mort de l'imam et cinq mois après ces premiers contacts restés sans lendemain — les Iraniens les avaient voulus « secrets pour ne pas gêner Rafsandjani » — Abdel Rahman Ghassemlou disait sa disponibilité à négocier avec Téhéran. « Si le gouvernement

iranien se déclare prêt à nous accorder l'autonomie, notre parti, en tant que représentant du peuple kurde, ne peut refuser le dialogue », affirmait-il dans une interview au *Monde* en juin dernier. A ses yeux, la mort de Khômeiny était susceptible de faciliter les choses. « Parmi ses successeurs, estimait-il, il y aura certainement des réalistes qui souhaitent trouver des problèmes auxquels fait face le pays, dont celui du Kurdistan. »

Les Iraniens feront vite savoir à Ghassemlou, par l'intermédiaire d'un intellectuel kurde irakien de grand prestige,

Fadhil Rasoul, qu'ils étaient prêts à « reprendre le dialogue. » Rendez-vous est pris à Vienne. Le 11 juillet, quelques

jours après son retour de la réunion de l'Internationale socialiste à Stockholm, Ghassemlou part pour la capitale autrichienne. Le lendemain, il a une première rencontre avec Sahraroudi et Mostafavi. Trois heures de discussions qui se déroulent sans problème avant de fixer une nouvelle entrevue pour le jeudi 13 à 17 heures. Un rendez-vous qui ressemble, a posteriori à un guet-apens bien monté et organisé de longue date. Si Sahraroudi semble être arrivé à Vienne peu avant Ghassemlou, Mostafavi s'y serait trouvé depuis trois semaines...

Autant d'éléments qui font dire au PDKI que, « à ce jour, la responsabilité de ce massacre incombe au régime de la République islamique ». Reste à expliquer dans ce cas pourquoi le commando aurait blessé gravement un émissaire iranien et tué Fadhil Rasoul, un homme qui tentait depuis plusieurs mois d'amener le chef du PDKI à se séparer de l'Irak et à se rapprocher de Téhéran ? Ces deux faits amènent certains à mettre en cause les services irakiens ou l'aile radicale du PDKI qui a scissionné, précisément à la suite des contacts avec Téhéran. A moins que Sahraroudi, ignorant le piège, soit tombé en même temps que ses interlocuteurs kurdes, victime d'un clan iranien qui entendait casser le dialogue qui s'amorçait ?

« Quelle que soit leur nationalité, ses assassins ne voulaient pas qu'un Iranien démocrate, cultivé, populaire, qu'un intellectuel libéral et progressiste à la fois puisse obtenir une place pour le peuple kurde dans l'Iran de demain », estimait Bernard Kouchner au lendemain de la mort de Ghassemlou. Sachant que les Kurdes constituent une opposition armée qui gêne d'autant plus Téhéran qu'elle bénéficie d'une bonne image internationale, Ghassemlou pensait que la République islamique pouvait avoir intérêt à trouver un règlement, fut-il restreint au Kurdistan. Il était prêt pour cela à faire de sérieuses concessions, notamment sur les pouvoirs — il acceptait qu'ils soient limités — dont jouirait une région autonome kurde. Si la piste iranienne se confirmait, cela montrerait que c'était encore trop pour Téhéran. Et qu'il fallait avant tout gagner du temps et décapiter le mouvement.

José GARÇON
avec François SERGENT

● Médecins du monde, Médecins sans frontières, France-Liberté, la FIDH et l'Aide médicale internationale appellent à un rassemblement jeudi à 13h30 à la République, qui se rendra en cortège au Père-Lachaise où auront lieu les obsèques de Ghassemlou, à 14h30. Une chapelle ardente sera dressée de 10 à 13 heures à l'Institut kurde de Paris (106, rue Lafayette).



ABDEL RAHMAN GHASSEMLOU, le secrétaire général de l'opposition iranienne (Keystone)

Vienne

Trois dirigeants kurdes du PDKI sont assassinés

Vienne, 14 (AFP). - Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI) dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou, ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a confirmé vendredi le Ministère autrichien de l'intérieur.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. L'identité de la quatrième victime, un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien, grièvement blessé, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage.

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et sur leurs motifs très probablement de nature politique, selon la police. Les auteurs de l'attentat ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'était pas fermée.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans les milieux kurdes à Vienne, le secrétaire général du PDKI faisait partie des «modérés» au sein de l'opposition iranienne. On n'exclut pas dans ces milieux que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux moudjahidine du peuple iranien, serait à l'origine de l'attentat.

Samedi 15 et dimanche 16 juillet 1989

TRIBUNE DE GENEVE

ANTI-IRANIEN NOTOIRE

Un chef kurde abattu à Vienne

Le dirigeant du Parti démocratique kurde en Autriche et deux autres membres du parti ont été tués jeudi soir au cours d'une fusillade dans un appartement, a-t-on appris de source policière.

Selon les informateurs, qui ont requis l'anonymat, Abderrahman Ghassem-lou, le chef du Parti kurde anti-iranien et ses deux compagnons ont été tués d'une balle dans la tête, à bout portant. Il s'agit apparemment d'une « exécution punitive », selon les sources.

« Des fins politiques »

La radio autrichienne a annoncé que la fusillade avait « des fins politiques » et que les agresseurs avaient pu prendre la fuite.

La police, qui a ouvert une enquête, déclare ignorer les motifs de la fusillade, qui a fait en outre un blessé grave, une personne atteinte au front et hospitalisée dans un état grave.

La minorité ethnique kurde repré-

sente quelque 20 millions de personnes vivant en Turquie, Iran, Irak, ainsi que des enclaves de 500.000 habitants chacune en Syrie et en URSS. Les Kurdes irakiens, iraniens et turcs exigent que leurs gouvernements centraux leur accordent l'autonomie.

Le Parti démocratique kurde est leur principale formation politique: une aile du parti combat le gouvernement irakien, et l'autre le gouvernement iranien à Téhéran.

La guerre des Kurdes

Abderrahman Ghassem-lou, qui avait passé plusieurs années en France, était le leader de l'aile iranienne du parti, hors la loi. Lui et ses compagnons vivaient en Autriche en exil politique.

Il avait déclaré en avril dernier dans une interview à un journal autrichien souhaiter la poursuite de « la guerre des Kurdes contre Téhéran et Bagdad », en dépit du cessez-le-feu intervenu dans le Golfe Persique. (AP)

Etranger

Attentat meurtrier à Vienne

L'opposition kurde iranienne décapitée

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI), dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé, jeudi soir, lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, âgé de 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la

quatrième victime, un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien, grièvement blessé, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré, au cours d'un premier interrogatoire, à l'hôpital, que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes.

Des traces de lutte dans l'appartement

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé, hier, à proximité du lieu du crime, deux

pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'a pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un autre Kurde apparemment venu pour participer à la réunion et qui avait trouvé la victime grièvement blessée dans la rue. Cet homme est connu par la police et sert de témoin.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies

dans les milieux kurdes à Vienne, le secrétaire général du PDKI faisait partie des « modérés » au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas, dans ces milieux, que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux moudjahidine du peuple iranien, serait à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979, le président du Parti kurde démocratique d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes du corps avaient été tués. Les rapports entre les Kurdes de l'Iran et de l'Irak sont tendus, notamment depuis la guerre irano-irakienne.

VIENNE

Trois Kurdes assassinés

Le chef du Parti démocratique kurde et deux de ses militants en exil à Vienne ont été tués par balles dans leur appartement, sans doute pour des rivalités partisans

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI), dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, âgé de 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime, un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien — grièvement

blessé, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique. Les enquêteurs ont retrouvé vendredi à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans

forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'a pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans les milieux kurdes à Vienne, le secrétaire général du PDKI faisait partie des « modérés » au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas dans ces milieux que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux Moudjahidin du peuple iranien, serait à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes

FUSILLADE EN AUTRICHE

Trois dirigeants kurdes assassinés

Un attentat meurtrier a été perpétré hier en Autriche contre des dirigeants du Parti Démocratique du Kurdistan de l'Iran. Les faits se sont déroulés lors d'une réunion privée dans un appartement à Vienne où trois personnes ont trouvé la mort alors qu'une quatrième victime est grièvement blessée mais hors de danger. Ces « exécutions » n'ont pas été revendiquées. Toutefois les enquêteurs optent pour la thèse de l'attentat politique.



En janvier 1979, le président du Parti Kurde Démocratique d'Irak avait survécu à un attentat où deux de ses gardes du corps périrent.

TROIS dirigeants du Parti Démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI), dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a confirmé hier le ministre autrichien de l'Intérieur.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, âgé de 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime (un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien) grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à

l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Traces de lutte dans l'appartement

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé hier à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement

appartenus aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'a pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un autre Kurde apparemment venu pour participer à la réunion et qui avait trouvé la victime grièvement blessée dans la rue. Cet homme est connu par la police et sert de témoin.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans les milieux

kurdes à Vienne, le secrétaire général du PDKI faisait partie des « modérés » au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas dans ces milieux que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux moudjahidine du peuple iranien, serait à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979 le président du parti kurde démocratique d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes de corps avaient été tués. Les rapports entre les Kurdes de l'Iran et de l'Irak sont tendus notamment depuis la guerre irano-irakienne.

15 JUIL 89

Trois opposants iraniens tués

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne.

Les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI, et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en

France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime (un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien) grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital, que plusieurs membres de deux organisations

kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes.

Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser que les victimes les connaissaient ou que la porte n'avait pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement. L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne.

VENDEE MATIN

15 JUIL 89

AUTRICHE : ASSASSINAT DE TROIS DIRIGEANTS DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a indiqué vendredi le ministère autrichien de l'Intérieur.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du P.D.K.I., et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé au-

trichien en 1985. L'identité de la quatrième victime — un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien — grièvement blessé, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique, selon la police. Les en-

quêteurs ont retrouvé vendredi à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'avait pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un autre Kurde apparemment venu pour participer à la réunion et qui avait trouvé la victime grièvement blessée dans la rue. Cet homme est connu de la police et sert de témoin.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans les milieux kurdes à Vienne, le secrétaire général du P.D.K.I. faisait partie des « modérés » au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas dans ces milieux que l'aile radicale du P.D.K.I., qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux Moudjahedine du peuple iranien (opposition armée basée en Irak), soit à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne.

ECHO DU CENTRE (Q)

15 JUIL 89

Vienne : assassinats politiques

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI), dont son secrétaire général, Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne. Les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne.

M. Rasoul, âgé de 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien

en 1985. L'identité de la quatrième victime — un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien — grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979 le président du parti kurde démocratique d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes de corps avaient été tués. Les rapports entre les Kurdes de l'Iran et de l'Irak sont tendus notamment depuis la guerre irano-irakienne.

QUEST FRANCE (Q)

17 JUIL 89

Autriche : mystère autour de l'attentat. — Trois jours après l'assassinat jeudi de trois dirigeants kurdes à Vienne le mystère subsiste. L'Iran accuse l'Irak tandis que l'opposition affirme que l'iranien grièvement blessé dans l'attentat, un diplomate, est un agent secret de Téhéran.

JUIL 89

ATTENTAT POLITIQUE A VIENNE

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran assassinés

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a indiqué hier le ministère autrichien de l'Intérieur.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI, et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, 38 ans, est un

Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime - un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien - grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très pro-

bablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé vendredi à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat.

Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'avait pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne.

15 JUIL 89

Après le triple assassinat de Vienne Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran décapité

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé avant-hier soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne.

Les deux autres morts sont Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI, et Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime - un Kurde ti-

tulaire d'un passeport diplomatique iranien - grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

Abdel Rahman Ghassemlou faisait partie des modérés au sein du PDKI. On n'exclut donc pas, parmi ses proches, que l'attentat ait été perpétré par des membres de l'aile radicale du parti, qui ont le PDKI il y a un an.

15 JUIL 89

• **Kurde.** Abdel Rahman Ghassemlou, le leader du principal parti d'opposition kurde en Iran, a trouvé la mort à Vienne dans une fusillade qui a fait deux autres victimes et un blessé grave, a annoncé la radio autrichienne.

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran assassinés à Vienne

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a indiqué vendredi le ministère autrichien de l'Intérieur.

Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI, et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime - un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien - grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police.

Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade. L'attentat aurait été commis par deux ou trois hommes, selon le témoin qui a été blessé au visage et notamment à la bouche.

DES TRACES DE LUTTE DANS L'APPARTEMENT

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique, selon la police. Les enquêteurs ont retrouvé vendredi à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci

ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser, selon la police, que les victimes les connaissaient ou que la porte n'avait pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

La police a été alertée par un autre Kurde apparemment venu pour participer à la réunion et qui avait trouvé la victime grièvement blessée dans la rue. Cet homme est connu par la police et sert de témoin.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Selon des informations recueillies dans

les milieux kurdes à Vienne, le secrétaire général du PDKI faisait partie des "modérés" au sein de l'opposition iranienne.

On n'exclut pas dans ces milieux que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux Moudjahedine du peuple iranien (opposition armée basée en Irak), soit à l'origine de l'attentat.

L'attentat de jeudi soir est le deuxième perpétré contre des dirigeants politiques kurdes à Vienne. En janvier 1979, le président du Parti démocratique kurde d'Irak, Massoud Barzani, avait survécu à un attentat dans lequel deux de ses gardes de corps avaient été tués.

15 JUIL 89
NORD LITTORAL

NORD ECLAIR

15 JUIL 99

Trois dirigeants kurdes iraniens assassinés en Autriche

Trois dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemlou (59 ans), ont été tués et un quatrième grièvement blessé jeudi soir lors d'un attentat perpétré dans un appartement à Vienne, a indiqué le ministère autrichien de l'Intérieur. Selon un porte-parole de la police, les deux autres morts sont M. Abdullah Ghaderiazar, secrétaire général adjoint du PDKI, et M. Fahdil Rasoul. M. Ghaderiazar, 37 ans, voyageait avec un passeport de réfugié établi en France et était venu de Paris pour rencontrer d'autres dirigeants kurdes à Vienne. M. Rasoul, 38 ans, est un Kurde irakien naturalisé Autrichien en 1985. L'identité de la quatrième victime - un Kurde titulaire d'un passeport diplomatique iranien - grièvement blessée, mais dont la vie ne serait pas en danger, n'est pas révélée par la police. Cet homme a déclaré au cours d'un premier interrogatoire à l'hôpital que plusieurs membres de deux organisations kurdes se sont rencontrés dans l'appartement où a eu lieu la fusillade.

Le mystère subsiste sur l'identité des auteurs de l'attentat et leurs motifs, très probablement de nature politique. Les enquêteurs ont retrouvé à proximité du lieu du crime deux pistolets munis de silencieux et différents vêtements ayant vraisemblablement appartenu aux auteurs de l'attentat. Ceux-ci ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui donne à penser que les victimes les connaissaient ou que la porte n'avait pas été fermée. Les enquêteurs ont relevé des traces de lutte dans l'appartement.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui a vécu pendant des années en exil en France, a été un des dirigeants de l'opposition iranienne. Le secrétaire général du PDKI faisait partie des «modérés» au sein de l'opposition iranienne. Il est possible que l'aile radicale du PDKI, qui a fait scission il y a un an pour s'associer aux Moudjahedine du peuple iranien (opposition armée basée en Irak), soit à l'origine de l'attentat.

Meurtre d'un chef kurde à Vienne

Une véritable exécution politique dont les auteurs sont en fuite

Dans la capitale autrichienne, une fusillade meurtrière qui a toutes les apparences d'une expédition punitive, a fait trois morts et un blessé dans les milieux d'exilés kurdes. La cible principale de cette agression était Abdel Rahman Ghassemlu, secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran.

DES TRACES DE LUTTE.

Jeudi soir, des inconnus ont pénétré dans l'appartement occupé à Vienne par plusieurs réfugiés kurdes. Si la porte ne présente aucune trace d'effraction, des traces de lutte laissent néanmoins supposer que les victimes se sont débattues. Les agresseurs ont véritablement abattu à bout portant, de deux balles de calibre 7,65 dans la tête, trois des occupants de l'appartement. Un quatrième homme présent sur les lieux a été, grièvement blessé au front. La police, qui n'a pas encore pu identifier les agresseurs en fui-

te, a fait renforcer les contrôles aux frontières.

Compte tenu de l'identité des victimes, on se tourne vers l'hypothèse d'un attentat politique. Le Parti démocratique kurde est la principale formation politique représentant les quelque 20 millions de Kurdes répartis dans plusieurs pays. Ils constituent des minorités ethniques importantes en Turquie, en Irak et en Iran où ils réclament de la part de leurs gouvernements respectifs un statut d'autonomie.

INTERDIT DE SEJOUR.

Abdel Rahman Ghassemlu dirigeait l'aile iranienne du mouvement. Interdit de séjour dans son pays, où son parti est déclaré hors la loi, il vivait en exil à Vienne. Il avait récemment déclaré dans une interview accordée à un journal autrichien qu'il souhaitait la poursuite de la guerre des Kurdes contre Téhéran et Bagdad. A-t-il ainsi provoqué ses tueurs ?



Abdel Rahman Ghassemlu: il vivait en exil à Vienne. (Photo EPA)

17 JUIL 89

*Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a mis hier soir en cause l'Iran dans l'assassinat jeudi dernier à Vienne, en Autriche, de son secrétaire général M. Abdul Rahman GHASSEMLOU, 58 ans, et de deux autres dirigeants du PDKI. Le PDKI annonce d'autre part que les obsèques de son dirigeant auront lieu jeudi à Paris, au cimetière du Père Lachaise, à 14 h 30. Une chapelle ardente sera dressée auparavant de 10 à 13 heures à l'Institut Kurde de Paris, 106 rue La Fayette (9ème arrondissement). Un rassemblement, auquel appellent également deux organisations médicales et humanitaires françaises travaillant au Kurdistan iranien, Médecins du Monde et Aide médicale internationale, est organisé jeudi à 13 h 30 place de la République avec cortège ensuite jusqu'au Père Lachaise.

DEPECHE DU MIDI

15 JUIL 89

Fusillade à Vienne :

Le parti démocratique Kurde décapité

Le dirigeant du parti démocratique Kurde en Autriche et deux autres membres du parti ont été tués, jeudi soir, au cours d'une fusillade dans un appartement.

Selon les informateurs, qui ont requis l'anonymat, Abderrahman Ghassemlou, le chef du parti kurde anti-iranien et ses deux compagnons ont été abattus d'une balle dans la tête, à bout portant. Il s'agit apparemment d'une « exécution punitive ». La radio autrichienne a annoncé que la fusillade avait « des fins politiques » et que les agresseurs avaient pu prendre la fuite. La minorité ethnique kurde représente quelque vingt millions de personnes vivant en Turquie, Iran, Irak, ainsi que des enclaves de cinq cent mille habitants chacune en Syrie et en U.R.S.S. Les Kurdes irakiens, iraniens et turcs exigent que leurs gouvernements centraux leur accorde l'autonomie.

Abderrahman Ghassemlou, qui avait passé plusieurs années en France, était le leader de l'aile iranienne du parti, hors-la-loi. Lui et ses compagnons vivaient en Autriche en exil politique.

QUOTIDIEN DE LA REUNION (Q)

17 JUIL 89

► **Autriche : Le mystère subsiste sur l'assassinat de dirigeants kurdes.**

Trois jours après l'assassinat de trois dirigeants kurdes jeudi à Vienne le mystère subsiste sur les auteurs et les mobiles du crime et une implication des services secrets de l'Iran ou de l'Irak dans l'affaire semble de plus en plus probable.

Des spéculations entourent un Iranien grièvement blessé dans l'attentat qui a fait trois morts dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan de l'Iran (PDKI), Abdel Rahman Ghassemlou- et un Kurde iranien, appréhendé par la police sur les lieux de l'attentat et relâché depuis. Les deux hommes seraient des agents secrets de Téhéran.

Mordkommando erschöß in Wien drei führende kurdische Exilpolitiker

Ein iranischer Diplomat verletzt — Hintergründe noch unklar

Wien/Teheran (AP/Reuter). Ein Mordkommando hat am Donnerstag abend in Wien ein Geheimtreffen von Führern mindestens zweier verschiedener kurdischer Gruppen überfallen und ein Blutbad angerichtet. Drei Männer, darunter der Generalsekretär der Kurdischen Demokratischen Partei (KDP), Abdul Rahman Kassemu, wurden mit Kopfschüssen getötet, ein vierter Mann, ein Kurde mit einem iranischen Diplomatenaß, wurde durch einen Schuß in den Mund schwer verletzt. Von den vermutlich zwei oder drei Tätern fehlte nach Angaben der Polizei noch jede Spur.

Der Leiter der für politische Delikte zuständigen Wiener Staatspolizei, Liebhart, teilte mit, daß neben dem 59jährigen iranischen Kurdenführer auch der 37jährige staatenlose Kurde Abdullah Ghaderi-Azar und der 38jährige gebürtige Iraker, Fadel Mala Mahmoud-Rasul, erschossen worden sind. Ghaderi hatte einen in Paris ausgestellten Paß, während Rasul seit 1985 österreichischer Staatsbürger war. Der Name des schwerverletzten Iraners wurde bislang nicht mitgeteilt. Bei ihm wurde ein iranischer Diplomatenaß gefunden.

Nach dem Stand der Ermittlungen hatten sich zumindest die Führer von zwei verschiedenen kurdischen Gruppierungen in der extra für diesen Zweck zur Verfügung gestellten Wohnung im dritten Wiener Gemeindebezirk in der Nähe des Stadtparks getroffen. Die Wohnung war ihnen von einer Frau überlassen worden. Mindestens vier Personen nahmen an dem Gespräch teil, über dessen Inhalt keine Informationen vorlagen.

Fortsetzung Seite 6, Spalte 1 und 2

Das Attentat auf die Kurden

Fortsetzung von Seite 1

Nach Angaben der Polizei waren kurz vor 19 Uhr 20 zwei oder drei unbekannte Personen in die Wohnung eingedrungen und hatten auf die Anwesenden wortlos das Feuer eröffnet. Während die drei Männer offenbar auf der Stelle tot waren, konnte sich der Schwerverletzte auf die Straße retten. Unklar war, wie es den Tätern gelingen konnte, in die Wohnung zu gelangen. Die Tür war nicht beschädigt.

Der schwerverletzte Iraner erhielt auf der Straße Hilfe von einem fünften Mann, der ihn abholen wollte. Bei diesem Mann, der von der Polizei noch verhört wurde, handelt es sich um einen Iraner, der sich als Kurde bezeichnete. Ihm übergab der Angeschossene einen Umschlag. Nach Angaben Liebhart's wurde das Kuvert sichergestellt. Es enthielt 9000 Dollar in bar.

In der Wohnung wurden zahlreiche Papiere, Kleidung und Schmuck beschlagnahmt. Außerdem wurde an einem vorerst nicht genannten Ort ein mit dem Verbrechen im Zusammenhang stehender Sprengsatz gefunden. Im Laufe der Nacht fand die Polizei an einer Ausfallstraße im sechsten Wiener Bezirk auch die mutmaßlichen Tatwaffen. In einem Müllcontainer auf der Straße und neben einer Mülltonne wurden zwei Pistolen mit Schalldämpfern, darunter eine italienische Beretta Modell 79, sowie eine Maschinenpistole gefunden.

Radio Teheran meldete gestern, der bislang mit Irak kooperierende Kassemu habe sich mit

der Bagdader Regierung in der Kurdenfrage überworfen und die Seiten wechseln wollen. Er habe sich deshalb in der Wiener Wohnung mit einem iranischen Abgesandten getroffen. Mit ihm habe der kurdische Exilpolitiker über eine Rückkehr nach Teheran sprechen wollen. Der Meldung war nicht zu entnehmen, ob der verletzte Iraner, bei dem der Diplomatenaß gefunden wurde, dieser Abgesandte gewesen ist. Der Grund für den Frontwechsel Kassemus sei die Zwangsumsiedlung von Kurden in Irak.

Kassemu hatte jahrelang im französischen Exil gelebt. Die KDP ist die größte politische Organisation der Kurden, die in mehrere Flügel zersplittert ist. Sie kämpft in Iran, Irak und in der Türkei für ein unabhängiges Kurdistan.

Kassemu, früher ein führendes Mitglied der kommunistischen iranischen Tudeh-Partei, galt als verhandlungs- und kompromißbereiter Politiker. In einem im April in österreichischen Zeitungen veröffentlichten Interview hatte er erklärt, die Lage im Iran habe sich etwas gebessert, obwohl weiter „bewaffnete Zwischenfälle“ zwischen Kurden und der iranischen Armee an der Tagesordnung seien. Die „Kriege der Kurden gegen Teheran und Bagdad“ seien mit dem Waffenstillstand am Golf nicht abgeschlossen.

Nach Informationen aus kurdischen Kreisen soll sich eine kleine Gruppe der iranischen KDP abgespalten und der iranischen Widerstandsorganisation Volksmujahedin angeschlossen haben.

Mordkommando tötete Kurdenführer in Wien

Drei Teilnehmer eines Geheimtreffens mit Kopfschüssen ermordet / Verletzter hat iranischen Diplomatenpaß / Kurdenführer Ghassemjou unter den Opfern

Wien/Berlin (ap/taz) - Drei kurdische Politiker sind am Donnerstagabend bei einem Geheimtreffen in Wien von einem Mordkommando regelrecht hingerichtet worden. Die Opfer, darunter Abdol Rahman Ghassemjou, der Generalsekretär der Kurdisch-Demokratischen Partei (KDP), wurden mit Kopfschüssen getötet, ein vierter Mann, ein Kurde mit einem iranischen Diplomatenpaß, wurde durch einen Schuß in den Mund schwer verletzt. Von den vermutlich zwei oder drei Tätern fehlte nach Angaben der Polizei vom Freitag noch jede Spur.

Der Leiter der für politische Delikte zuständigen Wiener Staatspolizei, Liebhart, teilte mit, daß neben dem 59jährigen Ghassemjou auch der 37jährige Kurde Abdullah Ghaderi-Azar, Europa-Vertreter der KDP, und der 38jährige irakische Kurde Fadel Mala Mahmoud Rasul erschossen wurden. Der Name des schwerverletzten Iraners wurde nicht mitgeteilt.

Nach dem Stand der polizeilichen Ermittlungen von Freitagmittag waren die Führer von mindestens zwei verschiedenen kurdischen Gruppierungen in der Woh-



Abdol Rahman Ghassemjou
Foto: A. Taheri

nung im dritten Wiener Gemeindebezirk zusammengekommen. Mindestens vier Personen nahmen an dem Gespräch teil, über dessen Inhalt keine Informationen vorliegen. Offen bleibt daher zunächst, ob es sich um ein Geheimtreffen zwischen Kurdenführern und Vertretern der Teheraner Regierung handelte. In iranischen Kreisen in der Bundesrepublik hieß es, bereits Anfang März habe es ein solches Treffen im irakischen Teil Kurdistans gegeben, in einem Gebiet, das von einer mit Iran verbündeten irakischen Kurdenorganisation kontrolliert wird. Ghassemjou hatte sich in der Vergangenheit für eine politische Lösung des Kurdenproblems eingesetzt, ohne jedoch den bewaffneten Kampf gegen die Regierungstruppen einzustellen. Vor einigen Jahren spaltete sich eine radikalere Gruppe von der KDP ab, die mit den oppositionellen iranischen Volksmudschaheddin zusammenarbeitet. Nach Angaben der Polizei waren

am Donnerstagabend kurz vor 19.20 Uhr zwei oder drei unbekannte Personen in die Wohnung eingedrungen und hatten auf die Anwesenden das Feuer eröffnet. Während die drei Männer offenbar auf der Stelle tot waren, konnte der sich der Schwerverletzte auf die Straße retten. Auch soll es in der Wohnung nach Angaben der Polizei zum Kampf gekommen sein.

Fortsetzung auf Seite 2

Porträt Seite 6

Kommentar Seite 8

FORTSETZUNGEN VON SEITE 1

Mordkommando...

Der schwerverletzte Iraner erhielt auf der Straße Hilfe von einem fünften Mann, der ihn abholen wollte. Bei diesem Mann, der von der Polizei noch verhört wurde, handelt es sich um einen Iraner, der sich als Kurde bezeichnete. Ihmübergab der Angeschossene einen Umschlag, der 9.000 Dollar in bar enthielt. In der Wohnung wurden zahlreiche Papiere, Kleidung und Schmuck beschlagnahmt. Außerdem wurde an einem vorerst nicht genannten Ort ein mit dem Verbrechen im Zusammenhang stehender Sprengsatz gefunden. Im Laufe der Nacht fand die Polizei an einer Ausfallstraße im sechsten Wiener Bezirk auch die mutmaßlichen Tatwaffen. In einem Müllcontainer auf der Straße und neben einer Mülltonne wurden zwei Pistolen mit Schalldämpfern sowie eine Maschinenpistole gefunden. Nach den Worten Liebharts geht die Polizei von politischen Hintergründen aus. Nicht auszuschließen sei, daß es sich bei dem Treffen um eine Falle gehandelt habe. Allerdings gebe es keine konkreten Hinweise, da der einzige bekannte Tatzeuge

Kein Frieden in Kurdistan

Zum Mord an dem iranischen Kurdenführer Ghassemjou

In den kurdischen Bergen herrscht Trauer. Wie immer einzelne kurdische Gruppierungen politisch zu Abdol Rahman Ghassemjou standen, für die Bewohner der Berge war Ghassemjou der heimliche Herrscher im iranischen Kurdistan, der Hoffnungsträger für Frieden und ein autonomes Kurdistan, dessen erster Repräsentant Ghassemjou gewesen wäre. Der Mord in Wien, die Hinrichtung in einem Hinterzimmer, ist deshalb ein schwerer Schlag für Kurdistan. Subjektiv, weil die patriarchalischen, zum Teil noch stammesmäßigen Strukturen der kurdischen Gesellschaft den Tod des Oberhauptes noch ganz anders empfindet, als dies in den sekularisierten, funktionalen westlichen Gesellschaften der Fall ist. Objektiv, weil es neben Ghassemjou im iranischen Kurdistan kaum jemanden gibt, der seine politische Rolle nun übernehmen könnte.

Ghassemjou gehörte zu den wenigen kurdischen Politikern, die sich über ihre Region hinaus in der Weltpolitik bewegen können. Als früheres Mitglied der kommunistischen Partei und späterem Professor an der Pariser Sorbonne war er mit östlicher und westlicher Politik vertraut und in der Lage, realistisch einschätzen zu können, welche Rolle die kurdischen Gebiete geopolitisch spielen

und was Kurdistan von der östlichen wie westlichen Vormacht zu erwarten hat. Gerade wegen dieser Kenntnis war Ghassemjou Realpolitiker, der wußte, daß der Traum vom eigenen Staat ein Traum bleiben wird und der seine Leute dafür nicht in den Tod schicken wollte. Trotzdem war er alles andere als ein Kollaborateur. Er hat sein Leben lang für eine Autonomie gekämpft, die den Kurden ihr Selbstbestimmungsrecht innerhalb des Iran sichern sollte. Daß er bereit war, diese Forderung auch in Verhandlungen und nicht nur mit der Waffe zu vertreten, hat ihn jetzt möglicherweise das Leben gekostet.

Damit ist die hochkomplizierte politische Situation in diesem Gebiet des Nahen Ostens noch schwieriger geworden. Denn falls sich nach dem Tode Chomeinis in Teheran eine Kräftekonstellation ergeben sollte, die nach dem Waffenstillstand im Golfkrieg nun einen Frieden für Kurdistan möglich macht, fehlt der Mann, der diese Möglichkeit umsetzen könnte. Wer immer Ghassemjous Mörder ist und mit welchem Motiv auch immer der Mord exekutiert wurde, ein Ziel wurde jedenfalls erreicht: Der Frieden ist für die Menschen in Kurdistan in noch weitere Ferne gerückt.

Jürgen Gottschlich

Wien vermutet politische Motive für Mord an Kurden

Drei Führer „wie bei Hinrichtung“ erschossen / Verrat

SAD/DW. Wien. Einem blutüberströmten Mann, der von einem zufällig vorbeikommenden Arzt versorgt worden war, befunden. Der Angeschossene hatte die Po- lizei mit den Worten auf das Blutbad in der Wohnung aufmerksam ge- macht. „Meine Freunde da oben...“ Die Spekulationen über die Hintergründe des Attentats gehen in unter- schiedliche Richtungen. Richtungs- kämpfe in der KDP, der größten poli- tischen Organisation der Kurden, die im Irak und in der Türkei gegen die jeweiligen Regierungen kämpft, könnten auf eine innerkur- dische Auseinandersetzung hindeu- ten. Kassemli, ein auch politisch und diplomatisch international erfahrener Vertreter des kurdischen Freiheits- kampfes, galt als zunehmend ver- handlungs- und kompromißbereit. So hatte er im April in österreichischen Zeitungen erklärt, die Lage im Iran habe sich etwas gebessert. In kurdi- schen Kreisen hieß es dazu, seinem Gegenspieler Massoud Barsani traue „kein Eingeweiheter“ den feigen Mord zu.

Die Behörden in Österreich veran- laßten sofort nach dem Anschlag eine intensive Fahndung. Die Kontrollen an Grenzen und Flughäfen wurden verstärkt, verdächtige Personen über- wacht. In einem Müllcontainer in ei- niger Entfernung des Attentats wur- den inzwischen zwei Pistolen und ei- ne Maschinenpistole gefunden. Ein Sprecher der Wiener Polizei sagte, je- des der Opfer sei mit mindestens zwei Kugeln vom Kaliber 7,65 erschossen worden. Die Morde gleichen Hinrich- tungen. Der oder die Attentäter seien in die Wohnung im dritten Wiener Stadtbezirk eingedrungen, ohne die Tür aufzubrechen, was darauf schlie- ßen lasse, daß die dort Versammelten die Täter gekannt hätten. In der Woh- nung zeugten „eindeutige Kampfspu- ren“ von der brutalen Auseinander- setzung.

Kassemli war zu dem geheimen Treffen der KDP am Donnerstag abend im Zentrum der österreichi- schen Hauptstadt aus seinem ägypti- schen Exil angereist. Wie aus informierten Kreisen verlau- tete, sei die Zusammenkunft, bei der der Anschlag verübt wurde, verraten worden. Die Polizei war von einer Frau vor dem Haus alarmiert worden. Sie und ein Mann, vermutlich Fami- lienangehörige, hatten sich dort mit

DER KOMMENTAR

Die Assassinen

AMIR TAHERI

Beobachter hofften nach Khomeinis Tod, daß sein Nachfolger die gewalttätigen Methoden der Revolution beenden würde. Die Morde von Wien deuten das Gegenteil an.

Wie immer hat der Iran jede Verwicklung in die Verbrechen bestritten und die Morde auf in- terne Streitigkeiten in den Rei- chen der Opposition geschoben. Aber diese Behauptung kann ohne weiteres verworfen wer- den. Einer der Getöteten ist Ab- dul Rahman Kassemli, Führer der Kurdischen Demokrati- schen Partei des Iran (PDKI), einer der prominentesten Geg- ner des Khomeini-Regimes. Ein anderes Opfer ist Abdallah Ka- deri, zweiter in der PDKI-Füh- rung und oberster politischer Theoretiker der Partei.

Die PDKI hat soeben zum Massenboykott der Präsiden- tenwahl am 28. Juli in den kur- dischen Regionen des Iran auf- gerufen. Diese Regionen waren 1981 und 1985 die einzigen Ge- genden des Landes, wo mehr als 80 Prozent der Wähler den Gang zur Urne verweigerten.

Nach Khomeinis Tod folgten ein Mord in Dubai und der Bombenanschlag in Mekka, bei dem mehrere Pilger umkamen oder verletzt wurden. Das alles zeigt, daß die Islamische Repu- blik auch nach Khomeini dazu bereit und auch in der Lage ist, weit jenseits ihrer Grenzen zu töten. Möglicherweise deuten die Morde auch auf einen ver- schärften Machtkampf in Tehe- ran hin.

Rätsel um Schwerverletzten

Der am Donnerstagabend zusammen mit zwei weiteren Kurden ermordete Generalsekretär der kurdischen Demokratischen Partei, Abdul Rahman Ghassemlou, hat wahrscheinlich mit einem Vertreter des Iran über eine Kompromißlösung zwischen Kurden und der Teheraner Führung verhandelt, als die Bluttat verübt wurde. Über die Identität des schwerverletzten Gesprächspartners der Kurden herrscht Unklarheit.

Nach letzten Informationen der „Wiener Zeitung“ handelt es sich um den für Kurdenfragen zuständigen Spitzenoffizier der iranischen Revolutionsgarde (Pasdaran), Mohammed Rahimi. Die österreichische Staatspolizei hält dagegen den Namen des Verletzten geheim, der im übrigen noch nicht vernehmungsfähig ist. Nach Angaben der iranischen Botschaft in Wien wiederum soll es sich bei dem Verletzten um den iranischen Diplomaten Djafari Saharoodi handeln.

In einer Stellungnahme der iranischen Botschaft hatte es am Freitagabend geheißt, Ghassemlou habe in Wien mit iranischen Abgesandten über eine „friedliche Lösung“ anstehender Probleme sowie über eine allfällige „Immunität für reuige Mitglieder der Kurdischen Demokratischen Partei“ verhandelt. Die Gespräche darüber seien seit einiger Zeit geführt worden und einem positiven Abschluß nahe gewesen.

Ghassemlou hatte vor wenigen Wochen dem österreichischen Kurdenexperten und „Wiener Zeitung“-Mitarbeiter Dr. Ferdinand Hennerbichler ein Interview gegeben und darin erstmals betont, daß er bereit wäre, mit Vertretern der Revolutionsführung in Teheran nach dem Tod von Ayatollah Khomeini einen Dialog über einen Kurdenkompromiß im Iran zu beginnen. Hennerbichler — der u. a. als damaliger österreichischer Presseattaché in Athen 1984 die Geheimverhandlungen über die Freilassung westeuropäischer Geiseln aus kurdischer Gefangenschaft geführt hatte — ersuchte daraufhin seinen in Wien im Exil lebenden Freund, Dr. Fadil Rasoul, zu vermitteln und Kontakte zwischen Ghas-

semou und Teheran zustande zu bringen.

Diese Verbindung ist vermutlich in Wien angebahnt worden. Fadil Rasoul vermittelte Ghassemlou als Gesprächspartner offensichtlich den höchsten Offizier der Pasdaran, zuständig für Kurdenfragen, Mohammed Rahimi. Dieser überlebte das Attentat schwerverletzt, ist aber nach vorliegenden Informationen bisher noch nicht in der Lage, zu sprechen und der Polizei Angaben über die mutmaßlichen Attentäter zu machen.

Die mutmaßlichen Täter werden in Teheran vor allem unter drei Gruppen vermutet:

Erstens unter Gegnern eines angestrebten Kurdenkompromisses im Iran generell,

zweitens unter Rivalen Ghassemlous in der eigenen Partei, die sich im Vorjahr von seiner Führung abgespalten haben und seither ein Bündnis mit den iranischen Volksmudschaheddin im Exil in Bagdad eingegangen sind, und drittens in Kreisen der Volksmudschaheddin selbst.

Auch die Iraker werden als Drahtzieher oder Hintermänner des Anschlages verdächtigt.

Einer der bedeutendsten Führer der irakischen Kurden, Jalal Talahani, hat an Innenminister Franz Löschnak appelliert, alle möglichen Spuren zu untersuchen und die Bluttat restlos aufzuklären. Radio Teheran erklärte am Freitag in einer ersten Analyse, Ghassemlou sei dabei gewesen, die Seiten

zu wechseln und mit dem Iran eine Friedenslösung anzustreben.

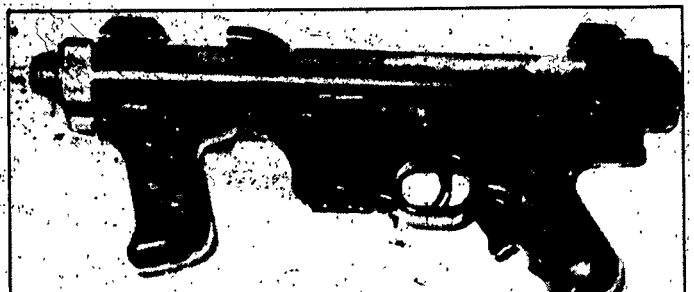
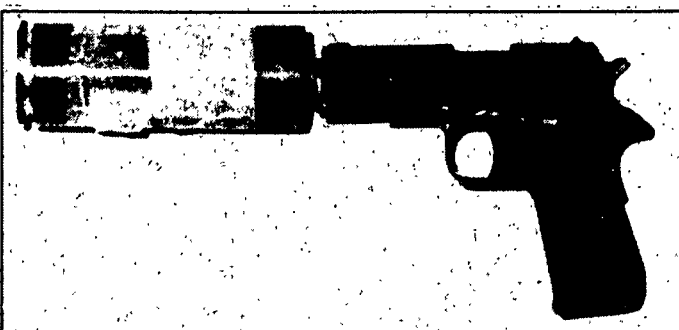
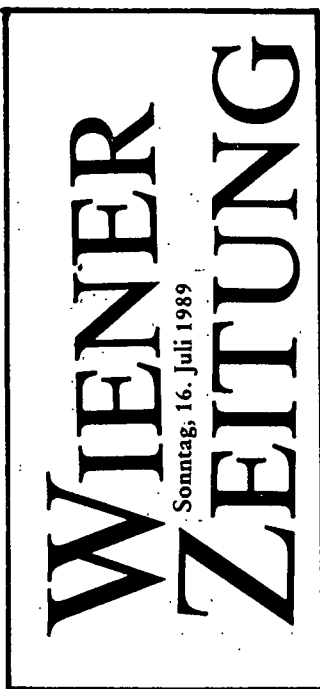
Im Nahen Osten wird nun angenommen, daß mit dem Tode Ghassemlous die Bemühungen um eine Kurdenlösung im Iran schwieriger geworden sein dürften. Scharf verurteilt hat Freitagabend ein Sprecher von Massoud Barzani, dem Vorsitzenden der Demokratischen Partei Kurdistans Irak, die jüngsten Kurdenmorde in Wien. Auf Massoud Barzani war im Jahr 1979 in Wien ein Attentat verübt worden.

Ein Sprecher der Partei erklärte in Paris, der ermordete Ghassemlou und sein Stellvertreter Abdullah Ghaderi-Azar würden kommende Woche in Paris auf dem Pere-Lachaise-Friedhof beigesetzt. Der Mord sei eine Katastrophe für die Kurden, man lasse sich aber dadurch nicht einschüchtern.

Der Sicherheitssprecher der ÖVP, Abg. Wendelin Ettmayer, forderte im Zusammenhang mit dem Attentat auf die Kurdenpolitiker am Samstag im Pressedienst seiner Partei eine stärkere Überwachung ausländischer Geheimdienste in Österreich.

Der blutige Überfall in der Bahngasse 5/12 in Wien-Landstraße am Donnerstagabend ist mit den zwei in der Nacht auf Freitag in der Linken Wienzeile in Wien-Mariahilf sichergestellten Pistolen verübt worden. Die ebenfalls gefundene MP wurde bei dem Anschlag auf vier Kurden, bei dem drei von ihnen getötet wurden, nicht verwendet.

Dies erklärte Hofrat Werner Liephart, der Leiter der Staatspolizei, Samstag. Die Fahndung nach den Tätern verlief vorerst ohne Ergebnis.



Die MP blieb unbenutzt, die Pistolen schossen

Foto: APA



**Kurdische
Peschmerga-Kämpfer
im Feld**

Fotos: Wienareport

Ghassemjou war nach Wien gekommen, um für die kurdische Minderheit Friedensverhandlungen mit dem iranischen Mullahregime zu führen. Seit Monaten hatte er aus Paris Fäden in Richtung Teheran gesponnen, wie der frühere iranische Staatspräsident Abolhasan Bani Sadr in seinem Pariser Exil gegenüber profil bestätigt: „Man stand kurz vor dem endgültigen Durchbruch. Ghassemjou war zur letzten Etappe nach Wien aufgebrochen.“ Die Schüsse in der Bahngasse setzten den Verhandlungen ein jähes Ende.

Fadil Rasoul mußte als Vermittler des Friedensgesprächs ebenfalls sein Leben lassen. Ein iranischer Diplomat hatte ihn Ende Juni in einem Vier-Augen-Gespräch gebeten, Kontakte zur

KDP-Führung in Paris herzustellen. Rasoul willigte ein. Durch sein bewegtes Leben und seine publizistische Tätigkeit war er im ganzen Nahen Osten bekannt. Er wurde in Suleimaniye im irakischen Kurdengebiet geboren, nahm an der kommunistischen Bewegung teil, war dann bewaffneter Kämpfer der „Peschmerga“ („Die dem Tod ins Auge blicken“) gegen die nahöstlichen Regimes und mußte schließlich in den Libanon flüchten.

Dort fand er im Bürgerkrieg Unterschlupf in Palästinenserlagern, studierte später in Bagdad politische Wissenschaften. Seit Ende der siebziger Jahre lebte Rasoul in Österreich und heiratete eine Wienerin. Er stand der Patriotischen Union Kurdistans (PUK) im Irak nahe, wollte aber keiner bestimmten Fraktion angehören. Seit vier Jahren gab er die Zeitschrift „Al Heiwar“ („Der Dialog“) heraus, die in Beirut gedruckt und im ganzen Nahen Osten verbreitet wird.

Fadil Rasoul war freier Mitarbeiter des von Bruno Kreisky gegründeten Österreichischen Instituts für Internationale Politik in Laxenburg. Er schrieb zwei in Fachkreisen sehr geschätzte Bücher über den Nahen Osten.¹⁾ Rasoul hielt Vorlesungen an der Universität Kairo und hatte einen Lehrauftrag für Politikwissenschaftler an der Wiener Universität.

Rasouls Institutskollege in Laxenburg John Bunzl, beschreibt dessen Qualitäten als Vermittler: „Er war mein bester Freund, der erste nahöstliche Intellektuelle, mit dem ich wirklich gut konnte. Vielleicht haben wir uns von Minderheit zu Minderheit verstanden, er als Kurde und ich als Jude – und wir beide als Linke.“ Rasoul hatte mit seiner Zeitschrift das Kunststück zuwege gebracht, von den zer-

KURDEN

Die dem Tod ins Auge blicken

Geheime Friedensverhandlungen der Kurden mit dem iranischen Regime endeten in Wien im Kugelhagel.

Um 19.20 Uhr ging die Tür auf, und zwei oder drei Männer betraten den Raum. Wortlos eröffneten sie das Feuer“, gab der einzige Überlebende, ein iranischer Diplomat, bei den Ermittlungen an. Die Waffen, zwei Pistolen mit Schalldämpfern und eine Maschinenpistole, fanden sich später unter Autos und in Müllcontainern am Wiener Naschmarkt.

Am Tatort, einer Wohnung in der Linken Bahngasse 5 im dritten Gemeindebezirk, blieben drei Tote zurück: der Generalsekretär der Kurdischen Demokratischen Partei (KDP), Abdul Rahman Ghassemjou, 59, sein Stellvertreter Abdullah Ghaderi, 37, sowie der irakische Kurde Fadil Rasoul, 38. Ein vierter Mann rettete sich, getroffen von einem Schuß in den Mund und den Arm, auf die Straße, wo er auf einen weiteren Mann traf, der auf dem Weg zur Wohnung in der Linken Bahngasse war und sich – als Zeuge von der Polizei einvernommen – als iranischer Kurde ausgab.

In der iranischen Botschaft wußte Mohamed Kharijschi, Leiter der Wiener Expositur der iranischen Nachrichtenagentur IRNA, bereits Bescheid: „Wir haben zunächst gehört, daß drei iranische Diplomaten unter den Toten sind. Da können Sie sich vorstellen, was bei uns los war.“ Ein Konsul und ein Botschaftsangehöriger machten sich dann auf den Weg zum Tat-



**Kurdenführer Ghassemjou
in den heimatlichen Bergen: Bereit
zum Frieden mit den Mullahs**

ort. Die iranische Botschaft in der Jaurèsgasse war spätabends noch von regem Leben erfüllt, weil just an diesem Donnerstag, dem 13. Juli, der Imam Khomeini 40 Tage tot war, ein Gedenktag nach muslimischem Brauch.

¹⁾ Fadil Rasoul: „Irak-Iran. Ursachen und Dimensionen eines Konflikts“, Böhlau Verlag, Wien 1987; „Großmachtpolitik und Freiheitskampf – Kurdistan und die sowjetische Nahostpolitik“, Junius Verlag, Hamburg 1988.

strittenen Kurden-Fraktionen aus verschiedenen Staaten und von Exilkreisen als Gesprächspartner akzeptiert zu werden.

Anfang Juli flog er schließlich nach Paris, um Ghassemlou – entsprechend dem Vorschlag des iranischen Diplomaten – zu treffen.

Dieser erklärte sich zu Verhandlungen bereit. Schon ein halbes Jahr vorher hatte Ghassemlou erste Kontakte geknüpft, die jedoch nach den innenpolitischen Turbulenzen im Iran nach der Entmachtung von Khomeinis designiertem Nachfolger, Ayatollah Montazeri, wieder abgebrochen wurden.

Ghassemlou und Rasoul einigten sich nun, die Gespräche in der Woche vom 10. bis 14. Juli in Wien zu führen. Unter strengster Geheimhaltung.

Wieder in Wien, bat Rasoul eine Bekannte, ihm für eine Woche ihre Wohnung zu überlassen. Da sie zu dieser Zeit auf Urlaub war, willigte sie ein.

Vergangenen Mittwoch kam Ghassemlou gemeinsam mit seinem Stellvertreter Ghaderi aus Paris zu den Verhandlungen in die Wohnung in der Bahngasse. Neben Ghassemlou, Ghaderi und Rasoul waren noch zwei iranische Diplomaten anwesend. Die ersten Gespräche seien sehr produktiv gewesen, berichtete Rasoul anschließend seinen Angehörigen. Nachdem die Diplomaten Teheran konsultiert hatten, wollte man sich am Donnerstag zum Abschluß des Wiener Gesprächs wieder zusammensetzen.

Der Mordanschlag machte Ghassemlous Hoffnungen auf ein positives Verhandlungsergebnis zunichte.

Ghassemlou war in seiner Jugend Mitglied der kommunistischen Tudeh-Partei des Iran und studierte nach der Matura mit einem Stipendium in Prag Volkswirtschaft. 1958 kehrte er in den Iran zurück, wurde bald wegen seiner politischen Aktivitäten gegen das Schahregime verhaftet und zu zwei Jahren Gefängnis verurteilt.

Zu Beginn der sechziger Jahre kehrte er in die Tschechoslowakei zurück, promovierte in Prag und wurde Dozent für Volkswirtschaftslehre. In dieser Zeit bewunderte Ghassemlou den Reformkommunismus Alexander Dubceks. Nach dem Einmarsch der Sowjets verließ er Prag, trat aus der Partei aus und arbeitete einige Jahre im irakischen Planungsministerium. Zwei Jahre danach wurde er in Bagdad zum Generalsekretär der KDP gewählt.

1976 ging Ghassemlou erneut ins Exil: An der Sorbonne erhielt er eine Dozentur für kurdische Sprache und Literatur. Unmittelbar vor der islamischen Revolution von 1979 kehrte er in den Iran zurück. Doch als die iranischen Kurden dann ihre Autonomie einzufordern begannen, entfesselte Khomeini einen Kurdenkrieg. Ghassemlou, der sieben Sprachen fließend beherrschte, verließ neuerlich sein Land

und führte Geheimverhandlungen mit dem Irak und der Sowjetunion.

In der letzten Zeit setzte Ghassemlou seine Hoffnung auf Khomeinis Nachfolger. Schon vor einem Monat erklärte er in Paris: „Unter ihnen gibt es sicher Realisten, mit denen man konkrete Lösungen für die Probleme unseres Landes finden kann.“ Der Konflikt zwischen den iranischen Kurden und der Zentralregierung in Teheran könne „nicht militärisch gelöst werden. Wenn die iranische Regierung zu Gesprächen bereit ist, werde ich als Repräsentant des kurdischen Volkes den Dialog nicht verweigern.“

Im äußersten Nordwesten des Irans kämpft neben der Kurdisch-demokratischen Partei Ghassemlous auch die „Komola“ („Vereinigung der Werktätigen Kurdistans“). Diese Organisation hat sich Anfang der siebziger Jahre von der KDP abgespalten und verbündete sich mit den linksextremen „Volksfeddajin“. Vor kurzem behaupteten sie in einem Kommuniké, daß sie im Umkreis der iranischen Kurdenstadt Sanandaj „militärische Erfolge“ erzielt hätten. Die Siegesmeldungen kamen aus Bagdad.

Wer in diesem Geflecht von Parteien und Geheimdiensten die Täter waren, war vergangene Woche noch offen. Für innerparteiliche Rivalitäten war die Vorgangsweise zu professionell.

Auch beherrschte Rasoul die Techniken konspirativer Arbeit sehr gut. Nicht einmal seine Frau wußte, wo die Treffen stattfanden. Die Wohnungsgeberin wiederum hatte keine Ahnung, was er dort tun wollte.

Bleiben der iranische und der irakische Geheimdienst oder quertreibende Fraktionen.

Möglicherweise hatte auch eine rivalisierende Mullah-Fraktion die Hand im Spiel, die dem „Pragmatiker“ Hotjatolleslam Haschemi Rafsandjani seine in zwei Wochen geplante Wahl zum Staatspräsidenten mißgönnt. Oder der irakische Geheimdienst wollte die iranischen Exilkurden, die ihm bisher nützten, nicht in Richtung Heimat entlassen.

Der iranische Geheimdienst als Täter wird von Expräsident Bani Sadr ausgeschlossen: „Das scheint mir unwahrscheinlich, da ein Vertrag mit den Kurden ein großer Erfolg für das Regime in Teheran wäre und im Konflikt mit dem Irak das Gewicht zugunsten Irans verschieben würde.“ ■

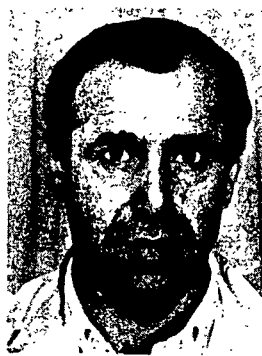


Foto: Peter Schaffer

KDP-Stellvertreter Ghaderi: Tot in der Bahngasse

Drahtzieher des Massakers werden im Iran vermutet

Während der Iran weiterhin „Regierungsfeinde“ für das Massaker in Wien verantwortlich macht, glauben Behörden und iranische Oppositionsgruppen die Täter in der politisch entgegengesetzten Richtung zu finden. Offiziell gibt es bei den polizeilichen Ermittlungen aber „nichts Neues“.

Den „Mantel des Schweigens“ versuchte am Sonntag die Wiener Stapo über den Ermittlungsstand in Zusammenhang mit den Morden an drei führenden Kurdenvertretern bei einem „Sechser-Treffen“ in Wien zu werfen. „Die Erhebungen laufen auf vollen Touren“, war die knappe Auskunft eines Polizeisprechers.

Indes informierten die oppositionellen iranischen „Volksmudjaheddin“ auch die Behörden über die politischen Funktionen der an dem Treffen beteiligten Iraner. Nur über den „sechsten Mann“ – der iranische Diplomat ist, wie exklusiv berichtet, nach dem Blutbad untergetaucht – wurde zunächst nichts bekannt.

● Mohammed Diafari-Saharoudi, 33 (alias Mohammed Rahimi), ist Kommandant einer für verschiedene Operationen zuständigen Einheit der iranischen Revolutionsgarde und Kontaktmann zu Kurden. Sein ehemaliger Vorgesetzter wurde vor wenigen Monaten Chef der Nachrichtendienste im Führungsstab der „Pasdaran“ (Revolutionsgarde)!

Bei dem fünften an dem Treffen beteiligten Mann soll es sich den Ermittlungen zufolge um

● Amir-Mansur Bosorgian handeln. Er gilt als Agent des Teheraner Nachrichtendienstes und ist Kurde. Deshalb pflegte er ebenfalls Kontakte zu den verschiedenen Kurdenparteien, auch zur DKP Iran des ermordeten Dr. Ghassem-lou. Sicherheitsmann Bosorgian war es, der die Wohnung im Haus Linke Bahngasse 5 kurz gegen 19 Uhr verlassen und nach dem Attentat dem angeschossenen „Pasdaran“-Offizier 9000 US-Dollar abgenommen hatte.

Diafari-Saharoudi und der mysteriöse „sechste Mann“ hatten am Dienstag im Hotel „Stieglbräu“ in Wien-Fünfhaus Quartier bezogen. Am Mittwoch begannen die zwischen dem ebenfalls getöteten Dr. Rasoul und Agent Bosorgian in den Tagen zuvor eingefädelten Gespräche, die am Donnerstag im Kugelhagel endeten.

„Unsere Vermutungen, daß die Drahtzieher des Attentats in der ‚Alten Garde‘ im Iran, wo es gegensätzliche politische Strömungen gibt, zu suchen sind, bekommen immer mehr Gewicht. Die nächsten Tage werden Aufschluß bringen“, ist man in Staatspolizeikreisen überzeugt.

PETER GROLIG ■

VOLKSSTIMME, Wien, 16./17.7.1989

Wer steht hinter Kurden-Mord?

WIEN. Nach wie vor unklar sind die Hintergründe des Mordes an zwei kurdischen Exilpolitikern, darunter der Generalsekretär der Demokratischen Partei Kurdistans Ghassem-lou.

Die Demokratische Partei Kurdistans glaubt nicht an eine Beteiligung des Irak oder der Kurdenorganisation von Barzani am Attentat. Ein Sprecher von Barzani verurteilte den Anschlag, dessen Ziel zweifellos gewesen sei, eine Annäherung Iran-Kurden zu verhindern.

Ein Sprecher der iranischen Volksmudjaheddin hingegen erklärte, Ghassem-lou sei jenen „Verhandlungen“ zum Opfer gefallen, vor denen die Volksmudjaheddin immer gewarnt hätten. Mit dem Regime in Iran könne es keine Versöhnung geben. Von Ghassem-lous Partei hat sich im Vorjahr eine Gruppe abgespalten und mit den Volksmudjaheddin im Exil in Bagdad verbündet.

Ghassem-lou hatte in Wien mit dem für Kurden zuständigen iranischen Spitzenoffizier Rahimi verhandelt, der bei dem Attentat schwer verletzt wurde und noch nicht vernommen werden konnte.

Ghassem-lou hat das Innenministerium um Polizeischutz ersucht, was dieses freilich dementiert. Wie auch immer, daß es zu der Blut-tat kommen konnte, ist für die offenbar völlig ahnungslose Staatspolizei kein Ruhmesblatt.



WIENER ZEITUNG

14.7.1989

Zwei Iraner in Wien erschossen

In Wien-Landstraße wurden Donnerstagabend zwei iranische Staatsbürger erschossen aufgefunden. Nach Angaben der Polizei wurden die beiden durch Kopfschüsse „hingerichtet“.

Innenminister Franz Löschnak erklärte in einer ersten Stellungnahme dazu, daß es sich nicht, wie ursprünglich angenommen, um akkreditierte Diplomaten handelt, sondern offenbar um eine Zusammenkunft von Kurdenvertretern.

Es wurden verstärkte Grenzsperrern und eine Großfahndung nach den Tätern verfügt.

DIENSTAG, 18. Juli 1989

„Schlafheit“ bei Mord an Kurden:

Teheran kritisiert Wien

Teheran — „Bedauern“ über die „Schlafheit“ der österreichischen Behörden bei der Aufklärung des Mordanschlags auf drei Kurden in Wien hat am Sonntag das iranische Außenministerium geäußert.

Der Europadirektor im iranischen Außenministerium, Manouchehr Mottaki, „bedauerte“ gegenüber dem österreichischen Geschäftsträger Arnold Riedel, daß Wien „noch keine Vorkehrungen“ getroffen habe, die Schuldigen zu fassen.

An die österreichische Regierung richtete Mottaki die Aufforderung, „sofort die Identität der Schuldigen bekanntzugeben“ und Angehörigen der iranischen Botschaft in Wien die Möglichkeit zu geben, ihren bei dem Anschlag schwer verletzten „Kollegen“ zu treffen.

Nach Angaben der amtlichen Nachrichtenagentur IRNA hat der österreichische Geschäftsträger versprochen, „die Angelegenheit genau zu verfolgen und die iranischen Behörden zu informieren.“

(AFP, APA)

Donnerstag, 20. Juli 1989

„Diplomaten“ waren Augenzeugen des Kurdenmordes in Wien

Iran kritisiert Haftbefehle

Teheran — Radio Teheran hat am Mittwoch die österreichische Polizei wegen der Haftbefehle gegen zwei iranische „Diplomaten“ kritisiert, die bei der Ermordung dreier prominenter Kurden am 12. d. anwesend gewesen sein sollen.

Unter Berufung auf eine Quelle im iranischen Außenministerium hieß es in der Sendung, trotz Demarchen der iranischen Regierung seien diese Haftbefehle erlassen worden — „auf Anregung konterrevolutionärer

Gruppen und der imperialistischen Propaganda“. Über den Verbleib des Mannes, der sich in der iranischen Botschaft in Wien aufgehalten hatte und seit dem Mord an den drei Kurden mehrfach von der Polizei

einvernommen war, wollte ein Botschaftssprecher gestern keine Angaben machen.

Die Witwe des bei dem Anschlag ums Leben gekommenen Kurdenführers Abdul Rahman Ghassemlou, Helene Ghassemlou, hat gestern bei einer Pressekonferenz in Wien-Schwechat iranische Kreise beschuldigt, hinter dem Mord zu stehen. Der Iran hingegen bezichtigt den Irak der Täterschaft.

Mord an Kurdenführern: Verletzter Kronzeuge nicht einvernahmefähig

Der bei dem Terrorüberfall auf drei Kurdenführer in Wien am Klefer schwer verletzte Offizier der iranischen Revolutionsgarden war auch Sonntag noch nicht einvernahmefähig. Währenddessen konzentrieren sich die Nachforschungen der Polizei auf zwei weitere persische Teilnehmer des Geheimtreffens in einer Wohnung im dritten Bezirk.



Der ermordete Kurdenführer

Denn rätselhaft erscheint, warum die Männer kurz bevor das Killerkommando kam die Wohnung in der Linken Bahngasse 5 verließen. Außerdem

VON PETER GROTTNER

ist einer der Perser, dessen Namen der Staatspolizei bekannt ist, derzeit verschwunden. Ein Kriminalist: „Doch Namen sind in Geheimdienstkreisen, und dazu müssen die beiden Iraner gezählt werden, Schall und Rauch!“

Die zwei von den Killern in

der Linken Wienzeile auf der Flucht weggeworfenen und von Passanten gefundenen Pistolen wurden am Wochenende überprüft. Kriminaltechniker versuchen die Fabrikationsnummern, die von den Attentätern herausgeschliffen wurden, mit Spezialflüssigkeiten wieder sichtbar zu machen.

Währenddessen bezichtigt der Irak den Iran der Mordanstiftung, Teheran weist das empört zurück. Auch Vertreter der Kurden glauben die Täter in Persien beheimatet. Und mittendrin im Dschungel von Geheimdiensten des Mittleren Ostens österreichische Staatspolizisten, von denen einer zur bitteren Erkenntnis kommt: „Man stößt von einem Leerraum in den nächsten.“

DER STANDARD, Wien, 19.7.1989

Haftbefehle gegen zwei Iraner

Einer der Gesuchten soll in iranischer Botschaft in Wien sein

Wien (APA) – Gegen die beiden Iraner, die bei der Ermordung des iranischen Kurdenführers Ghassemlou und zwei weiteren Kurden am vergangenen Donnerstag in Wien anwesend waren und unverletzt blieben, wurden nun Haftbefehle erlassen.

Einer der beiden Gesuchten, der mutmaßliche iranische Geheimdienstagent Amir-Mansur Bosorgian (31), der kurz nach dem Anschlag verhaftet und später wieder freigelassen wurde, befindet sich in

der iranischen Botschaft, teilte die persische Vertretung mit. Er könne jederzeit einvernommen werden, hieß es. Es handelt sich dabei um jenen Mann, der vom verletzten Iraner Mohammad Djafari-Saharoodi auf der Straße vor dem Tatort 9000 S übernahm. Weiter ungeklärt ist die Identität des „sechsten Mannes“.

Staatsanwalt Dieter Fasching hat am Dienstag die Unterlagen der Staatspolizei über das Attentat bekommen. Die drei Mordopfer sollen ob-

duziert werden. Eines der Mordopfer, der irakische Kurde Fadel Rasoul, war mit Susanne Rockenschaub, einer Tochter des früheren Chefs der Wiener Semmelweisklinik, verheiratet. Die irakischen Behörden akzeptierten Rasouls testamentarischen Wunsch, in Bagdad beigesetzt zu werden. Rasoul war Lehrbeauftragter am Institut für Politikwissenschaft. Die geheimen Friedensverhandlungen waren auf seine Initiative zustande gekommen.

LA GUERRE OUBLIÉE DES KURDES

Un an après la fin des hostilités entre l'Irak et l'Irak, les gouvernements de ces deux pays oppriment toujours leurs Kurdes respectifs. De passage à Paris, Abdolrahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocrate du Kurdistan irakien (PDKI), explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, la situation du Kurdistan irakien et analyse l'avenir de la République islamique après la mort de l'ayatollah Khomeiny.



Abdolrahman Ghassemlou

● **Quelle est la situation des Kurdes irakiens ?**

— La guerre qui a été imposée au peuple kurde par les dirigeants de la République islamique dure depuis dix ans. Au début, nous contrôlions les villes et la guerre avait la forme d'une guerre de position. Mais depuis quelques années, nous avons changé notre tactique pour mener une guerre de guérilla. Le Kurdistan irakien est totalement militarisé ; il y a pas moins de deux cent cinquante mille soldats et gardiens de la Révolution au Kurdistan. Ces derniers sont répartis dans trois mille bases militaires. Mais, malgré tout

cela, nos Peshmargas (combattants) sont présents partout au Kurdistan.

● **Est-ce qu'après la mort de l'ayatollah Khomeiny, vous pensez changer votre tactique militaire sur le terrain ?**

— Pour le moment, nous n'avons pas changé de tactique, mais nous n'excluons pas une telle éventualité.

● **Quelle est la situation économique de la population kurde ?**

— Les Kurdes ont les mêmes problèmes que les Irakiens en général. La population kurde profite quelquefois de la contrebande, qui est florissante dans la région à cause de la situation géographique, mais les prix sont très élevés et la majorité des Kurdes vit dans une situation économique difficile. Beaucoup d'Irakiens espèrent qu'avec la fin de la guerre, la situation économique deviendrait meilleure, mais c'est le contraire qui s'est produit.

● **Vous avez déclaré à plusieurs reprises que vos combattants étaient installés en Irak. Quelle relation entretenez-vous avec le régime irakien ?**

— Non, je n'ai jamais déclaré une telle chose. Nous sommes installés à la frontière irano-irakienne, dans une sorte de *no man's land*. C'est là que se trouve notre état-major. Pour ce qui est de nos combattants, ils se trouvent à l'intérieur de l'Irak.

En ce qui concerne nos relations avec les Irakiens, je peux les qualifier de précises et correctes. Nous bénéficions d'un droit de passage accordé par le gouvernement irakien. Mais les Irakiens n'interviennent pas dans nos affaires intérieures et nous nous gardons également d'intervenir dans leurs affaires. Nous avons posé une condition de principe dans nos relations : celles-ci ne doivent pas affecter nos rapports avec les Kurdes irakiens.

● **Est-ce que les Irakiens vous aident militairement ?**

— Nous n'avons pas de problèmes d'armes. Dans les années 1981-82, nous avons eu un peu de difficultés, mais lorsque la guerre a commencé, il nous a été très facile de récupérer des armes sur le front de la guerre irano-irakienne.

● **Vous avez eu des relations conflictuelles avec les Kurdes irakiens, notamment avec le PDK irakien de Barzani...**

— Nous n'avons jamais eu de relations conflictuelles avec les Kurdes irakiens, ce sont plutôt ces derniers qui ont aidé le gouvernement irakien à nous combattre ; ils ont même participé à des opérations militaires contre nos Peshmargas. Mais, depuis trois ou quatre ans, ils ont cessé de nous combattre et je

peux dire que la guerre est finie entre nous.

● **Et avec l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talébani ?**

— Avec l'UPK, nous n'avons jamais eu de conflit. Nous avons toujours maintenu de bonnes relations, même si ces derniers collaborent avec le régime irakien.

Trois scénarios

● **Est-ce que la création d'une « zone de protection » par le gouvernement irakien tout le long de la frontière avec l'Irak rendra plus difficile vos opérations militaires ?**

— Non, cela ne nous affecte pas puisque nos combattants sont en Iran. Pour ce qui est de notre quartier général, situé à deux heures de marche de la frontière, nous pouvons très facilement le déplacer. Cette question de « zone de protection » est l'affaire des Kurdes irakiens et du gouvernement irakien.

● **Avez-vous des relations avec les autres opposants irakiens ?**

— Nous désirons avoir de bonnes relations avec toutes les organisations républicaines. Par contre, nous n'avons

aucune relation avec les partisans de la monarchie. Il ne faut pas confondre l'Iran avec des pays comme la Suède ou l'Espagne ; chez nous, la monarchie a toujours mené à la dictature.

A part les monarchistes, nous sommes disposés à collaborer avec toutes les organisations de l'opposition, mais nous avons eu également quelques difficultés avec l'organisation des Moudjahédines du peuple de Massoud Radjavi, avec qui nous avons collaboré pendant quatre ans. Nous avons progressivement constaté que ces derniers n'acceptaient aucune divergence politique. C'est une organisation anti-démocratique dans sa structure et dans ses rapports avec les autres formations politiques. Et puis, lorsque je regarde leurs pratiques, je ne vois pas une grande différence avec le régime iranien.

● Est-ce que selon vous la mort de l'ayatollah Khomeiny pourrait changer la situation en Iran et au Kurdistan iranien ? Comment voyez-vous l'avenir de la République islamique ?

— Nous pensons que la République islamique est un régime instable, mais il a encore une base sociale importante. Il ne faut pas oublier que ce régime est issu d'une révolution et, même si aujourd'hui il est affaibli, tant qu'il n'y aura pas une alternative politique pour le remplacer, il restera en place. C'est ce que nous avons dit lorsque, l'année dernière, les Moudjahédines du peuple ont lancé leur opération militaire croyant pouvoir prendre Téhéran.

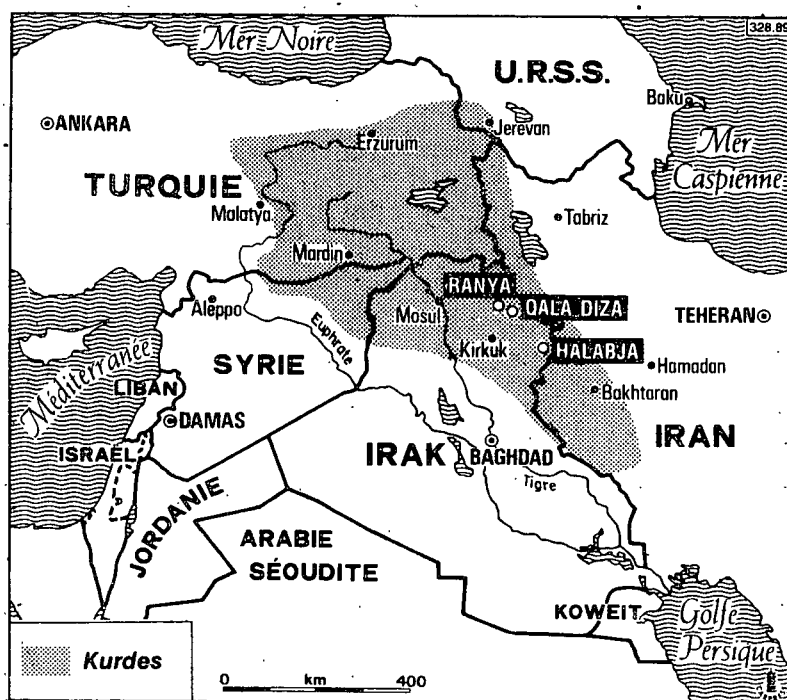
Maintenant que l'ayatollah Khomeiny est mort, il y a plusieurs scénarios possibles : tout d'abord, il y a une ten-

dance qui prône une certaine libération du régime, ce sera le début de la fin ; un autre scénario prévoit un coup d'Etat des gardiens de la Révolution, dans ce cas l'Iran connaîtrait la guerre civile ; enfin, selon un troisième scénario, la dictature se maintiendrait avec toutefois une ouverture vers l'Occident. Mais, dans tous les cas, si les forces démocratiques réussissent à se regrouper, le régime islamique, libéralisé ou non, serait incapable de se maintenir au pouvoir.

● On a parlé de négociations entre votre organisation et le régime de Téhéran. Seriez-vous prêt à négocier avec celui-ci ?

— Nous représentons une minorité en Iran — le Kurdistan représente 7 % du territoire et 17 % de la population iranienne — mais tant qu'il n'y aura pas une alternative démocratique, nous sommes contraints de poursuivre la lutte armée. Pour renverser le régime islamique, il nous faut des alliés, mais pour le moment cette possibilité n'existe pas. Par conséquent, si les dirigeants de Téhéran acceptent de négocier nous ne refuserons pas. Il y a toutefois deux conditions : il faut que nous ayons des interlocuteurs qui représentent le régime et non pas telle ou telle tendance à l'intérieur de celui-ci, et puis Téhéran doit négocier à partir de nos revendications politiques, c'est à dire l'autonomie pour le Kurdistan et la démocratie pour l'Iran.

*Propos recueillis
par Camille DUMORA*



LES KURDES EN IRAK LA ZONE DE MORT

Le gouvernement irakien a entrepris, depuis quelques mois, la destruction de centaines de villages kurdes pour créer une « zone de sécurité » tout au long de la frontière iranienne et turque.

Après plusieurs mois de silence, le gouvernement irakien a finalement reconnu, le 26 juin dernier, l'existence d'un plan prévoyant la création d'une « zone isolée et inhabitée » au long de la frontière iranienne et turque. Selon l'agence officielle irakienne INA, cette zone longuë de mille deux cents kilomètres et large de trente « ne concerne pas que la région autonome du Kurdistan irakien mais aussi toutes les régions administratives du sud et du centre du pays. »

Depuis plusieurs mois déjà, les principales organisations kurdes irakiennes, le Parti démocrate du Kurdistan irakien (PDKI) de Massoud Barzani et l'Union patriotique de Kurdistan (UPK) de Jalal Talebani, ne cessent de dénoncer un plan qu'ils qualifient de « criminel ». Des responsables kurdes font remarquer que, depuis le début des années soixante, les gouvernements successifs irakiens ont tenté d'« arabiser le Kurdistan irakien qui compte aujourd'hui quatre millions d'habitants sur un total de seize millions d'irakiens. »

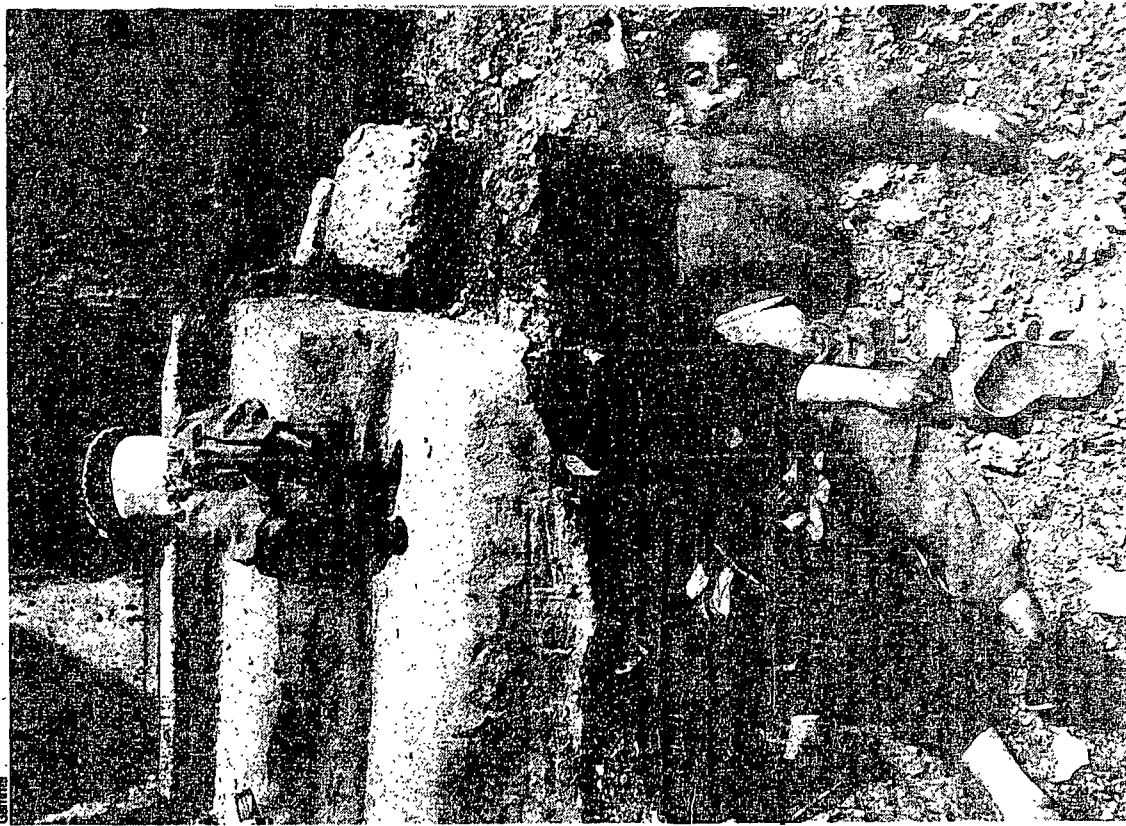
Selon les mêmes responsables, le gouvernement irakien, qui avait dû, durant sa guerre avec l'Iran, affronter les combattants kurdes, qui bénéficiaient du soutien iranien, a décidé de mener à terme un plan qui date des années soixante-dix et qui prévoit la création d'une « zone de sécurité » pour empêcher les infiltrations des Peshmargas (combattants kurdes) venant de l'autre côté de la frontière.

Début avril, le gouvernement irakien a lancé un ultimatum aux habitants des villes de Saghhsar, Raniéh, Halabja, Qala Diza et Choman pour que ces derniers évacuent leurs villes pour les camps construits autour des grandes villes du Kurdistan irakien ou encore à l'autre bout de l'Irak, à la frontière jordanienne.

Déjà en 1988, quelque soixante villages des environs de la ville pétrolière de Kirkouk avaient été détruits par l'armée irakienne. Entre le 25 août et le 15 septembre 1988, profitant du cessez-le-feu dans la guerre avec l'Iran, l'armée irakienne avait lancé une grande offensive contre les maquisards kurdes, opération qui s'était soldée par la destruction de plus de quatre cent cinquante villages kurdes. A l'époque, plus de cent mille kurdes irakiens s'étaient réfugiés en Turquie pour échapper à l'armée irakienne.

Aujourd'hui, les responsables kurdes chiffrent à plus d'un million et demi le nombre de kurdes irakiens déplacés : « Depuis le début de la guerre avec l'Iran, un demi-million de Kurdes se sont réfugiés en Iran, un million ont été regroupés dans des camps à l'intérieur même du Kurdistan irakien, un autre demi-million a été déporté vers des camps à la frontière jordanienne ou saoudienne et cinquante mille autres se trouvent actuellement en Turquie. »

Carmelo DUMORA



Dans la ville kurde d'Halabja, en mars 1988.
Cinq mille morts à la suite de bombardements chimiques.

MONTAG, 17. JULI 1989



Offizier, Agent und „sechster Mann“ bei Geheimgesprächen in der Wiener Wohnung

Drahtzieher des Massakers werden im Iran vermutet

Während der Iran weiterhin „Regierungsfeinde“ für das Massaker in Wien verantwortlich macht, glauben Behörden und iranische Oppositionsgruppen die Täter in der politisch entgegengesetzten Richtung zu finden. Offiziell gibt es bei den polizeilichen Ermittlungen aber „nichts Neues“.

Den „Mantel des Schweigens“ versuchte am Sonntag die Wiener Stapo über den Ermittlungsstand in Zusammenhang mit den Morden an drei führenden Kurdenvertretern bei einem „Sechser-Treffen“ in Wien zu werfen. „Die Erhebungen laufen auf vollen Touren“, war die knappe Auskunft eines Polizeisprechers.

Indes informierten die oppositionellen iranischen „Volksmudjaheddin“ auch die Behörden über die politischen Funktionen der an dem Treffen beteiligten Iraner. Nur über den „sechsten Mann“ – der iranische Diplomat ist, wie exklusiv berichtet, nach dem Blutbad untergetaucht – wurde zunächst nichts bekannt.

● Mohammed Diafari – Saharoudi, 33 (alias Mohammed Rahimi), ist Kommandant einer für verschiedene Operationen zuständigen Einheit der iranischen Revolutionsgarde und Kontaktmann zu Kurden. Sein ehemaliger Vorgesetzter wurde vor wenigen Monaten Chef der Nachrichtendienste im Führungsstab der „Pasdaran“ (Revolutionsgarde)

Bei dem fünften an dem Treffen beteiligten Mann soll es sich den Ermittlungen zufolge um

● Amir – Mansur Bosorgian handeln. Er gilt als Agent des Teheraner Nachrichtendienstes und ist Kurde. Deshalb pflegte er ebenfalls Kontakte zu den verschiedenen Kurdenparteien, auch zur DKP Iran des ermordeten Dr. Ghassemlou. Sicherheitsmann Bosorgian war es, der die Wohnung im Haus Linke Bahngasse 5 kurz gegen 19 Uhr verlassen und nach dem Attentat dem angeschossenen „Pasdaran“-Offizier 9000 US-Dollar abgenommen hatte.

Diafari – Saharoudi und der mysteriöse „sechste Mann“ hatten am Dienstag im Hotel „Stieglbräu“ in Wien-Fünfhaus Quartier bezogen. Am Mittwoch begannen die zwischen dem ebenfalls getöteten Dr. Rasoul und Agent Bosorgian in den Tagen zuvor eingefädelten Gespräche, die am Donnerstag im Kugelhagel endeten.

„Unsere Vermutungen, daß die Drahtzieher des Attentats in der ‚Alten Garde‘ im Iran, wo es gegensätzliche politische Strömungen gibt, zu suchen sind, bekommen immer mehr Gewicht. Die nächsten Tage werden Aufschluß bringen“, ist man in Staatspolizeikreisen überzeugt.

PETER GROLIG ■

Neue Kronen Zeitung

UNABHÄNGIG

Wien 19, Muthgasse 2, Telefon 36 01-0

Mord an Kurdenführern: Verletzter Kronzeuge nicht einvernahmefähig

Der bei dem Terrorüberfall auf drei Kurdenführer in Wien am Kiefer schwer verletzte Offizier der iranischen Revolutionsgarden war auch Sonntag noch nicht einvernahmefähig. Währenddessen konzentrieren sich die Nachforschungen der Polizei auf zwei weitere persische Teilnehmer des Geheimtreffens in einer Wohnung im dritten Bezirk.

Foto: Camera Press



Der ermordete Kurdenführer

Denn rätselhaft erscheint, warum die Männer kurz bevor das Killerkommando kam die Wohnung in der Linken Bahngasse 5 verließen. Außerdem

VON PETER GROTTNER

ist einer der Perser, dessen Namen der Staatspolizei bekannt ist, derzeit verschwunden. Ein Kriminalist: „Doch Namen sind in Geheimdienstkreisen, und dazu müssen die beiden Iraner gezählt werden, Schall und Rauch!“

Die zwei von den Killern in

der Linken Wienzeile auf der Flucht gewegeworfenen und von Passanten gefundenen Pistolen wurden am Wochenende überprüft. Kriminaltechniker versuchen die Fabrikationsnummern, die von den Attentätern herausgeschliffen wurden, mit Spezialflüssigkeiten wieder sichtbar zu machen.

Währenddessen bezichtigt der Irak den Iran der Mordanstiftung, Teheran weist das empört zurück. Auch Vertreter der Kurden glauben die Täter in Persien beheimatet. Und mittendrin im Dschungel von Geheimdiensten des Mittleren Ostens österreichische Staatspolizisten, von denen einer zur bitteren Erkenntnis kommt: „Man stößt von einem Leerraum in den nächsten.“

Cumhuriyet 17. 07. 1989

KASSUMLU'NUN ÖLDÜRÜLMESİ

İran, Irak'ı suçluyor

VIYANA (Cumhuriyet) — Yasadışı İran Kürdistan Demokrat Partisi (KDP) lideri ekonomi doktoru Abdurrahman Kassumlu, yardımcısı ve Paris bürosu temsilcisi Abdullah Kadiri ile koruma görevlisi Iraklı Fadıl Resul geçen perşembe günü Viyana'da bir dairede suikast sonucu öldürüldüler. İran ve Irak, Kassumlu'nun öldürülmesi nedeniyle karşılıklı olarak birbirlerini suçluyor.

Saldırganların, bir dairede uçunun kafasına ikişer kurşun sıktıkları bildirildi. Odada bulunan İranlı bir yetkili ise yaralandı. Olaydan sonra bir parkta çöp bidonu içinde üç tabanca bulundu.

İran İçişleri Bakanı Huccetüllislam Ali Ekber Muhtesemi Tahran'da düzenlediği basın toplantısında, Kassumlu'yu öldüren, İran temsilcisini yaralayanların "Irak ajanları" olduğuna inandığını belirtti. Muhtesemi, "Kassumlu bildiğiniz gibi Irak'a kaçmış ve 8 yıllık savaş boyunca Irak ile yakın işbirliği yapmıştı. Savaştan sonra Kassumlu, Irak'la arasında çıkan sorunlar üzerine İran'la temas kurdu ve affedilip ülkeye geri dö-

nüş isteğinde bulundu. Son birkaç aydır KDP ile İran hükümeti arasında bu konuda müzakereler düzenlendi" dedi ve perşembe günü de bu konunun görüşüldüğü sırada olayın meydana geldiğini bildirdi.

Bağdat radyosu, suikastın arkasında İran yönetiminin olduğunu savunurken eylemi şimdiye kadar herhangi bir örgüt üstlenmedi.

1930'da İran'ın Rızaiye kentinde doğan Kassumlu üniversite öğrenimini Fransa ve Çekoslovakya'da tamamladı. 1955-57 yılları arasında Fransa'nın Sorbonne Üniversitesi'nde Klirdoloji dersleri verdi. 1952'de seçildiği KDP Genel Sekreterliği'ni 37 yıldır sürdürüyordu. Kassumlu, Kürt hareketi içinde özerklik yanlısı ılımlı görüşleriyle tanınıyordu. Kendisini "demokratik sosyalist" olarak tanımlayan Kassumlu, bundan üç hafta önce Stockholm'de yapılan Sosyalist Enternasyonal 18. Kongresi'ne partisinin genel sekreteri sıfatıyla katılmış, bu arada SHP lideri Erdal İnönü ile kısa bir görüşme yapmıştı.

Αποτροπιασμός για τη δολοφονία του γ.γ. του Δημοκρατικού Κόμματος Κουρδιστάν



Ο Αμπντοραχμάν Γκασεμλού.

ΜΕ διακήρυξη της η Κεντρική Επιτροπή του Δημοκρατικού Κόμματος Κουρδιστάν του Ιράν εκφράζει τη βαθιά του λύπη για τη δολοφονία του γενικού γραμματέα του κόμματος, Αμπντοραχμάν Γκασεμλού και του αντιπροσώπου του κόμματος στο εξωτερικό, Αμπντολάχ Γκαντερί, «από τους μισοφόρους εγκληματίες της αντίδρασης» την περασμένη Πέμπτη στη Βιέννη. Παράλληλα, αναφέρει ότι «οι μέχρι τώρα πληροφορίες αποδεικνύουν ότι το ανταρτικό καθεστώς της ισλαμικής δημοκρατίας οργάνωσε τη συνωμοσία».

Ο Αμπντοραχμάν Γκασεμλού είχε γεννηθεί το 1930 στην πόλη του Ουρουμιέτ. Σπούδασε κοινωνικές και πολιτικές επιστήμες στο πανεπιστήμιο της Πράγας. Το 1962 έκανε διδακτορική διατριβή στην οικονομία. Από το 1976 μέχρι το 1978 εργαζόταν στο τμήμα της κουργικής φιλολογίας στη Σορβόνη του Παρισιού. Από το 3ο συνέδριο του κόμματος (1973) μέχρι τη μέρα της δολοφονίας του εκλεγόταν σύμφωνα με τον Κ.Ε. και γενικός γραμματέας του κόμματος.

Στην διακήρυξη αναφέρεται επίσης, «ότι μέχρι τη σύγκληση της συνόδου της Κεντρικής Επιτροπής και την εκλογή του καινούργιου γ.γ. ο σύντροφος δρ. Σαντέκ Σαραφκάνη αναλαμβάνει τα καθήκοντα του γ.γ. Εμείς οι αγωνιστές, παρόλο που λυπούμαστε για το χάσιμο του δρ. Γκασεμλού, δεν πενθούμε ούτε πενθοφορούμε, σύμφωνα με τις πολιτικές συμβουλές του. Μετατρέπουμε όλο μας τον πόνο και τη λύπη σε μια οργή εναντίον του εχθρού της δημοκρατίας και ανθρωπότητας. Η μεγαλύτερη τιμή στους μάρτυρες είναι η συνέχιση του δρόμου τους, πράγμα που είναι καθιερωμένο από παλιά στο κόμμα μας».

Χθες, εξάλλου, αντιπροσωπεία της Κεντρικής Επιτροπής του Δημοκρατικού Κόμματος Κουρδιστάν του Ιράν επισκέφθηκε τα γραφεία της Ελληνικής Αριστέρας και συναντήθηκε με τον Β. Ρολόνι, μέλος της Κεντρικής Επιτροπής. Ο εκπρόσωπος της Ε.ΑΡ. εξέφρασε τη βαθιά λύπη του κόμματος για την απώλεια του Κούρδου ηγέτη, καθώς και την καταδίκη για την άναυδη ενέργεια.

Die Presse

Unabhängige Tageszeitung für Österreich

Freitag, 14. Juli 1989

Terroranschlag in Wien Drei Kurden erschossen

Einem Terroranschlag fielen in einem Wohnhaus beim Wiener Stadtpark drei Iraner, darunter eine Frau, Angehörige der kurdischen Volksgruppe, zum Opfer, ein vierter wurde durch Schüsse schwer verletzt. Die durch gezielte Schüsse in den Kopf und den Oberkörper Getöteten wurden am gestrigen Donnerstagabend entdeckt. Die Staatspolizei ist dabei, die Identität der Ermordeten zu klären. Von dem Täter oder den Tätern fehlte gestern Abend jede Spur.

WIEN (red.). Donnerstag gegen 19 Uhr wurden die Gäste des Cafés „Tritsch-Tratsch“ Ecke Ungargasse-Linke Bahngasse in Wien-Landstraße durch eine ungewöhnliche Aktion aufgeschreckt. Plötzlich standen zwei Männer in der Tür. Ein blutverschmierter, etwa dreißigjähriger Ausländer wurde von einem etwa vierzigjährigen Mann herangeschleppt. Das Opfer hatte erhebliche Verletzungen am Oberkörper.

Kaum hatte der vermeintliche Helfer den Schwerverletzten vor der Tür des Lokals abgelegt, lief er über die Ungarbrücke zu der nahegelegenen Tankstelle neben dem Hauptmünzamt, kam aber wenig später zurück. Jetzt hantierte er an der Kleidung des Verletzten herum und zog daraus, wie beobachtet wurde, ein weißes Kuvert, das etwa 20 Zentimeter breit und einen Zentimeter dick gewesen sein soll. Ob sich darin Geld oder aber wichtige Dokumente befanden, ist noch unklar.

Der „Helfer“ hat eine Glatze und einen Oberlippenbart und war sichtlich überaus nervös. Er selbst führte die Polizei schließlich zum Tatort in der Linken Bahngasse 5, wo die Kriminalisten in einer Wohnung im 3. Stock auf die drei Toten stießen.

Alle drei waren, soweit dies bei einer ersten Beschau durch Beamte der Staatspolizei festgestellt wurde, durch Kopfschüsse „hingerichtet“, einer hatte außerdem Einschüsse im Oberkörper.

Auffällig war ein Schriftzug an der Wohnungstür: „I love Kurdistan.“ Soweit bisher feststeht, waren die Ermordeten vor einiger Zeit als Untermieter in die Woh-

nung eingezogen. Auch Nachbarn wußten gestern zu berichten, daß es sich bei den neuen Mietern um Kurden handelte.

Zwei Männer aus dem Bekanntenkreis der Getöteten gaben sich kurz nach der Entdeckung der Bluttat gestern am Tatort „Presse“-Reportern gegenüber freimütig als Kurden aus, baten aber: „Bitte, nicht photographieren, drei Mitglieder der Organisation sind schon tot!“

Eine Mieterin des Hauses, in dem sich das Café „Tritsch-Tratsch“ befindet, erklärte, sie habe am Mittwoch, also am Tag vor der Entdeckung des Verbrechens, zwischen 20 und 21 Uhr drei laute Schreie gehört, deren Herkunft sie aber nicht genau lokalisieren können. Theoretisch wäre es also möglich, daß die Tat bereits am Vortag verübt wurde.

Ein wichtiger Zeuge ist ein Arzt, der am Donnerstagabend zufällig bei dem Café vorbeikam und der den Verletzten, der auch ein blutdurchränktes Tuch um den Hals trug, erstversorgte und ihm einen Druckverband anlegte. Der Mediziner wurde bei Redaktions-schluß noch von der Polizei einvernommen.

Ebenso einvernommen wurde eine junge Frau, die den Schwerverletzten als erste vor der Tür des Kaffeehauses gefunden und sofort die Polizei verständigt hätte. Allerdings stand die zweifache Mutter, die am Abend mit ihren Kindern während eines Spazierganges die schreckliche Entdeckung gemacht hatte, noch unter Schock. Der Gatte der Frau wollte gestern keinerlei Angaben zu dem blutigen Vorfall machen.

Die Linke Bahngasse wurde unmittelbar nach Bekanntwerden des Terroranschlags - die Staatspolizei wurde um 19.42 Uhr verständigt - hermetisch abgeriegelt. Polizisten begannen, nachdem Kriminalisten die Spurensicherung in der Mordwohnung abgeschlossen hatten, alle im Nahbereich des Tatortes abgestellten Autos gewaltsam zu öffnen. Zum einen sollte damit ein eventueller zusätzlicher Bombenanschlag vereitelt werden, zum anderen erhoffte man sich weitere Hinweise auf den oder die Täter.

Der Mordanschlag war offensichtlich von langer Hand geplant. Sicher ist, daß geübte Schützen am Werk gewesen sind. Während die Leichen zweier der „Hingerichteten“, darunter eine Frau, jeweils nur einen genau gezielten Kopfschuß aufwiesen, wurde das dritte Opfer nicht nur durch Kopfschuß, sondern auch durch mehrere Treffer in den Oberkörper getötet. Bei der oder den Tatwaffen dürfte es sich um solche von mittlerem Kaliber, also etwa 7,65 mm, gehandelt haben.

Dem Blutbad ging offenbar auch ein Kampf voraus. Darauf deuten ein umgestürzter Tisch, eine gekippte Sitzbank und zerbrochene Gläser hin. Am Tatort wurden mehrere Zettel mit Notizen in arabischer Schrift sichergestellt.

Hatte es in ersten Meldungen geheißen, die Ermordeten seien Diplomaten, so stellte sich dies im weiteren Verlauf des Abends als unhaltbar heraus. Vielmehr dürften die Toten mit größter Wahrscheinlichkeit einer Organisation iranischer Kurden angehört haben.

Täter und Opfer scheinen einander gekannt zu haben. An der Tür zur Tatwohnung wurden keine Spuren von Gewaltanwendung gefunden, was darauf schließen läßt, daß die Opfer sich entweder sicher fühlten oder ihren späteren Mördern Einlaß gewährten. Ungewöhnlich ist, so stellte die Polizei bei den ersten Erhebungen fest, daß am Donnerstagabend keiner der Bewohner des Hauses Linke Bahngasse 5, etwas Verdächtiges wahrgenommen haben will.

Noch während Staatspolizisten und Beamte des Sicherheitsbüros dabei waren, die Identität der Ermordeten zu klären, begann man, iranische Gruppen in Wien näher zu durchleuchten.

Bombenalarm in irakischer Botschaft

Klärung des Kurden-Attentats stockt

Michael Völker

Wien – Bombenalarm gab es Montag vormittag in der irakischen Botschaft in Wien-Innere Stadt. Das Sicherheitspersonal der Botschaft hatte beim routinemäßigen Durchluchten der Post eine Uhr mit Kabeln entdeckt. Die Alarmabteilung der Polizei rückte aus, Sprengstoffspezialisten untersuchten das Päckchen. „Unser Sachverständiger hat die vermeintliche Bombe als Armbanduhr identifiziert“, gab die Polizei zu Mittag bekannt. Keine Kabeln, keine Bombe, die Uhr war ein Geschenk.

Bei den Ermittlungen über das Attentat vom Freitag, bei dem drei Kurden in einer Privatwohnung in Wien-Landstraße erschossen wurden, ist die Staatspolizei noch keinen Schritt weiter gekommen. Kurden, Iraner und Iraker beschuldigen sich gegenseitig der Morde.

Sechs Leute nahmen an dem Treffen zwischen Kurden und

Vertretern des Iran teil. Die drei Kurden, unter ihnen Abdul Rahman Ghassamlou, der Chef der Demokratischen Kurdischen Partei, überlebten das Treffen, bei dem über eine Rückkehr Ghassamlous in den Iran verhandelt wurde, nicht.

Der sechste Verhandlungsteilnehmer, angeblich Offizier der „Pasdaran“, der iranischen Revolutionswächter, namens Mustafa, hatte das Treffen schon vor dem Attentat verlassen und ist seither verschwunden. Der Mann, der zum Zeitpunkt des Attentats einen Imbiß holen wollte, heißt Amir Bosorgian und gibt sich als Leibwächter des verletzten Iraners aus, der noch im Spital liegt. Mohammad Dschafar-Saharoudi, dem durch den Mund geschossen wurde, ist angeblich ebenfalls Mitglied der Pasdaran. Er ist kaum vernunftfähig.

Beide, Bosorgian und Dschafar-Saharoudi, geben an, den untergetauchten Teilnehmer nicht zu kennen. Hofrat Gün-

ther Marek, Polizei-Vizepräsident, sagt, daß die Identität dieses Mannes unbekannt, die kolportierten Namen falsch und daher eine Fahndung unmöglich sei.

Der schwerverletzte Dschafar-Saharoudi gab im Spital an, zwei oder drei Männer hätten plötzlich das Zimmer betreten und losgefeuert. Mehr wisse er nicht. Hofrat Marek ist skeptisch. Einem Leib-

wächter nimmt er nicht ab daß er das Treffen so einfach verlasse, um Essen zu holen. Der Mann wurde schon mehrmals verhört. „Unergiebig“ sagt Marek über die Gespräche. Bosorgian gibt kaum Auskunft und verwickelt sich in Widersprüche. Er befindet sich auf freiem Fuß und es gibt keinen richterlichen Beschluß, der ihn am Verlassen des Landes hindern könnte.



Polizeibeamte warten vor der irakischen Botschaft auf das Ergebnis ihrer Spezialisten: Die „Bombe“ wird schließlich als Armbanduhr identifiziert

Foto: Tim Rige

Irakische Botschaft schlug Alarm, im Kuvert war aber nur eine Armbanduhr

Nach Kurdenmorden gab es Alarm um „Briefbombe“

Die Terrorangst in Österreich hält nach dem Massaker an drei bedeutenden Kurdenführern in Wien an. Montag mittag schlug die irakische Botschaft Alarm: „Wir haben eine Briefbombe erhalten!“

Sofort wurde ein Sperrkreis um das Botschaftsgebäude Ecke Johannesgasse/Lothringerstraße, Wien-Innere Stadt, gezogen und ein Sprengstoff-sachverständiger verständigt. Ein Notarzt-Team stand bereit, der Experte arbeitete mit

Schutzhelm und -weste. Doch die „Höllmaschine“ (das Kuvert war von den Irakern röntgenisiert und als Bombe erkannt worden) entpuppte sich als Verlassenschaft:

Im Briefumschlag steckte – eine Armbanduhr, sowie Geld und Papiere eines kürzlich in Wien verstorbenen Irakers. . .

Die Ermittlungen der Polizei nach den Urhebern des Blutbades am vergangenen Donnerstag sind unterdessen ins Stocken geraten. „Der verletz-

te iranische Offizier kann nicht sprechen, und der bei dem Treffen ebenfalls anwesende Agent will scheinbar nicht“, resümierte am Montag ein Staatspolizist.

Die beiden mit Diplomaten-Pässen ausgestatteten Iraner, Mohammed Diafari-Saharoudi (alias Mohammed Rahimi) und der mysteriöse „sechste Mann“ bezogen – wie berichtet – am Dienstag ihr Zimmer im Wiener Hotel „Stieglbräu“, zahlten im voraus und zogen

am Mittwoch wieder aus. Wohin, ist der Polizei angeblich nicht bekannt. „Die iranische Botschaft sagt uns, daß sie mit der Abordnung keinen Kontakt hatte. Den Verschwundenen wollen sie überhaupt nicht kennen und meinten zu uns, sie würden selber gern mit ihm sprechen“, erklärte Stapo-Hofrat Werner Liebhart. (Über gegenseitige Beschuldigungen in der Affäre lesen Sie im Bericht links unten.)

PETER GROLIG ■

Auf vollen Touren läuft seit dem Wochenende das „Beschuldigungs-Karussell“ in Zusammenhang mit den Kurdenmorden in Wien-Landstraße. Während die staatspolizeilichen Ermittlungen immer deutlichere Aspekte bezüglich des Motivs an den Tag bringen, glauben Regierungen und politische

über diese abscheuliche Mordtat ans Licht bringen“ werden. Der DKP-Führer sei im Auftrag Teherans nach Wien gelockt und hier einer Verschwörung der iranischen Geheimdienste zum Opfer gefallen.

● Der vom Iran unterstützte Kurdenführer Jalal Talabani („Nationale Kurdistan-Front“) beschuldigte



→ Nach Kurdenmorden beim Geheimtreffen:

„Beschuldigungs-Karussell“ läuft

Gruppen, die Hintermänner des Massakers in den jeweils anderen Reihen gefunden zu haben:

● Der iranische Innenminister beschuldigte den Irak, den Terrorüberfall inszeniert zu haben. Doktor Ghassemloo hätte – nach der Zerstörung kurdischer Dörfer im Irak durch die irakische Armee – Bagdad den Rücken kehren und aus Protest in den Iran zurückkehren wollen. Das Teheraner Außenamt bedauerte zudem gegenüber dem österreichischen Geschäftsträger im Iran, Arnold Riedel, die „Schlaffheit“ der Wiener Staatspolizei bei den Ermittlungen!

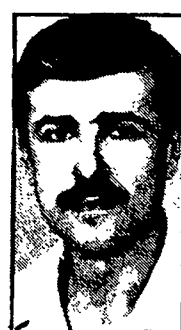
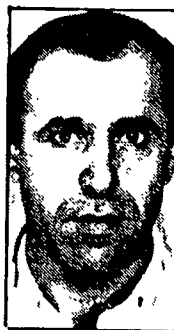
● Die irakische Botschaft in Wien erklärte hingegen, man sei zuversichtlich, daß die österreichischen Behörden die „volle Wahrheit

wiederum den Irak, allgemein destabilisierend zu wirken und in „terroristische Aktionen und Anschläge gegen kurdische Oppositionsführer in der ganzen Welt“ verwickelt zu sein.

● Daß der Überfall mit Sicherheit auf das Konto des Regimes in Teheran geht, ist schlußendlich die Aussage der „Volksmudjaheddin Iran“. Die Oppositionsgruppe stellte auch die eigenliche Tätigkeit der iranischen Teilnehmer an dem Wiener „Sechser-Treffen“ klar. . .

● Eine Sprecherin der DKP-Iran erklärte Sadegh Sharafkandi zum Nachfolger des Ermordeten Doktor Ghassemloo. Eine Verwicklung kurdischer Gruppen in das Attentat sei ihr zufolge „nicht erkennbar“.

P. GROLIG ■



Repros: Schaffer, Franziska, AP
Wer steckt hinter den Morden an Ghaderi-Azar, Dr. Ghassemloo und Dr. Rasoul (v.l.)?



Terror und Heuchelei als Verbündete

Was Iran mit dem Kurdenmord zu tun hat

Von Gerhard Bitzan

Der Zeitpunkt mag zufällig sein, die Optik ist dennoch äußerst schlecht. Während in Wien drei Kurden im Kugelhagel sterben müssen, die Polizei tagelang ebenso fieberhaft wie ergebnislos nach den Terroristen sucht, findet in Teheran ein Gipfel ganz besonderer Art statt: Vertreter moslemischer Parteien und Milizen aus dem Libanon sowie von Palästinenserorganisationen haben die Bildung einer „Vereinigten Front gegen die maronitischen Kräfte“, gegen die irakische Präsenz im Libanon sowie gegen die „zionistischen Feinde“ aufgerufen.

Im Klartext heißen diese Parolen nichts anderes als der Aufruf zur endgültigen Niederwerfung der (maronitischen) Christen im Libanon sowie zum verstärkten Kampf gegen Israel. Wer mit der Terminologie der iranischen Machthaber vertraut ist, weiß, daß ein „Kampf gegen die Unterdrücker“ – und das sind laut Teheran nicht nur Israel und Irak, sondern der gesamte Westen – mit allen Mitteln geführt werden darf, auch mit terroristischen. Denn nach iranischer Lesart ist Terror gegen einen „Unterdrücker“ nur legitime Notwehr.

Mit diesem Treffen hat Teheran demonstriert, daß es sich auch in einer Nach-Khomeini-Ara durchaus als Vorreiter des „Kampfes gegen den Imperialismus mit allen Mitteln“ sieht. Es hat außerdem gezeigt, daß es weiter als Koordinator für viele Organisationen fungieren will – von „normalen“ Widerstands- bis zu gefährlichen Terrorgruppen.

Zu denken gibt weiters die Anwesenheit und große Übereinstimmung bei dem Treffen zwischen der islamisch-radikalen Hisbollah-Gruppe und Ahmed Jibril, dem Chef der „Volksfront zur Befreiung Palästinas-Generalkommando“ (PFLP-GC). Internationale Terrorfahnder wissen von diesen beiden, daß sie sich durchaus nicht auf die traditionellen Aktionsgebiete Libanon und Israel konzentrieren, sondern weltweit agieren.

Islamische Terroristen „arbeiteten“ in den vergangenen Jahren ziemlich ungeniert in Europa. Man erinnere sich nur an die Hammadi-Verhaftung und seinen Prozeß in der Bundesrepublik Deutschland oder an Morde, die im Zusammenhang mit der Rushdie-Affäre standen.

Meistens wird von der Polizei der Schleier des Geheimnisses darüber gelegt. So ist erst vor knapp zwei Wochen durch einen Zufall zutage gekommen, daß die Münchner Sicherheitskräfte einen jungen Libanesen festgenommen haben, einen islamischen Fanatiker, der mehrere Anschläge in der Bundesrepublik geplant hatte.

Als zweite große Terrororganisation hat sich inzwischen die PFLP-GC unter Jibril herausgebildet, die mehr und mehr von ihrem rein anti-israelischen Kampf abbrückt. Amerikanische und deutsche Geheimdienste haben jetzt ziemlich eindeutig nachgewiesen, daß Mitglieder der Jibril-Organisation für den Anschlag auf die PanAm-Maschine im vergangenen Jahr über dem schottischen Lockerbie verantwortlich sind. Ob der Befehl dazu aus Damaskus oder aus Teheran kam, ist noch nicht zweifelsfrei geklärt.

Auf diesen vielschichtigen allgemeinen Hintergrund verweisen Experten, wenn sie den jüngsten Terroranschlag auf ein Kurden-treffen in Wien analysieren. Zuerst zeige die Durchführung des Attentates, daß es sich um Terrorprofis gehandelt habe. Und weil solche immer wieder mit iranischer Billigung und Hilfe ausgebildet und finanziert würden, zeuge es von Heuchelei, wenn iranische Regierungsvertreter jetzt österreichische Laxheit bei der Verfolgung der Terroristen kritisierten.

Zweitens wird darauf hingewiesen, daß Irans Einstellung zum Terror äußerst ambivalent ist. Es läge durchaus in Teherans Logik, Friedensverhandlungen mit den Kurden zu führen und diese dann zu liquidieren. Immerhin stand der ermordete Kurdenführer

Ghassemlou zehn Jahre auf der Todesliste der Khomeini-Härscher. Und selbst für einen sogenannten Gemäßigten wie den Parlamentspräsidenten Rafsandjani wäre „ein toter Feind nur ein Feind weniger“.

Dazu kommt laut Kurdenvertretern, daß es in Iran „nicht nur zwei Strömungen gibt“. Hervorzuheben ist vor allem jene Fraktion um Innenminister Mohtashami, der jetzt so vehement alle Vorwürfe in der Kurdensache zurückgewiesen hat. Mohtashami ist ein glühender Verfechter des Revolutionsexportes mit allen Mitteln und ein Gegner jeden Kompromisses. Er wird von Kennern auch oft als der wirkliche „Pate des Terrors“, als Auftraggeber für die verschiedensten Anschläge in aller Welt, bezeichnet. Gefährlich macht ihn vor allem seine Nähe zu den fanatischen Teilen der Revolutionswächter.

Natürlich weisen iranische Vertreter dies vehement von sich. Sie lokalisieren den möglichen Kreis der Täter ganz woanders: in Irak, bei den oppositionellen Volksmudjaheddin und bei rivalisierenden kurdischen Gruppen, wobei eine ganz besonders hervorgehoben wird – die Komole. Dies ist eine streng marxistische Organisation iranischer Kurden, die sich mit dem „offiziellen Verteter“ der iranischen Kurden, dem ermordeten Ghassemlou, zerstritten hat.

Die Komole gilt als besonders grausam und wird für brutales Vorgehen gegen alle Andersdenkenden und Kompromißsucher verantwortlich gemacht.

GÜNAYDIN

18 TEMMUZ 1989 SALI

18 JULI 1989 DIENSTAG NO: 2885/29

Iranlı Kürt Lider Dr. Kassemli'nun ölümünden, Irak'tan destek gören Halkın Mücahitleri sorumlu tutuluyor

"Saddam öldürttü"

● Avrupa'daki Kürt kaynakları, İran Kürdistan Demokratik Partisi liderinin, İranlı yetkililerle "Barış görüşmelerine" oturması üzerine Irak tarafından öldürüldüğünü savundular

Ardan ZENTÜRK

A vusturya'nın başkenti Viyana'da, geçtiğimiz perşembe günü, İranlı yetkililerle, "Barış görüşmeleri yaptığı" sırada öldürülen, İran Kürdistan Demokratik Partisi Genel Sekreteri Dr. Abdurrahman Kassemli'nun Irak desteğinde Humeyni rejimine karşı savşan İranlı muhalif grup, Halkın Mücahitleri Örgütü tarafından öldürüldüğü yolundaki iddialar yoğunluk kazanıyor.

İran Kürdistan'ın da büyük bir gerginliğin doğmasına neden olan suikast ile ilgili olarak bilgisine başvurduğumuz Kassemli'nun Avrupa'daki danışmanları, "Humeyni'nin vasiyetinde Kürt sorununun 'Barışçı metodlarla' çözülmesini istemesi üzerine Tahran'daki yetkililerle, Kassemli arasındaki görüşmeler hız kazanmıştı. Kassemli ve İranlı yetkililer, suikast gününe kadar sayısız gizli toplantılar yaptılar. Kassemli, İranlı yetkililere, bu ülkede yaşayan Türkler için bir 'Özerklik' istemediğini fakat İran Kürdistan'ın da Kürtçe radyo yayını, Kürtçe eğitim, yerel yönetimlerin Kürtlerde bulunması, bu yerel yönetimlerin Kürtler

in hastahane gibi, sosyal kuruluşlar kurması gibi konuları içeren bir öneri paketi sundu. İranlı yetkililer ise, bu önerilerin şu andaki siyasi şartlar altında çok ileri olduğunu fakat uzun vadede sorunun bu yolla çözümlenebileceğini söylediler. Bu gelişme, Irak'taki Saddam Hüseyin rejimini rahatsız etti" dediler.

Yıllar süren gerginlik

Kassemli'nun Tahran'daki rejime karşı Irak desteğinde mücadele eden Halkın Mücahitleri Örgütü Lideri Mesut Recavi'nin yönettiği "Direniş Ulusal Konseyi"nden 1983 yılında ayrılmak zorunda kaldığını ve o tarihten bu yana Recavi tarafından "İşbirlikçi" olarak suçlandığını hatırlatan kaynaklar, "Halkın Mücahitleri Örgütü, Kassemli'yu ortadan kaldırmak için fırsat kolluyordu. İran ile pazarlık masasına oturunca da, Saddam Hüseyin'e hoş görünmek için suikasti düzenlediler" şeklinde konuştu.

Aynı kaynaklar, Dr. Kassemli'nun, Türk-İrak sınırındaki Kürtlerin Bağdat yönetimi tarafından Irak'ın güneyine zorunlu göçe tabi tutulmasına ve Saddam yönetiminin Halepçe kat-

liamı başta olmak üzere Kürt halkı üzerine kimyasal silahlar yağdırmasına da sert bir şekilde karşı çıktığını da hatırlatarak, "Kassemli'nun bu politikası Irak yönetimini rahatsız etti" dediler.

Tahran'ın yorumu

Tahran Radyosu, suikast sonrası yaptığı yorumda, Kassemli'nun son aylarda Irak yönetimiyle arasının açık olduğuna dikkat çekti. Kassemli'ya yakın kaynaklar, "Kassemli, bir Irak kuklası olmadı. Bu nedenle, Irak, İran Kürdistan Demokratik Partisi'nin bölünerek, Kassemli'nun görevden ayrılmasına çalıştı. Ancak, partinin merkez komitesinden 15 kişiyi kandırabildi. Kassemli'nun bu Irak operasyonunda sarsılmaması Bağdat'ı daha da telaşlandırdı" dediler.

Bu arada, Halkın Mücahitleri Örgütü Lideri Mesut Recavi de yaptığı açıklamada, suikasti kınayarak, "Bu caniler, hiç kuşkusuz ki, Humeyni'nin terörist rejiminden aldıkları talimatı yerine getirdiler" dedi.

Viyana'da soruşturma

Bilgisine başvurduğumuz Viyana güvenlik birimleri yetkilileri ise, saldırganların 6 veya 8 kişiden oluşan bir tim olduğuna inandıklarını belirterek, "Bunlardan üçü, yüzleri maskeli olarak, toplantının yapıldığı daireye girecek, yakın mesafeden Dr. Kassemli ile yardımcıları Abdullah Kaderi ve Dr. Fazıl Mahmut Resul'ü yakın mesafeden vurmuşlar. Apartmanın dışında bacağından yaralı olarak bulunan İranlı Muhammed Diafari Sahrodi hakkındaki soruşturma da sürüyor" dediler.

"Kassemli cinayetini" soruşturma görevli Dedektif Werner Liebert, saldırganların arkalarında susturucu takılmış üç adet silah bıraktıklarını belirtirken, Viyana'daki İran Büyükelçiliği yetkilileri, yaralı İranlı Sahrodi'nin yardımına bir başka İranlı'nın koştüğünü da belirlendiğini, olay sırasında Dr. Kassemli'nun koruma görevlilerinin olay muhallinden uzakta bulduklarını söyledi. Yaralı İranlıya yardımcı olan kişinin kimliği polis tarafından açıklanmadı ve halen sorguda bulunduğu belirtildi.

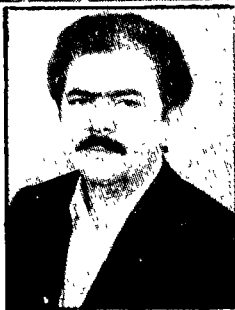
İran açıklaması

Bu arada, İran İçişleri Bakanı Ali Ekber Muhtesemi, ülkesiyle Kassemli arasında bir pazarlığın sürdüğünü kabul ederek, "Bu görüşmeler Kassemli ve taraftarlarının affedilerek İran'a dönüşleri konusundaydı. Irak bu cinayetle gelişmeleri engelledi" dedi.



Parmaklar, Recavi'yi gösteriyor

Viyana'nın merkezindeki bir apartman katında öldürülen Kürt Lider Dr. Kassemli ve iki arkadaşının cenazeleri büyük bir ihtimalle önümüzdeki perşembe günü gömülecekleri Paris'e gönderildiler. Halkın Mücahitleri Örgütü'nün Lideri Mesut Recavi (sağda), suikastın arkasında olmakla suçlanıyor ...



Dr. Kassemli son söyleşilerinden

birini GÜNAYDIN'la yapmıştı ...

"Türkiye'ye şükran borçluyuz"

● İranlı Kürt lider, PKK'nın Türkiye'de terör faaliyetlerine karşı olduğunu belirterek, "Türkiye'nin yaptığı yatırımlar, halkımızın yaşam düzeyinin artmasına neden oluyor" demişti ...

Osman İKİZ

STOCKHOLM, (Günaydın)- Geçtiğimiz perşembe günü bir suikast sonucu ölen İran Kürdistan Demokratik Partisi Genel Sekreteri Dr. Abdurrahman Kassemli, Sosyalist Enternasyonal Genel Kurulu için geldiği İsveç'in başkenti Stockholm'de GÜNAYDIN'a verdiği demeçte, "Kürt halkının yaşam koşullarının her geçen gün geliştiğini Türkiye'ye müteşekkirimiz" demiş, PKK'yı asla desteklemediğini söylemişti.

Dr. Kassemli'nun, 20 Haziran günü GÜNAYDIN'a yaptığı açıklamalar şöyle:
S-Türkiye ile ilişkilerinizde son durum nedir?

"Kürtlerin durumunun en iyi olduğu ülke Türkiye'dir"

C- Türkiye'ye müteşekkirimiz. Bölgede Kürtlerin durumunun en iyi olduğu ülke Türkiye'dir. Türkiye'nin genel olarak gelişmişlik düzeyinin artmasına paralel olarak Kürtlerin durumlarının da düzeleceğine inanıyorum. Bölgede ciddi ekonomik gelişmeler göze çarpıyor. Buna paralel olarak, Türkiye'de demokratik hak ve özgürlüklerde genişleme olanakları da artıyor. Bütün bunlardan Kürt halkı da yararlanacaktır. Halepçe katliamından sonra Türkiye'nin kabul ettiği Kürtler için gerçekten müteşekkirimiz. Türkiye'ye binlerce teşekkürler.
S- Türkiye'deki durumu nasıl değerlendiriyorsunuz?

C- Şunu hemen belirteyim ki, özgürlük mücadelesi ile terör çok farklı şeylerdir. Terör yoluyla ulusal kurtuluş hareketini başarıya ulaştırmış hiçbir halk yoktur. PKK'nın, Türkiye'de yaptıklarını asla benimsemiyoruz. PKK'nın yaptığı gibi özgürlük mücadelesi verilemez. Türkiye'de illeki içinde olmadığımız tek grup PKK'dır.

S- İran'daki durumu nasıl değerlendiriyorsunuz?
C- Biz, İran'da, kesin olarak otonomi istiyoruz. Bugün için ayrı ve bağımsız bir devlet kurup, onu yaşatma şansımız yok. Çünkü, Kürtler bölgede çok çeşitli ülkelerde yaşıyorlar. Bu yüzden bizim İran'dan ayrılmak gibi bir çabamız da yok. Tek istediğimiz Otonomidir. Zaten, İran'da mollar rejimi devrilmeyen, yeni bir devlet kurulamaz.

S- Humeyni'nin ölümü, bölgedeki olanaklarınızı artırdı mı?
"Humeyni'nin ölümü işlerimizi kolaylaştırdı"

C- Evet, Humeyni'nin ölümü işlerimizi kolaylaştırdı. Fakat tekrar ediyorum, bu ülkede tam anlamıyla bir mollar rejimi vardır ve bu insanlar iktidarda çok güçlüdürler. Ancak, bugüne kadar gerek İran içinde, gerekse İran dışında yaptığımız temaslar ve diyaloglar, otonom bir devlet kurabileceğimizi gösterdi. Umutluyuz.



Abdurrahman Kassemli kimdir?

Kassemli'yu kim öldürttü?

● Viyana'da öldürülen, İran Kürdistan Demokratik Partisi Genel Sekreteri Dr. Abdurrahman Kassemli'nun Halkın Mücahitleri Örgütü tarafından öldürüldüğü yolundaki iddialar yolumluk kazanıyor.
•Yazısı 6'da



1930 yılının aralık ayında Urmiye kenti yakınlarındaki Kasimli Vadisi'nde doğdu. Okul çağlarında İran Kürdistan Demokratik Partisi'nin kurucusu Muhammed Gazi'nin fikirlerinin etkisi altında kaldı. Gazi'nin 1947 yılında idam edilmesinden sonra Irak'a kaçtı, daha sonraki yılları Avrupa'da bir "Sol sürgün" olarak geçti, Paris ve Prag'da ekonomi-politika öğrenimi gördü, Sorbonne Üniversitesi'nde öğretim görevlisi olarak görev yaptı. 1960 ve 1970'lerde Şah rejimine karşı İranlı Kürtler'in ayaklanmasını düzenledi. 1973 yılında partinin genel sekreterliğine getirildi. 1979'daki Humeyni Devrimi'nden beş ay önce İran'a girerek, ülkenin batısındaki toprakların büyük bölümünü kontrol altına aldı. Fakat İran ordusu ve Devrim Muhafızları ayaklanmayı bastırma-ya başardılar. Tahran rejimine karşı savaşında Irak'tan yardım gören Kasimli, Irak'taki Kürt halkına yönelik saldırıları ve Halepçe'deki Kürt katliamını kınamasıyla dikkat çekti. Toplam sekiz dil bilen Kasimli, bugüne kadar Kürt halkının yetiştirdiği en iyi eğitilmiş lider olarak tanınıyordu.. Kasimli, iki kız çocuk sahibiydi.

ΣΤΟΝ ΕΒΡΟ**Ειδήσεις - Ελλάδα**

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΥΠΟΛΗ, 17.

ΤΡΕΙΣ ΚΟΥΡΔΟΙ τουρκικής υπηκοότητας σκοτώθηκαν χτες στην περιοχή του Εβρου, όταν στην προσπάθειά τους να περάσουν στο ελληνικό έδαφος έπεσαν σε ναρκοπέδιο.

Στις 4.30 χτες το πρωί οι Κούρδοι Χασάν Χαουρί Χακούιν 28 χρόνων, Μασούμ Σαντίμ 33 και Αλίς Χαζίμα

Κομμάτια 3 Κούρδοι σε ναρκοπέδιο

34, πέρασαν το ποτάμι του Εβρου κολυμπώντας. Στο ύψος του χωριού Καστανιές μήκαν στο ελληνικό έδαφος. Φαίνεται όμως ότι οι Κούρδοι δεν γνώριζαν καθόλου την περιοχή και επειδή ήταν και νύχτα έπεσαν στο ναρκοπέδιο. Έτσι κάποιος από τους τρεις πάτησε πρώτος τη νάρκη ακολούθησαν απανωτές εκρήξεις και σκοτώθηκαν και οι άλλοι δύο. Από τις εκρήξεις αναστατώθηκαν οι κάτοικοι του χωριού Καστανιές και αμέσως ξεκίνησαν για την περιοχή που ακούστηκαν οι εκρήξεις ομάδες στρατιωτών ανάμεσά τους υπάρχουν και ναρκαλιευτές - και ομάδες αστυνομικών οι οποίοι βρήκαν τα πτώματα.

Υπενθυμίζεται ότι πριν από ένα χρόνο περίπου, στην προσπάθειά τους να περάσουν και αυτά παράνομα στην Ελλάδα σκοτώθηκαν ακριβώς με τον ίδιο τρόπο δύο Ιρανοί.

Επίσης πριν από τρεις περίπου μήνες πνίγηκε ένας Ιρανός όταν προσπαθούσε να περάσει τον Εβρο για να μπει παράνομα στο ελληνικό έδαφος. Ο Ιρανός παρασύρθηκε από τα νερά του ποταμού.

I. Proti
17.07.89

«Η ΠΡΩΤΗ» Δευτέρα 17 Ιουλίου 1989



Κομματιάστηκαν σε ναρκοπέδιο τρεις Κούρδοι

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΥΠΟΛΗ (Γραφείο βόρ. Ελλάδας). Κομματιάστηκαν στην κυριολεξία τρεις Κούρδοι πατριώτες, όταν προσπαθώντας να περάσουν στο ελληνικό έδαφος, για να γλιτώσουν από τα νύχια του τουρκικού φασιστικού καθεστώτος, έπεσαν πάνω σε ναρκοπέδιο.

Οι Κούρδοι αντιστασιακοί Χασάν Χασουρί 28 χρόνων, Μασούμ Σαντίτ 33 χρόνων και Αλιζα Κοζμί 34 χρόνων, λίγο μετά αφότου πέρασαν τον ποταμό Εβρo, κι ενώ πίστευαν ότι πλέον σώθηκαν από την τουρκική αστυνομία που τους καταδίωκε, έπεσαν σε ναρκοπέδιο στην

περιοχή των Καστανιών Ορεστιάδας με συνέπεια να βρουν τραγικό θάνατο.

Τα πτώματά τους μεταφέρθηκαν οικτά διαμελισμένα στο νοσοκομείο Ορεστιάδας για νεκροψία ενώ έρευνες διενεργούν οι αρμόδιες στρατιωτικές και αστυνομικές αρχές.

Πρέπει να σημειωθεί ότι την περασμένη Πέμπτη, πνήγισε στον Εβρο, ενώ προσπαθούσε να περάσει κι αυτός στο ελληνικό έδαφος, ένας Ιρανός αντικαθεστωτικός, ενώ πάνω από 10 Τούρκοι και Κούρδοι ανταρτιστές βρήκαν τραγικό θάνατο στην περιοχή των ελληνοτουρκικών συνόρων από τις 12 Σε-

πτεμβρίου του 1980 — που επιβλήθηκε το φασιστικό καθεστώς Εβρoν - Οχάλ με πραξικόπημα — μέχρι σήμερα, ενώ προσπαθούσαν να διαφύγουν από την καταδίωξη των τουρκικών αρχών και να περάσουν στην ελευθερία.

Στη Ρόδο

Δέκα Κούρδοι βγήκαν προχθές τα ξημερώματα στο Καστέλλι και ζήτησαν πολιτικό άσυλο. Επίσης ένας Τούρκος βγήκε στη Ρόδο ζητώντας πολιτικό άσυλο. Όλοι ισχυρίστηκαν ότι είναι αντίθετοι με το τουρκικό καθεστώς.

La muerte de Ghasemlú, cierra la vía a la negociación con Teherán

El dirigente kurdo era el mejor interlocutor con los países occidentales

CAROL PRUNHUBER

París. La muerte de Abdul Rahman Ghasemlú deja tras de sí un amargo sabor a traición y grandes interrogantes sobre el futuro del pueblo kurdo. Gran defensor de la democracia, Ghasemlú, jefe político y militar, mantuvo en jaque a los 200.000 soldados del ejército iraní con sus 12.000 «peshmergas» (combatientes kurdos). Su principal reivindicación se resumía en la consigna del partido, «Democracia para Irán, autonomía para el Kurdistan».

Ghesemlú, de 59 años, nació en el norte del Kurdistan iraní. Fue el último hijo de la última esposa de un señor feudal de avanzada edad. Solía decir que cuando tuviese tiempo escribiría una novela autobiográfica. La primera escena la

situaba en 1930, durante una reunión entre Simko, un jefe independentista kurdo y los militares del Sha Reza Palevi. Iban a negociar, pero Simko fue asesinado a traición en esta reunión. En una casa cercana se oía el llanto de un niño recién nacido. «Ese niño sería yo», decía Ghasemlú. No sabía entonces cuán premonitoria era esta transposición literaria.

Hábil político y diplomático, Ghasemlú nunca reivindicó la independencia sino la autonomía dentro de Irán. En sus viajes a España (1987, 1988) se interesó mucho por los estatutos de autonomía que se habían alcanzado con la llegada de la democracia. Era un estratega militar pero también un economista formado en París y Praga y un valioso interlocutor pa-

ra los países occidentales. Mantenía muy estrechas relaciones con el partido socialista francés y era amigo personal del ex canciller austriaco Bruno Kreisky.

Elegido secretario general del PDKI en 1973, su vida fue un largo exilio con periodos de lucha clandestina en Irán. Regresó a su país con el triunfo de la revolución, en 1979 y ese mismo año fue elegido, con un 85 por ciento de los votos, diputado del Kurdistan en la asamblea de expertos para elaborar una nueva constitución. Por fortuna no asistió a la primera reunión pues Jomeini había decretado su muerte. El 19 de agosto el régimen islámico lanzó la guerra contra los kurdos y Ghasemlú asumió la lucha armada.

Era un hombre polifacético,

con un fino sentido del humor, que podía cambiar su vestimenta kurda por un traje sobrio y elegante en París. Podía escribir con gran estilo un discurso en francés (una de las siete lenguas que dominaba) y luego ponerse la pistola al cinto y comportarse como un guerrero en el sentido más épico del término.

Solía decir que «practicar la democracia a veces cuesta caro» pero sabía que su lucha no era sólo contra el régimen de Teherán sino contra una tradición atávica de paternalismo y lazos tribales en su pueblo. Era ateo pero siempre respetuoso con la religión de su gente. Los que tuvimos la suerte de conocerlo sentimos hoy como un latigazo la inexorabilidad de su ausencia.

La oscura trama del «crimen de Viena»

Acusaciones cruzadas entre Irán e Irak sobre la autoría del triple asesinato

París. «Sólo los emisarios del gobierno iraní estaban al tanto de estas conversaciones, para nosotros está claro que ha sido el régimen de Teherán el responsable de la matanza», el portavoz del PDKI (partido democrático del Kurdistan de Irán) en París, contactado por teléfono por EL INDEPENDIENTE, responde así de tajante a la pregunta sobre la identidad de los autores del triple asesinato de Viena. Según este portavoz del PDKI, el diplomático iraní, Yafar Sahrarudi, que resultó herido en el asalto, era un representante «personal» del presidente del parlamento iraní, Ali Akbar Hachemi Rafsanyani. Yafar Sahrarudi, que ha sido arrestado por la policía austriaca pero que debido a las graves heridas recibidas en la garganta, no ha podido aún responder en profundidad a los interrogatorios, parece ser una personalidad clave a la hora de desvelar los «hilos» de esta oscura trama. La policía austriaca ha informado de que una de las armas utilizadas era de fabricación española.

Por otra parte, el jefe de la Unión Patriótica del Kurdistan (UPK) de Irak, Jalal Talebani, que había estado junto a a Abdul Rahman Ghasemlú, en España hace apenas tres meses, ha acusado en

un comunicado hecho público en Viena, al jefe del estado iraquí, Saddam Hussein y a «los círculos que le son próximos» de estar detrás del asesinato de los tres dirigentes kurdos, el pasado jueves en Viena. «Este atentado dice el comunicado del UPK- hace fracasar una prometedora iniciativa para llegar a una solución pacífica del problema kurdo en Irán».

Estas diferencias en cuanto a la atribución de los asesinatos de Viena, entre las dos organizaciones kurdas quizás más importantes, PDKI y UPK, son reflejo de la peculiar situación de este pueblo atrapado en los conflictos de intereses de los regímenes de los que dependen y frente a los que luchan. Para el UPK, que representa a la más fuerte organización de los kurdos de Irak, el principal enemigo es el régimen de Bagdad mientras que para el partido al que pertenecían los tres dirigentes asesinados, el combate más duro es frente al régimen islámico de Teherán.

El cuerpo de Abdul Rahman Ghasemlú, será enterrado hoy en el cementerio Pere Lachaise de París tras haber estado expuesto en una capilla ardiente en la sede del Instituto Kurdo de la capital francesa. (AFP/corresponsal)

EL INDEPENDIENTE / 17



Abdul Rahman Ghasemlú, dirigente kurdo asesinado en Viena

JOSE CABALLERO

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

6L6L
FRAD558 4 I 0145 AUT /AFP-0235
Autriche-Kurdes

La veuve d'un dirigeant kurde assassiné à Vienne accuse l'Iran

VIENNE, 19 juil (AFP) - La veuve du secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), M. Abdel Rahman Ghassemlou, qui a été assassiné jeudi dernier à Vienne avec deux autres dirigeants kurdes, a accusé mercredi, à la suite d'entretiens avec la police autrichienne "des représentants du régime iranien" de ce crime.

Lors d'une conférence de presse à l'aéroport de Vienne-Schwechat, Mme Helene Ghassemlou, originaire de Prague, a "eu l'impression que les autorités autrichiennes possèdent également des informations qui indiqueraient que des cercles iraniens" ont perpétré l'attentat. Le PDKI accuse aussi l'Iran.

Mme Ghassemlou s'est rendu à Vienne mercredi pour transférer le corps de son mari à Paris, où il doit être inhumé jeudi.

akp/gb idf

AFP 192304 JUL 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR
FRAD377 4 I 0260 FRA /AFP-0077
Autriche-Kurdes
Le PDKI renouvelle ses accusations contre l'Iran après l'assassinat de trois Kurdes à Vienne

PARIS, 19 juil (AFP) - Le parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a renouvelé mercredi au cours d'une conférence de presse ses accusations contre l'Iran, qu'il tient pour responsable de l'assassinat, le 13 juillet à Vienne, de trois Kurdes dont le secrétaire général du PDKI, Abdul Rahman Ghassemlou, venu négocier avec des émissaires du gouvernement iranien.

Les deux autres victimes étaient le représentant du PDKI en Europe, Abdullah Ghaderi, et un universitaire kurde irakien de citoyenneté autrichienne, Fadhil Rassoul.

Au cours de cette conférence de presse qu'il présidait, le président de l'Institut kurde de Paris, M. Kendal Nezan, a souligné que ce triple meurtre, perpétré par un commando dans l'appartement où se tenait la rencontre, avait eu lieu le quarantième jour après la mort de l'Imam Khomeiny, "comme s'il s'agissait d'un sacrifice post-mortem".

Le PDKI a par ailleurs balayé toute idée selon laquelle une "faction" iranienne ou même des Moudjahidine du Peuple seraient à l'origine du triple assassinat.

Les obsèques d'Abdullah Rahman Ghassemlou auront lieu jeudi à 14 h 30 au cimetière du Père Lachaise, précédées par une manifestation de la République du Père Lachaise à l'appel de plusieurs associations françaises dont "Médecins du Monde" et "Aide médicale internationale". Une chapelle ardente sera dressée de 10 heures à 13 heures à l'Institut kurde de Paris, 106 rue Lafayette.

cc/sb idf

AFP 191813 JUL 89



MITTWOCH, 19. JULI 1989

Polizei-Pannen Grund für das beharrliche Schweigen?

Haftbefehle gegen entwischte Iraner!

Nun dürfte klar sein, weshalb sich die Wiener Staatspolizei nach den Kurdenmorden in der vergangenen Woche in Schweigen hüllt: Nicht wegen der „Gefährdung des Ermittlungsergebnisses“ oder „weil der Akt gerichtsanhängig ist“ (Hofrat Liebhart zum KURIER), sondern eher um Pannen bei der eigenen Arbeit zu verheimlichen! Zwei „Kronzeugen“ des Massakers, die den Fahndern entwischt sind, werden jetzt mittels Haftbefehlen gesucht.

„Er ist nicht mehr in Polizeigewahrsam“, hatte der Leiter der Ermittlungen, Hofrat Werner Liebhart, am Montag dem KURIER über den 31jährigen Amir Mansur Bosorgian, dem am „Sechser-Treffen“ betei-

ligten iranischen Sicherheitsbeamten, erzählt. Weniger zutreffend als der Kommentar des Stapo-Chefs war hingegen seine Aussage, der Agent würde „jederzeit zu Gesprächen zur Vefügung“ stehen:

Bosorgian soll es schon am Sonntag – nach seiner Einvernahme – vorgezogen haben, unterzutauchen. Er wird in der iranischen Botschaft vermutet. Ebenso der „sechste Mann“, von dem die Polizei noch am Sonntag behauptet hatte, man würde ihn gar nicht kennen.

Bei ihm handelt es sich um den 32jährigen Mustafa Haji (alias Hajifadi), Besitzer eines Diplomatenpasses, der angeblich bereits kurz nach dem Massaker namentlich bekannt war. Wahrscheinlich konnte

er, mangels geeigneter Überwachung, in seiner Botschaft in der Jaurèsgasse 3, Wien-Landstraße, Zuflucht finden.

Die diplomatische Vertretung wird derzeit nicht nur von uniformierten, sondern auch von Polizisten in Zivil überwacht: Sie warten auf die flüchtigen „Kronzeugen“, die mittels Haftbefehlen gesucht werden. Als Grund der gerichtlichen Ausschreibung wird pikanterweise der Paragraph 95 des Strafgesetzbuches („Unterlassung der Hilfeleistung“) angeführt . . .

„Unsere Vermutung“, daß der Iran hinter dem Anschlag steckt, wird durch die derzeitige Lage noch verstärkt“, meint man in Staatspolizeikreisen.

PETER GROLIG ■

La résistance kurde perd un grand homme



Avec la mort de M. Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), abattu jeudi 13 juillet, au soir, à Vienne, avec deux autres dirigeants kurdes, c'est une grande figure de la résistance kurde transfrontalière qui disparaît. Cet assassinat — une «exécution», dira la police autrichienne — dont les circonstances et les auteurs nagent encore dans l'imprécision, porte un rude coup au mouvement de libération nationale kurde en Iran, mais aussi dans les quatre autres Etats du Proche-Orient où les Kurdes combattent pour leur émancipation. Il intervient à un moment où le chef du PDKI, fidèle à une volonté de dialogue qui ne l'a jamais quitté depuis qu'il anime la résistance kurde en Iran, pensait pouvoir relancer la négociation avec l'Iran de l'après-Khomeiny. Téhéran qui, quels que furent les régimes, niait la réalité kurde au nom de l'intégrité du pays, semblait d'ailleurs vouloir répondre favorablement à des avances que certains n'avaient de toute évidence pas intérêt à voir se concrétiser.

La cause kurde qui a toujours été utilisée à des fins tactiques par les Etats où elle s'exprime, avait subi le contre-coup de la guerre Iran-Irak, jetant les Kurdes d'Irak dans les camps de l'Iran et les Kurdes d'Iran dans celui de l'Irak. Une présentation quelque peu schématisée d'alliances contre-nature, mais qui permet encore aujourd'hui, après le cessez-le-feu irano-irakien, de comprendre la situation des Kurdes plus que jamais écartelés.

M. Ghassemlou n'avait quant à lui jamais choisi radicalement le parti de Bagdad ; son combat national plonge ses racines dans la république indépendante kurde de Mahabad, au lendemain de la seconde guerre mondiale, dont la chute l'avait contraint à se réfugier en URSS. Après cet échec de l'expérience éphémère mais riche en symboles, d'une indépendance kurde, l'idée s'était confirmée en lui que l'autonomie du Kurdistan d'Iran était l'horizon politique le plus concret pour son pays. Economiste de formation, cet homme, dont les capacités de théoricien avaient su s'allier au courage du peshmerga (résistant kurde) dans le feu de la guérilla, était persuadé que l'avenir de son peuple était solidaire de celui d'un Iran qu'il s'agissait de démocratiser, l'union du peuple kurde par-delà les frontières tenant à court terme plus du symbole que de la realpolitik.

Démocrate convaincu, puisqu'il avait pris partie en 1968, pour le printemps de Prague, et devait quitter la Tchécoslovaquie où il résidait pour la France après l'intervention soviétique, sa modération avait suscité bien des inimitiés, sans que celles-ci puissent entamer une popularité acquise sur le terrain.

Pendant les premières années de la Révolution islamique en Iran, il avait pu mobiliser les forces kurdes au point de faire reculer les pas-darans iraniens et de doter le Kurdistan d'Iran d'un statut de quasi-autonomie. Des succès dus à une alliance plus conjoncturelle que politique avec le régime de Bagdad et qui n'attendaient pas le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak pour se transformer en une série de revers, contraignant les peshmergas à abandonner leurs positions et M. Ghassemlou à se réfugier en Irak en 1987.

Le chef du PDKI n'en renonça pas pour autant à sa conviction qu'un dialogue reste possible avec Téhéran, une conviction qui avait notamment occasionné la rupture avec les Moudjahidines du Peuple de M. Messoud Radjavi, eux aussi

réfugiés à Bagdad, entraînant le retrait du PDKI du Conseil National de la Résistance présidé par M. Radjavi.

La présence aux côtés de M. Ghassemlou de M. Abdullah Ghaderi-Azar, secrétaire adjoint du PDKI et surtout de M. Fadhil Rasoul, Kurde d'Irak farouchement opposé au régime de Saddam Hussein (et intermédiaire déclaré entre les autorités iraniennes et M. Ghassemlou), tous deux également tués lors de l'attentat, tendrait en tout cas à prouver que les intentions affichées depuis quelques temps par le leader du PDKI de se rendre à Téhéran reposaient sur des bases concrètes. Mais si l'hypothèse d'un règlement de comptes inter-kurde téléguidé par Bagdad pour casser le processus amorcé d'un dialogue constitue une piste pour les enquêteurs autrichiens, ceux-ci ne devront pas négliger non plus les «ultras» de Téhéran, hostiles à toute

négociation avec les Kurdes, toujours virulents malgré les déclarations de Radio-téhéran signalant le changement de camp de M. Ghassemlou.

Outre qu'elle prive la cause kurde d'un grand chef et d'un grand diplomate, la mort de M. Ghassemlou compromet les chances d'un règlement politique de la question kurde en Iran et borne toute solution par le mur de violence des dissensions internes, pour le plus grand bien des Etats «hébergeant» des Kurdes. La relève sera en tout cas dure à assurer.

[La communauté kurde de Paris honorera la mémoire de M. Ghassemlou le jeudi 20 juillet par un rassemblement dans l'enceinte de l'Institut Kurde de Paris, (106, rue Lafayette, 75010 Paris) tandis qu'un cortège formé sur la place de la République le même jour à 13h30, se dirigera vers le cimetière du Père Lachaise].

FRFR

FRA0251 4 I 0237 FRA /AFP-UW11

Kurdes-obsèques

Début à Paris des obsèques des deux dirigeants kurdes assassinés à Vienne

PARIS, 20 juil (AFP) - Près d'un millier de personnes se sont rassemblées jeudi en début d'après-midi, place de la République à Paris, pour assister aux obsèques des deux dirigeants kurdes assassinés il y a une semaine à Vienne (Autriche).

Le cortège s'est ébranlé vers 14h30 pour se diriger vers le cimetière du Père Lachaise, où seront inhumés Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan (PDKI), et Abdullah Ghadéri Azar, membre du Comité central du PDKI et représentant général de cette organisation en Europe. Il était ouvert par des "peshnergas" (combattants), en costume traditionnel, la tête surmontée de la coiffe appelée arabanou, tenant les portraits des deux dirigeants.

Juste derrière eux, précédant les deux corbillards, avait été déployée une banderole sur laquelle avait été écrit à propos de Abdel Rahman Ghassemlou : "Homme de paix et de dialogue, il a donné sa vie pour la dignité, la liberté et la démocratie. Ses assassins sont les assassins de la paix et du peuple".

Dans le cortège composé de Kurdes venus de toute l'Europe, on notait la présence notamment de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'Action humanitaire, ainsi que de nombreux membres de Médecins du monde et de l'Aide médicale internationale.

mfo/ru/lb

idf-fr

AFP 201505 JUL 89.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Süddeutsche Zeitung

MÜNCHNER NEUESTE NACHRICHTEN AUS POLITIK, KULTUR, WIRTSCHAFT UND SPORT

45. Jahrgang / 8000 München 2, Postfach 20 22 20

München, Donnerstag, 14. September 1989

Nummer 211 · 35. Woche

Die kurdische Frage bleibt aktuell

Wahlen in der Region der Minderheit im Irak haben die Repression nicht beendet

Von Heiko Flottau

Kairo, 12. September – Die irakische Regierung meldet einen Erfolg: Ein historischer Schritt sei getan, in der „autonomen Region“ Kurdistan hätten einheimische Kurden ihr regionales Parlament gewählt, 30 von 50 Sitzen seien von der in Bagdad regierenden Baath-Partei gewonnen worden. Ein Schritt zur Befriedung einer unruhigen Gegend sei getan, könnte man meinen.

Die Wirklichkeit indessen sieht anders aus. Im Golfkrieg haben irakische Kurden den Iran unterstützt – um sich für viele Demütigungen zu rächen, die sie durch das Regime Saddam Husseins erlitten hatten, vor allem aber in der falschen Hoffnung, ein siegreicher Iran werde ihnen, den Kurden, endlich wahre Autonomie bringen. Kaum war indessen am 20. August 1988 der Waffenstillstand im Golfkrieg in Kraft, startete Saddam Hussein eine neue Kampagne: diesmal ging es gegen die Kurden im nordöstlichen Teil des Irak. Viele wurden getötet, viele wurden verschleppt, Häuser und Dörfer wurden zerstört, erntereife Felder abgebrannt.

Schon während des Krieges hatte das Regime Saddam Husseins damit begonnen; Kurden aus ihrer Heimat zu verschleppen, bis in die unwirtlichen, unerträglich heißen Wüstengebiete an der kuwaitischen und saudischen Grenze. Ebenfalls hatte der Irak – damals aus militärischen Gründen wohl zu rechtfertigen – begonnen, im irakischen Teil Kurdistans zur iranischen Grenze hin eine Art Sicherheitszone einzurichten. Noch während des Krieges waren mehr als 4000 Kurden bei einem irakischen Giftgasangriff in Halabja getötet worden. Behauptungen, daß auch in der Kampagne nach dem Waffenstillstand Giftgas gegen die Kurden angewendet worden sei, konnten die Iraker nicht recht widerlegen.

Im ersten Jahr des Waffenstillstandes gingen – unter häufigen Protesten von Menschenrechtsvereinigungen, aber unter weitgehendem Stillschweigen der Regierungen – die Zwangsumsiedlungen aus Irakisch-Kurdistan weiter. Siedlungen wurden systematisch vernichtet, ein Teil der Einwohner mußte in künstliche, von Armee und Baath-Miliz bewachte Betonwohnblocks in der Nähe der gut zu überwachenden kurdischen Städte Sulei-

manya und Erbil umziehen. Noch schlimmer traf es jene, die in die heißen Regionen des irakischen Südens weit entfernt von ihren angestammten Wohnsitzen deportiert wurden. Insgesamt 250 000 der etwa vier Millionen irakischen Kurden werden derzeit allein innerhalb des Nordirak umgesiedelt – in 22 streng bewachte Internierungszentren.

Das Regime Saddam Husseins will, so scheint es, das sogenannte „kurdische Problem“ ein für allemal lösen, indem es, so muß man die Ereignisse wohl deuten, die kurdische Bevölkerung ihrer Identität beraubt, sie in den dünnbesiedelten Irak disloziert und die in Kurdistan Gebliebenen unter strenge militärische Bewachung stellt.

Neun bis zehn Millionen Kurden leben in der Türkei, wo sie keine autonomen Rechte haben und wo sie in der Gesellschaft nur aufsteigen können, wenn sie ihrer Nationalität entsagen. Vier bis fünf Millionen Kurden leben im Iran, etwa 600 000 in Syrien, 200 000 Kurden zählt die

Sowjetunion. Das über fünf Staaten zerstreute Volk ging leer aus, als diese Staaten nach dem Ersten Weltkrieg teilweise aus der Erbmasse des auseinandergebrochenen Osmanischen Reiches entstanden. In den Friedensvertrag der Alliierten mit der Türkei von Sevres (1920) sollte ein armenischer und ein kurdischer Staat aufgenommen werden. Der Vertrag scheiterte an Kemal Atatürk, der gegen Interventionen aus dem Ausland kämpfte, um einen türkischen Staat mit einem einheitlichen türkischen Staatsvolk zu gründen. Im Vertrag von Lausanne war 1923 dann von nationalen Staaten der Armenier und Kurden nicht mehr die Rede.

Manche Staaten des Nahen Ostens sind koloniale Kunstgebilde. Ein kurdischer Staat hätte sich auf ein Volk mit einem geschlossenen Siedlungsraum, einer eigenen Sprache und einer eigenen Kultur gestützt. Der Staat existiert nicht. Deshalb bleibt die „kurdische Frage“ aktuell – trotz der Unterdrückung in der Türkei und trotz der Repressionen Saddam Husseins.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

23./24.9.1989

25 Hurt in Baghdad Grenade Attack

CAIRO (Reuters) — Twenty-five persons were injured when three grenades exploded in the garden of an expatriate social club in the Iraqi capital, Baghdad, on Wednesday, a British Embassy spokesman said Friday.

The grenades were thrown over a wall around the British Club on the east bank of the Tigris River and exploded among dozens of people watching a film in the garden, said the spokesman, contacted by telephone from Cairo. No one was killed but a nine-year-old Polish boy was seriously hurt. Canadians, Irish, Yugoslavs and Britons were among the injured.

25.9.1989

■ Iraq Attacks Kurd Bases

The Iraqi Army has launched a new offensive against Kurdish guerrillas near the Iranian border, the first major assault in a year, The Associated Press reported from Nicosia, quoting a guerrilla spokesman.

The spokesman of the outlawed Patriotic Union of Kurdistan said Saturday that an army division, supported by artillery and helicopter gunships, had sought to encircle the region controlled by the guerrillas and move in to capture Kurdish bases.

FRAD322 4 I 0399 /AFF-OD12

Iran-Autriche-kurdes

"Mise en garde" de l'Iran à l'Autriche après les mandats d'arrêt contre deux "diplomates" iraniens

TEHERAN, 19 juil (AFP) - L'Iran a lancé mercredi une "mise en garde" à l'Autriche après que la police viennoise eut délivré des mandats d'arrêt contre deux "diplomates" iraniens dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat jeudi dernier à Vienne de trois dirigeants kurdes, rapporte Radio-Téhéran.

Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères diffusé par Radio-Téhéran, les autorités iraniennes "mettent en garde le gouvernement autrichien face à son comportement illogique" et dénoncent "l'ambiguïté" de la police autrichienne dans son enquête.

Téhéran affirme regretter les mandats d'arrêt lancés contre deux de ses diplomates, MM. Mansour Bozorghian et Mostafa Adjoudi, "membres de la délégation iranienne chargée de négocier" avec Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI) et deux de ses collaborateurs, au moment où l'ambassade d'Iran à Vienne "collaborait totalement avec les autorités autrichiennes", ajoute le communiqué.

De même source, on ajoute que M. Bozorghian, qui "n'était pas encore sur les lieux quand l'attentat s'est produit", en a informé immédiatement la police et a répondu à chacune de ses convocations.

Le ministère iranien affirme ne pas comprendre "la soudaine décision" des autorités autrichiennes de lancer des mandats d'arrêt contre MM. Bozorghian et Adjoudi. Il ajoute "tout ignorer actuellement du sort et de l'état de santé" de M. Adjoudi.

Les autorités iraniennes demandent, dans ce communiqué, au gouvernement autrichien de l'informer du sort de M. Adjoudi et de mettre tout en oeuvre pour trouver les auteurs de ce crime.

"Le geste du gouvernement autrichien ne peut être que la conséquence soit de pressions exercées par certains courants politiques de ce pays ayant des liens étroits avec les ennemis de l'Iran, soit de l'incompétence de la police et des forces de sécurité incapables de démasquer les auteurs de ce crime", selon le communiqué.

Evoquant enfin le sort du troisième représentant du gouvernement iranien blessé, M. Mohammad Djafari Sahraroudi, le communiqué dénonce "les interdictions imposées par les autorités autrichiennes à l'ambassadeur d'Iran à qui l'on a refusé pendant deux jours de rendre visite au blessé".

Jjc/KAR/lb

AFP 191704 JUL 89

Deux Iraniens recherchés pour l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou

La police autrichienne a lancé des mandats d'arrêt contre deux Iraniens qui seraient impliqués dans l'assassinat, jeudi dernier à Vienne, de trois dirigeants kurdes, dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Abdel Rahman Ghassemlou, a-t-on indiqué, mardi 18 juillet, de source policière. La police avait appréhendé, sur les lieux du triple meurtre, un Kurde iranien qui avait affirmé se trouver à Vienne pour participer à la réunion au cours de laquelle les trois dirigeants kurdes ont été tués (Le Monde daté 16-17 juillet). Lors de son assassinat, Ghassemlou était en pourparlers avec un émissaire iranien détenteur d'un passeport diplomatique, lui-même blessé dans la fusillade.

Ce Kurde iranien, dont certains opposants au régime islamique disent qu'il est un « agent » de Téhéran, avait été relâché. Il est maintenant l'objet d'un mandat d'arrêt, de même qu'un autre ressortissant iranien. L'ambassade d'Iran a indiqué mardi soir que l'un des deux hommes recherchés se trouvait dans ses locaux, où les policiers autrichiens peuvent venir l'interroger.

L'Iran a accusé l'Irak d'être responsable de l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou, tandis que Bagdad, ainsi que le PDKI et les Moudjahidines du peuple (deux mouvements ayant leur quartier général en territoire irakien), en ont imputé la responsabilité à Téhéran. — (AFP.)

POINT DE VUE

Qui défendra demain les Kurdes ?

par Bernard Kouchner
secrétaire d'Etat
à l'action humanitaire

Le même jour qui vit s'envoler les colombes, devant trente-deux chefs d'Etat, au-dessus du parvis du Trocadéro consacré aux droits de l'homme, un commando assassinait à Vienne un des meilleurs militants de ces mêmes droits, un homme de paix que la défense de son peuple avait obligé à la guerre.

Il aurait aimé cette cérémonie de Paris, Abdel Rahman Ghassemlou, il aurait seulement demandé, avec l'air doux et ironique qui lui appartenait, que l'on veuille bien aussi penser aux populations kurdes en communiant dans le culte nouveau.

A. R. Ghassemlou, le Kurde, dont le corps est criblé de balles, ne verra jamais la fin de son combat, la victoire de ces pechmergas, les partisans kurdes, et le succès de l'idée, simple après tout, d'une autonomie du Kurdistan.

Ceux qui ont connu cet homme ne se consoleront jamais de son exécution. Il y a aujourd'hui sur la terre un combattant de moins pour la démocratie. Ce sont toujours les meilleurs que l'on tue aux quatre coins sanglants du monde. Après Sadate, après Sadegh Ghotbzadeh, Issam Sartou, après Baouin Majeruh, après Jean-Marie Tjibaou, on nous a arraché Ghassemlou. Tous ceux-ci, de la Nouvelle-Calédonie à l'Afghanistan, de la Palestine à l'Iran et à l'Egypte, avaient en commun d'être libres, décidés et pacifistes.

Qui défendra demain ces Kurdes morcelés maintenant que Ghassemlou est mort ? Personne ne veut de ces combattants obstinés à sauver une culture et un mode de vie millénaire, à conserver cette démocratie villageoise qui s'accommode d'un islam modéré. Ghassemlou, révolutionnaire démocrate et guérillero humain, disait : « On ne s'intéresse pas aux Kurdes parce qu'ils ne pren-

nent pas d'otages et j'en suis fier, parce qu'ils n'assassinent pas de prisonniers, parce qu'ils ne détournent pas d'avion. » Avec vingt-cinq millions d'habitants, c'est le plus grand des peuples sans terre, brisé par cinq frontières qui obligent les Kurdes, pour assumer un destin tragique, à changer d'alliance et parfois à s'affronter entre eux.

Ghassemlou m'avait raconté un jour en riant, dans sa petite cabane de trois pièces dont une bibliothèque, dans ces montagnes entre l'Iran et l'Irak, comment il avait fait libérer des otages français, des ingénieurs, contre de l'argent, des kalachnikovs et un petit combat, et comment la France ne lui avait jamais proposé de rembourser la rançon. Il croyait aux valeurs de la démocratie — ce mot qui devient le seul révolutionnaire au Nord comme au Sud — et proposait le dialogue au successeur de Khomeiny.

Il avait rendez-vous à Vienne, pour entamer des conversations de paix. Quels qu'ils soient, ses assassins ne voulaient pas qu'un Iranien démocrate, cultivé, populaire — même si on le disait autoritaire au sein de son propre camp, — qu'un intellectuel libéral et progressiste puisse faire jouer un rôle dans l'Iran de demain au peuple kurde martyrisé.

Il reste aux amis de Ghassemlou à lui assurer des funérailles dignes de son combat. Elles auront lieu en France, pays que Ghassemlou considérait comme sa patrie naturelle après l'Iran. Il est bien que chez nous, tous les assoiffés de justice sachent qu'un homme de haute stature et de grande humanité vient d'être assassiné. Ils lui feront une haie d'honneur et viendront le saluer une dernière fois jeudi matin au cimetière du Père-Lachaise.

Nous ferons alors mentir le rude proverbe de ces hautes vallées qui affirme que le peuple kurde n'aura jamais qu'un seul ami : ses montagnes.

(Publicité)

**MÉDECINS DU MONDE
AIDE MÉDICALE INTERNATIONALE,
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES,
LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES DROITS DE L'HOMME,
LA FONDATION FRANCE LIBERTÉS.**

Appellent à un rassemblement en faveur
du peuple kurde JEUDI 20 JUILLET 1989
à 13 h 30 République Père-Lachaise
à l'occasion des funérailles du dirigeant kurde Abdoul
Rahman Ghassem lou
assassiné lors des négociations de paix
qu'il menait avec l'Iran.

Le Carnet du Monde

— Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran
a la profonde douleur d'annoncer la disparition de deux de ses dirigeants, le

docteur
Abdul Rahman GHASSEMLOU,
secrétaire général,
et
Abdullah GHADERI,
représentant général en Europe,

tous deux assassinés à Vienne, le 13 juillet 1989.

Les obsèques auront lieu à Paris, le jeudi 20 juillet 1989, à 14 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

Tous ceux qui le souhaitent pourront leur rendre un dernier hommage le même jour, de 10 heures à 13 heures, à l'Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette.

Un rassemblement est prévu jeudi, à 13 h 30, place de la République, pour accompagner le cortège funèbre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La délégation à l'étranger du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran
Téléphone : (1) 45-89-04-30.

Pourquoi l'assassinat d'un scientifique kurde ?

M. Ali Kiliç, secrétaire du CESUT, Comité d'Europe de solidarité avec les universitaires de Turquie, une association loi 1901 dont le siège social est à Dijon a souhaité faire connaître son point de vue, tant de secrétaire du CESUT que d'universitaire, sur l'assassinat du docteur Rahman Ghassemlou.

Par un communiqué qu'il nous a remis et que nous vous livrons un condensé, le CESUT veut dénoncer « l'assassinat lâche » du docteur Ghassemlou, secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) « tué par les agents du régime iranien en Autriche ».

Expliquant pourquoi il a été tué, le communiqué dit, parlant du docteur A.-R. Ghassemlou :

« Il était le plus grand organisateur des masses populaires kurdes, un grand diplomate, un théoricien des questions politiques et sociales du Moyen-Orient, un combattant révolutionnaire dans le peuple. Il était également un grand scientifique kurde, un grand savant contemporain, voyant l'avenir des Kurdes. Il n'y voyait qu'une seule solution : l'union pour se défendre par tous les moyens. Pas de capitulation, mais une résistance qui doit se poursuivre dans les villes et dans les campagnes, ayant recours à toutes les formes de lutte. »

Le docteur Ghassemlou avait défini deux tâches pour les Kurdes : qu'ils s'imposent en tant que kurdes, « comme un facteur

indépendant », sur la scène politique du Moyen-Orient. Deuxièmement, qu'ils œuvrent pour l'internationalisation du problème kurde.

Pour le secrétaire du CESUT, le peuple kurde et le parti démocratique du Kurdistan d'Iran ont perdu leur dirigeant combattant, laissant toutefois « un parti politique responsable, démocratique et humanitaire ». Il conclut par ses mots, ayant auparavant rappelé combien les Kurdes ont besoin d'amis, citant le docteur Ghassemlou : « Nous sommes certains que les relations entre le parti socialiste et le PDKI deviendront à l'avenir encore plus étroites et confiantes et que l'Etat comme le peuple français soutiendront activement la lutte du peuple kurde ».

COURRIER PICARD

23. 07. 1989



Dernier hommage kurde

Certains étaient venus de Suède, d'Italie, d'Allemagne, de Grande-Bretagne. Près d'un millier de réfugiés kurdes, en présence de Bernard Kourchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, ont conduit jeudi au Père Lachaise, dans la dignité et l'émotion, Abdhul Rahman Ghassemlou et Abdullah Ghaderi-Azar, les deux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.), assassinés il y a une semaine à Vienne.

Certains, blessés, dans des chaises roulantes, levaient des portraits. Derrière eux, un grand drapeau noir rendait hommage à Abdhul Rahman Ghassemlou.

20.07.89

L'ASSASSINAT DU CHEF DES KURDES IRANIENS

TÉHÉRAN MONTRÉ DU DOIGT

Le mystère subsiste quatre jours après l'assassinat à Vienne d'Abdel Rahman Ghassemlou, principale figure du mouvement autonomiste du Kurdistan iranien.

Selon la police viennoise, ces meurtres - deux autres personnes ont péri dans la fusillade - ressemblent fort à des exécutions. Pourtant, les enquêteurs n'avaient obtenu lundi matin aucun résultat concret. De nombreux documents saisis sur les lieux du crime sont en cours de traduction et pourraient bien aider à faire la lumière sur ces événements.

En attendant, les accusations pleuvent. « La responsabilité de ce massacre incombe au régime de la République islamique », a déclaré dimanche le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) dont Ghassemlou était le secrétaire général. Le bureau politique du PDKI a

par ailleurs confirmé que les trois hommes assassinés étaient en train de « négocier avec des émissaires du gouvernement iranien à la demande de ce dernier en vue de trouver une solution pacifique au problème kurde en Iran ».

Les Moudjahidin du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran basé à Bagdad, montrent eux aussi du doigt la République islamique, imputant « cette tuerie tragique au régime terroriste de Khomeini ».

Côté iranien, on fait porter le chapeau aux Irakiens. « L'Irak est probablement derrière cette attaque terroriste », a affirmé samedi le ministre iranien de l'intérieur. « La rencontre entre Ghassemlou et le représentant iranien visait à trouver les moyens permettant aux membres repentis du PDKI de retourner en Iran et d'être en règle avec la jus-

tice », a-t-il ajouté. L'ambassade d'Iran à Vienne a rejeté la responsabilité de l'affaire sur les « ennemis de l'Iran ».

Dans les milieux kurdes en exil à Vienne, on avance deux hypothèses. Il pourrait s'agir d'un acte d'hostilité à la réconciliation entre les Kurdes iraniens et le régime de Téhéran. Autre commanditaire possible : l'alle radical du PDKI qui a fait scission l'année dernière pour s'allier aux Moudjahidin du peuple.

« Homme de paix et de dialogue, esprit ouvert et cultivé, le docteur Ghassemlou avait toujours refusé le terrorisme. » C'est ainsi que deux organisations internationales - Médecins du monde et Aide médicale internationale - décrivent le chef des Kurdes iraniens qui sera enterré jeudi au cimetière du Père-Lachaise. Une manifestation se déroulera parallèlement.

18.07.89

APRÈS L'ASSASSINAT DU LEADER KURDE GHASSEMLOU

MANDATS D'ARRÊT CONTRE DEUX DIPLOMATES IRANIENS

La piste semble mener à Téhéran.

Une semaine après l'assassinat à Vienne du leader kurde Abdel Rahman Ghassemlou, la police autrichienne semble s'orienter résolument vers la piste iranienne. Elle vient en effet de délivrer deux mandats d'arrêt contre des « diplomates » iraniens, Mansour Bozorghian et Mostafa Adjifadi, suspectés d'être impliqués dans la tuerie de jeudi dernier.

De son côté, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a renouvelé mercredi ses accusations contre la République islamique. « La culpabilité de Téhéran ne fait aucun doute à mes yeux », a clairement affirmé le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezam. « La mise à mort de notre ami a d'ailleurs eu lieu quarante jours après la mort de l'imam Khomeini, comme s'il s'agissait d'un sacrifice post-mortem », a-t-il souligné.

Les représentants du PDKI ont ensuite longuement exposé leur scénario du drame. Tout semble indiquer que le chef des Kurdes est tombé dans un guet-apens organisé par les Iraniens, ou au moins par une faction extrémiste. Jeudi dernier, les trois responsables kurdes tiennent leur seconde réunion de la semaine avec deux émissaires iraniens. Sou-

dain, le garde du corps des Iraniens quitte la pièce quelques minutes pour, dit-il, aller chercher à boire. Quelques minutes pendant lesquelles il serait allé ouvrir la porte de l'immeuble fermée par un code, laissant ouverte derrière lui celle de l'appartement. La discussion est sur le point de s'achever quand un commando fait irruption dans la pièce et abat Ghassemlou à bout portant, ainsi que ses deux compagnons.

Une nouvelle affaire Gordji ?

Les tueurs s'évanouissent dans la nature avant que la police n'arrive. L'un des diplomates iraniens s'enfuit, l'autre est blessé. Le garde du corps est arrêté puis immédiatement relâché. Il s'est réfugié depuis à l'ambassade d'Iran à Vienne. Peut-être une nouvelle affaire Gordji en perspective s'il prenait à la justice autrichienne l'idée de l'interroger...

Mais les dirigeants kurdes sont plutôt pessimistes quant à la détermination des autorités autrichiennes : « La police détient des renseignements qu'elle ne veut pas divulguer, faisant sans doute l'objet de pressions diplomatiques. » L'Iran a effectivement lancé mercredi soir une « mise en garde » contre le comportement « ambigu et illogique » de l'Autriche. I. G.

FRFR

FRA0398 3 61 0472 /AFP-WS24

Autriche-Kurdes prev

Obsèques à Paris des deux dirigeants kurdes assassinés à Vienne
- Hommage de Bernard Kouchner, au nom du gouvernement français

PARIS, 20 juil (AFP) - Certains étaient venus de Suède, d'Italie, d'Allemagne, de Grande-Bretagne. Près d'un millier de réfugiés kurdes, en présence de Bernard Kouchner, secrétaire d'état à l'Action humanitaire, ont conduit jeudi au Père Lachaise, dans la dignité et l'émotion, Abdhul Rahman Ghassemlou et Abdullah Ghaderi-Azar, les deux dirigeants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), assassinés il y a une semaine à Vienne.

Dans le cimetière, Bernard Kouchner a pris la parole: "Le gouvernement français s'incline devant les trois suppliciés et présente ses condoléances et son soutien à la famille", a-t-il dit. Très ému, il a "honoré deux combattants kurdes, dévoués, opiniâtres et courageux jusqu'à l'excès". "Ghassemlou voulait faire la paix au nom des kurdes, on a eu peur du message de paix, alors on l'a exorcisé", a-t-il ajouté.

Tous s'étaient réunis en début d'après-midi place de la République à Paris. En silence, ils se sont rassemblés à l'arrivée des corbillards, recouverts de gerbes de fleurs. En cortège, ils ont remonté l'avenue de la République. En tête, les peshmergas (combattants - celui qui défie la mort), en tenue traditionnelle, arabanou sur la tête.

Certains, blessés, dans des chaises roulantes, levaient des portraits. Derrière eux, un grand drapeau noir rendait hommage à Addhul Rahman Ghassemlou "homme de paix, de dialogue (qui) a offert sa vie pour la dignité, la liberté et la démocratie. Ses assassins sont les assassins de la paix et du peuple kurde".

Dans la foule, beaucoup portaient de petites pancartes blanches proclamant en lettres noires: "nous continuons le combat", "Leur vie n'est pas achevée, car c'est en nous qu'ils vivent maintenant" ou encore "Nous exigeons la reconnaissance internationale de la cause kurde".

Devant le Mur des Fédérés

Parmi les personnes venues leur rendre hommage, des dizaines de médecins de Médecins Sans Frontières ou de l'Aide Médicale Internationale, deux ONG qui ont actuellement des missions à la frontière irako-iranienne.

Lentement, ils sont arrivés au cimetière du Père-Lachaise en passant, selon leur souhait, devant le Mur des Fédérés, là où furent fusillés les communards de 1871. Les deux cercueils ont ensuite été déposés aux côtés d'une petite estrade, ornée du portrait des deux hommes.

Après Bernard Kouchner, Thomas Hammerberg, ancien secrétaire général d'Amnesty International, président du comité suédois de soutien au peuple Kurde, a lui aussi rendu hommage à la personnalité de Ghassemlou, homme à "l'esprit ouvert, respecté au niveau international et d'une grande envergure", qui se "battait pour les droits de l'homme et de la paix".

Patrick Beaudoïn, secrétaire général de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, a fait part de sa "révolte et de sa répugnance" devant les conditions de vie de vingt millions de kurdes. "Nous connaissons le courage des Kurdes et nous, les ONG, sommes là pour apporter notre soutien, pour que les gouvernements fassent enfin pression sur les autorités concernées en Iran, en Irak et en Turquie".

Enfin, Abdullah Hassanzadeh, représentant du bureau politique du PDKI a mis l'accent sur la volonté de Ghassemlou de réaliser l'unité entre tous les Kurdes tout en soulignant la "grande personnalité" du défunt, "un grand ami de l'humanité".

MFO-DBSM/af

AFP 201813 JUL 89

Vienna: per l'uccisione del leader curdo mandato di cattura contro due iraniani

VIENNA — (r.e.) Intrigo internazionale dietro l'uccisione di Abdul Gassemlou, il capo storico dei curdi dell'Iran «liquidato» insieme ad altri due compagni di lotta nella capitale austriaca il 13 luglio scorso. La polizia ha infatti spiccato un mandato di cattura nei confronti di due iraniani che sarebbero coinvolti nella sparatoria. Ma i due, Hadji Mostafavi e Ami Mansour Bozorgian, si sono resi irreperibili. Il primo ha forse già lasciato l'Austria, il secondo (un diplomatico) si trova — secondo fonti curde — nell'ambasciata iraniana. Gli inquirenti avrebbero voluto interrogarlo ma i rappresentanti di Teheran dopo aver fissato un appuntamento per un colloquio lo hanno disdetto senza motivo.

Gli austriaci mantengono tuttavia un atteggiamento prudente e riservato forse per non voler creare un caso diplomatico con gli irrequieti ayatollah che già hanno protestato per i due mandati di cattura. Questo atteggiamento ha provocato l'immediata reazione dei curdi. Nel corso di una conferenza stampa, il portavoce del Partito democratico del Kurdistan iraniano hanno lanciato pesanti accuse a Teheran: dietro l'attentato — hanno affermato — c'è la mano del regime.

Il presidente dell'Istituto curdo di Parigi, il professor Kendal Nezan ha ricordato che la strage è caduta esattamente 40 giorni dopo la

morte di Khomeini (una ricorrenza religiosa particolarmente sentita) e quindi il delitto può assumere il significato di un «sacrificio post-mortem» in onore dell'imam. Ghassemlou e i suoi guerriglieri hanno dato sempre filo da torcere al regime degli ayatollah e solo di recente il leader aveva lanciato segnali di dialogo.

Questi segnali si erano concretizzati in una serie di incontri svoltisi in luglio a Vienna. Quello del 13 doveva essere un incontro decisivo perché doveva servire alla messa a punto di un protocollo d'intesa tra i peshmerga e il regime iraniano. Al colloquio oltre a Ghassemlou erano presenti un suo collaboratore e un intellettuale curdo iracheno. Teheran era rappresentata da un ufficiale dei pasdaran con copertura diplomatica che è rimasto gravemente ferito nella sparatoria.

Resta da chiarire perché i presunti sicari iraniani abbiano sparato sul loro connazionale. Le ipotesi sono tante: negli ambienti dell'opposizione iraniana non si esclude che la trappola tesa a Ghassemlou possa rientrare in una faida tra le diverse anime che compongono il regime iraniano. Senza contare che Ghassemlou aveva nemici anche all'interno del suo stesso partito e la sua linea di apertura non era stata gradita da alcuni gruppi radicali dell'opposizione iraniana.

VIENNA - La strage dei curdi provoca una crisi con Teheran

■ VIENNA — Guerra diplomatica tra Iran e Austria. Il capo della diplomazia austriaca Alois Mock ha lasciato intendere di considerare Teheran responsabile dell'uccisione di tre dirigenti curdi. In una intervista Mock ha avuto parole dure per gli iraniani che hanno rifiutato di collaborare con la polizia. Uno dei due khomeinisti ricercati per la strage si è rifugiato infatti nella propria ambasciata a Vienna.

Teheran sieht sein Verhältnis zu Österreich belastet

Wegen der Haftbefehle im Zusammenhang mit Kurdenmorden

Wien (Reuter). Die iranische Botschaft in Wien hat die im Zusammenhang mit dem Mord an drei Kurden ausgestellten Haftbefehle gegen zwei Iraner kritisiert. „Diese Haftbefehle sind ungerechtfertigt“, sagte ein Botschaftssprecher. Die beiden Iraner, die nach Botschaftsangaben als offizielle iranische Vertreter in Wien den ermordeten Kurdenführer Kassemu getroffen hatten, werden wegen unterlassener Hilfeleistung gesucht. Einer dieser mit Diplomatenpässen reisenden Iraner hielt sich nach Angaben des Sprechers bis Dienstag in der Botschaft auf. Der zweite Mann sei verschwunden.

Das Verhalten der Wiener Behörden belastet das iranisch-österreichische Verhältnis, sagte der Sprecher. Über den derzeitigen Verbleib des Mannes, der sich in der Botschaft aufgehalten hatte, seit dem Mordüberfall auf die drei Kurden mehrfach von der Polizei vernommen worden war und dessen Name mit Bosorgian angegeben wird, wollte der Sprecher keine Angaben machen. Er sagte lediglich, es sei unverständlich, warum gegen Bosorgian ein Haftbefehl ausgestellt werde, nachdem ihn die Polizei habe gehen lassen.

Der Sprecher sagte weiter, in der Botschaft habe Bosorgian den Behörden immer für Befragungen zur Verfügung gestanden. Wo sich der zweite Iraner aufhalte, wisse man nicht:

„Wir bangen um ihn. Wir haben keine Ahnung, ob er noch lebt.“

Von der österreichischen Justiz und der Polizei waren keinerlei Informationen darüber erhältlich, worauf sich der Vorwurf stütze, ob die Männer auch anderer Delikte verdächtig werden, warum Bosorgian zunächst auf freien Fuß gesetzt worden war und ob die iranische Botschaft überwacht werde. Dementiert wurden Berichte, daß die Haftbefehle die Polizeiansicht wiedergäben, Iran stehe hinter dem Mordanschlag vom Donnerstag.

Kassemus Witwe: „Es war Iran“

Die Witwe des dem Mordanschlag zum Opfer gefallenen Kassemu, Helene Kassemu, beschuldigte gestern auf einer Pressekonferenz in Wien iranische Kreise, hinter dem Mord an ihrem Mann zu stecken. Sie habe in ihren Gesprächen mit den österreichischen Behörden den Eindruck gewonnen, daß auch diese Informationen über die iranische Urheberchaft besäßen.

Die aus der Tschechoslowakei stammende Witwe war nach Wien gekommen, um den Leichnam ihres Ehemannes nach Paris zu überführen, wo der ermordete Generalsekretär der Kurdischen Demokratischen Partei Irans an diesem Donnerstag beigesetzt werden soll.

22.7.1989

Orientalisches Ränkespiel

mb. Der Hintergrund der Ermordung der drei iranischen Kurdenführer in der vorigen Woche in Wien, wobei auch der Führer der Demokratischen Partei Kurdistans, Kassemu, getötet wurde, beginnt sich nur langsam aufzuhellen. Offenbar fielen die drei einem düsteren orientalischen Ränkespiel zum Opfer. Mittlerweile weitet sich die Affäre auch zu einem diplomatischen Konflikt zwischen Iran und Österreich aus, ähnlich den spektakulären Auseinandersetzungen zwischen Frankreich und Iran im Jahre 1987 im Gefolge von blutigen Bombenanschlägen in Paris. So wie damals ein iranischer Dolmetscher in die Botschaft seines Landes geflüchtet war, um sich der französischen Polizei zu entziehen, so ist jetzt ein Iraner in der Vertretung Teherans in Wien untergetaucht, der offenkundig im Auftrag seines Landes mit den Kurdenführern verhandeln sollte.

Nicht nur dies hat vor allem Iran in den Verdacht gebracht, hinter den Morden zu stehen, so unverständlich das auf den ersten Blick erscheinen mag. Denn Kassemus Kontakt zu den Iranern soll dem Ziel gedient haben, ihm die Rückkehr in die Heimat zu ebnen. Er hatte das Land nach der Niederlage der Kurden gegen die neuen Führer des Landes nach der islamischen Revolution verlassen. Der jetzige Versuch eines Frontwechsels hängt ohne Zweifel mit den jüngsten Maßnahmen Iraks gegen die dortigen Kurden zusammen, die zwangsweise aus den von ihnen bewohnten Grenzgebieten umgesiedelt werden. Deshalb fiel auch ein erster Verdacht auf Bagdad, mit dem Kassemu bislang locker zusammengearbeitet hatte. Aber sowohl Irak als auch die iranischen Volksmujahedin und auch die Witwe Kassemus bezichtigten vehement Iran der Tat, woran mittlerweile auch die österreichischen Ermittlungsbehörden nicht mehr zu zweifeln scheinen.

Wo aber läge das Motiv für die Mullahs in Teheran, die doch aus einer Rückkehr Kassemus propagandistischen Nutzen hätten schlagen können? Kassemu galt als besonders gemäßigter, auf Ausgleich bedachter Mann. Das hätte doch selbst für Teheran zählen können. Wenn dennoch nichts anderes geplant war, als Kassemu eine Falle zu stellen, so bedeutet dies, daß Teheran nicht im geringsten an einer Aussöhnung mit den Kurden gelegen ist, die allerdings für alle Staaten, in denen sie siedeln, auf Grund ihrer Autonomiebestrebungen einen Unsicherheitsfaktor darstellen. Dies wirft allerdings auch ein bezeichnendes Licht auf die Rachsucht der Mullahs.

Mit Spannung darf man angesichts dieser Sachlage abwarten, wie sich der Konflikt zwischen Wien und Teheran weiterentwickelt.

DER TAGESSPIEGEL, 22.7.1989

Ermordung der Kurdenführer führt zu Konflikt zwischen Wien und Teheran

Iran verweigert Übergabe eines Verdächtigen — Vorwurf Mocks

Wien (dpa/Reuter/AP). Wegen der Ermordung von drei Kurdenführern in Wien schwelt zwischen Österreich und Iran ein diplomatischer Konflikt. Wie ein Polizeisprecher gestern in Wien erklärte, lehnt Iran die Übergabe des tatverdächtigen Iraners Bosorgian ab, gegen den ein österreichischer Haftbefehl ergangen ist. Er hält sich in der Botschaft des Landes auf. Verschärft wurde der Konflikt auch durch Äußerungen des österreichischen Außenministers Mock, der eine Verwicklung Irans in den Überfall auf die Kurden als wahrscheinlich bezeichnete.

Iran weist unterdessen die Anschuldigungen zurück und forderte die Rücknahme der insgesamt zwei Haftbefehle gegen Iraner. Zusammen mit zwei weiteren Iranern gehörte Bosorgian zu der iranischen Delegation, die zu einem Geheimtreffen mit den Kurden nach Wien gekommen war. Bei dem Überfall in einer Wiener Wohnung war er nicht anwesend und fand eines seiner Delegationsmitglieder später verletzt auf der Straße. Nachdem er mehrmals von der österreichischen Polizei vernommen worden war, suchte er in der Botschaft Zuflucht. Der zweite gesuchte Iraner ist nach Angaben der iranischen Botschaft in Wien verschwunden.

Die Sprecherin des Wiener Außenministeriums dementierte zugleich, daß Mock in einem Interview der Wiener Tageszeitung „Die Presse“ das iranische Verhalten in dem Fall als „Schweinerei“ bezeichnet habe. Nicht dementiert wurde jedoch die Äußerung, wonach eine iranische Täterschaft wahrscheinlich sei. Offiziell wollte sich die österreichische Polizei und Justiz nicht zur Beweislage äußern. Unter

Berufung auf Sicherheitskreise hieß es jedoch, es gebe Hinweise auf eine Verwicklung Irans in den Überfall.

Die iranische Botschaft in Wien war bemüht, Spekulationen über eine Verschärfung des diplomatischen Konflikts zwischen Österreich und Iran zu dämpfen. Man habe in den Gesprächen mit dem österreichischen Außenministerium den Eindruck gewonnen, beide Seiten wollten die Spannungen aus der Welt schaffen.

Rund 1000 Personen hatten am Donnerstag in Paris dem in Wien ermordeten Vorsitzenden der Kurdischen Demokratischen Partei (KDP), Kassemu, das letzte Geleit gegeben. Die Trauerprozession bewegte sich von der Place de la Republique zum Pere-Lachaise-Friedhof im Osten der französischen Hauptstadt, wo Kassemu beigesetzt wurde. Die französische Regierung wurde bei den Trauerfeierlichkeiten vom Minister für humane Aktionen, Kouchner, und Bildungsminister Jospin vertreten. Kouchner sagte, Kassemu habe im Namen der Kurden Frieden schließen wollen, die „Friedensbotschaft“ habe seinen Gegnern jedoch Angst gemacht, und deshalb habe er sterben müssen.

Initiative gegen Iran gefordert

Bonn (dpa). Die außenpolitische Sprecherin der CDU/CSU-Bundestagsfraktion, Michaela Geiger, hat die Bundesregierung zu einer Initiative gegen Völker- und Menschenrechtsverletzungen in Iran aufgefordert. Frau Geiger begründete dies gestern in Bonn mit „brutalen Foltermethoden und zahlreichen Hinrichtungen“ in dem Land, die „jeden rechtsstaatlich denkenden Menschen entsetzen“ müßten.

KASSEMLU CİNAYETİ

İki İranlı için tutuklama kararı



İran Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Abdül Rahman Kassemli ve iki arkadaşının Viyana'da öldürülmesi olayıyla ilgili olarak İran'ın Viyana Büyükelçiliği'nde çalışan iki İranlı için tutuklama emri çıkarıldı.

VIYANA/PARIS (Cumhuriyet) — Viyana'da geçen perşembe günü, İran Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri **Abdül Rahman Kassemli** ve iki arkadaşının öldürülmesi olayıyla ilgili olarak İran'ın Viyana Büyükelçiliği'nde çalışan iki İranlı için tutuklama emri çıkarıldığı bildirildi. Bu arada Kassemli'nun cenazesi dün Paris'e getirildi. Parti siyasi bürosu adına bir basın toplantısı düzenleyen örgütün üst düzey iki yetkilisi, bir kez daha Tahran rejimini, Kassemli'yu tuzağa düşürüp öldürtmekle suçladılar. Tahran radyosu da dün dışişleri yetkililerine dayanarak verdiği haberde İran hükümetinin bütün görüşme çabalarına rağmen Avusturya polisinin emperyalist propaganda ve devrim karşıtı grupların önerilerine uyarak böyle bir karar aldığını öne sürdü.

AA'nın Viyana çıkışlı haberine göre Avusturya polisi perşembe gecesi cinayet yerinde Kürt liderlerle görüşme yapmak üzere gelen bir Kürdün tutuklandığını hatırlattı. İran muhalefet kaynaklarının bu kişinin Tahran ajanı olduğu yolundaki iddialarına rağmen Avusturya polisi söz konusu Kürt ile polis tarafından suikasta karıştığı henüz kesin olarak belirlenemeyen bir başka kişi için tutuklama emri çıkarıldığını belirtti. Alman Haber Ajansı DPA'nın haberine göre Viyana'daki İran Büyükelçiliği'nde gizlendikleri sanılan bu kişilerin adları **Amir Mansur Bazargan** ve **Musa**

tafa Hacifadi.

Sabetay Varol'un haberine göre Paris'te bir basın toplantısı düzenleyen İKDP Siyasi Bürosu'ndan **Abdullah Hasanzade**, Kassemli'nun siyasi bir çözüm bulmak amacıyla İran rejimi temsilcileriyle müzakere başlattığını, geçen yılın son günlerinde yapılan ilk iki toplantıdan sonra tarafların Viyana'da 12-13 Temmuz tarihlerinde bir araya geldiklerini vurguladı.

İran'ın, cinayeti Halkın Mücahitleri, ya da Irak hükümetine mal etmeye çalıştığını bir soru üzerine dile getiren İKDP'nin yeni Avrupa temsilcisi **Hasan Şerefi** ise basın toplantısında, "**Kendileri ile birçok konuda görüş ayrılığımız var. Bizi hasım olarak görüyorlar. Tersi kanıtlanmadıkça biz İran-İslam rejimini cinayetten sorumlu tutuyoruz,**" dedi.

Basın toplantısında Avusturya polisinin cinayete ilgili olarak ifadesini almak istediği iki İranlı'nın halen Viyana'daki İran elçiliğine sığındıkları ve gazetelelerin, bunların İstanbul'dan geldiklerini yazdıklarının hatırlatılması üzerine İKDP'nin iki temsilcisi bu bilgiyi doğrulamaktan kaçındılar; "**Avusturya polisinde bu bilgilerin tamamı var,**" dediler.

Öte yandan Kassemli'nun cenazesi bugün Paris'teki Kürt Entitüsü önünde bir süre bekletildikten sonra ünlü Père Lachaise Mezarlığı'nda toprağa verilecek. Birçok önemli kişinin Kassemli'nun cenaze töreninde hazır bulunacağı ifade edildi.

L'assassinat de trois dirigeants kurdes

Le PDKI accuse l'Iran
d'avoir attiré Abdel Rahman Ghassemlou
dans un piège

L'ancien secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Abdel Rahman Ghassemlou, assassiné jeudi dernier à Vienne, devait être inhumé, jeudi 20 juillet, à Paris, au cimetière du Père-Lachaise.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui dirigeait la principale formation autonomiste kurde d'Iran jusqu'à son assassinat à Vienne, était un homme partagé. Kurde et iranien, il a fait ses études à Paris et à Prague, pour ensuite diviser son temps entre l'Europe, où il a notamment suivi une carrière universitaire à la Sorbonne, et les montagnes du Kurdistan, où il présidait aux destinées du PDKI. Conduisant, depuis 1979, la lutte armée contre le régime islamique de Téhéran, il n'en affichait pas moins — malgré toutes les rebuffades des Iraniens — sa disposition à négocier avec l'Iran de Khomeiny, répétant à l'envi qu'une solution militaire était impossible au Kurdistan.

Il a été victime de ce perpétuel dilemme, reflet de la destinée du peuple kurde, divisé entre quatre pays (Iran, Irak, Syrie, Turquie), et ne s'étant jamais décidé à unir ses forces tout en alternant (excepté en Syrie) ou en menant de front combats et vaines négociations avec les pouvoirs centraux en place. Quoi qu'il en soit, pour le PDKI, la cause est entendue : c'est le régime de Téhéran qui l'a tué dans l'appartement même où il négociait... avec des émissaires iraniens (le Monde du 15 juillet) et au moment où son parti revendiquait un certain nombre d'opérations contre les forces islamiques.

Selon M. Abdallah Hassanzadeh, membre du bureau politique du PDKI, Téhéran n'a fait que tendre un piège à Ghassemlou en lui proposant, en décembre dernier, des négociations. Deux séries de pourparlers ont eu lieu, fin décembre, puis en janvier 1989, dont la direction du PDKI a été tenue informée, contrairement à ceux de juillet, que l'ex-dirigeant menait à Vienne sans en avoir informé son bureau politique. Même la représentation autrichienne de son mouvement ignorait que Ghassemlou allait rencontrer les 12 et 13 juillet.

Autre piège, selon M. Hassanzadeh : la façon dont les Iraniens ont fait croire à leurs interlocuteurs que les discussions avaient spectaculairement progressé, car, au soir du 12 juillet, l'un des trois négociateurs kurdes, M. Fazel Rasoul, a confié à sa femme que les parties étaient sur le point de conclure un protocole d'accord (le lendemain, ils étaient tous trois assassinés, lors d'une deuxième rencontre). Or, sans parler du refus constant de Téhéran d'envisager l'autonomie pour l'une quelconque des provinces iraniennes, les précédents contacts de décembre et janvier n'avaient permis qu'un échange de vues. Un revirement que le PDKI trouve particulièrement étrange.

Un « négociateur »
a disparu

Autre élément avancé par M. Hassanzadeh lors d'une conférence de presse, mercredi 19 juillet, pour étayer la « piste iranienne » : l'un des trois « négociateurs » iraniens présents dans l'appartement où se sont déroulées « négociations » et fusillade a disparu alors qu'un autre a été légèrement blessé et que le troisième se trouve maintenant dans les locaux de l'ambassade d'Iran à Vienne (les trois Kurdes ayant, eux, été littéralement « exécutés » de deux balles dans la tête). Selon M. Hassanzadeh, la mission diplomatique iranienne aurait refusé que la police autrichienne puisse l'entendre.

Pour ce qui est de l'avenir du mouvement autonomiste, la direction du PDKI (dont le quartier général se trouve en Irak) assure qu'elle suivra la voie tracée par Abdel Rahman Ghassemlou, qui assurait la direction du parti depuis 1973. Même dans la négociation qui, selon elle, a coûté la vie à Ghassemlou ? M. Hassanzadeh a simplement dit que le PDKI ne croyait toujours pas à la possibilité d'une solution militaire et continuerait à « rechercher un règlement négocié et politique au problème kurde ». Mais, quant à « s'asseoir autour de la même table » que des représentants du gouvernement iranien, les dirigeants kurdes n'y paraissent pas prêts « pour le moment », comme l'a indiqué M. Hassanzadeh.

YVES HELLER.

Libération

5F ● VENDREDI 21 JUILLET 1989

Ghassemlou enterré à Paris

Près de deux mille personnes ont accompagné hier au Père-Lachaise les dépouilles du leader kurde et de son compagnon, assassinés le 13 juillet à Vienne.

Soleil d'or derrière une montagne verte sur fond de ciel bleu, l'emblème du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran flottait au bout des bras pour accompagner le dernier voyage de Abdul Rahman Ghassemlou, le secrétaire général du PDKI et de Abdullah Ghaderi-Azar le représentant du Parti en Europe. Les deux hommes, assassinés à Vienne le 13 juillet ont été enterrés jeudi à Paris au cimetière du Père-Lachaise.

Ils étaient près de deux mille à l'accompagner qui s'étaient rassemblés en début de l'après-midi place de la République avant de marcher vers le cimetière, Kurdes de l'exil pour la plupart, dont 400 venus d'autres pays d'Europe qui avaient obtenu in extremis leur visa d'entrée en France pour suivre le cortège de leur chef martyr. Des combattants kurdes, vêtus du costume traditionnel des *peshmergas*, sarouel et turban noir et blanc, marchaient en tête, tenant les portraits de Ghassemlou et de Ghaderi et une simple pancarte où l'on lisait : « *Homme de paix et de dialogue, il a donné sa vie pour la dignité, la liberté et la démocratie.* » Une banderole noire proclamait en lettres rouges et noires que « *Les assassins de la République islamique* » ne pouvaient pas « *tuer 25 millions de Kurdes.* »

Un cortège digne et douloureux à l'image de Hélène Ghassemlou, l'épouse du secrétaire général du PDKI qui marchait, silencieuse et noire soutenue par deux proches. Un cortège sans

appareil formé de militants et d'amis qui tous savaient, qu'au-delà de l'homme exceptionnel qui vient de disparaître, « les tueurs avaient frappé à la tête », comme devait le dire plus tard Bernard Kouchner, dans son discours prononcé au nom du gouvernement français. Mais le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire était venu aussi au nom de l'amitié, du long travail commun qui l'avait lié, lui et ses camarades médecins à Ghassemlou et à ses *peshmergas* dans les montagnes du Kurdistan iranien, saluer « l'homme du tiers monde que j'aimais le plus ».

Au fil du cortège on notait aussi la présence de Lionel Jospin, le ministre de l'Education, de personnalités françaises du droit humanitaire, comme M^e Daniel Jacoby ou Michel Blum, Jean-François Deniau, vice-président de la commission des Affaires étrangères qui rappelait comment un jour Ghassemlou était venu le voir non pour demander un service ni une aide politique, mais la réédition du dictionnaire français-kurde depuis longtemps épuisé, ou étrangère comme Hocine Aït-Ahmed, l'opposant algérien qui ne pouvait que rapprocher l'assassinat à Vienne de Ghassemlou de celui à Paris de son ami Ali Mécili, autre démocrate, autre défenseur des droits de l'homme.

Abdul Rahman Ghassemlou reposera loin de ses montagnes, dans une tombe du Père-Lachaise, à quelques mètres de l'artiste kurde Yilmaz Güney et de l'écrivain iranien Sadegh Hedayat, comme lui des morts en exil. Faut de retrouver son pays libre, le « Kurdistan autonome dans un Iran démocratique », comme disait le maître-slogan de son Parti, il faut croire que Ghassemlou eut aimé attendre ici la réalisation de ses rêves, le temps de confidences autour d'un verre avec les amis de toujours. Cela aussi était son combat.

Marc KRAVETZ

Die Presse

Unabhängige Tageszeitung für Österreich

Freitag, 21. Juli 1989

Terrorverdächtiger in Iran-Botschaft

Konflikt Wien-Teheran Scharfe Kritik Mocks

Zwischen Wien und Teheran ist ein diplomatischer Konflikt ausgebrochen: Ein im Zuge der Kurdenmorde verdächtiger Iraner, gegen den am Wochenende ein Haftbefehl ausgestellt wurde, ist seitdem in der iranischen Mission untergetaucht. Eine Auslieferung wird verweigert. Irans Botschafter sagte der „Presse“, daß dieser „ungerechtfertigte Haftbefehl“ zurückgenommen werden müsse. Außenminister Mock übt daran äußerst scharfe Kritik und sieht in dem Anschlag einen „Hinterhalt“. Unklarheit herrscht über den Aufenthaltsort des zweiten gesuchten Iraners.

WIEN (g. b., a. u.). Der jetzt in der Botschaft versteckte Iraner Amur Mansur Bosorgian hatte vergangenen Donnerstag an dem Geheimtreffen zwischen iranischen Kurden der „Demokratischen Kurdischen Partei - Iran“ und offiziellen Vertretern Teherans teilgenommen. Das Mordkommando, das die drei Kurden tötete und einen Perser verletzte, kam just zu dem Zeitpunkt, als Bosorgian „einen Imbiß holte“. Bosorgian wurde zwar mehrmals einvernommen, aber erst am Sonntag wurde ein Haftbefehl „wegen Unterlassung der Hilfeleistung“ an dem beim Anschlag schwer verletzten iranischen Diplomaten Jafar ausgestellt.

Diese Vorgangsweise wird vom iranischen Botschafter Shirazi scharf kritisiert und als Anlaß genommen, die Auslieferung Bosorgians zu verweigern. Der Botschafter warte jetzt auf einen Schritt von Seiten Österreichs, womit er die Rücknahme des „ungerechtfertigten Haftbefehls“ versteht. Bosorgian habe, so die Botschaft, durchaus Hilfe am Tatort geleistet. Als weiteren Grund für seine harte Position führte Shirazi

an, daß Botschaftsvertreter, die den verletzten Iraner besuchen wollten, auf Probleme stießen.

Außenminister Mock hat der „Presse“ wörtlich erklärt, daß die „unmögliche iranische Reaktion eine Schweinerei“ sei. Er räumte jedoch ein, daß es keine Möglichkeit gebe, den Verdächtigen aus der Botschaft herauszuholen, man müsse die Frage im Dialog lösen. Mock verwies auf das Pariser Beispiel des iranischen Dolmetschers Gordji, der sich wochenlang in der Botschaft aufgehalten hatte.

Mock wies auch die Kritik am Krankenbesuch zurück. „Wir haben zugestimmt, daß der Verwundete gemäß Konsularabkommen besucht werden kann.“ Allgemein meinte Mock, daß es sich bei dem Anschlag „offensichtlich um einen Hinterhalt“ gehandelt habe. Eine iranische Täterschaft sei „wahrscheinlich“, aber nicht eindeutig.

SP-Außenpolitiker Jankowitsch meinte, daß „Iran sehr unangenehm werden kann“, man aber „da kein Auge zudrücken darf“.

GLGL

FRAD260 4 I 0229 AUT /AFP-END7

Autriche-Iran-Kurdes

Le chef de la diplomatie autrichienne accuse l'Iran de l'assassinat des dirigeants kurdes

VIENNE, 21 juil (AFP) - L'Iran est "vraisemblablement" à l'origine de l'assassinat de trois dirigeants kurdes, le 13 juillet dernier à Vienne, a estimé M. Alois Mock, ministre autrichien des Affaires étrangères, dans une interview au quotidien viennois "Die Presse", publiée vendredi.

"La réaction de l'Iran est une saloperie", a déclaré textuellement le chef de la diplomatie autrichienne, critiquant la demande de l'ambassade d'Iran de lever les mandats d'arrêt lancés par la police autrichienne contre deux Iraniens soupçonnés d'implication dans l'assassinat du secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Abdel Rahman Ghassemlou, et de deux de ses collaborateurs.

Selon M. Mock, l'Iran a "apparemment tendu un piège" aux dirigeants kurdes en les faisant venir à Vienne pour négocier les conditions de leur éventuel retour en Iran.

L'un des Iraniens recherchés par la police autrichienne, Amour Mansour Bosorgian, interpellé le soir même de l'attentat, mais relâché en raison de son statut de diplomate, a trouvé refuge à l'ambassade d'Iran à Vienne, qui a refusé de le livrer aux autorités. Le lieu de séjour du second est inconnu et l'ambassade assure qu'il ne se trouve pas dans ses locaux.

wb/gb

ldf

APP 211440 JUL 69

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

LIBERTE DU MORBIHAN (G)

21 JUIL 89

Obsèques à Paris des chefs kurdes

Certains étaient venus de Suède, d'Italie, d'Allemagne, de Grande-Bretagne. Près d'un millier de réfugiés kurdes, en présence de Bernard Kouchner, secrétaire d'état à l'Action humanitaire, ont conduit hier au Père Lachaise, dans la dignité et l'émotion, Abdul Rahman Ghassemlou et Abdullah Ghaderi-Azar, les deux dirigeants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), assassinés il y a une semaine à Vienne. Très ému, M. Kouchner a « honoré deux combattants kurdes, dévoués, opiniâtres et courageux jusqu'à l'excès ». « Ghassemlou voulait faire la paix au nom des kurdes, on a eu peur du message de paix, alors on l'a exorcisé », a-t-il ajouté.

LE PROGRES (G)

21 JUIL 89

Attentat de Vienne : obsèques à Paris des deux dirigeants kurdes

Près d'un millier de réfugiés kurdes, en présence de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, ont conduit hier au Père-Lachaise, dans la dignité et l'émotion, Abdul Rahman Ghassemlou et Abdullah Ghaderi-Azar, les deux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.), assassinés il y a une semaine à Vienne.

l'Humanité

KURDES EN DEUIL

Des milliers de Kurdes ont suivi, hier à Paris, les obsèques de deux de leurs dirigeants assassinés la semaine dernière à Vienne, Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) et son représentant en Europe, Abdullah Ghaderi.

Tous les mouvements kurdes, représentants de ce peuple privé de droits et de patrie, déchiré par l'histoire entre plusieurs Etats (Irak, Iran, Turquie, Syrie, URSS) étaient là. Oubliant leurs divisions dans l'épreuve, ils étaient venus rendre hommage à l'un de leurs grands hommes, Abdul Rahman Ghassemlou, « homme de paix et de dialogue, qui a donné sa vie pour la dignité et la liberté », tombé dans un traquenard tendu par ceux avec qui il négociait.

« Ses assassins sont ceux de la paix et de la démocratie », proclamait une banderole brandie par des femmes en noir.

Présents également les amis du peuple kurde, représentants d'organisations humanitaires. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, représentait le gouvernement. Le PCF était représenté par Alain Zoughebi, membre du Comité central, Charles Lederman, sénateur, et Serge Laloyer.

Françoise Germain-Robin

LIBERATION (G)

31 JUIL 89

Kurdes assassinés : mise en garde iranienne envers l'Autriche

Téhéran a lancé hier soir une nouvelle mise en garde contre « le jeu politique suspect » des autorités autrichiennes, les appelant à une « révision de leur attitude », dans l'affaire de l'assassinat de trois dirigeants kurdes, le 13 juillet à Vienne.

Selon un responsable iranien, cité par l'agence officielle IRNA, les autorités de Vienne « agissent sous l'influence » des partis politiques autrichiens rivaux dont certains « subissent la propagande anti-iranienne ».

VENDEE MATIN

21. 07. 1989

Obsèques à Paris des chefs kurdes

Certains étaient venus de Suède, d'Italie, d'Allemagne, de Grande-Bretagne. Près d'un millier de réfugiés kurdes, en présence de Bernard Kouchner, secrétaire d'état à l'Action humanitaire, ont conduit hier au Père Lachaise, dans la dignité et l'émotion, Abdhul Rahman Ghassemlou et Abdullah Ghaderi-Azar, les deux dirigeants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), assassinés il y a une semaine à Vienne. Très ému, M. Kouchner a « honoré deux combattants kurdes, dévoués, opiniâtres et courageux jusqu'à l'excès ». « Ghassemlou voulait faire la paix au nom des kurdes, on a eu peur du message de paix, alors on l'a exorcisé », a-t-il ajouté.

VAR MATIN

21. 07. 1989

Dirigeants kurdes inhumés.— Près d'un millier de réfugiés kurdes, en présence de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, ont conduit hier au Père Lachaise, dans la dignité et l'émotion, Abdhul Rahman Ghassemlou et Abdullah Ghaderi-Azar, les deux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.), assassinés il y a une semaine à Vienne.

Dans le cimetière, Bernard Kouchner a pris la parole : « Le gouvernement français s'incline devant les trois suppliciés et présente ses condoléances et son soutien à la famille », a-t-il dit. Très ému, il a « honoré deux combattants kurdes, dévoués, opiniâtres et courageux jusqu'à l'excès ». « Ghassemlou voulait faire la paix au nom des Kurdes, on a eu peur du message de paix, alors on l'a exorcisé », a-t-il ajouté.

Parmi les personnes venues rendre hommage aux deux dirigeants kurdes, des dizaines de membres de Médecins Sans Frontières, ou de l'Aide Médicale Internationale, deux O.N.G. qui ont actuellement des missions à la frontière irako-iranienne.

REVOLUTION

21. 07. 1989

Ghassemlou

Le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a été assassiné jeudi dernier dans un appartement à Vienne (Autriche). Deux autres membres de son parti ont également été tués. Tout donne à penser qu'ils ont été exécutés

par des gens qui ne leur étaient pas inconnus. C'est une très grande perte pour le mouvement autonomiste kurde. Ghassemlou, qui fut en 1977-1978 professeur à la Sorbonne, a toujours été un homme de dialogue, estimant qu'il n'existait pas de solutions militaires au problème kurde.

MONTAGNE

21. 07. 1989

Obsèques à Paris des deux Kurdes assassinés à Vienne

CERTAINS étaient venus de Suède, d'Italie, d'Allemagne, de Grande-Bretagne. Près d'un millier de réfugiés kurdes, en présence de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, ont conduit, hier, au Père-Lachaise, dans la dignité et l'émotion, Abdhul Rahman Ghassemlou et Abdullah Ghaderi-Azar, les deux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), assassinés il y a une semaine à Vienne.

Dans le cimetière, Bernard Kouchner a pris la parole : « Le gouvernement français s'incline devant les deux suppliciés et présente ses condoléances et son soutien à la famille », a-t-il dit. Très ému, il a « honoré deux combattants kurdes, dévoués, opiniâtres et courageux jusqu'à l'excès ». Ghassemlou voulait faire la paix au nom des Kurdes, on a eu peur du message de paix, alors on l'a exorcisé », a-t-il ajouté.

Tous s'étaient réunis en début d'après-midi place de la République, à Paris. En silence, ils se sont rassemblés à l'arrivée des corbillards, recouverts de gerbes de fleurs. En cortège, ils ont remonté l'avenue de la République. En tête, les peshmergas (combattants, celui qui défie la mort), en tenue traditionnelle, arabanou sur la tête.

Certains, blessés, dans des chaises roulantes, levalent des portraits. Derrière eux, un grand drapeau noir rendait hommage à Abdhul Rahman Ghassemlou, « homme de paix, de dialogue, qui a offert sa vie pour la dignité, la liberté et la démocratie. Ses assassins sont les assassins de la paix et du peuple kurde ».

Dans la foule, beaucoup portaient de petites pancartes blanches proclamant en lettres noires : « Nous continuons le combat », « Leur vie n'est pas achevée, car c'est en nous qu'ils vivent maintenant » ou encore « Nous exigeons la reconnaissance internationale de la cause kurde ».

Devant le Mur des Fédérés

Parmi les personnes venues leur rendre hommage, des dizaines de médecins de Médecins sans Frontières ou de l'Aide médicale internationale, deux ONG qui ont actuellement des missions à la frontière irako-iranienne.

Lentement, ils sont arrivés au cimetière du Père-Lachaise, en passant, selon leur souhait, devant le Mur des Fédérés, là où furent fusillés les communards de 1871. Les deux cercueils ont ensuite été déposés aux côtés d'une petite estrade, ornée du portrait des deux hommes.

Après Bernard Kouchner, Thomas Hammerberg, ancien secrétaire général d'Amnesty International, président du comité suédois de soutien au peuple kurde, a lui aussi rendu hommage à la personnalité de Ghassemlou, homme à « l'esprit ouvert, respecté au niveau international et d'une grande envergure », qui se « battait pour les droits de l'homme et de la paix ».

21.07.89

Deux Iraniens recherchés pour l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou

La police autrichienne a lancé des mandats d'arrêt contre deux Iraniens qui seraient impliqués dans l'assassinat, jeudi dernier à Vienne, de trois dirigeants kurdes, dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Abdel Rahman Ghassemlou, a-t-on indiqué, mardi 18 juillet, de source policière. La police avait appréhendé, sur les lieux du triple meurtre, un Kurde iranien qui avait affirmé se trouvé à Vienne pour participer à la réunion au cours de laquelle les trois dirigeants kurdes ont été tués (*le Monde daté 16-17 juillet*). Lors de son assassinat, Ghassemlou était en pourparlers avec un émissaire iranien détenteur d'un passeport diplomatique, lui-même blessé dans la fusillade.

Ce kurde iranien, dont certains opposants au régime islamique disent qu'il est un «agent» de Téhéran, avait été relâché. Il est maintenant l'objet d'un mandat d'arrêt, de même qu'un autre ressortissant iranien. L'ambassade d'Iran a indiqué mardi soir que l'un des deux hommes recherchés se trouvait dans ses locaux, où les policiers autrichiens peuvent venir l'interroger.

L'Iran a accusé l'Irak d'être responsable de l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou, tandis que Bagdad, ainsi que le PDKI et les Moudjahidines du peuple (deux mouvements ayant leur quartier général en territoire irakien), en ont imputé la responsabilité à Téhéran.

(AFP)



FREITAG, 21. JULI 1989

In Anwesenheit Tausender Kurden wurden am Donnerstag auf dem Pariser Berühmtheiten-Friedhof Père Lachaise der wohl populärste kurdische Partisanenführer, Abdel Rahman Ghassemlou, und sein Stellvertreter, Abdullah Ghaderi, begraben. Beide waren vor einer Woche in Wien ermordet worden. Französische Persönlichkeiten waren im Trauerzug: Wegen seiner liberalen Gesinnung und seiner Ablehnung des Terrorismus wurde der Chef der DKPI (die Kurdenpartei im Iran) auch von westeuropäischen Politikern geschätzt.

Zuvor hatte es erschütternde Szenen im Pariser

Tausende Trauergäste und eine Mahnung an Österreich

Kurden begraben in Paris zwei ihrer besten Führer

kurdischen Institut gegeben, wo die Toten aufgebahrt waren. Kriegsversehrte kurdische Kämpfer in Volkstracht brachen schluchzend vor den Särgen zusammen. Das winzige kurdische Institut wirkte wohl auch wie ein Symbol der Machtlosigkeit dieses auf vier Nahoststaaten verstreuten 25-Millionen-Volks: Ein unscheinbares Gebäude in einem dunklen Hinterhof.

Für die Morde machte die DKPI neuerlich das irani-



Bild: Schaffer

**Nannte Iran als Anstifter:
Helena Nasrin Ghassemlou**

sche Regime verantwortlich: Ghassemlou, der bekanntlich in Wien mit Vertretern des Irans über einen Waffenstillstand und eine Teilautonomie des Kurdengebietes verhandelte, sei in eine Falle getappt. Wobei die DKPI an die österreichischen Behörden appellierte, sich bei der Aufklärung des Anschlags „nicht vom Iran unter Druck setzen zu lassen“.

Inoffiziell wird allerdings nicht ausgeschlossen, daß die Mörder nur einer Fraktion des Teheraner Regimes gehorchten, die den weit fortgeschrittenen Einigungsprozeß mit den Kurden torpedieren wollte.

DANNY LEDER, PARIS ■

Die Mörder des Generalsekretärs der demokratischen kurdischen Partei, der in Wien durch Kopfschuß getötet worden war, konnten noch nicht entdeckt werden. In Paris demonstrierten gestern Kurden mit dem Bild des Mordopfers Abdul Rahman Quassemblou gegen den heimtückischen Anschlag, hinter dem das Mullah-Regime im Iran stecken könnte. Es gibt keine brauchbare Spur.

Neue Kronen Zeitung

UNABHÄNGIG

21.07.89



Foto: AP

Enquête sur l'assassinat des dirigeants kurdes

UN ODIeux GUET-APENS

Le parti d'Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné à Vienne et le gouvernement autrichien accusent Téhéran

« C'EST un véritable traquenard qui a été monté contre Abdul Rahman Ghassemlou, et cela dès le début des négociations avec l'Iran. » Pour la direction du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), le crime prémédité ne fait aucun doute : le secrétaire général du Parti, son représentant en Europe Abdullah Ghaderi, et Fadhil Rasoul, un intellectuel kurde de grand renom, sont tombés dans un guet-apens préparé par Téhéran, le jeudi 13 juillet, dans l'appartement privé de Vienne qui avait été mis à leur disposition pour un deuxième round de négociations avec trois plénipotentiaires iraniens.

Ces négociations, voulues par Téhéran, avaient été approuvées par le Bureau politique du PDKI, qui avait donné carte blanche à son secrétaire général pour les mener à bien comme il l'entendait. Le premier acte avait eu lieu en décembre et janvier, avec deux rencontres, à Vienne déjà, qui avaient permis aux deux parties d'exposer leurs points de vue. Un compte rendu détaillé en avait été fait au Bureau politique du PDKI, mais aucun nouveau rendez-vous n'avait été pris. La direction du Parti n'a découvert qu'après coup celui, fatal, de

juillet. Abdul Rahman Ghassemlou n'avait dit à personne, pas même aux militants venus l'accompagner au lieu où il avait rendez-vous avec la mort, qu'il allait rencontrer des Iraniens.

Ces émissaires, les mêmes que lors de la première rencontre, sont des hommes de confiance de Rafsandsjani, futur président de la République et homme fort du régime depuis la mort de Khomeiny : Djafari Sahrarouri, collaborateur du ministre des Affaires étrangères Velayati, Mansour Bozorghian, chef des renseignements des Pasdarans pour tout l'ouest de l'Iran et Mostafa Adjoudi. Le rôle de ce dernier est peu clair. Il serait le « garde du corps » qui, alors que la réunion prenait fin, s'est absenté sous prétexte d'aller chercher des boissons, en réalité pour ouvrir la porte au commando de tueurs avant de disparaître. On ignore depuis où il se cache, et la police autrichienne a lancé un mandat d'amener contre lui et contre un deuxième négociateur iranien : Bozorghian qui, surpris par la police alors qu'il quittait l'appartement, a fait une brève déposition avant de se réfugier à l'ambassade d'Iran dont il refuse depuis lors de sortir.

Les enquêteurs aimeraient pourtant en savoir plus sur le fameux commando de tueurs, dont on commence à douter de l'existence, et sur les raisons pour lesquels Bozorghian s'enfuyait, abandonnant sur place le chef de la délégation iranienne, son compatriote, blessé à la bouche et au bras et qui se trouve, depuis, à l'hôpital.

Les policiers autrichiens restent extrêmement discrets sur les résultats de leur enquête. Tout ce qu'on sait, c'est qu'ils ont trouvé plusieurs armes, dont un pistolet-mitrailleur Uzi (de fabrication israélienne), mais que les balles meurtrières proviennent seulement de deux revolvers. Ils ont également saisi une enveloppe contenant une forte somme en dollars et l'enregistrement des conversations. Selon Hélène Ghassemlou, qui s'est rendue à Vienne pour chercher le corps de son mari, la police autrichienne a déjà acquis la conviction de la responsabilité du gouvernement iranien, ce que confirmait hier, dans une interview au quotidien « Die Presse », le ministre autrichien des Affaires étrangères, Alois Mock. Il qualifiait de « saloperie » l'attitude de Téhéran et les menaces à peine voilées proférées contre l'Autriche après le mandat d'arrêt lancé contre deux porteurs de passeports diplomatiques iraniens.

Le guet-apens, s'il se confirme, est d'autant plus odieux qu'il a été camouflé en une offre de paix à laquelle répondaient, courageusement, les représentants d'un peuple persécuté depuis des années et qui lutte pour son autonomie et la reconnaissance de ses droits culturels. Ceux qui avaient rencontré ces derniers temps Ghassemlou confirment qu'il était conscient du risque qu'il prenait.

Les Kurdes présents jeudi aux obsèques de Ghassemlou au Père-Lachaise rendaient hommage à son courage et se disaient prêts à continuer son combat pour la paix.

Françoise Germain-Robin

L'Événement du Jeudi

20.07.89

Kurdes : dialogue impossible ?

Le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Abdul Rahman Ghassemlou, un modéré, a été assassiné à Vienne la semaine dernière avec deux de ses compagnons, au moment où il s'apprêtait à renouer le dialogue avec Téhéran après la mort de l'ayatollah Khomeiny.

L'Humanité

20.07.89

ASSASSINAT DE GHASSEMLOU : LE TON MONTE

Le ton a subitement monté hier entre l'Autriche et l'Iran après le mandat d'arrêt lancé par la police autrichienne contre deux Iraniens porteurs d'un passeport diplomatique. Amir Mansour Bozorghian et Mustapha Hadfidji sont recherchés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du secrétaire général du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), Abdul Rahman Ghassemlou, et de deux autres dirigeants du Parti (dont le représentant à Paris, Abdullah Ghaderi). Les trois hommes avaient été abattus le 13 juillet dernier à Vienne.



Freitag
21 Juli 1989

Milliye

Stalk Gazette

Avusturya polisi, SAVAMA ajanının peşinde

Kassemlu suikastında "İran parmağı"

• Ali H. YURTSEVER • VIYANA

AVUSTURYA'nın başkenti Viyana'da geçtiğimiz hafta İran Kürdistan Demokrat Partisi lideri **Abdül Rahman Kassemlu** ile iki arkadaşının öldürülmesi olayıyla ilgili olarak aranan iki kişiden birinin İranlı diplomat, diğerinin de İran gizli servisi SAVAMA'nın ajanı olduğu bildirildi.

Avusturya polisi, haklarında tutuklama emri yayınlanan bu iki İranlıyı yakalayabilmek için yoğun bir faaliyet başlatırken, Avusturya televizyonu, İran'ın Viyana Büyükelçisi'nin, aranan kişilerden birinin elçilikte bulunduğunu ve polisin bu kişiyi sorguya çekmek için gelebileceğini bildirdiğini kaydetti.

Polisin peşine düştüğü ve SAVAMA ajanı olduğu bildirilen **Amir Mansur Bozorgian** adlı kişi, perşembe akşamı Viyana'nın Stadpark semtinde meydana gelen cinayetin ardından bir süre gözaltına alınmış, ancak sorguya çekildikten sonra serbest bırakılmıştı.

Kassemlu ve iki Kürt arkadaşının İranlılarla yaptığı toplantıya katılan **Bozorgian**, polise verdiği ifadeye saldırıdan kısa bir süre önce yemek almak için dışarıya çıktığını ve saldırıyı görmediğini söylemişti. Ancak bazı kaynaklar, toplantıya katılan ve saldırı olayında ağızından yaralanan **Mubammed Cafari Sahrarudi** adlı İranlının olaydan sonra yaralı olarak dışarı çıktığını ve sokakta **Bozorgian**'a 9 bin dolar (20 milyon lira) verdiğini kaydediyorlar.

Bu arada Kürt kökenli olan **Bozorgian**'ın söz konusu toplantıya katılan ve polis tarafından aranmakta olan İranlı diplomatın koruması olduğu da kaydediliyor.

Cumhuriyet

led by Yunus Nadi, 1924 (65 year)

Saturday 22, July 1989

Published by Cumhuriyet

Özgürlük ve demokrasi düşmanı karanlık güçler tarafından 13 Temmuz 1989'da Viyana'da katledilen



İ.K.D.P. Genel Sekreteri

Dr. Abdurrahman Kasimlo

İ.K.D.P.M.K. üyesi ve Avrupa Temsilcisi

Abdullah Kadri

Viyana Üniversitesi öğretim üyesi

Dr. Fazıl Resul'ü

saygıyla anıyor ve Kürt halkına başsağlığı diliyoruz

Ahmet Abakay, Ziya Acar, Taner Akçam, Çağatay Anadol, Faruk Aral, Nizamettin Arıç, Mehmet Ali Arslan, Seydo Aslandağ, Atilla Aşut, Ahmet Atak, Ergin Atasü, İ. Metin Ayçiçek, Vedat Aydın, Ergun Aydınoğlu, Mahmut Bakı, Müslim Başaran, Oya Baydar, Gültekin Bekdemir, Mehdi Bektaş, İsmail Beşikçi, Faruk Bildirici, Serpil Bildirici, Çimçit Bilek, Tayfun Bilgin, Tanıl Bora, Mehmet Emin Bozarslan, Ali Bucak, Yümnü Budak, Kemal Burkay, İrfan Cüre, İlay Demir, Necmi Demir, T. Ziya Ekinci, Şerafettin Elçi, Aydın Engin, Hüseyin Erdem, Muzaffer Erdost, Mehmet Ali Eren, Tuğrul Eryılmaz, Ümit Fırat, Gültekin Gazioğlu, Murat Genç, F. Hasan Gökçe, Fethi Gümüş, Semih Gümüş, Fatoş Güney, Paşa Güven, Talat İnanç, Aktan İnce, Ahmet Kaçmaz, Refik Karakoç, Ahmet Kardam, Muhittin Karkın, Şerafettin Kaya, Handan Koç, Saim Koç, Ertuğrul Kürkçü, Ömer Laçiner, Roland Mönch, Yayla Mönch Bucak, Kendal Nezan, Ahmet Zeki Okçuoğlu, Abdullah Onay, Mahmut Ortakaya, Şadi Ozansü, Mustafa Özer, Banu Paker, Şivan Perver, Celal Polat, Veysel Sanaözgen, Gülnur Savran, Sungur Savran, Mahir Sayın, Salih Sümer, Erdal Talu, Server Tanilli, İbrahim Tezan, Mete Tunçay, Ahmet Türk, Erbil Tuşalp, Bülent Uluer, Kemal Uzun, Mehmet Uzun, İ. Şerif Vanlı, Mehmet Vural, Hatice Yaşar, Şilan Yaşar, İrfan Yavru, Yücel Yeşilgöz, Mustafa Yılmaz, Yalçın Yusufoğlu, Halil Yüksel, Ragıp Zarakolu

Yılmaz Güney'in eşi 'Kürt'ün cenazesinde

Artun ÜNSAL
PARİS, (Hürriyet)

VİYANA'da kimliği belirlenemeyen kişiler tarafından öldürülen İran Kürdistan Demokratik Partisi (İKDP) lideri **Abdulrahman Kassemli** ve aynı suikastte hayatını kaybeden **Abdullah Haderi**, dün Paris'te düzenlenen büyük bir cenaze töreni ile toprağa verildi.

Cenaze törenine bin kadar **Kassemli** taraftarının yanı sıra, **Kassemli**'nin eşi ve iki kızı, Fransa Hükümeti'ni temsilen insan haklarından sorumlu bakan yardımcısı **Bernard Kouchner** ile Fransa Milli Eğitim Bakanı **Lionel Jospin** katıldı. İran ve Iraklı Kürt örgütlerinin temsilcilerinin de hazır bulunduğu tören sırasında, **TKP - ML**, **THKPH-C** (Acilciler) **TKP - ML** hareketi pankartları ve **Devrimci**

Partizan ve Komkar bildirileri göze çarptı.

Paris'te kanserden ölen **Yılmaz Güney**'in de yattığı **Pere Lachaise Mezarlığı**'nda yapılan ve **Güney**'in eşinin de katıldığı törende, konuş-

macılar, "ılımlı ve uzlaşıcı" Kürt lideri **Kassemli**'nin öldürülmesini, barış ve demokrasi adına büyük bir kayıp olarak nitelediler ve bölgedeki ülkeleri Kürtlerin haklarına daha saygılı davranmaya çağırdılar.



TANIDIK YÜZ Yılmaz Güney ile aynı mezarlığa defnedilen Kürt liderin cenaze törenine **Fatoş Güney**'de (soldan beşinci) katıldı...

KATLIAMIN ÖYKÜSÜ

Kasımlo'ya 'Acem tuzacı'

23 TEMMUZ 1989

İKDP önderi babasının öğüdünü tutmadı. İran'a güvendi. Katil komandoların kurbanı oldu. Silah arkadaşları: "Kavgasürecek, ancak çözüm silahla olmayacak."

13 Temmuz 1989. Viyana Hilton yanındaki apartmanda bir yanda Kürt önderlerinden Abdurrahman Kasımlo, yardımcısı Abdullah Kadiri ve Dr. Fazıl Resul; öte yanda İranlı temsilcilerden Muhammed Caferi Sahrarudi'yle Hacı Mustafavi. Kürt sorunu için görüşmelerin sonuna yaklaşıldığında içeriye giren 3-6 kişilik bir grup "katil komando" Kasımlo, Resul ve Kadiri'yi kurşun yağmuruna tutuyor. Hepsini öldürüyor. Yaralanan İranlı Sahrarudi. Mustafavi polisçe yakalanıyor. İranlı muhafız Amir Mansuri ve katil komandolar sırta kadem basıyorlar. Geriye sadece suç aletleri kalıyor.

Temmuz 19, Paris. İran Kürdistan Demokrat Partisi (İKDP) siyasi büro üyesi Abdullah Hasanzade ve Hasan Şerefi'yle Paris Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan basın toplantısı düzenliyorlar. Yapılan açıklamaya göre "Kürt önderler İran tuzacağına düşürüldüler." Hasanzade şöyle diyor: "Benzer görüşmeler gene Viyana'da Aralık 1988-Ocak 1989 arasında yapıldı. Banda alındı. Ancak Rafsancani'nin özel temsilcisi Sahrarudi'nin ricası üzerine gizli tutuldu. Ancak görüşmelerde hiçbir karar alınmamış, tarih saptanmamıştı". Oysa 12 Temmuz'da 3 saat süren ilk günlük görüşme çok olumlu geçmiş, ertesi gün için randevu bile alınmıştı. Kimine göre "anlaşma protokolü" imzalanacaktı. Gerçi Kasımlo önceki Avrupa gezilerinde yakın dostlarına "İran'la Kürt konusunda bir anlaşma imzalanacağı" müjdesini vermişti. Ama böylesine erken mi? Düşündürücü tarafı buydu işin. Tuzak bu muydu?

Doğrusu Kasımlo, sınırlı bile olsa İran Kürdistan'ına özerklik için görüşme zamanının geldiğine inanmıştı artık. İran'da "Kürt sorunu askeri yoldan çözülmez" diyordu Kürt lideri. İki şartı vardı Kasımlo'nun: Bir, gerçekten yetkili ve ciddi kişilerle masaya oturmak. İki, İran için demokrasi Kürdistan'a demok-



ABDURRAHMAN KASIMLO ve Fransa'da düzenlenen cenaze töreni ilanı

rasi formülünü benimsemek. Humeyni'nin kırkında İranlılar "rehber"lerine "kurban" olarak Kasımlo'yu mu seçmişlerdi? Daha sonra yakalanan muhafız Amir Mansuri diplomatik pasaportlu olduğundan serbest bırakıldı. Ayrıca polis de onu sorguya çekmeye pek niyetli görünmedi.

Olay gecesi İran Büyükelçisi, Dr. Fazıl Resul'un eşine, "Bu, Kürtlerle görüşme yapmamızı engellemek isteyen bir fraksiyonun işi olmalı" demiş. Kürt liderlere göre de sorumlu İran. Görüşme isteği Tahran'dan geldi, gizlice sürdürüldü. Evin kapısı içeriden açılmış; zorlanmamış, kırılmamıştı. Olaydan sonra Mehabatlı Kürtler kenti işgal edip, gösteri yaptılar. 300 kişi tutuklandı hükümetçe.

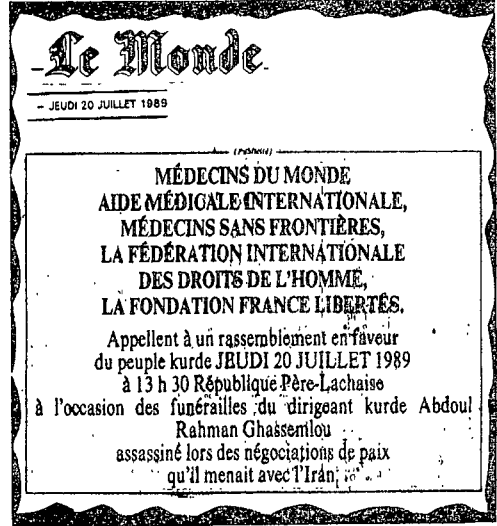
Güvenilir kaynaklara göre İran temsilcilerinden Hacı Mustafavi, "Kürt sorunu sorumlusu" ve "katliamin" beyni.

Bu arada öldürülen Dr. Resul'un kişiliği ilginç. Kendisi Irak Kürtlerinden. Dolayısıyla "Saddam"ı en büyük düşman görüyor." İKDP ile ilgisi yok. Kasımlo'nun dostu. Amacı, İKDP Genel Sekreteri'ni Irak'tan uzaklaştırıp İran'a yaklaştırmak. İran'a yakın bir "laik İslamcı". Viyana Üniversitesi'nde

doktora yapmış; Kahire'de öğretim üyeliği. 1946 Mehabat Kürt Cumhuriyeti'nin düşmesinden sonra Sovyetler Birliği'ne gitmiş; 1960'lardan beri yaşadığı Çekoslovakya Prag Baharı'na katılmış. Sovyet müdahalesinden sonra da Paris'e sığınmış. Kasımlo, öldürülmeseydi Paris'e dönüp, hemen arkasından ABD'ye gidecekti. Ne ki, "İranlı bir yönetici görürsen ya öldür ya da kaç!" diyen babasının sözlerini unuttu ünlü Kürt önderi.

Merkez Komitesi yeni bir genel sekreter seçene kadar bu görevi üstlenen Hasan Şerefi, "Hiçbir şey kavgamızı engelleyemez. Çok şehit verdik, ama mücadelemiz sürecek. İranlılara güvenmiyoruz ve görüşme masasına oturmamız imkânsızlaştı. Ancak İran'daki Kürt sorununa askeri çözüm bulabileceğimizi sanmıyoruz" dedi. Kasımlo ve yardımcısının cenaze töreni 19 Temmuz'da Paris'te yapıldı. Çok sayıda Kürt örgütü ve Fransız kuruluşları katıldı törene. İnsan Hakları sorumlusu Bakan Bernard Kouchner şunu belirtti: "Kasımlo, çok sevdiği ve bizzat uyguladığı insan hakları bayramı günü katledildi. Üçüncü Dünya'da tanıdığım en demokrat, devrimci, insancıl gerilla ve siyaset adamıydı."

M.ŞEHMUS GÜZEL/PARİS



Überführung der Leiche des Kurdenführers Ghassemlou vergangene Woche in Wien.



Foto Klaus Raissinger

KURDEN

Mord auf Bestellung

Weil zahlreiche Indizien auf eine Verwicklung iranischer Geheimdienstkreise in das Wiener Attentat deuten, agieren die österreichischen Behörden zurückhaltend.

Drei Tage lang war Mohamed Djaffari Saharoodi vernehmungsunfähig. Erst vorvergangenen Sonntag konnte er den österreichischen Ermittlungsbehörden seine Wahrnehmungen beim Attentat auf die drei kurdischen Exilpolitiker in der Wiener Linken Bahngasse zu Protokoll geben. – Sprengstoff für die Beziehungen zwischen dem iranischen Mullah-Regime und Österreich.

Er sei, gab der für Kurdenfragen zuständige höchste Offizier der iranischen Revolutionsgarden (Pasdaran) bei seiner Einvernahme im Spital an, mit den beiden Kurdenvertretern und dem Wiener Politologen Fadil Rasoul im Wohnzimmer gesessen. Die Friedensverhandlungen seien für diesen Tag fast beendet gewesen.

Der zweite iranische Diplomat, Mustafa (Haji) Ajvadi, für Kurdenfragen zuständiger Geheimdienstoffizier, sei ebenfalls in der Wohnung anwesend gewesen. Ein dritter Iraner, der Sicherheitsmann Amir Bozorgian, hätte sich im Vorraum der Zweizimmerwohnung aufgehalten.

Plötzlich, so Saharoodi, sei ein fremder Mann mit heller Kappe im Zimmer gestanden und habe sofort geschossen. Die erste Kugel habe ihn, Saharoodi, getrof-

fen. Er sei zusammengebrochen und habe nur noch mehrere Schüsse und persische Wortfetzen gehört.

Der Geheimdienstmann Ajvadi müsse unmittelbar zuvor aufgestanden sein, um den Raum zu verlassen. Er, Saharoodi, hätte dem aber keine Bedeutung beigemessen.

Als sich Saharoodi, durch einen Schuß in den Mund schwer verletzt, wieder auf-rappelte, waren die drei Kurden tot. Der Kurdenführer Abdul Rahman Ghassemlou saß, von acht Kugeln durchsiebt, zusammengesunken in einem Sessel; sein Vertrauter und Stellvertreter Abdullah Ghaderi-Azar lag mit mehreren Kopfschüssen in der Mitte des Raumes; der Vermittler der Geheimkonferenz, Rasoul, war ebenfalls noch aufgesprungen, ehe er von fünf Projektilen getroffen wurde.

Die Attentäter waren bereits verschwunden, als sich Saharoodi in den Vorraum schleifte. Dort sei er – unmittelbar nach der Tat – auf die beiden anderen Iraner getroffen, die gerade die Wohnung verließen.

Spätestens nach dieser Aussage war der Polizei klar, wer hinter dem Mordanschlag steht.

Die Haftbefehle, die der Untersuchungsrichter wegen unterlassener Hilfeleistung daraufhin gegen die beiden Iraner ausstellte, waren freilich nur noch ein Formalakt: Zumindest Sicherheitsoffizier Bozorgian hielt sich zu diesem Zeitpunkt längst in der iranischen Botschaft auf. „Wir haben ihm gesagt“, erklärt Botschaftsvertreter Hussein Schafazand die Politik der Iraner, „daß er, solange der ungerechtfertigte Haftbefehl aufrecht bleibt, seinen Aufenthaltsort nicht verlassen und den Behörden keine weiteren Informationen geben darf.“ Über den Aufenthaltsort des Geheimdienstmannes Ajvadi wollen die Iraner ebensowenig wissen, wie die ermittelnden Sicherheitsbehörden. Schafazand: „Er ist verschwunden, und wir bangen um ihn. Er war in geheimer Mission unterwegs, nicht einmal der Botschafter wußte davon.“

Bei Bozorgian hätten sich die österreichischen Behörden das nun aufbrechende diplomatische Ränkespiel ersparen können. Als die Polizei vorvergangenen Donnerstag, kurz nach 19.30 Uhr, am Tatort eintraf, kniete der Sicherheitsoffizier vor dem Haus Linke Bahngasse 5 neben dem Verletzten. Seine Erklärung: Er wisse nicht, was in der Wohnung vorgefallen sei, er wäre gerade essen gewesen und habe beim Zurückkommen Saharoodi, zu dessen Schutz er abgestellt gewesen sei, blutend auf der Straße gefunden.

Eine Rechtfertigung, an deren Glaubwürdigkeit schon damals Zweifel angebracht waren: In dem Schnellimbiß, wo Bozorgian gewesen sein will, konnte sich niemand an ihn erinnern. Zudem lagen der Polizei spätestens Samstag früh Erkenntnisse vor, wonach Bozorgian schon vor dem Eintreffen der ersten Funkwagen andere Personen von der Bluttat informiert hatte.

Schon die erste Rekonstruktion des Tat-herganges legte die Vermutung nahe, daß die Attentäter mit Hilfe zumindest eines Verhandlungsteilnehmers in die Wohnung gekommen waren: Bei der Gegensprechanlage an der Haustür fanden die Beamten einen Plastikstreifen, mit dem die Tür offengehalten worden war. Das Schloß an der Wohnungstür wies keinerlei Manipulationen auf.

Obwohl Bozorgian keinen Diplomatenstatus genießt – er war nur mit einem Dienstpäß nach Österreich eingereist –, fand das Gericht keinen ausreichenden Haftgrund. Nach den Vernehmungen am Freitag wurde er entlassen und suchte die Botschaft auf. Zu weiteren Verhören am Samstag und Sonntag vormittag erschien

der Iraner erst, nachdem die Botschaft vom Außenamt freies Geleit für ihn zugesichert bekam.

Seit Ausstellung des Haftbefehles am Sonntag nachmittag beschränkt sich die Staatspolizei auf die Bewachung der iranischen Botschaft. „Die österreichischen Behörden haben nicht versucht, Bozorgian bei uns zu verhaften“, berichtet Schafazand.

Man müsse die Frage im Dialog lösen, gibt sich Außenminister Alois Mock, der gegenüber der „Presse“ das iranische Vorgehen als „Schweineerei“ bezeichnet hatte, nunmehr diplomatisch. Szenen wie die im Sommer 1987 in Paris sollen uns, so der Tenor, erspart bleiben.

Damals war ein Angehöriger der iranischen Botschaft, Vahid Gordji, dringend verdächtig, in mehrere Bombenanschläge mit insgesamt 13 Toten verwickelt zu sein. Gordji flüchtete in das Botschaftsgebäude, das daraufhin monatelang von der französischen Polizei umstellt blieb.

Im Gegenzug setzten die Iraner damals elf Franzosen in der französischen Botschaft in Teheran fest. Nach einem halben Jahr durfte Gordji ausreisen, nachdem er sich vorher dem Untersuchungsrichter pro forma gestellt hatte.

Der außenpolitische Sprecher der SPÖ, Peter Jankowitsch, erinnerte vergangene Woche daran, daß der Iran bei solchen Auseinandersetzungen „sehr unangenehm“ werden kann.

Unannehmlichkeiten, die sich Österreich bislang erspart hat: „Die österreichische Hauptstadt“, kommentierte etwa die Hamburger „Zeit“ die jüngsten Ereignisse, „ist ein mörderisches Pflaster für die iranische Opposition.“

Schon 1979 blieben die offiziellen Ermittlungen nach einem Anschlag auf den irakischen Kurdenführer Masoud Barzani in Wien ohne Ergebnis. Meldungen, wonach damals einer der Attentäter festgenommen worden sei, wurden von der Staatspolizei dementiert.

1987 wurde der iranische Exilpolitiker Hamid Chitgar zu angeblichen Verhandlungen nach Wien gelockt und hier ermordet. Seine Angehörigen beschuldigten damals – wie heute die Witwe Ghassemelou – die österreichischen Behörden, zu wenig zum Schutz und zur Aufklärung unternommen zu haben.

Die bisherigen Ermittlungsergebnisse im jüngsten Mordfall sind dürftig: Zehn Tage nach der Tat

steht lediglich fest, daß das Mordkommando über weitere Helfer in Wien verfügt haben muß. Vermutet wird auch, daß in die Gesprächsvorbereitung weitere Iraner aus dem Umfeld der Botschaft involviert waren.

Dennoch verlangten Botschaftsvertreter vergangene Woche mehrfach die Rücknahme der „ungerechtfertigten Haftbefehle“ und die Erlaubnis, den verletzten und schwer bewachten Iraner ohne Zeugen sprechen zu können. Dem österreichischen Geschäftsträger in Teheran wurde vom dortigen Außenministerium eine „verdächtige Handhabung des Terroranschlages durch die Wiener Sicherheitsbehörden“ vorgeworfen.

Möglicherweise sind die Schüsse von Wien Teil des Machtkampfes, der sich gegenwärtig in Teheran abspielt. Am Freitag dieser Woche soll der neue starke Mann Persiens, der gegenwärtige Parlamentsvorsitzende Hojatolleslam Haschemi Rafsandjani, vom Volk zum Staatspräsidenten gewählt werden: Der ehemalige Pistazienhändler aus der Stadt Rafsandjani wird künftig – wie der US-Präsident – ohne Premierminister regieren und das Kabinett selbst leiten.

Der iranische Hauptverhandler mit den Kurden in Wien, Saharoodi, war ein Freund und Vertrauter des künftigen Präsidenten.

Schon der einst als Khomeini-Nachfolger vorgesehene Ayatollah Hossein Ali Montazeri hatte den iranischen Kurdenführern Mitte 1985 Versöhnungsgespräche

angeboten. Ghassemelou war aber erst 1988 darauf eingegangen. Nach dem Giftgaskrieg des irakischen Regimes gegen seine eigenen Kurden hatte sich der iranische Kurdenführer zunehmend vom Regime in Bagdad distanziert.

Khomeini wollte von Zugeständnissen an die Kurden nichts wissen. Das frühzeitige Bekanntwerden der Verhandlungen trug daher zum Sturz Montazeris bei. Auf der kurdischen Seite sollen dabei Indiskretionen der irakischen „Patriotischen Partei Kurdistans“ (PUK) eine Rolle gespielt haben. Diese im Teheraner Exil befindliche Gruppe wurde von Ghassemelou daher zu den Wiener Verhandlungen nicht mehr beigezogen.

Seit der Ausschaltung Montazeris gibt es zwei Gruppen, die im Iran um die Macht kämpfen: auf der einen Seite die dominierende des „Pragmatikers“ Rafsandjani, zu der auch Außenminister Ali Akbar Velayati und der Übergangspräsident Ali Khomeini gehören. Sie überlegten, durch die Gewährung einer begrenzten Autonomie an die Kurden ihre Position im inneren Machtspiel wie auch außenpolitisch zu stärken.

Auf der anderen Seite stehen die Radikalen um den Innenminister Ali Akbar Mohtashemi sowie den jetzigen Premierminister Mir Hussein Mussavi und den Informations- und Sicherheitsminister Hojatolleslam Shapur Reyshari.

Einer der letzten Züge in diesem Schachspiel: Rafsandjani versuchte, dem Innenminister die libanesische Hisbollah-Partei zu entwinden, in deren Umkreis die schiitischen Geiselnnehmer zu suchen sind. Die Hisbollahs, gestützt vom iranischen Innenminister, brachen am 8. Juli in Westbeirut eine Schießerei vom Zaun, die von den syrischen Truppen energisch beendet wurde. Zwanzig Menschen starben im Kugelhagel.

Versierte Nahostbeobachter sehen in diesem Blutbad ebenso einen Ausdruck der Machtkämpfe in Teheran wie in der Schießerei von Wien am 14. Juli.

Mordopfer Ghassemelou hatte die Gefahr geahnt: In einem Interview, das er dem österreichischen Kurden-Spezialisten Ferdinand Hennerbichler zur Jahreswende für die „Wiener Zeitung“ gewährte, erklärte der Chef der Iran-Kurden nicht nur ausdrücklich seine Präferenz für Rafsandjani („Der Mann, der den Iran auch in Zukunft kontrollieren wird“), er wies auch auf die Gegenkräfte hin: „Zum Beispiel Premier Mussavi und Innenminister Mohtashemi – beide sind, sagen wir, sehr radikal.“ Einen aus dieser Gruppe der Hardliner hatte Ghassemelou vergessen: den Informations- und Sicherheitsminister Reyshari. Dem unterstand jener hohe Geheimdienstler Mustafa (Haji) Ajvadi, zuständig für das Kurdengebiet, der Ghassemelou in Wien als einer der zwei Verhandler gegenübertrat. Der Rafsandjani-Mann Saharoodi wurde verletzt, Ajvadi entkam. ■



Foto: Klaus Rausinger

Witwe Ghassemelou: Nachlässige Ermittlungen der österreichischen Behörden

FRA0334 4 I 0292 FRA /AFP-EUD3

Iran-Kurdes-Autriche

L'attentat de Vienne a été "minutieusement préparé" par Téhéran, selon les Moudjahidine du peuple Iranien

PARIS, 25 juil (AFP) - L'attentat commis à Vienne le 13 juillet et au cours duquel trois dirigeants kurdes ont été assassinés, était une opération "minutieusement préparée" par le régime de Téhéran, a affirmé mardi à Paris l'un des responsables des Moudjahidine du Peuple d'Iran (opposition armée iranienne basée en Irak).

Trois organes majeurs du régime de Téhéran ont "préparé et coordonné" l'attentat, selon M. Afchine Alavi, l'un des responsables des relations internationales des Moudjahidine du Peuple d'Iran: la base Ramazan du corps des pasdarans (gardiens de la Révolution) chargée de la répression des kurdes, le quartier général de l'état-major des forces armées et le ministère des Affaires étrangères.

"L'ensemble de ces organes, a dit M. Alavi, est actuellement patronné par M. Hachemi Rafsandjani, commandant en chef par intérim des forces armées".

Pour M. Alavi, l'identité réelle des "trois supposés diplomates" impliqués dans l'affaire est "significative": "Mohammad Djafari-Sahraroudi, alias Rahimi, est commandant des plans et des opérations de la base Ramazan et commandant en chef de la région de Saqez - Amir Mansour Bozorguian est l'agent de liaison entre le ministère des renseignements et la base - Hadi Mostafavi, chef de l'opération terroriste de Vienne, est le directeur général adjoint des relations extérieures du ministère des pasdarans" a affirmé M. Alavi.

Selon M. Alavi, "l'essentiel des activités terroristes du régime de Khomeiny en Europe est coordonné à partir de l'Autriche". Pour lui, "le régime de Téhéran n'a pas changé de nature après la mort de Khomeiny".

b1/bp

AFP 251754 JUL 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Das Debakel der Iranpolitik

Von Andreas Unterberger

Das ist der österreichische Weg im Umgang mit internationalem Terrorismus: Noch nie sind die Behörden in einem dreifachen Mordfall so mit Samthandschuhen vorgegangen wie nach der kaltblütigen Tötung dreier Kurden. Sie tun schier alles, um mögliche Tatzeugen oder Verdächtige loszuwerden. Der eine darf in die iranische Botschaft flüchten, obwohl er sich bei Verhören in seltsame Widersprüche verwickelt hat. Der andere darf nicht nur aus dem Spital in dieselbe Botschaft übersiedeln, einen Tag später hat er auch keinerlei Probleme, ganz regulär aus Österreich auszufliegen. Und die Botschaft selbst ist keineswegs abgeriegelt, sodaß der verbliebene Mann (und vielleicht auch der dritte, über dessen Aufenthaltsort es keine genaueren Beweise gibt) unschwer hinausgeschmuggelt werden könnte.

Das Seltsame dieser Affäre, die in anderen Ländern eine Staatskrise ausgelöst hätte: Da Österreichs offiziöse Nachrichtenagentur offenbar beschlossen hat, zu schweigen, da auch die Boule-

vard-Zeitungen ihre guten Kontakte, zur Exekutive zu schonen scheinen, findet die Affäre in der Öffentlichkeit kaum statt.

Selbst wenn das rasche Desinteresse von Exekutive und Medien damit zusammenhängen sollte, daß es sich bei den Opfern ja „nur“ um Kurden gehandelt hat, bedeutet das dennoch einen schweren Schlag für Wien als internationale Begegnungsstätte. Wenn durch Nachlässigkeiten in der Fahndung toleriert wird, daß Wien zum Schauplatz nah- und mittelöstlicher Mafia-Methoden wird, dann ist das für Ruf und Rolle der Bundeshauptstadt eine Katastrophe.

Es genügt schon, daß man Wien zum beliebtesten Treffpunkt der Agentenszene aus Ost und West werden ließ. Ein Zustand, der ja in diesen Tagen ohnedies wieder für geballt negative Schlagzeilen über Österreich sorgt – wie auch immer die Affäre Bloch ausgehen wird.

Hinter dieser Image-Katastrophe verbirgt sich aber auch das Debakel der gesamten Iran-Politik Wiens. Denn es ist nichts anderes als ein Debakel, wenn am

Ende einer Dekade des Appeasement ein Blutbad steht – und die Angst, daß Österreicher im Nahen Osten als Geiseln genommen werden, falls man zu gründlich nach Terroristen forschen sollte.

Niemand kann sagen, man habe nicht gewußt, welch Geistes Kinder der die islamischen Machthaber in Teheran sind. Von der Besetzung der US-Botschaft und der Geiselnahme der dortigen Diplomaten angefangen zieht sich bis zum heutigen Tag ein ununterbrochener Bogen an Gewalttaten und eiskalten Verletzungen des Völkerrechts. Der staatsoffizielle Befehl aus Teheran, den Buch-Autor Rushdie zu ermorden, gehört ebenso in diese Reihe wie die enge, fast auf Identität hinauslaufende Verwicklung Irans mit libanesischen Geiselnehmern, die bis heute viele ihrer Opfer festhalten.

Österreich aber hat geglaubt, daß uns diese Dinge nichts angehen. Statt dessen hat man gehofft, mit Teheran gute Geschäfte zu machen. Schon in den Zeiten der Geiselnahme in der US-Botschaft bekam man auf die Frage, ob nicht auch Wien formelle Konsequenzen aus diesem Bruch des Völkerrechts ziehe, vom Außenministerium formell zur Antwort: „Wir wollen doch drinnen sein, wenn das Geschäft wieder losgeht.“ Welche Geschäfte dann losgingen, sieht man an der Noricum-Pleite nur zu gut.

Es hätte seit Jahren klar sein müssen, daß mit Ländern wie Iran kein zivilisierter Umgang möglich ist. Und im Interesse der betroffenen Österreicher hätten diese längst vom Aufenthalt im Bereich der iranischen Killer abgehalten werden müssen, damit nicht auch Österreich sein eigenes Territorium zu deren Aktionsgebiet machen muß.

Aber schweigend oder gar schadenfroh beiseitezustehen, solange andere Länder Opfer des iranischen Amoklaufes sind, war tödlich: Solche Signale der Feigheit oder des Opportunismus bewahren zum ersten keineswegs davor, selbst einmal zum Opfer zu werden. Sie sind zum zweiten moralisch letztklassig und lassen zum dritten Österreich isoliert und hilflos dastehen, seit die Mörderbanden auch hierher kommen.

Libération

L'affaire kurde « trouble » l'Autriche

Vienne veut entendre l'émissaire iranien impliqué dans le meurtre du leader kurde et réfugié à Téhéran.

Le ministre autrichien de l'Intérieur s'est prononcé hier pour une demande d'extradition de l'émissaire iranien Jaafar Sahraroudi, impliqué dans l'assassinat, le 13 juillet à Vienne, de trois dirigeants kurdes dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI, opposition), Abdul Rhaman Ghassemlou.

Sahraroudi, un diplomate selon Téhéran, le représentant personnel et plénipotentiaire de Rafsandjani, président du Parlement iranien, a été identifié par la police autrichienne comme l'acheteur de la « Suzuki 500 » qu'ont utilisée pour leur fuite les auteurs de l'assassinat.

Le principal suspect, Hadji Mostafavi, en charge du problème kurde et soupçonné d'être le « cerveau » de la tuerie, a disparu. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt, tout comme le troisième émissaire iranien ayant participé à la réunion avec le PDKI, Amour Mansour Bozorgian, qui s'est réfugié à l'ambassade d'Iran à Vienne, après avoir été interpellé par la police puis relâché en raison de son passeport diplomatique.

Sahraroudi, légèrement blessé dans l'attentat, avait été autorisé à quitter l'hôpital où il avait été transféré après la fusillade, pour trouver refuge à l'ambassade d'Iran. Il a regagné son pays lundi. Selon la presse autrichienne, son départ fait suite à un « marchandage » entre la police, le ministère des Affaires étrangères et l'ambassade d'Iran. Le parquet général avait refusé de lancer un mandat d'arrêt contre Sahraroudi « faute de preuves suffisantes ».

Le laxisme des autorités a été vivement critiqué. « Il apparaît clairement que les autorités ont tout fait pour faciliter le départ des témoins et des suspects afin d'éviter que la lumière soit faite sur cet attentat », a écrit hier le quotidien indépendant *Der Standard*. « Cette soumission à l'Iran protégera dans un premier temps l'Autriche de la colère des mollahs, mais elle constitue en même temps une invitation : l'Autriche est belle. Venez-y et tuez », a soutenu de son côté le quotidien socialiste *Arbeiterzeitung*.

D'après AFP

Le Monde

● Samedi 29 juillet 1989 ●

Autriche

Polémique à Vienne après l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou

Vienne (AFP). — Le ministre autrichien de l'intérieur, M. Franz Loeschak, s'est prononcé, jeudi 27 juillet, pour une demande d'extradition de l'émissaire iranien, Mohamed Djafari Sahraoui, qui a regagné Téhéran lundi après avoir été impliqué dans l'assassinat, le 13 juillet à Vienne, de trois dirigeants kurdes dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), M. Abdel Rahman Ghassemlou. « Le droit doit primer sur la raison d'Etat », a déclaré M. Loeschak, alors qu'une polémique a éclaté à Vienne sur le laxisme des autorités autrichiennes dans cette affaire.

M. Sahraoui (légèrement blessé dans la fusillade qui a coûté la vie à M. Ghassemlou), un diplomate selon Téhéran, le représentant personnel et plénipotentiaire de M. Hachémi Rafsandjani et commandant adjoint du 15^e régiment des Gardiens de la révolution, selon le PDKI, a été identifié par la police autrichienne comme l'acheteur de la Suzuki 500 qu'ont utilisée pour prendre la fuite les auteurs de l'assassinat perpétré dans un appartement viennois.

Le principal suspect, M. Hadji Mostafavi, en charge du problème kurde et soupçonné d'être le « cerveau » de la tuerie, a disparu. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt, tout comme le troisième émissaire iranien qui a participé à la réunion avec le PDKI, M. Amour Mansour Bozorgian, qui s'est réfugié à l'ambassade d'Iran à Vienne, après avoir été interpellé par la police puis relâché en raison de son passeport diplomatique.

mises à rude épreuve ces derniers temps par une série d'incidents sur la ligne de démarcation. La dernière rencontre prévue entre les chefs des deux communautés, MM. Georges Vassiliou et Rauf Denktash, vient d'être reportée.

Selon l'agence Réuter, ce texte prévoit l'instauration d'un Etat fédéral, dont la constitution comporterait des « garde-fous » précis pour protéger les intérêts des deux communautés. Un des points-clés du document serait la limitation du nombre de chypriotes grecs autorisés à s'installer en territoire chypriote turc et réciproquement, dans le but d'empêcher la minorité turque — qui constitue 10 % de la population de l'île — d'être submergée.

L'agence de presse turque Anatolie indiquait jeudi que les dirigeants de la communauté turque ont réagi négativement à l'initiative de l'ONU, qualifiée de tentative d'imposer « à la partie chypriote turque un document sous-estimant ses droits ». Du côté chypriote grec, où l'on est favorable à un rôle accru de l'ONU, on se bornait jeudi à accuser réception. Le président Vassiliou s'est rendu jeudi à Athènes pour avoir des entretiens sur la question avec les nouveaux dirigeants grecs. — (AFP, Reuter.)

Österreich ließ beim Kurdenmord verletzten Iraner ausreisen

Angeblich hatte er das Fluchtfahrzeug beschafft

Wien (Reuter). Der bei dem Mordüberfall auf drei kurdische Oppositionelle in Wien verletzte Iraner Saharudi hat Österreich mit Genehmigung der Staatsanwaltschaft verlassen, obwohl er nach den Ermittlungen der Polizei möglicherweise in den Anschlag verwickelt war. Ein Sprecher des Innenministeriums sagte unter Berufung auf die Polizei, Zeugen hätten Saharudi, der Offizier der iranischen Revolutionsgarden ist, als den Mann wiedererkannt, der das mutmaßliche Fluchtfahrzeug der weiter unbekanntem Täter, ein Motorrad, gekauft hat.

Die Polizei habe daraufhin bei der Staatsanwaltschaft einen Haftbefehl gegen Saharudi beantragt, der jedoch abgelehnt worden sei, sagte der Sprecher. Saharudi gehörte zu der iranischen Delegation, die zu einem Geheimtreffen mit den Kurden nach Wien gekommen war. Er hatte bei dem Überfall vor knapp zwei Wochen eine Mundverletzung erlitten und war am vorigen Sonnabend nach Iran zurückgeflo-

gen worden. Gegen die zwei anderen Mitglieder der iranischen Delegation, von denen sich einer in der iranischen Botschaft in Wien, der andere an unbekanntem Ort aufhält, bestehen weitere Haftbefehle.

Ein Sprecher der Wiener Staatsanwaltschaft sagte, seine Behörde und ein Richter hätten den Haftbefehl abgelehnt, weil die Verdachtsmomente nach Abwägung aller Unterlagen nicht ausreichend erschienen. Gegen eine unmittelbare Täterschaft Saharudis spreche, daß er bei dem Überfall selbst verletzt worden sei. Andererseits sei allerdings verdächtig, daß er nur verletzt worden sei, während die drei Kurden durch etwa zehn Schüsse getötet worden seien. Der Motorradverkäufer habe Saharudi nicht eindeutig wiedererkannt.

Österreichische Oppositionspolitiker haben der Regierung inzwischen vorgeworfen, Saharudi aus Gründen der „politischen Opportunität“ die Ausreise gestattet zu haben.

28.7.1989

Behördenstreit in Wien über Vorgehen nach Ermordung der Kurdenführer

Innenminister fordert Auslieferung eines ausgereisten Iraners

Wien (AFP/dpa). Der österreichische Innenminister Löschnak hat sich gestern für einen Auslieferungsantrag Österreichs gegen den iranischen Abgesandten Saharudi ausgesprochen, der erst am Montag nach Teheran hatte zurückkehren können, nachdem er am 13. Juli in Wien in den Mordanschlag auf drei Kurdenführer verwickelt war.

„Das Recht muß konsequent verfolgt werden, welche negativen Begleiterscheinungen dabei immer auftreten mögen“, betonte Löschnak in einem Radiointerview, während in Wien ein heftiger Streit um das Vorgehen der Behörden in diesem Fall entbrannt ist. Saharudi wurde von der österreichischen Polizei als Käufer des Motorrads identifiziert, das die Täter als Fluchtfahrzeug verwendeten.

Der Hauptverdächtige, der für die Kurdenfrage zuständige Haji Mostafavi, soll das Attentat geplant haben und ist anschließend verschwunden. Gegen ihn liegt ein österreichischer Haftbefehl vor. Das gleiche gilt für den dritten bei den Verhandlungen mit den Kurdenführern anwesenden Iraner, Bosorgjan, der sich in die iranische Botschaft in Wien geflüchtet hat, nachdem er von der Polizei verhaftet und wegen seines Diplomatenpasses wieder freigelassen worden war.

Saharudi, der bei dem Anschlag leicht verletzt worden war, war von den österreichischen Behörden gestattet worden, das Spital, in das er eingeliefert worden war, zu verlassen, um sich in die iranische Botschaft zu begeben. Nach Angaben der Presse erfolgte seine Abreise nach Teheran auf Grund eines Handels zwischen Staatspolizei, Außenministerium und der iranischen Botschaft. Die Staatsanwaltschaft hatte „aus Mangel an Beweisen“ die Ausstellung eines Haftbefehls gegen Saharudi verweigert.

„Ich gehe davon aus, daß die Kollegen des Außenministeriums eine gewisse Sorge um die

Sicherheit der Österreicher in Iran hatten, aber das war sicher kein Grund, der für die Justiz ausschlaggebend gewesen sein wird“, erklärte Löschnak. Das Außenministerium habe sich „im Rahmen der Bemühungen um eine Aufklärung des Terroranschlags entsprechend der österreichischen Gesetzeslage jeder Einflußnahme auf die Maßnahmen der zuständigen Sicherheitsbehörde und Gerichte enthalten“, wurde dazu am Ballhausplatz betont.

In Österreich lebende Kurden haben den Behörden gestern Versagen bei der Fahndung nach den Mördern der drei prominenten Kurdenpolitiker vorgeworfen und für heute zu einer Protestkundgebung in Wien aufgerufen.

Entwurf für neue slowenische Verfassung verabschiedet

Belgrad (Reuter). Das slowenische Parlament hat gestern den Entwurf für eine neue Verfassung gebilligt, in der die Eigenständigkeit der jugoslawischen Teilrepublik hervorgehoben wird. Die Schlußabstimmung ist für den 27. September vorgesehen. Slowenien mit zwei Millionen Einwohnern ist die politisch liberalste und wirtschaftlich am besten entwickelte der sechs jugoslawischen Republiken.

Im Verfassungsentwurf ist die Möglichkeit zum Austritt aus dem jugoslawischen Staatenbund prinzipiell vorgesehen. Der Entwurf proklamiert das Recht Sloweniens auf Selbstbestimmung und sieht vor, daß nur die slowenische Regierung und nicht die Bundesregierung Ausnahmemaßnahmen verhängen oder den Einsatz der Armee in der Republik anordnen können. Enthalten ist auch das Recht auf Bildung unabhängiger politischer Gruppen und Gewerkschaften. Außerdem werden eine slowenische Nationalhymne eingeführt und Slowenisch als Amtssprache festgelegt.

29.7.1989

Kurdenprotest in Wien

Wien (AP). Mehrere hundert Kurden haben gestern in Wien gegen angebliche Versäumnisse der österreichischen Behörden bei der Verfolgung der Mörder von drei Kurdenführern protestiert. In einer Erklärung wurde der Vorwurf erhoben, die österreichischen Behörden hätten alles unternommen, „um Verdächtige und Mittäter rasch nach Iran oder auf exterritoriales Gebiet entkommen zu lassen“.

Der österreichische Innenminister Franz Löschnak wies die Kritik zurück und erklärte, es habe „keinen Kniefall“ vor Iran gegeben. Im Zusammenhang mit dem Anschlag am 13. Juli waren gegen zwei Iraner Haftbefehle erlassen worden. Einer von ihnen war nach der Tat zunächst als Zeuge verhört worden. Nachdem er entlassen worden war, tauchte er in der iranischen Botschaft unter. Von dem anderen Iraner fehlt jede Spur.

L'affaire kurde « trouble » l'Autriche

Vienne veut entendre l'émissaire iranien impliqué dans le meurtre du leader kurde et réfugié à Téhéran.

Le ministre autrichien de l'Intérieur s'est prononcé hier pour une demande d'extradition de l'émissaire iranien Jaafar Sahraroudi, impliqué dans l'assassinat, le 13 juillet à Vienne, de trois dirigeants kurdes dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI, opposition), Abdul Rhaman Ghassemlou.

Sahraroudi, un diplomate selon Téhéran, le représentant personnel et plénipotentiaire de Rafsandjani, président du Parlement iranien, a été identifié par la police autrichienne comme l'acheteur de la « Suzuki 500 » qu'ont utilisée pour leur fuite les auteurs de l'assassinat.

Le principal suspect, Hadji Mostafavi, en charge du problème kurde et soupçonné d'être le « cerveau » de la tuerie, a disparu. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt, tout comme le troisième émissaire iranien ayant participé à la réunion avec le PDKI, Amour Mansour Bozorgian, qui s'est réfugié à l'ambassade d'Iran à Vienne, après avoir été interpellé par la police puis relâché en raison de son passeport diplomatique.

Sahraroudi, légèrement blessé dans l'attentat, avait été autorisé à quitter l'hôpital où il avait été transféré après la fusillade, pour trouver refuge à l'ambassade d'Iran. Il a regagné son pays lundi. Selon la presse autrichienne, son départ fait suite à un « marchandage » entre la police, le ministère des Affaires étrangères et l'ambassade d'Iran. Le parquet général avait refusé de lancer un mandat d'arrêt contre Sahraroudi « faute de preuves suffisantes ».

Le laxisme des autorités a été vivement critiqué. « Il apparaît clairement que les autorités ont tout fait pour faciliter le départ des témoins et des suspects afin d'éviter que la lumière soit faite sur cet attentat », a écrit hier le quotidien indépendant *Der Standard*. « Cette soumission à l'Iran protégera dans un premier temps l'Autriche de la colère des mollahs, mais elle constitue en même temps une invitation : l'Autriche est belle. Venez-y et tuez », a soutenu de son côté le quotidien socialiste *Arbeiterzeitung*.

D'après AFP

**Özgürlük ve demokrasi düşmanı karanlık güçler tarafından
13 Temmuz 1989'da Viyana'da katledilen**



Iran Kürdistan Demokrat Partisi (İ.K.D.P.) Genel Sekreteri **Dr. Abdurrahman Kasimlo**

(1930-1989)

Abdurrahman Kasimlo 1930'da İran'ın Urmiye havasında doğdu. Politik hayatı 16 yaşında İran Kürdistan Demokrat Partisi'nin "SAZUMANI LAWAN" adlı gençlik örgütüne girmesiyle başladı. Paris ve Prag'da ekonomi ve siyaset eğitimi gören Kasimlo, Prag Üniversitesi'nde verdiği "Sosyalist Ekonomi, Liberalizm ve Ekonomik İlerleme Yasaları" başlıklı teziyle doktor ünvanını kazandı.

1961-1976 yılları arasında Prag Üniversitesi'nde ekonomi dersleri veren Kasimlo, bir yandan da faal bir üye olarak katıldığı İ.K.D.P. safalarında Şah rejimine karşı savaştı. Parti içindeki etkinliği giderek arttı ve 1973'de oybirliği ile genel sekreterliğe seçildi. Akademik kimliğiyle siyasetçi kimliğini başarılı bir şekilde birleştiren Kasimlo, Prag'da yarım bıraktığı öğretim üyeliğini Paris'te, Sorbon Üniversitesi'nde sürdürdü. 1976-1978 yılları arasında Kürdoloji Kürsüsü'nde "Kürt Uygarlıkları, Kürt Dili ve Edebiyatı" konusunda dersler verdi.

Kasimlo'nun 1979'da Şah'ın devrilmesiyle kurulan Humeyni rejimine karşı başlattığı mücadele kısa sürede bütün halkı tarafından benimsenerek güçlendi. İran'daki yeni rejimle birlikte enerjisini daha çok siyaset ve diplomasiye yoğunlaştıran Kasimlo, bilim adamı, politikacı ve entelektüel kişiliği ile Batı ülkelerinin sempatisini ve desteğini kazandı. İran Kürdistan Demokrat Partisi'ni Sosyalist Enternasyonal'de başarıyla temsil etti.

Anadili Kürtçe'nin yanında Türkçe, Farsça, Arapça, Fransızca, İngilizce, Almanca ve Rusça'yı da çok iyi bilen Abdurrahman Kasimlo, Kürtçe'nin bütün lehçelerini ve Türkçe'nin Azeri lehçesini de iyi kullanıyordu. "Kürd Ü Kürdistan" adlı bilimsel çalışması İngilizce, Arapça, Fransızca, Rusça, Farsça, Çekçe ve Almanca dillerinde yayımlandı.

Prag'daki öğrencilik yıllarında tanıştığı Çek asıllı Xuşka Nesrin'le evlenen Abdurrahman Kasimlo'nun Hlwa ve Awat adında iki kız çocuğu vardı.

İ.K.D.P. Merkez Komite Üyesi ve Avrupa Temsilcisi

Abdullah Kadiri

Viyana Üniversitesi Öğretim Üyesi

Dr. Fazıl Resul'ü

saygıyla anıyor, onurlu ve haklı mücadelelerinin daha da güçleneceğine inanıyoruz.

A. Haydar Emre (Avukat), A. Kadri Barut, A. Kadri Karadağ, A. Kadri Küçükbayrak (Avukat), A. Kerim Diker, A. Selam Özboy, Abdülge Okumuş, Abdullah Azızoğlu (Çiftçi), Abdullah Değer, Abdullah Dinç (Müteahhit), Abdullah Kahramaner, Abdullah Yıldırım (Mali Müşavir), Abdülvehap Tangüner, Abdurrahim Okumuş, Abdülhan Okumuş, Abdurrahman Arar, Abdurrahman Demir (Sendikacı), Abdin Atan, Abu Selim, Adnan Boyer, Adnan Özbıngöl, Ahmet Acar, Ahmet Artıncı, Ahmet Cemal, Ahmet Karataş, Ahmet Ömeroğlu, Ahmet Özbay, Ahmet Pala, Ahmet Tebar, Ahmet Türk (Milletvekili), Ahmet Zeki Okçuoğlu (Avukat), Ahmet Yılmaz, Alaattin Yüksel (Müteahhit), Ali Haydar Üzülmöz, Ali İhsan Çelik, Ali Doğan (Esnaf), Ali Karabulut (İşçi), Ali Öznel (Diş Hekimi), Ali Özbay, Ali Rıza Vural, Ali Yılmaz (İşçi), Aydın Öztürk (Şair), Aysel Doğan, Aysel Talay, Azad Cayhan, Azad Çetin, Aziz Kaya (Diş Hekimi), Bahattin Gültekin (Mali Müşavir), Bahattin Işıktaş, Bahri Ünal, Baki Öncü, Basri Ejdir (Mühendis), Battal Açıcakaya, Bayram Yıldırım, Bedrettin Bayram (Müteahhit), Behram Arda (Yazar), Behzat İhan, Berzan Ekinçi (Avukat), Beyzo Çiçek (İşadamı), Burhan Boğa, Cabir Yolbaş (Eğitimci), Cahit Kaplan, Cavit Soylu, Can Gülşenoğlu (Sosyolog), Canan Tanrikulu, Celal Ateş (Avukat), Celal Gül (Yayıncı), Celal Karahan (Sosyolog), Celadet Elçi (Avukat), Cemal Doğan, Cemal Özçelik, Cemal Tay, Cemal Yıldız, Cemil Aysan, Cemil Cevher, Cengiz Korkut, Cengiz Yıldız, Cevat Akın, Cezayir Serin, Cihan Kırmızıgül, Cıvıt Bilek (Avukat), Coşkun Fırat, Cuma Tannkulu (Tüccar), Dağistan Toprak, Dara Atabaş, Dara Karakaş, Davut Dinç, Deial Kurt, Dersim Kılıç, Doğan Zengin (Avukat), Durmuş Kaya, Emin Pişkin, Emin Sevilgen, Enis Eren (Ekonomist), Enver Kazıcı, Enver Sezgin, Erdem Gencan (Hukukçu), Eren Keşkin (Avukat), Ercan Sezgin (Avukat), Erdal Avcı, Erdiç Uzunoğlu (Avukat), Erhan Erel (Avukat), Esma Aksakal, Ethem Sancak (Eczacı), Evlin Ölçer, Fadil Biçer, Fadil Erdede, Fadil Gümüş, Fahrettin Bilçek, Fahri Kurt (Kıtaççı), Faruk Eren (Eğitimci), Faruk Gerger (Eczacı), Faruk Şanlı, Faruk Yurdan, Fehima Karahan, Ferhat Ramedil (Yazar), Ferit Ay, Ferit Saatçioğlu, Ferman Yeşil, Fettullah Karahan, Fethi Gümüş (Avukat), Fevzi Karadeniz (Yazar), Fevzi Özmen (İşletmeci), Fırat San, Filiz Aşın, Gani Sungur (Öğretmen), Gergel Fırat, Gıyasettin Emre (Müş eski Milletvekili), Gülay Tatlıdil, Gülbahar Deniz, Gülşen Sever, Güngör Demirciyan, Gürbüz Akan Aral, Güzel Ak, H. Hilmi Çokgezer (Çiftçi), Habip Elçiçek, Hacı Akyol (Avukat), Hacı Bayram Peyman, Hacı Humme Ekinçi, Hakkı Temiz, Hayrettin Atabay (Öğretmen), Halil Aksoy (Eğitimci), Halil Sezgi, Halil Özkan (Nakiliyecisi), Halil Tekin, Halil Vural, Halil Yaş, Hafit Okumuş, Halim Solgun, Hamza Akalın, Hanifi Akmaz, Hanifi Amaç, Hanifi Özdemir (Tüccar), Hasan Alıcı (Avukat), Hasan Beydilli (Mühendis), Hasan Deniz (İşadamı), Hasan Doğan (Mali Müşavir), Hasan Duvcu, Hasan Gazanfer, Hasan Gündüzalp, Hasan Renkil, Hasan Yücer (Esnaf), Haşım Değirmenciler, Havva Özbay, Haydar Yirik (Müteahhit), Hayri Alp, Hazal Özdemir, Hazal Seyhan, Heja Elçi, Heves Çiftçi, Hıdır Dersimil, Hırvı Dağistan (Öğrenci), Hilmet Bozçalı (Avukat), Hoşmer Ayççek, Hüseyin Demirkaya (Doktor), Hüseyin Kılıç, Hüseyin Sezer, Hüseyin Tayfun (Avukat), İ. Halil Bağiran, İbrahim Aksoy (Milletvekili), İbrahim Baykal, İbrahim Bolar, İbrahim Harman (Avukat), İbrahim Kartal, İbrahim Kaya, İbrahim Ortaç, İbrahim Özbay, İhsan Işık, İhsan Kazıcı, İhsan Şeker, İhsan Tosun, İkrametdin Oğuz (Ekonomist), İhami Tınak, İhan Işıktaş, İmam Şahin (Avukat), İmdat Demir, İnan İlik (Mühendis), İrfan Bozgil, İrfan Ulusal, İsfendiyar Eyuboğlu, İshak Ergin, İsmail Bağdu, İsmail Beşikçi (Yazar), İsmail Çöğöçen (Avukat), İsmet Ateş (Avukat), İst. Barosa Yön. Kr. Üyesi), İzzet Balak, Kahhar Deniz, Kalman Yüksel, Kasım Emre, Kazım Dere, Kazım Kılıç, Kemal Akyol, Kemal Bağupan (Esnaf), Kemal Işıktaş, Kemal Parlak (Doktor), Kemal Yüksel (Eğitimci), Kenan Tekdal (Avukat), Kurtuluş Parlak, Kutbettin Kaya (Avukat), Leyla Çalışkan, M. Ahmet Boğa, M. Ali Aslan (Avukat), M. Ali Çelik, M. Ali Eren (Milletvekili), M. Ali Özpolat (Avukat), M. R. Nas, M. Siddik Özkan (Esnaf), Mahfuz Ayççek (Elektrikçi), Mahmut Alpergin, Mahmut Asrağı (Avukat), Mahmut Çamlıbel, Mahmut Denen, Mahmut Düver, Mahmut Erdiç, Mahmut Metin, Mahmut Ortakaya (Doktor), Mahmut Özgür, Mahmut Şimşek, Mahmut Yeşil (Esnaf), Mahmut Yiğit (İşadamı), Mansur Ayççek, Mansur Demir, Mansur Kara, Medeni Durul, Medeni Doğru, Medeni Evci (Çiftçi), Medet Serhat (Avukat), Mehdi Yalınkılıç, Mehdi Zana (Diyarbakır eski Belediye Başkanı), Mehmet Ali Timur, Mehmet Basat, Mehmet Bayrak (Yayıncı), Mehmet Baykara (Avukat), Mehmet Büyükbayrak, Mehmet Can (Avukat), Mehmet Çelik, Mehmet Emin Acar, Mehmet Işık, Mehmet Orman (Tüccar), Mehmet Özdemir (Esnaf), Mehmet Peköz (Avukat), Mehmet Selim Okçuoğlu, Mehmet Tatlı, Mehmet Kılıç, Mehmet Kökerer, Mehmet Uslu, Mehmet Yılmaz, Mehmet Vural (İHD Diyarbakır Şb. Bşk.), Mehmet Yokuş, Mehmet Yücel (Mühendis), Mehmet Zeki Budak, Melik Dağlı, Merhas Elçi, Mersure Tektaş, Mert Nedim Alhas, Mesut Bağtürk, Mesut Tekin, Metin Avcı, Metin Daniş, Metin Özbay, Muharrem Demir, Mevlut İlgün (İşletmeci), Mithat Atılgan, Mithat Bilic, Muharrem Sarıççek (Müteahhit), Muhiittin Beran (Esnaf), Muhelin Dursun, Murat Bulut, Murat Civan, Muratza Demir, Musa Aydın, Mustafa Akeşal (Esnaf), Mustafa Aydın, Mustafa Aytac, Mustafa Doğan Özbay (İktisatçı), Mustafa Eros, Mustafa Kılıç (Avukat), Mustafa Özçelik, Mustafa Özer (Avukat), Mustafa Türkoğlu, Müşir Aslan, Müslüm Üzülmöz, Naci Sümeli, Naci Tekin, Nazif Kaleli (Öğretmen), Necat Akyıldız, Necat Tannkulu, Necati Karabulut, Necdet Gökoğlu (Doktor), Necdet Kılıç, Necmettin Meriç, Nedim Tekin, Necmettin Burakmak, Necmettin Yazıcı (Öğretmen), Nevzat Arıcı (Esnaf), Nezir Sevilgen, Nezir Tebar, Nihat Aksoy, Nihat Gültekin (Mali Müşavir), Nihat Gültekin, Nimetullah Okumuş, Nizamettin Karabulut, Nurcan Karakaş (Siyasal Bilimci), Nurettin Yılmaz (Milletvekili), Nurettin Yaşar, Nuri Ekinçi, Nuri Erdem, Nuri Genç, Nuri Sınır, Nusret Özdemir (İşadamı), Oktay Uzunhali, Orhan Kaya (Tüccar), Orhan Miroğlu, Osman Aydın (Avukat), Osman Günal, Osman Karavil (Yayıncı), Osman Kurt, Osman Özçelik, Osman Tebar, Ömer Aşın (Yazar), Ömer Avcı, Ömer Çetin, Ömer Çankaya (Müteahhit), Ömer Karaevli, Pertev Işık, Rafet Şahin (Eczacı), Ramazan Çeliker, Ramazan Erko, Ramazan Güzel, Ramazan Karatay, Ramazan Özdemir, Recep Can (Mühendis), Remzi Hamidanoğlu, Refik Karakoç (Mühendis), Renas Elçi, Reşat Gökoğlu (Müteahhit), Rifat Asanboğa, Rifat Özkan, Rıza Kartal, Rıza Polat, S. Davut Karadağ, Sabri Balcı (Esnaf), Sabri Kont (Elektrik Mühendisi), Sabri Vesek (Cizre eski Belediye Bşk.), Sadık Demir, Saim Yener, Salih Deniz, Salih Nuriçoğlu, Salih Özyıldırım, Salih Sümer (Milletvekili), Salih Şimşek, Salih Turan (Mali Müşavir), Salt Pişkin, Samet Güçlü, Sedat Bayam, Süleyman Demirkapı (Avukat), Salahattin Yeşilirmak, Selim Ak, Selim Fidancı, Selim Soylu, Selim Talay, Serdar Gültekin, Serdar Polat, Serhat Bucak (Avukat), Serhat Dicle, Servet Uslan, Sevgi Ruşar Çiçek (Avukat), Sevinç Özdemir, Seyfettin Balçık, Sinan Eren, Sinan Doğru, Sultan Karabulut, Süleyman Talay, Süleyman Yaşar (Öğretmen), Süleyman Yirik (Tüccar), Şahin Cizrelioğlu, Şahize Kunt (Eczacı), Şakir Eber, Şakir Tutal, Şebab Karademir (İşçi), Şerafettin Elçi (Bayındırık eski Bakanı), Şirin Kurt, Tahir Ergin (Esnaf), Tahir Keşkin, Tahsin Ekinçi (Avukat), Talat Akın, Teyyar Öztürk (Yayıncı), Tüfek Tülay (Kimya Mühendisi), Turgay Dinç, Tülay Şengün Ateş (Avukat), Ufuk Kurt (Eczacı), Ümit Fırat (Yayıncı), Vehap Bulut, Vahdettin Ateş, Vahit Aba, Vecihi Mutlu, Vedat Aydın (Öğretmen), Vehbi Aydın (Kapitan), Veysele Uzun, Vezir Perişan, Yakup Karademir (Yayıncı), Yaşar Kaya (Ekonomist), Yaşar Kiliç, Yaşar Salmaz, Yavuz Okçuoğlu (Mühendis), Yılmaz Çamlıbel (Mühendis), Yılmaz Çetin, Yılmaz Gülselin, Yılmaz Odabaşı (Şair), Yusuf Erenvil, Yusuf Doğan, Yusuf Yeşil, Yücel Dönmez, Zafer Akoyun (Esnaf), Zekai Bozalın (Tüccar), Zeliha Deniz, Zeynel Onuralp, Zübeyir Ömeroğlu (Avukat), Zübeyir Aydar (Avukat), Ziya Şönmez, Zülküf Sütçü, Musa Anter, Nurettin Eihüseyin, Eralp Kalkan.

Tercüman

28 Temmuz 1989 Cuma

Avrupa nezdinde itibar kazanan rakibine göz açtırmadı

Kasımlo'yu PKK vurdu

□ *Kurban Bayramı'nda Viyana'da 2 arkadaşıyla birlikte öldürülen İran Kürtleri'nin lideri Abdurrahman Kasımlo'nun PKK tarafından ortadan kaldırıldığı belirtildi. Önümüzdeki günlerde PKK ile İKDP arasında büyük savaş bekleniyor*

DİŞ HABERLER SERVİSİ

İran Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP) lideri Abdurrahman Kasımlo'nun iki arkadaşı ile birlikte Viyana'da PKK militanlarınca öldürülmüş olduğu ihtimali giderek güç kazanıyor. Kasımlo'nun PKK'yı "Kürt davasına ihanet eden canlar" olarak nitelemesinin, hayatına mâl olduğu ileri sürülüyor.

Abdurrahman Kasımlo'nun ölümünden sorumlu tutulan İran'ın bu cinayete bulaşmadığı kanaati günden güne güçlenirken, bölgede rakip tanımak istemeyen PKK'nın bu komployu düzenlemiş olduğuna kesin gözüyle bakılıyor. Güneydoğu'daki PKK ünitelerine 17 Temmuz 1989 tarihinde gelen bir talimatta "Kasımlo olayını arkadaşlarımız aralarında hiçbir şekilde tartışmayacak-

lardır" şeklinde bir ifadenin yeralması, cinayeti PKK'nın işlediğinin bir delili olarak gösteriliyor.

2 düşman

Uzun zamandır birbirine rakip ve birbirine düşman bu iki örgüt arasındaki ihtilâfın bir cinayete sonuçlanması, olayın daha da büyüyeceği ve İKDP ile PKK'nın aralarında kanlı bir çatışmayı tırmandıracağı intibai veriyor.

Palme cinayetinden bu yana PKK bütün Avrupa ülkelerindeki sol kuruluşlarda "canlı örgüt" olarak nitelendirilirken, Kasımlo ve örgütü Sosyalist Enternasyonal içinde gittikçe takdir görüyordu. İKDP'nin lideri Avrupa sosyalistlerinin önem verdikleri bir sosyal demokratı. Özellikle Stokholm'daki 18. Kongre'den sonra kendi-

si, İskandinav sosyal demokratları ile önemli temaslarda bulunmuştu.

Diğer taraftan, Kasımlo ve partisi bütün Kürtçü örgütlerle temas halinde iken, PKK'yı sivil halkı da öldüren terörist bir kuruluş olarak niteliyor ve sert muhalefette bulunuyordu.

İran'da TUDEH'in bir yan kuruluşu olarak ortaya çıkan İKDP, zamanla güçlenmiş, 12 bin Peşmergesi ve 300 bin kadar yedek kuvveti ile PKK'ya nisbetle büyük bir üstünlüğe sahip bulunuyordu. Diğer yandan, İKDP'nin PKK'yı "hain ve çapulcu eşkiya" olarak nitelemesi, PKK'nın hincını biliyordu. İKDP'nin çökertilmesi için Kasımlo ve kurmaylarının temizlenmesi kararını PKK'nın çok önceden almış olduğu savunuluyor.

FRA0316 4 I 0406

/AFP-MA74

Iran-Autriche-Kurdes

Mise en garde iranienne contre "le jeu politique suspect" de Vienne dans l'affaire des Kurdes assassinés

TEHERAN, 30 juil (AFP) - Téhéran a lancé dimanche une nouvelle mise en garde contre "le jeu politique suspect" des autorités autrichiennes, les appelant à une "révision de leur attitude", dans l'affaire de l'assassinat de trois dirigeants kurdes, le 13 juillet à Vienne, a rapporté l'agence officielle IRNA.

IRNA cite un responsable de la diplomatie iranienne, ayant requis l'anonymat, qui accuse Vienne de se livrer à "un jeu politique et à une campagne de propagande" au lieu de poursuivre les criminels.

L'agence qualifie par ailleurs de "hors la loi" le Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI, opposition) et son chef Abdul Rahman Ghassemlou, abattu le 13 juillet à Vienne.

Selon le responsable cité par IRNA, l'Iran ne "cèdera pas à la tension et à la propagande". Il estime en outre que les autorités de Vienne "agissent sous l'influence" des partis politiques autrichiens rivaux dont certains "subissent la propagande anti-iranienne".

Il reproche aux médias autrichiens de "se faire l'écho de ce jeu, en diffusant des mensonges et des allusions irresponsables, et en qualifiant de suspects les représentants iraniens présents aux pourparlers" - qui se déroulaient au moment du crime -, dont un diplomate blessé qui a regagné Téhéran, M. Mohammad Djafari Sakharoudi.

Ce dernier, selon Téhéran, était en discussion avec les victimes, sur l'éventualité du retour en Iran "de membres repentis du PDKI". Un autre diplomate iranien présent, M. Mostafa Adjoudi, a été "porté disparu".

Le responsable iranien estime que les autorités de Vienne ont la responsabilité de l'enquête et de l'éclaircissement du sort du diplomate disparu.

Téhéran avait déjà lancé une mise en garde, le 19 juillet, contre le gouvernement autrichien et dénoncé "l'ambiguïté" de l'enquête menée par la police autrichienne.

(L'Autriche juge "vraisemblable" l'implication iranienne dans l'attentat et la police viennoise recherche M. Adjoudi, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt, et un autre Iranien, Amir Mansour Bosorghian, soupçonné lui aussi d'être impliqué dans l'assassinat et qui s'est réfugié à l'ambassade d'Iran à Vienne.)

Le chef de la diplomatie autrichienne, M. Alois Mock, a récemment accusé l'Iran d'avoir tendu un piège à Vienne aux dirigeants kurdes assassinés.)

ea/em/lb

idf

AFP 302214 JUL 89

AI Index: NWS 11/31/89
Distr: SC

EXTERNAL (ITEMS 1,2,3 and 4)

Amnesty International
International Secretariat
1 Easton Street
London WC1X 8DJ
United Kingdom

TO: ALL SECTIONS

FROM: PRESS AND PUBLICATIONS

DATE: 3 AUGUST 1989

WEEKLY UPDATE 31/89

1. MDE 13/WU 03/89 EXTERNAL
3 AUGUST 1989

**ASSASSINATION OF ABDUL RAHMAN GHASSEMLOU, LEADER OF THE KURDISH
DEMOCRATIC PARTY OF IRAN**

Amnesty International has called on the Iranian authorities to answer allegations that Iranian officials were involved in the assassination of an Iranian Kurdish opposition leader and two of his associates in Vienna on 13 July. Amnesty International's call was made in a letter to the Speaker of the Islamic Consultative Assembly, Hohjatoleslam Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, who has now been elected President of the Islamic Republic of Iran.

The victims were Dr Abdul Rahman Ghassemlou, leader of the Kurdish Democratic Party (KDP) of Iran, Abdullah Ghader-Azar, Representative in Europe of the KDP of Iran, and Fadhil Rassoul, a researcher at the Austrian Institute of International Relations.

They were shot dead in a Vienna apartment, allegedly by the Iranian officials they were meeting there. Dr Ghassemlou and his associates attended the meeting without bodyguards.

The KDP of Iran had for some time been negotiating with the Iranian Government for an end to armed conflict between them dating back to 1979. The Kurdish representatives, who were seeking autonomy within the Islamic Republic for Iran's Kurdish minority, were said to be optimistic that a settlement was within reach. Dr Ghassemlou had angered some other factions in the Iranian opposition by his willingness to negotiate with the Iranian Government and by his stated belief that there was "no military solution" to the Kurdish problem in Iran. He had distanced the KDP of Iran from the Iraqi Government with which it had cooperated during the Gulf War, by criticizing Iraq's use of chemical weapons against its own Kurdish population in 1988.

Both Iran and Iraq have accused each other of the assassinations, but the circumstances of the killings suggest they were in fact carried out by the Iranian officials at the meeting. Two of the Iranian officials present at the scene of the killing have made themselves unavailable to assist the Austrian police's inquiries into the incident. Mustafa Hajifadi, an official at the Centre for Strategic Research of the Intelligence Services in Tehran, has apparently left Vienna, and Amir Mansour Bozorgian is

believed to be hiding in the Iranian Embassy in Vienna. Austrian police have issued warrants for the arrest of both men. A third member of the Iranian delegation, Mohammad Jafar Shahraroodi, was wounded during the incident and has returned to Iran for treatment.

Amnesty International opposes unreservedly the extrajudicial killing of any individual by a government. It has been concerned in recent years by the killings of a number of Iranian exiles which have been attributed to Iranian Government agents.

Amnesty International has urged the Iranian Government to condemn publicly the political murder in Vienna, and to make clear to all its officials and representatives in Iran and abroad that it will not tolerate such killings.

Libération

**PISTES IRANIENNES DANS
LE MEURTRE DE TROIS KURDES**

TEHERAN- VIENNE : RECIT D'UN CRIME

« Libération » a enquêté sur la fusillade du 13 juillet dernier dans un appartement autrichien, qui a coûté la vie à trois militants kurdes, tandis qu'un émissaire de Téhéran était blessé. Parmi les victimes, Abdelrahman Ghassemiou, le prestigieux leader du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan en Iran). Un triple assassinat prémédité dans le cadre de discussions secrètes entre Iraniens et Kurdes, et dont toutes les pistes convergent à Téhéran et ses luttes de fractions.

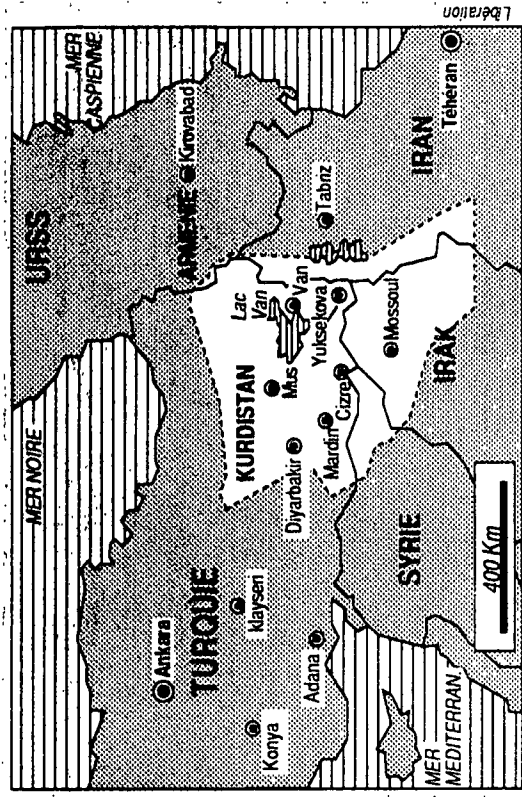
**QUI A TUE GHASSEMLOU ET SES AMIS, ALORS
QU'ILS NEGOCIAIENT EN AUTRICHE AVEC LES IRANIENS ?**

ENQUETE SUR UN TRIUPLE MEURTRE DE KURDES A VIENNE

Les Kurdes se battent depuis la Première Guerre mondiale pour l'autonomie de leurs 530000 km² de montagnes et hauts plateaux. Un territoire à cheval sur la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'URSS, où vivent quelque vingt millions d'habitants musulmans,

sunnites en large majorité, dont la moitié en Turquie et le quart en Iran. Après la réconciliation provisoire irano-irakienne de 1975, la répression prend les Kurdes en tenaille. L'arrivée de Khomeiny et la guerre irano-irakienne coïncident avec une réactivation de la résistance menée par plusieurs mouvements dont celui d'Abdelrahman

Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique kurde iranien. Le chef du PDKI avait engagé, sans trop d'illusions, des négociations avec Téhéran. C'est pendant une réunion avec des émissaires iraniens qu'il a trouvé la mort à Vienne le 13 juillet 1989, jour de l'Aïd el-Kebir, « fête du pardon » pour les musulmans, et 40^e jour du deuil de l'imam Khomeiny.



Vienne, envoyé spécial

près vingt minutes de retard, Azad commence à s'inquiéter sérieusement. Il connaît les habitudes du Docteur et aussi sa ponctualité, depuis le temps qu'il l'héberge et lui sert de chauffeur durant ses visites à Vienne. Quand ils s'étaient quittés, à cinq heures, devant l'hôtel Hilton, le Docteur avait dit : « Reviens me prendre à sept heures et quart », puis, se ravissant : « disons plutôt sept heures et demie. » A 19h15 précises, Azad attendait au volant de sa voiture, face au Hilton, devant la station des bus du terminal aéroportuaire, prêt à demarrer à l'arrivée du Docteur.

Quand il parle de Abdolrahman Ghassemloou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Azad dit toujours « le Docteur ». Installé en Autriche depuis seize ans, né à Mahabad, la « capitale » du Kurdistan iranien, Azad est d'abord un militant du PDKI, discipliné et fidèle. Ce n'est pas parce que le Docteur dort dans sa maison et partage la plupart de ses repas quand il vient en Autriche qu'Azad se permettrait de poser des questions. Il a bien senti que quelque chose d'exceptionnel se passait, comme il l'avait déjà deviné en décembre et janvier alors qu'il conduisait le Docteur vers de mystérieuses réunions. Mais, si le Docteur n'en a pas parlé, c'est qu'il a ses raisons.

Il est bientôt vingt heures, toujours rien. Azad décide de garer la voiture et de téléphoner à ses amis kurdes qui, justement, attendent Ghassemloou pour une réunion du Parti. Qui sait, le Docteur aura peut-être pris un taxi pour se

rendre au rendez-vous suivant ? Azad n'y croit pas beaucoup et ses amis pas plus. Il faut l'admettre, quelque chose d'anormal est arrivé. Mais quoi ? Azad ne sait pas même où le Docteur est allé quand il l'a déposé.

Avec ses deux amis qui l'ont rejoint, Azad croise des voitures de police qui arrivent tous gyrophares en bataille et convergent, à une centaine de mètres du Hilton, dans la Linkebahngasse, une rue étroite serpentant le long du chemin de fer, déjà fermée à la circulation. Un pressentiment terrible les saisit alors qu'ils s'approchent des policiers. D'un filic à l'autre, il deviendra une tragique certitude quand un officier leur apprend que trois personnes ont été tuées et une quatrième blessée dans un immeuble proche. « Vous connaissez cet homme ? » demande l'officier en tendant une carte de séjour française à Azad et à ses amis ? Bien sûr qu'ils le connaissent. Il s'appelle Abdollah Ghaderi, représentant en Europe du PDKI. Il accompagnait le Docteur dans la voiture d'Azad.

Au cinquième étage du 5 Linkebahngasse, un spectacle d'horreur attend les trois Kurdes. Au bout du couloir, dans une sorte de salon dont la police interdit l'entrée, ils peuvent voir le Dr Abdolrahman Ghassemloou, immobile dans un fauteuil, la chemise entièrement trempée de sang. Deux autres hommes sont allongés sur le sol. L'un est Abdollah Ghaderi. Sous le choc, Azad n'identifie pas l'autre, qu'il connaît pourtant bien, le Dr Fadhil Rasoul, Kurde lui-aussi, mais originaire d'Irak et ami du Dr Ghassemloou.

Il est 20h30. Pour Azad et ses amis kurdes commence la nuit la plus triste

de leur vie, dont trois semaines plus tard ils ne sont pas remis. A cet instant, impossible d'imaginer quels peuvent être les auteurs du carnage. Scrupuleuse, la police autrichienne sépare les trois témoins kurdes avant de les interroger, et leur intime l'ordre de garder les mains le long du corps, sans rien toucher surtout, précaution indispensable pour procéder au test à la paraffine qui permet de déterminer si l'on s'est servi d'une arme à feu. Le test est évidemment négatif, comme celui appliqué aux victimes. Il n'y a pas eu échanges de coups de feu dans l'appartement où seuls les tueurs ont tiré. C'est alors tout ce qu'on peut dire. Un tueur, deux tueurs ? Venus d'où ? Pour quels motifs ? Disparus où ? Par quels moyens ? Autant de mystères.

Au 5^e étage du 5, Linkebahngasse, ce jeudi 13 juillet, peu après vingt heures, trois Kurdes, morts. Devant l'immeuble, un blessé et son « garde du corps », iraniens

Le crime eut été presque parfait si, en sus des trois victimes, il n'y avait pas eu le blessé. Un voisin est sorti en entendant des cris sur le palier : « Help, police, help ! » Celui qui hurlait ainsi avait le visage en sang. Le voisin a aussitôt alerté la police. Cinq minutes plus tard, elle était sur les lieux. Il est alors 19h35, 19h40 peut-être.

Le blessé est iranien, il dit s'appeler Mohamed Jaafari Sahraroudy, c'est au moins le nom qui figure sur un passeport diplomatique signé par le ministre iranien des Affaires étrangères, Velayati. Plus tard, d'autres l'identifieront sous le nom de Rahimi. Au moment où les policiers le récupèrent, à quelques mètres du 5 Linkebahngasse, Sahraroudy tend un paquet à un autre homme, ou bien l'autre lui prend un paquet dans la poche, les témoignages divergent. L'autre se présente comme Amir Manpour Bouzourgian, iranien également, porteur d'un passeport de service.

Sahraroudy part vers l'hôpital ; Bouzourgian est emmené au siège de la police, sur le Schnotterring. Se présentant comme un simple « garde du corps » de Jaafari Sahraroudy, Amir Bouzourgian explique qu'une réunion importante et secrète se tenait dans l'appartement de la Linkebahngasse entre une délégation iranienne venue de Téhéran et les représentants du PDKI. Sahraroudy dirigeait la délégation, assisté d'un certain Haji Mostafawi Lajevardi (désigné parfois sous le nom de Mostafa Ajvadi) qui a disparu. Amir Bouzourgian n'a pas la moindre idée à ce sujet. Du reste, sorti avant la fin de la réunion à laquelle, insiste-t-il, il n'assistait pas, il mangeait un sandwich à l'heure du crime. Quand il est revenu, il a trouvé le blessé près de la porte de l'immeuble au moment où la police arrivait. Il ne sait rien d'autre. C'est du moins ce qu'il dit. Dans sa poche, on retrouve le paquet enlevé à Sahraroudy, une somme de 9000 dollars et d'autres papiers peut-être. La police est extrêmement discrète à ce sujet, comme sur bien d'autres.

Trois semaines plus tard, le Dr Peter Heindl, secrétaire du ministre de l'Intérieur recevant l'envoyé spécial de Libération ne sera guère plus disert. « Sur ce point, nous ne pouvons rien dire » répond-il, avec la plus exquise courtoisie, à la plupart de nos questions sur l'affaire. Ne connaissait-il pas la réponse ou ne pouvait-il la donner ? Le Dr Heindl comprit la nuance, mais n'en dit pas plus. Ce laconisme n'était pas, semble-t-il, exclusivement réservé à la presse étrangère. Au matin du 14 juillet, le juge Peter Seda, saisi de l'enquête, n'obtint guère plus des policiers qui avaient interrogé Amir Bouzourgian pendant une bonne partie de la nuit.

Manifestation de Kurdes à Paris

Deux cent cinquante kurdes ont manifesté dimanche après-midi à la tour Eiffel. Une centaine de manifestants a réussi à occuper le premier étage de la tour et à déployer deux banderoles, dont une en français portant l'inscription « A bas le génocide au Kurdistan ». Les manifestants se sont dispersés sans incident vers 18h.

Les Kurdes et les Iraniens présents à Vienne

Abdelrahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran (PDKI).

Abdullah Ghaderi, représentant en Europe du Parti démocratique kurde d'Iran.

Fadhil Rasoul, Kurde originaire d'Irak, ami de Ghassemlou, professeur de sciences politiques à Vienne. Intermédiaire dans la négociation de juillet. Citoyen autrichien, il consacrait l'essentiel de son énergie à l'animation et à

la gestion d'une revue publiée en arabe à Beyrouth, *Al Hiwar* (le Dialogue) à laquelle coopéraient des intellectuels prestigieux du monde arabe.

Azad (pseudonyme) militant du PDKI. Mohamed Jaafari Saharoudy (désigné parfois sous le nom de Rahimi), chef de la délégation iranienne à Vienne. C'est le nom qui figure sur un passeport diplomatique signé par le ministre iranien des Affaires étrangères, Velayati. Officier du renseignement dans le corps des Pasdaran, chargé de l'Exterieur.

Haji Mostafawi Lajeverdi (désigné parfois sous le nom de Mostafa Ajvadi), numéro deux de la délégation iranienne. Sa trace se perd à Vienne au soir du 13 juillet. Il a participé, avec Saharoudy et Bouzourgian, aux réunions de décembre et janvier à Vienne. Responsable des services de renseignements pour l'Iran occidental, Azerbaïdjan et Kurdistan, directement rattaché au service du ministre Rayshari, le « patron » du renseignement iranien.

Amir Mansouri Bouzourgian, iranien, porteur d'un passeport de service. Adjoint de Jaafari Saharoudy.

Mohamed Magaby (connu aussi sous le nom de Mazafar), Iranien. A vraisemblablement joué le rôle d'intermédiaire avec Bouzourgian.



Klaus Reisinger/Keuier

Vienne, vendredi dernier. Trois semaines après le crime, l'hommage rendu au chef kurde iranien Abdelrahman Ghassemlou.

Genèse d'un piège implacable

A l'origine des assassinats, une « lutte de fractions » au sein du régime iranien : une thèse qui arrange tout le monde, à défaut d'être vérifiée.

En se rendant à Vienne le 11 juillet 1989, deux jours avant d'y être assassiné, Abdolrahman Ghassemlou ignorait bien évidemment qu'il tombait dans un piège mortel. Il pensait conclure un processus de discussion entamé au mois de décembre précédent avec des émissaires iraniens dûment mandatés par Hachemi Rafsandjani, alors président du Parlement iranien, aujourd'hui chef de l'Etat. En fait, l'histoire avait commencé dans le courant de l'année 1987, alors que la guerre entre l'Irak et l'Irak s'éternisait, doublée, à l'intérieur, d'une lutte féroce pour le pouvoir dans la perspective de l'« après-Khomeiny ». Sur le plan militaire, les Kurdes iraniens et irakiens contrôlent, depuis leur région respectives, l'essentiel de la frontière orientale entre l'Irak et l'Irak. Téhéran et Bagdad se doivent de se concilier les Kurdes « de l'autre ». Dans le perpétuel et tragique jeu d'alliance des mouvements politiques émanant de ce peuple, la résistance kurde d'Irak se trouvait donc dans le camp iranien, contre l'ennemi commun Saddam Hussein, le mouvement kurde iranien étant, pour des raisons symétriques, protégé par Bagdad.

Concernant l'Irak, le PDKI de Ghassemlou n'est pas seulement une force militaire avec laquelle il faut compter puisque, malgré huit années de guerre, principale force politique d'opposition au régime islamique dont le slogan : « *Autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Iran* » constitue un danger pour l'avenir. Comment explorer les voies d'une solution ? En se servant justement des Kurdes d'Irak réfugiés à Téhéran, notamment l'Union patriotique kurde (UPK), une sorte d'équivalent en influence du PDKI en Irak et

dont le chef, Jalal Talabani, se trouvait dans la capitale iranienne.

Talabani et Ghassemlou se connaissent depuis plus de trente ans. Les aïeux des guerres régionales et les divergences entre les mouvements kurdes n'ont pas affecté la réelle amitié entre les deux hommes. C'est donc par cet intermédiaire idéal que les Iraniens firent connaître leur volonté de trouver une issue politique avec le parti de Ghassemlou. Ils ne lui cachèrent pas que l'affaire comportait des risques considérables, les adversaires de Rafsandjani guettant le moindre faux pas.

Les deux responsables kurdes se rencontraient fréquemment à l'occasion de déplacements à l'étranger. Ainsi se retrouvèrent-ils à l'autonomie 1988 à Paris. Ghassemlou sembla intéressé par l'exposé de Talabani. D'autant que celui-ci assurait que les Iraniens laissaient à la partie kurde toute latitude pour organiser la rencontre et protéger la sécurité du chef du PDKI. C'est sur cette base que les rencontres de décembre et de janvier ont pu se tenir.

Une autre rencontre, prévue en mars, avait été finalement annulée parce que, selon les Iraniens, le secret des réunions précédentes avait été éventé, notamment en direction des milieux de l'opposition iranienne. Aux prises avec la lutte pour la succession — annoncée — de Khomeiny, Rafsandjani ne pouvait se permettre trop d'initiatives, notamment en direction des Kurdes, susceptibles de heurter les mollahs. Jalal Talabani fut-il involontairement, à l'origine des fuites ? Quoi qu'il en soit, l'UPK aura été totalement tenue à l'écart des préparatifs, puis du déroulement de la rencontre de juillet, organisée par le professeur Fadhil Rasoul. Celui-ci présentait l'avantage d'avoir de bons contacts avec tous les protagonistes. Il

l'attentat.

On peut évidemment interpréter cette visite au chef kurde irakien comme la preuve de la bonne foi du nouveau Président iranien. On peut aussi penser qu'Hachemi Rafsandjani était surtout soucieux de ne pas provoquer la rupture des relations avec l'UPK et, au-delà, avec les Kurdes d'Irak, rupture qui affaiblirait d'autant la position iranienne face à l'Irak sur une frontière où il lui faudrait alors compter avec l'opposition des deux principaux mouvements kurdes de la région.

La version qui, peu à peu, se dessine dans les milieux autorisés autrichiens, évoque une « lutte de fractions » au sein du régime iranien. En clair, Jaafari, Saharoudy, homme de Rafsandjani, aurait bien été l'artisan d'une négociation dont Haji Mostafawi, homme de Mohamad Rayschahi, ministre du Renseignement et l'un des « durs » du régime, serait le saboteur, aidé ou non de Bouzorgian et d'un éventuel quatrième homme. Cette hypothèse, déjà plus plausible que celles avancées par les Iraniens eux-mêmes accusant les services secrets irakiens ou les « Moudjahidin du peuple », a surtout le mérite d'arranger beaucoup de monde. L'Autriche d'abord, débarrassée ainsi du fardeau d'affronter le régime iranien dans son ensemble. Elle soulagerait également Jalal Talabani et son mouvement qui ont engagé le processus qui a conduit à l'« exécution » d'un chef kurde prestigieux, alors qu'ils avaient garanti la bonne foi des émissaires. Elle ne déplaierait pas à une partie de l'opposition iranienne qui « joue » plus ou moins discrètement Rafsandjani et n'a guère plus de sympathie pour la cause kurde.

Elle arrangerait enfin Hachemi Rafsandjani lui-même, qui souhaite peut-être trouver une solution au Kurdistan iranien mais n'a jamais démontré un

penchant particulier pour Abdolrahman Ghassemlou et le PDKI. Le résultat brut est bien un PDKI décapité et privé d'un homme irremplaçable.

A vrai dire, les deux thèses, lutte au sein du pouvoir ou décision délibérée de l'Etat iranien, reviennent au même résultat et servent en tout cas les intérêts de Rafsandjani. Peut-être Mohamad Rayschahi est-il le seul coupable et, au gré des rapports de force dans le cercle du pouvoir, y laissera-t-il son poste ou bien, à la faveur d'un compromis, Mostafawi l'« exécuteur » servira-t-il de bouc émissaire.

Cette hypothèse vérifiée, il n'en demeurerait pas moins que Rayschahi n'est pas le chef obscur d'un groupe clandestin mais le ministre du gouvernement d'un Etat. La responsabilité de l'Irak en serait d'autant engagée, à moins d'une déclaration publique de Rafsandjani annonçant l'arrestation de son ministre pour meurtre et haute trahison. Rayschahi, « fusible » de Rafsandjani (n'oublions pas que les deux hommes ont coopéré pour éliminer des ennemis communs, notamment les gens de Montazeri), le chef de l'Etat iranien aurait-il pris le risque de monter une opération dont l'échec rejallirait sur la nouvelle image qu'il entend imposer à l'extérieur ? La question entraîne sa réponse. On n'a rien sans rien et après tout quel risque ? Un seul Etat européen a-t-il eu l'audace d'affronter ouvertement l'Irak dans les dix dernières années, quand bien même il était convaincu d'avoir affaire, comme à Vienne, à un véritable terrorisme d'Etat ? Si Hachemi Rafsandjani s'est à ce jour rarement trompé, sa carrière éclatante le montre comme elle montre qu'il a rarement reculé devant tous les moyens nécessaires à la réussite, on peut aussi conclure qu'en pariant finalement sur l'impunité, il ne prenait pas un grand risque. Marc KRAVETZ

MOSTAFAWI DISPARU, SAHRAROU DY ET MOZAFAR - MAGABY EN IRAN, BOUZOURGIAN DANS SON AMBASSADE

Dans un « rapport interne » cité par l'hebdomadaire autrichien *Profil*, le juge constate qu'« Il était extrêmement difficile d'avoir d'autres informations de la police » et qu'il fallut « que le procureur intervienne massivement pour obtenir enfin des renseignements ».

D'où Bouzourgian a-t-il téléphoné chez les Rasoul ? Cet étrange appel nous apprend qu'il n'ignorait rien de ce qui s'était passé, vers 19h35, à l'heure où la police débarquait dans la rue

Suzannah Rasoul savait que son mari ne serait pas à la maison quand, à 22h30, elle rentrerait de l'Opéra où, en compagnie d'amis, elle avait assisté à une représentation des *Misérables*. Tout juste devait-il repasser après sa réunion avant d'aller dîner avec des amis. Il lui avait téléphoné vers 18h30 pour le lui dire. Mais elle s'attendait encore moins à trouver des policiers devant la porte qui, après lui avoir annoncé la terrible nouvelle, attaquèrent une fouille en règle de l'appartement. Les deux frères du professeur Rasoul étaient là, aussi effondrés que Suzannah K., le plus jeune, avait appris probablement avant tout le monde que Fadhil était blessé. Il était 19h40, se souvient-il, quand l'un de ses beaux-frères l'avait appelé pour lui dire qu'on avait tiré sur son frère. Le correspondant de K. ne disait pas toute la vérité. En fait, son interlocuteur lui avait froidement annoncé que Fadhil Rasoul était mort, assassiné. Et cet interlocuteur n'était autre qu'Amir Bouzourgian. D'où avait-il téléphoné ? Pour



Quatorze douilles sur les seize tirées ont été retrouvées. Les trois hommes ont été achevés d'une balle dans la tête.

quoi? L'enquête ne permet, à ce stade, aucune réponse. Au moins, cet étrange appel téléphonique nous apprend qu'Amir Bouzourgian n'ignorait rien, vers 19h35, à l'heure où la police débarquait dans la rue, de ce qui s'était passé au 5 Linkebahngasse. On sait par ailleurs que, malgré son empressement à prévenir un proche de Fadhil Rasoul, Bouzourgian, qui donc disposait d'un téléphone, ne s'en est pas servi pour appeler la police.

Sans la blessure de Sahraroudy, il aurait probablement fallu attendre le retour de Suzannah Rasoul à la maison pour que les recherches commencent, soit entre 22h30 et 23 heures. Azad et ses amis savaient en effet que Ghasselou, Ghaderi et le professeur Rasoul devaient être réunis quelque part dans les environs de l'hôtel Hilton. Suzannah connaissait l'existence de l'appartement de Linkebahngasse, dont la propriétaire, une amie autrichienne, avait laissé les clés à son mari, mais elle ignorait que la réunion à laquelle Fadhil s'était rendu se tenait là. C'est seulement en confrontant les données des uns et des autres qu'on aurait pu deviner où s'étaient rendus les trois Kurdes avant de disparaître et donc y envoyer la police. Assurément, Azad et ses amis kurdes auraient cherché à joindre Suzannah Rasoul, sachant que Ghasselou devait être avec le professeur Rasoul, mais il n'y avait alors personne chez elle. C'est donc seulement près de quatre heures après le crime que le carnage aurait pu être découvert. Quatre heures durant lesquelles les tueurs avaient largement le temps de disparaître. Mais plus en-

des poubelles du marché viennois près de la station Pilgramgasse sur la Linke Wienzeli, un paquet contenant une parka avec des taches de sang, divers papiers dont le contrat d'achat d'une moto Suzuki GSX500E de couleur rouge, ainsi que trois armes : une mitraillette de type Uzi et deux pistolets munis de silencieux dont la marque et le numéro de série avaient été effacés. Les experts autrichiens auront tôt fait de déterminer que les deux pistolets ont tiré les quatorze douilles retrouvées sur les lieux de l'assassinat.

A ce moment, le « garde du corps », Amir Bouzourgian est dans les locaux de la police. Jaafari Sahraroudy est sous bonne garde dans un hôpital de la ville où son état n'inspire aucune inquiétude. Haji Mostafawi a certes disparu, mais deux témoins capitaux restent à la disposition des enquêteurs. Mohamed Jaafari Sahraroudy, formellement identifié à l'hôpital par un représentant en Autriche du mouvement kurde d'Irak, n'est pas un inconnu des milieux kurdes de Vienne. Il y a fait plusieurs séjours récemment, on saura bientôt pourquoi. On apprend également que Sahraroudy est un spécialiste des questions kurdes. Officier dans le corps des Pasdaran — les « Gardiens de la Révolution » —, chef-adjoint du « quartier général Ramazan » (le « service de sécurité extérieure » des Gardiens), spécifiquement en charge des activités sur la frontière orientale de l'Iran, autrement dit, les régions kurdes. Durant la guerre, il dirigeait les opérations de son service depuis Kermanschah, au sud-est de l'Iran, et il entretenait des relations

suivies avec les différents mouvements d'opposition kurdes en Irak, dont la plus importante, l'Union patriotique kurde, dirigée par Jalal Talabani qu'il a rencontré à plusieurs reprises à Téhéran.

Opéré le 13 juillet au soir, Sahraroudy ne peut être interrogé par la police que dans la journée du 15. Les enquêteurs confieront aux proches des victimes qu'« il a parlé » mais refusent d'en dire davantage. L'information a toutefois fini par filtrer. Sous la plume d'un journaliste connu pour la rigueur de ses enquêtes et la qualité de ses sources, l'hebdomadaire *Profil* rend compte de la version livrée par Sahraroudy à la police. La réunion était terminée, raconte-t-il, quand un homme avec une casquette claire est entré, armé, dans la pièce et a immédiatement tiré sur lui (d'autres versions disent qu'il aurait fait état de deux hommes armés). Sous le choc de la douleur, il n'a rien vu de la suite, seulement entendu les tirs et quelques mots en persan. Quand il s'est relevé, il s'est précipité dans le couloir où se trouvaient alors ses deux compagnons, Bouzourgian et Mostafawi (dans d'autres versions, il aurait déclaré que Bouzourgian n'y était pas). Il se souvient encore qu'avant l'irruption du tueur, Haji Mostafawi avait quitté la pièce mais il n'y avait pas prêté une attention particulière. Il ne comprend pas ce qui est arrivé, il le regrette profondément, il n'y est évidemment pour rien — n'a-t-il pas lui-même été victime des assaillants? —, il affirme qu'il était bien venu pour négocier avec le PDKI au nom des plus hautes ins-

tances de son pays, il n'a rien d'autre à dire.

Mais ce qu'il dit n'est pas rien. La version de Sahraroudy, en admettant qu'elle soit vraie, pourrait — ou voudrait — accréditer la première thèse iranienne officielle, imputant le crime aux services secrets irakiens ou à l'« Organisation des moudjahidin du peuple », le mouvement d'opposition armée iranien dirigé par Massoud Rajavi depuis Bagdad. Ce serait donc eux, l'un, l'autre, ou les deux, qui auraient téléguisé le ou les tueur(s) à casquette. Mais comment expliquer, alors, que la porte de l'appartement n'ait pas été forcée et, détail capital découvert par la police le soir même, qu'un morceau de ruban adhésif bloquait la clenche de la porte de l'immeuble, ordinairement commandée de l'intérieur de chaque appartement par un interphone?

Si Sahraroudy a bien dit la vérité à la police et au juge, les assassins sont peut-être venus du dehors, mais avec la complicité active de ceux qui se trouvaient au-dedans. S'il a menti, le seul mystère restant est la répartition des rôles entre lui, Haji Mostafawi et Bouzourgian, voire d'un quatrième homme venu en renfort et dont l'arrivée nécessitait le blocage de la porte extérieure. En se disculpant, Jaafari Sahraroudy, innocent ou non lui-même, accable ses deux collègues et, au premier chef, Haji Mostafawi dont la trace se perd à Vienne au soir du 13 juillet.

Disparu, mais pas inconnu. Il a participé, avec Sahraroudy et Bouzourgian, aux réunions du même type qui se sont tenues à Vienne en décembre et janvier.

Il connaît bien l'Australie, il y a fait des séjours fréquents, il y a des amis. Ensuite, parce que sa carrière et ses fonctions l'ont mis, comme Sahraroudy, en contact direct avec les organisations kurdes d'Irak. Responsable des services de renseignements pour l'Iran occidental, Azerbaïdjan et Kurdistan, sur le terrain d'abord, à Téhéran ensuite, il est directement rattaché au service du ministre Rayshari, le « patron » du renseignement iranien.

Le « couple » Sahraroudy-Mostafawi est donc complémentaire. Même avec un grade plus élevé (il est le chef de la délégation), Sahraroudy est, dans le corps des Pasdaran, un officier du renseignement, chargé de l'Extérieur alors

que Mostafawi, lui, s'occupe de l'Intérieur pour le compte de son ministre. Deux compétences indispensables pour négocier avec les Kurdes d'Iran par l'entremise des Kurdes d'Irak. C'est bien ainsi du reste que cela « fonctionné » depuis les tout premiers contacts à Téhéran avec le chef de l'UPK, Jalal Talabani avant de se matérialiser à Vienne. Suzannah Rasoul se souvient avec amertume qu'en janvier, les deux hommes étaient venus dîner chez elle et que son mari avait été impressionné par leur connaissance du problème kurde et leur ouverture d'esprit, notant au passage que Mostafawi était peut-être le plus « souple » des deux.

Pendant leurs séjours à Vienne, Sahrar-

roudy et Mostafawi se quittaient rarement, sinon pour des contacts que Sahraroudy, le chef après tout, rencontrait seul. En décembre, logés à l'hôtel de France, l'un des bons hôtels de la ville, ils avaient même des chambres communnicantes, la 503 et la 504. Les rares témoins, indirects, des réunions précédentes entre eux et la délégation du PDKI ne se souviennent pas d'une divergence visible, et moins encore dans les conversations privées avec l'un ou l'autre. Difficile, dans ces conditions, d'admettre comme un fait évident que Jaafari Sahraroudy ait pu ignorer jusqu'à la fin que son compagnon de travail et son voisin de chambre n'avait suivi toute l'affaire que pour la conclure :

l'arme au poing. Le juge Michael Daken, qui a succédé à Peter Seda, et le procureur Sepp-Dictier Fashing sont d'un autre avis et, en tout cas, moins curieux, puisque le vendredi 21 février dans l'après-midi, Sahraroudy sort de l'hôpital libre de toute charge, pas même invité à « rester à la disposition de la justice », pour gagner immédiatement son ambassade. La police lui a rendu son passeport et restitué les 9000 dollars trouvés sur Bouzourgian. Et c'est sans être inquiète, mais avec une escorte policière autrichienne chargée d'assurer sa protection ainsi qu'une escorte médicale venue d'Iran, que Mohamed Jaafari Sahraroudy s'embarque, le samedi 22 juillet à 19 heures, sur le vol

Iran Air 722 à destination de Téhéran. Avait-il eu beaucoup de chance ou l'Iran avait-il su se montrer particulièrement persuasif pour arriver à ce résultat ? La police en tout cas, contrairement aux magistrats, estimait que Sahraroudy était loin d'avoir tout dit. Grâce, en effet, aux papiers abandonnés dans la poubelle la nuit du triple crime, les policiers avaient retrouvé sans peine le vendeur de la Suzuki 500. Qu'ils interrogent le 15 juillet. Cette moto les intéresse d'autant plus qu'ils ont — le fonctionnaire du ministère de l'Intérieur nous le confirmera — des raisons sérieuses de penser qu'elle a servi à la fuite d'au moins un des



Ghassemlou le sage, ambassadeur passionné d'une cause désespérée

Le secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran aurait eu 59 ans en décembre. Loin d'être un non-violent, il condamnait pourtant le terrorisme par principe. Loin d'être un combattant passif, il avait aussi le scepticisme des universitaires.

Abdelrahman Ghassemlou, assassiné à Vienne le 13 juillet 1989, était à tous égards une personnalité d'exception, à la fois comme dirigeant d'un mouvement armé de libération nationale parmi les plus anciens et les mieux implantés au sein de sa population et par son rayonnement personnel, son audience internationale, une capacité rare, sinon unique, d'incarner les traditions et le combat d'un peuple millénaire dans les valeurs de cette fin de siècle, liberté, démocratie, cosmopolitisme. Il était peu connu du grand public et beaucoup auront appris son existence à l'heure de son assassinat.

Non qu'il fût un homme de l'ombre entouré d'épais mystères. Le secrétaire général du Parti démocratique kurde

d'Iran, chef de guerre quand il le fallut, dirigeant politique avant tout, se voulaient homme de contact et de dialogue. Il était l'ambassadeur passionné et infatigable de sa cause, parcourant le monde pour la faire connaître. Mais il ne se sentait jamais aussi heureux qu'avec ses *peshmergas* dans une mesure de torche au fond d'une vallée perdue de la frontière irano-irakienne où, d'un démenagement à l'autre, il transportait une bibliothèque avec lui.

Amoureux des bons livres et des bons vins — il savait mieux se passer des seconds que des premiers —, aussi à l'aise à une table parisienne que dans l'isolement frugal du rude hiver de ses montagnes, Ghassemlou mêlait, à près de soixante ans — il aurait eu cinquante-neuf ans en décembre prochain — une sérénité de sage oriental à

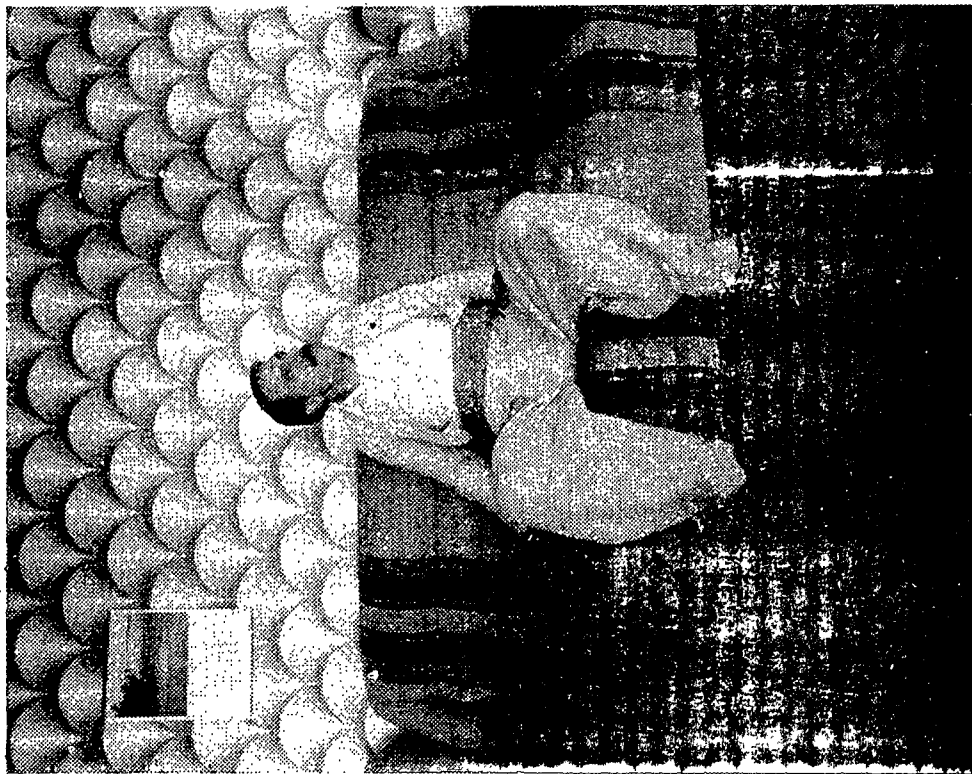
un dynamisme de jeune homme, la curiosité d'un encyclopédiste et les appétits d'un joyeux vivant. Inflexible dans ses convictions autant que pragmatique dans la conduite des actions, Ghassemlou semblait concilier sans déchirement les raiders nécessaires du combat politico-militaire avec l'élegant scepticisme de l'universitaire qu'il fut longtemps.

Docteur en économie, il était aussi un fou d'histoire et de littérature, expert raffiné de poésie kurde, persane ou arabe, mais citant volontiers Hugo, Baudelaire, Walt Whitman ou Thomas Eliot. Chaleureux, ouvert, disponible, maniant l'ironie et l'humour avec autant d'aisance que les six ou sept langues qu'il parlait et écrivait couramment, ceux qui ont un jour croisé son chemin en parlent dans les mêmes ter-

mes. Tous, au souvenir d'une seule conversation, même lointaine, avouent qu'ils sont tombés sous son charme, sympathisants de son mouvement, intellectuels, médecins, ministres, ambassadeurs, politiciens de gauche ou de droite. Peu d'hommes, dans ce siècle, pourraient revendiquer une telle unanimité.

Militant, puis dirigeant communiste au sein du parti iranien « Foudre », Ghassemlou, qui séjourna quinze ans à Prague où il enseignait l'économie, rompit avec le PC en août 1968, au lendemain de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Renoué aux certitudes du dogme, il n'avait pas renié son passé. Il en scrutait les failles comme il analysait une situation politique : pour comprendre ce qui, un moment, avait basculé du juste dans l'in-

juste, du vrai dans l'erreur, sinon dans l'horreur. Et en tirer les leçons. Particulièrement bien placé pour connaître les difficultés du combat politique dans une société « arriérée », comme il disait, parce que coupée du monde, privée de tous ses droits à la décision, à l'expression, à l'accès à sa propre culture, il n'entendait pas faire du sous-développement une idéologie de l'action, justifiant tous les dérapages, le culte de la violence pour elle-même, l'exaltation de la chefferie dans l'organisation, la dictature de l'organisation sur le peuple. Il n'acceptait pas non plus qu'il y eût un discours à l'usage des relations publico-médiatiques et le droit sans partage de l'oublier sur le terrain. Sa principale fierté, l'aura-t-il assez répétée, était, dans toute la mesure du possible, d'identifier les idéaux du mouvement à sa manière d'agir au jour le jour. Jamais le PDKI n'a maltraité des prisonniers, contraint des civils, pris des otages, détourné des avions ou déposé des bombes dans les autobus ou les marchés des villes « ennemies », a *fortiori* hors des frontières de son combat. Loin d'être un non-violent, Ghassemlou condamnait le terrorisme par principe. Un refus dont il acceptait de payer le



Wilderberg/Gamma

Ghassemlou incarnait les traditions d'un peuple millénaire.

prix tout en riotant, avec un rien d'amertume, qu'il expliquait peut-être le peu d'intérêt médiatique porté à la question kurde. « En prenant des otages ou en posant des bombes, n'importe quel groupuscule devient célèbre alors qu'on ignore les mouvements de libération qui ne pratiquent pas le terrorisme », soulignait-il un jour dans *Libération*.

En novembre 1979, Ghassemlou avait, dès le premier jour, condamné la prise en otage des diplomates et fonctionnaires de l'ambassade américaine à Téhéran. Pour le secrétaire général du PDKI, affranchir l'Iran de l'emprise américaine ou libérer le tiers monde de l'imperialisme des grandes puissances, comme le proclamait le programme du PDKI, était l'objectif d'un combat politique de longue haleine, inséparable de la liberté et de la démocratie pour tous.

En dépit des accusations de Téhéran, Washington n'en démontra pas plus de sympathie pour la cause kurde. Si la diplomatie américaine avait été particulièrement active du temps de la guerre kurde en Irak (1961-1975), pour des motifs géo-stratégiques dont le Dr Kissinger s'explique longuement — et cyniquement — dans ses *Mémoires*, elle ne s'émut jamais pour les Kurdes d'Iran.

Ghassemlou lui-même était alors interdit de séjour aux Etats-Unis et devait le rester jusqu'au début de ce mois, où il venait, pour la première fois, d'obtenir un visa. A la veille de son départ pour Vienne, il préparait avec un soin particulier ce voyage aux Etats-Unis dont il

attendait beaucoup pour faire connaître le problème kurde, sans espérance excessive sur le résultat politique.

La cause des Kurdes, il ne le savait que trop, non seulement celle des 5 millions de Kurdes iraniens mais des 25 millions de Kurdes répartis dans cinq pays, aussi « sympathique » fut-elle pour une partie instruite de l'opinion internationale, ne mobiliserait jamais la diplomatie des grandes puissances ni même des démocraties européennes, d'abord soucieuses de leurs intérêts régionaux particuliers. Abdelrahman Ghassemlou en avait fait l'expérience lors de ses multiples déplacements à l'étranger, et notamment en Europe. Objet de la considération générale, on le recevait rarement dans les cercles officiels. Au mieux, jouant sur d'anciennes amitiés et profitant de son appartenance à l'Internationale socialiste, il obtenait de temps à autre quelque sollicitude humanitaire pour son peuple, ou encore, au bénéfice d'une oreille généreuse, il arrivait à résoudre un problème qui lui tenait à cœur. L'ancien ministre de Giscard, Jean-François Deniau, rappelait, non sans émotion, que Ghassemlou avait fait autrefois le siège de son bureau pour que le gouvernement français aide à la réédition du seul dictionnaire franco-kurde depuis longtemps épuisé.

Réaliste, le chef du PDKI nous confiait un jour qu'à la fin d'un siècle marqué par l'affirmation des nationalismes et leur fragile stabilisation, on n'allait pas faire « exploser la carte pour permettre aux Kurdes de se construire

un Etat indépendant sur la ruine de trois autres ». Aussi ne revendiquait-il pas l'indépendance pour les Kurdes d'Iran mais l'autonomie pour le Kurdistan iranien. Ses adversaires de Téhéran tenaient le mot d'ordre pour une hypocrisie tactique, un masque grossier pour un séparatisme qui n'osait pas s'avouer, la première étape vers un « Grand Kurdistan » reunissant les Kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie et même ceux de Syrie et d'URSS. Sur ce point, les « laïcs », façon Bani-Sadr, étaient d'accord avec les mollahs intégristes.

La sentence de mort fut prononcée dès 1979, quand Abdelrahman Ghassemlou fut élu, seul laïc déclaré, député à l'assemblée « constituante ». Pour raisons de sécurité, il refusa de se rendre à Téhéran. L'ayatollah Khomeiny regretta publiquement son absence devant les caméras de télévision, en ajoutant : « Quel dommage, nous l'aurions arrêté et fait fusiller immédiatement. » Le 13 juillet 1989, jour de l'Aïd el-Kebir, « fête du pardon » pour les musulmans, était aussi le quarantième jour du deuil de l'imam, célébration sacrée pour les chiites. Faut-il y voir seulement une coïncidence ? Ou plutôt que les assassins, déguisés en négociateurs de paix avec un mandat officiel de Hachemi Rafsandjani et des passeports signés Velayati, sont venus de Téhéran pour enfin, en ce jour rituel, exécuter la sentence ?

M.K.

LES PISTES CONNUES CONDUISSENT A TEHERAN: UN LOURD SILENCE PESE POURTANT SUR L'ENQUETE

assassins. Pas de nom mais on pense évidemment à Haji Mostafawi. Les policiers présentent donc au vendeur de la moto cinq photos parmi lesquelles celui-ci en désigne une, sans hésiter: celle de Mohamed Jaafari Sahraroudy. Transporté à l'hôpital le 19 juillet, le vendeur certifie que l'homme qu'on lui montre est bien son client. C'est à lui qu'il a vendu la Suzuki 500 rouge, le 10 janvier 1989. En terme de procédure, les conditions de la reconnaissance prêtent à discussion. Sa conviction n'en est pas moins troublante.

La police en est assez troublée pour demander au juge Danek un mandat d'arrêt contre l'émissaire iranien. Le procureur préfère attendre. Le jeudi 26 janvier, Danek interroge Sahraroudy à l'hôpital. Le blessé nie avoir acheté une moto et ajoute qu'il n'était pas à Vienne le 10 janvier. Il se trouvait en Autriche depuis la mi-décembre, pour les premières conversations avec les Kurdes, mais il a quitté le territoire autrichien le 4 janvier et n'y est revenu que le 14. Les tampons sur son passeport en font foi. L'argument emporte la conviction des magistrats. Mais, si nous en croyons les demi-mots du D' Heindl, la police continue à prendre « très au sérieux » le témoignage du motociste. A la question: « Dans ce cas, pourquoi laisser partir Sahraroudy? » le secrétaire du ministre de l'Intérieur répond que la police a en effet demandé un mandat d'arrêt contre lui. Elle n'a pas à discuter une décision de la justice.

Ainsi, un témoin capital s'évanouit et avec lui, pour les Kurdes et les proches des victimes, un peu de l'espoir de voir un jour découverts, non seulement les assassins, mais leurs commanditaires. A ce stade, Mostafawi ayant disparu, le dernier lien direct connu avec la tragédie du 13 juillet reste Amir Bouzour-gian. Lui, au moins, est encore à



Jean-Pierre Maubert
Vingt millions de kurdes sont répartis entre l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'URSS. L'Iran en abrite un cinquième.

Vienne, au moins on le suppose, mais protégé par l'immunité de l'ambassade d'Iran ou il s'est réfugié.

Bouzourgian, réfugié dans l'ambassade de son pays, juridiquement hors d'atteinte. Une affaire qui rappelle celle, franco-iranienne, de Vahid Gorji

Le « simple garde du corps » qu'Amir Bouzourgian prétendait être au siège de la police avait eu assurément un rôle qui excédait largement cette trop modeste présentation. Depuis quinze jours au moins, sinon trois semaines, à Vienne, il avait multiplié les contacts, rencontrant plusieurs fois Fadhil Rasoul et se promenant à l'occasion avec l'autre de ses frères, F., qui s'en souvient comme d'un homme intelligent et courtois, connaissant bien la ville, les lignes de tramways et les restaurants orientaux, et s'y promenant volontiers. F. l'avait accompagné deux ou trois fois.

« Nous ne parlions pas politique, sinon en termes très généraux, de la vie en Iran, des changements qui interviendraient avec l'élection de Rafsadjani à la présidence. » Bouzourgian ne cachait pas qu'il était venu en Autriche pour le compte de son gouvernement mais que, même en mission officielle, ce n'était pas facile pour un Iranien de vivre à l'étranger avec le prix du shilling échangé au marché noir de Téhéran. F. l'aidait à trouver un hôtel moins cher, passant

ainsi du Post, à 700 shillings la nuit, au Donau Waltzer, à 500 shillings, avant de rejoindre, le dimanche 9 juillet, ses concitoyens et néanmoins patrons, Sahraroudy et Mostafawi arrivés de Téhéran, à l'hôtel Stuegel-Braue, dans un quartier qui n'a pas la meilleure réputation de Vienne. Voilà ce que confie Bouzourgian à ses interlocuteurs de passage, qui ne doutent pas qu'il est un fonctionnaire sans histoire, un intermédiaire sans importance.

C'est bien ce qu'ont aussi l'air de penser les policiers autrichiens qui l'ont interrogé depuis le 13 juillet au soir et ne voient pas motif à le retenir plus de vingt-quatre heures. Le 14 juillet donc, Bouzourgian sort, libre, des locaux du Shnottering pour foncer à l'ambassade iranienne. Le matin même, le juge Seda, dont les propos sont rapportés dans la presse, aurait demandé aux policiers, si « cet homme est soupçonné de quelque chose », et on lui aurait répondu « non ». Certains policiers conviendront plus tard que les explications de Bouzourgian n'étaient pas convaincantes. C'est le moins qu'on puisse dire.

Aucun témoin ne peut confirmer qu'il s'est rendu, comme il l'a déclaré, dans un Mac Donald pour manger un hamburger. L'emploi du temps erratique qu'il s'invente cadre assez mal avec la discipline attachée à sa fonction de garde du corps. Sa présence avec Sahraroudy, blessé en bas de l'immeuble au moment où la police arrive, indiquerait plutôt qu'il n'est pas sorti du périmètre. Si l'on ajoute le coup de téléphone, assurément incompréhensible, au parent du frère de Fadhil Rasoul, quel-

ques minutes avant de retrouver son patron en sang, alors que le seul téléphone disponible est celui de l'appartement où les trois Kurdes viennent d'être tués, force est de conclure qu'Amir Bouzourgian n'a pas dit non plus tout ce qu'il savait.

La police s'en inquiète dès le 15 juillet quand elle apprend qu'Amir Bouzourgian a une place réservée sur le vol Iran-Air du jour même pour Téhéran. Il faut faire vite pour convaincre le juge et le procureur. L'avion part à 19 heures. A 17h50, le mandat d'arrêt est émis. Motif : non assistance à blessés. On cherche pas à comprendre. Un paragraphe du code autrichien prévoit ce délit. Comme dira un policier : « Il fallait bien trouver quelque chose pour l'empêcher de filer. » Les déclarations de Sahraroudy, le samedi 15 puis le dimanche 16, depuis l'hôpital, n'ont fait qu'aggraver les soupçons pesant sur Bouzourgian. Le juge veut donc l'entendre. Mais, recherché ou non, Bouzourgian campe derrière les murs de son ambassade, juridiquement hors d'atteinte.

Une affaire qui rappelle celle, franco-iranienne, de Vahid Gorji. Pour les autorités autrichiennes, ce n'est pas un exemple particulièrement rassurant. D'autant que Téhéran s'agite et multiplie les exigences par l'intermédiaire de son ambassadeur à Vienne. Dès le vendredi, celui-ci avait réclamé de pouvoir visiter immédiatement Sahraroudy à l'hôpital. Puis c'est la libération sur l'heure de Bouzourgian et, une fois celui-ci relâché, la levée sans discussion du mandat d'arrêt contre lui. Des pressions, on passe aux menaces. L'ambas-

amabilité. Il lui rappelle que la justice est indépendante et que pour ce qui concerne son administration, elle ne fait qu'enregistrer les demandes de l'Iran et faciliter la résolution des problèmes dès lors que la justice ne trouve rien à redire. Il reconnaît au passage que Téhéran exerce une pression constante sur l'Autriche et que le chargé d'Affaires de Vienne en Iran a reçu ce qui pourrait s'apparenter à des menaces. Mais il assure aussi que l'Autriche n'entend pas se laisser intimider.

Téhéran exerce une pression constante sur l'Autriche et le chargé d'Affaires de Vienne Iran a reçu ce qui pourrait s'apparenter à des menaces. Mais il assure aussi que son pays n'entend pas se laisser intimider.

C'est aussi ce qu'il nous dira dix jours plus tard. Le jour de notre rencontre, l'agence officielle iranienne, IRNA, citant le ministère iranien des Affaires étrangères, avait diffusé un communiqué plus que sévère accusant l'Autriche : « de se livrer à un jeu politique et à une guerre de propagande » à travers « les mensonges et les propos irresponsables de certains officiels autrichiens », « au lieu de poursuivre les auteurs du crime ». Le communiqué de Téhéran faisait notamment allusion à la polémique qui,

quelques jours plus tôt, avait opposé le ministre autrichien de l'Intérieur, Loeschack, à son collègue Mock des Affaires étrangères, le premier accusant en substance le second de sacrifier la lutte contre le terrorisme à la raison d'Etat et mettant ouvertement l'Iran en cause pour le meurtre des Kurdes. Je demandais à l'ambassadeur Schmidt s'il considérait le communiqué de Téhéran comme une menace. « Je dirais plutôt une critique, et elle est inacceptable » répondit-il.

En bon diplomate, l'ambassadeur peignait chacun de ses mots, laissant au journaliste le soin d'apprécier les significances et de tirer, sous sa seule responsabilité, la conclusion que l'on ne croyait guère, dans les milieux les plus autorisés de Vienne, à la thèse impliquant les services secrets irakiens ou des moudjahidin du peuple dans l'assassinat du 13 juillet.

Des responsables kurdes pensent que Mozafar-Magaby pourrait bien être le « quatrième » homme de l'affaire, ou le conducteur de la moto

Herr Schmidt insista sur les demandes répétées de Téhéran à propos de Sahraroudy et de Bouzourgian, rejetant au passage leur immunité diplomatique puisque, nonobstant leurs passeports, ces ressortissants irakiens ne s'étaient pas fait connaître à son ministère comme effectuant une mission officielle. L'Iran, ajouta-t-il, via son représentant « nous réclame de retrouver Hajj Mostafawi et nous reproche de ne pas le rechercher activement. Mais l'ambassade refuse obstinément de coopérer. Malgré nos demandes répétées, nous n'avons pas pu obtenir une photo de ce monsieur, pas même un signalement ». Croyait-il vraiment que l'Iran tenait à ce qu'on retrouve Mostafawi ? L'ambassadeur Schmidt s'abstint de répondre. Pour le reste, comme il l'avait déjà dit, il n'était pas responsable de

l'enquête, ni informé ponctuellement de son déroulement et la justice, en bonne démocrate, était indépendante.

Le vol Iran Air de Vienne part tous les samedis à 19 heures. Le 28 juillet, peu avant l'heure, plusieurs Kurdes de Vienne étaient massés à l'aéroport devant l'entrée des départs internationaux. L'homme qui allait s'embarquer, discrètement protégé par des policiers, portait un passeport iranien au nom, dit-on, de Mohamed Magaby. Les Kurdes présents le connaissaient sous celui de Mozafar. Magaby ou Mozafar, l'individu était particulièrement remarquable par une chevelure d'un rouge flamboyant surmontant un visage ascétique. Une fête que l'on n'oublie pas. Et plusieurs aussi se souvenaient avoir vu ce Mozafar avec Bouzourgian, Sahraroudy ou Mostafawi, durant les jours qui ont précédé le crime, notamment à proximité du domicile d'un Kurde irakien qui avait joué un rôle dans les discussions de la fin de l'année précédente, et au bas de l'immeuble du professeur Rasoul, où il attendait ce dernier en compagnie de Jaafari Sahraroudy.

Ces témoignages avec des indications plus précises, impossibles à reproduire pour la sécurité des témoins, ont été transmis à la police autrichienne qui y a donné suite puisque Mozafar-Magaby a finalement été interpellé et entendu pendant quarante-huit heures, croit-on savoir, avant d'être relâché, libre de rentrer au pays. Des responsables kurdes pensent que Mozafar pourrait bien être le « quatrième » homme de l'affaire, ou bien le conducteur de la moto. On n'en saura probablement pas plus. Mais on peut aussi se demander si la caractéristique physique de Mozafar et les déclarations de Sahraroudy à la police ne s'éclaireraient pas l'une l'autre. Pourquoi le détail de la « casquette claire » sur la tête du tueur, sinon pour cacher un autre détail qu'on ne peut manquer, ni oublier ? Une hypothèse bien sûr, une question de plus, il y en a tellement d'autres.

Au ministère de l'Intérieur, le D^r Peter Heindl ne « pouvait pas répondre » à propos des balles retrouvées dans l'ap-



Quand les secours sont arrivés Ghassemliou était immobile, la chemise ensanglantée.

qui aurait suivi, Jaafari Sahraroudy aurait pu prendre une balle perdue. Cette balle en tout cas, selon le D^r Heindl, n'a pas été retrouvée.

Conformément aux usages, Jaafari Sahraroudy avait été soumis au test à la paraffine qui s'était avéré négatif. Le D^r Heindl ne pouvait préciser quand. Il ne pouvait dire non plus si le même test avait été fait sur Amir Bouzourgian.

Ben Bella ne pouvait refuser d'être l'arbitre de la volonté de paix réciproque du Parti kurde de son ami Ghassemliou et d'une délégation iranienne mandatée par Hachemi Rafsandjani

partement et d'une éventuelle expertise balistique. Celle-ci aurait cependant eu lieu, tardivement, le 26 juillet et, si l'on en croit encore l'enquête de Profli, que mon interlocuteur officiel n'a pas démenti, elle aurait établi qu'il y aurait eu deux axes de tirs et non un seul, de la porte vers les victimes, comme on le croyait précédemment. Et l'axe du second désignerait la place où Jaafari Sahraroudy était assis. Le secrétaire du ministre confirmait également qu'on avait bien retrouvé, sous les ongles de deux des victimes, des fragments de tissus laissant penser que « très probablement », celles-ci avaient tenté d'agripper leur(s) agresseur(s) avant d'être abattues. S'il semble évident, par la place des corps, que le D^r Ghassemliou a été tué le premier avant de pouvoir esquiver le moindre geste, on pourrait aussi penser que, dans le bref combat

Quand, au début du mois de juillet, les émissaires irakiens avaient pris contact avec le professeur Fadhil Rasoul pour lui demander s'il pouvait, profitant de ses bonnes relations avec le D^r Ghassemliou, organiser une rencontre à Vienne, celui-ci avait d'abord refusé. « Si j'accepte cela, les Irakiens ne me le pardonneront jamais », avait-il confié à des proches, suggérant à ses interlocuteurs de choisir une « personnalité plus importante », insoupçonnable par toutes les parties, l'ancien président algérien Ahmed Ben Bella par exemple. Professeur de sciences politiques à Vienne, Kurde originaire d'Irak mais citoyen autrichien, Fadhil Rasoul consacrait l'essentiel de son énergie à l'animation et à la gestion d'une revue publiée en arabe à Beyrouth, *Al Hwar* (le *Dialogue*). A cette revue coopéraient des intellectuels prestigieux du monde

arabe, d'Égypte, d'Algérie, de Syrie, des Iraniens aussi, intellectuels pour la plupart tournés ou, comme Fadhil Rasoul, revenus à l'Islam mais cherchant, à travers articles et rencontres, à proposer une réflexion politique et sociale sur les sociétés musulmanes qui ne soit pas seulement la caricature qu'en faisaient les mouvements intégristes. Ben Bella était l'un des collaborateurs de la revue et un ami personnel, de longue date, de Fadhil et Suzannah Rasoul. Il ne pouvait refuser, comme le demandait son ami Fadhil, d'être l'arbitre ou, à tout le moins, le garant, le grand témoin, de la volonté de paix réciproque du Parti kurde de son ami Ghassem lou et d'une délégation iranienne mandatée par Hachemi Rafsandjani.

Pour Abdelrahman Ghassem lou, on ne pouvait rêver mieux. En décembre et janvier, l'arbitre-garant avait été Jalal Talabani, le secrétaire général de l'UPK d'Irak, à l'origine des premiers contacts entre les deux parties. L'enjeu était de taille, le risque énorme. Les Iraniens avaient été formels : ils se remettaient entre les mains de Talabani pour l'organisation et la sécurité de la rencontre. Ghassem lou aurait préféré qu'elle se déroule à Paris où il était plus à l'aise, les Iraniens objectèrent que les mauvaises relations avec la France ne leur permettaient pas de s'y rendre. Ils proposèrent Vienne ou Berlin ; Ghassem lou opta pour Vienne. Il était entendu que la partie kurde décidait seule du lieu et des conditions du rendez-vous.

La première réunion se tint le 28 décembre 1988 dans un appartement de Vienne gardé par cinq militants de l'UPK, dont deux armés devant la porte. Les Kurdes irakiens avaient loué une chambre dans l'hôtel d'en face pour mieux surveiller. Une fois la réunion commencée, nul ne pouvait sortir de l'appartement jusqu'à la fin, et ce sont les Kurdes qui partaient en premier. Deux autres réunions allaient suivre, le 29 puis le 31 décembre puis, après dix jours d'interruption, le 14 janvier de cette année, à chaque fois dans un appartement différent et des conditions identiques de sécurité. Jalal Talabani était toujours présent. L'un de ses proches se souvient aussi que, pendant les

réunions, Bouzourgian restait à la porte, toujours surveillé par l'un des militants de l'UPK, et qu'une fois au moins, il fallut chercher à manger, les premières réunions ayant duré plus de six heures, et qu'il s'en était chargé, mais toujours accompagné par l'un de ses cerbères.

Après plusieurs semaines de silence, un autre rendez-vous avait été prévu en mars qui fut annulé par les Iraniens. Les explications diffèrent à ce sujet. Certaines attribuent l'annulation de la rencontre aux problèmes internes iraniens et à la bataille pour le pouvoir, sur fond de maladie de l'imam, qui réduisait la marge de manœuvre de Rafsandjani. Une autre la complète en affirmant que les Iraniens auraient suspendu les contacts après avoir découvert que le secret absolu auquel s'étaient engagés les participants de décembre et janvier n'avait pas été gardé. Ghassem lou était bien d'accord, seul le secret total garantissait la bonne marche des négociations et, pour sa part, il s'y était tenu, réservant aux seuls membres du bureau politique du PDKI l'examen des cassettes enregistrées lors des réunions. Les dirigeants de l'UPK auraient-ils trop parlé ? Les tenants de la seconde explication le suggèrent.

Un fait en tout cas est établi : quand les contacts ont été repris au début du mois de juillet, l'organisation de Jalal Talabani a été entièrement tenue à l'écart, au point que les militants de l'UPK à Vienne ne savaient même pas que Ghassem lou s'y trouvait. A l'inverse, les militants du PDKI ignoraient que leur secrétaire général s'appêtait à rencontrer des envoyés de Téhéran. Seul le professeur Fadhil Rasoul était au courant et il ne s'en était ouvert ni à sa femme ni à ses frères. L'un d'eux observa que, pour la première fois, alors que Fadhil quittait son appartement pour se rendre à la réunion du jeudi, l'ultime donc, il n'avait pas voulu lui répondre quand il lui avait demandé où il allait. « Affaire privée », avait-il jeté, en fermant la porte.

C'est en privé et dans un appartement d'ami que Ghassem lou rencontra Ben Bella, avec Fadhil Rasoul, le mercredi après-midi pour mettre au point les

conditions de sa participation à la négociation. Le P' Rasoul ne se faisait guère d'illusion. Jaafari Sahraroudy avait déjà dit non à la présence de Ben Bella lors de discussions préalables où il n'était question ni de lieu ni de date. « Un non véhément », se souvient un témoin qui ignorait l'objet de la discussion mais avait noté le ton, et trouva ensuite à quoi il pouvait se rapporter. Sahraroudy dut faire la même réponse à Ghassem lou le mercredi soir à 17 heures quand la première rencontre de juillet a commencé. Ben Bella ne l'a pas su, laissant entendre à son entourage que, finalement, Ghassem lou et Fadhil Rasoul n'avaient pas besoin de lui pour cette affaire. C'est seulement le vendredi, quand le drame est connu, que les informations vont enfin circuler et se recouper, qu'Ahmed Ben Bella apprend la vérité. A un ami Kurde qui nous l'a rapporté et certifié, l'ancien Président algérien dit alors : « Si j'avais su que le refus de ma présence dans cette réunion venait des Iraniens, j'aurais déconseillé au D' Ghassem lou de s'y rendre. »

Le jeudi 13 juillet à midi, Abdelrahman Ghassem lou avait faim

Il voulait manger dans un bon restaurant, de la bonne cuisine viennoise. Son ami Abdullah Ghaderi se sentait mal et refusa de se joindre au groupe des amis kurdes qui, conduit par Azad, se rendit à Kaelbieck, à une demi-heure de Vienne, à l'orée des montagnes. On mangea et on but. « Le docteur était en pleine forme », se souvient l'un des convives, plaisantant de tout et de tous, racontant des anecdotes, riant sans cesse. « C'est vrai, il était gai », complète une jeune femme qui assistait aussi au repas. « Trop gai ». Je lui demande ce qu'elle veut dire par « trop ». « Comme s'il voulait qu'on ne parle de rien de sérieux. Comme s'il voulait être sûr qu'on ne lui pose pas de question. » Peut-être aussi qu'il ne voulait pas se poser de questions.

Marc KRAVETZ

KASIMLU'NUN ARDINDAN

Kürt ulusal hareketinin temel taşlarından biri de Kasımlı'ydu.

Onun kaybı İran Kürtler'i için bir ulusal kayıp oldu.



İran Kürdistan Demokrat Partisi'nin lideri Kasımlı, Viyana'da bir suikast sonucunda öldürüldü. Suikastın son derece profesyonel bir tarzda yapılması olayın bir devlet tarafından gerçekleştirilmiş olması ihtimalini gündeme getirmektedir. Nitekim İran Kürdistan Demokrat Partisi (İKDP) yaptığı bir açıklama ile İran hükümetini cinayetin sorumlusu olarak niteledi.

İKDP, 1945 sonbaharında 105 Kürt liderinin imzaladığı bir beyanname ile kurulmuştu. Kadı Muhammed'in liderliğinde kurulan

KDP'nin programı niteliğindeki Kuruluş Bildirgesi'nde şu talepler ve hedefler ileri sürülüyordu:

1. İran'daki Kürt halkı kendi mahalli işlerinin yönetiminde özgürlüğe ve kendi kendini yönetme hakkına sahip olmalı ve İran devleti sınırları içinde özerklik kazanmalıdır.
2. Eğitim anadilden yapılmalı ve yerel yönetim işlerinde Kürtçe resmi dil olmalıdır.
3. Mahalli bir Kürdistan konseyinin kurulması ve konseyin üyelerinin seçilmesi anayasa tarafından garanti altına alınmalıdır.
4. Bölge içindeki devlet memurları yöre halkından olmalıdır.
5. Hem köylülerin hem de büyük toprak sahiplerinin haklarını ve geleceklerini koruyacak bir tek genel yasa çıkartılmalıdır.
6. KDP, Azerbaycan halkıyla ve Azerbaycan'daki Asuriler, Ermeniler gibi azınlıklarla tam bir birlik ve kardeşlik kurmak için özel çaba sarfedecektir.
7. KDP Kürt halkının maddi ve manevi ge-

lişimi, ekonomik kalkınması, tarım, ticaret, eğitim, halk sağlığı alanlarında ilerlemenin gerçekleşmesi için mücadele edecektir.

8. KDP, tüm İran halklarının siyasi eylem özgürlüğü içinde ülkenin mutluluğu ve gelişmesi için mücadele etmek dileğindedir.

Mahabad Cumhuriyeti'nin kuruluşu

İran Kürdistanı'nda bu siyasi gelişmeler olurken, güneydeki İran Azerbaycan'ı Azerbaycan Demokrat Partisi de İran yönetimine karşı silahlı mücadele vermekte ve halk güçleri geniş bir alanı kontrol etmekteydi. 1945 Aralık ayında devrimci-demokratik güçler İran Azerbaycanı'nın başkenti olan Tebriz'deki İran garnizonlarına saldırdılar ve Tebriz'i düşürdüler. Böylelikle Güney Azerbaycan topraklarının tamamı henüz kurulmuş Azerbaycan Halk Hükümeti'nin eline geçmiş oluyordu.

İran Azerbaycanı'ndaki bu gelişmeler ve kazanılan başarılar kuşkusuz ki İran Kürdistanı'ndaki gelişmeleri de etkiledi. Nitekim 24 Ocak 1956'da Mahabad Kürt Cumhuriyeti'nin kuruluşu ilan edildi. 13 delegeden oluşan Jir hükümet kuruldu. Ulusal parlamento görevini de yapan hükümet Kadı Muhammed'i cumhurbaşkanlığına seçti.

8 Mayıs 1946'da Sovyet ordularının Berlin'i tamamen ele geçirmesi ve 9 Mayıs'ta Nazi Almanyası'nın bütünüyle teslim olarak çökmesi, yani 2. Dünya Savaşı'nın sona ermesi sonucunda müttefik kuvvetler Tahran Antlaşması uyarınca altı ay içinde İran'dan tümüyle çekildiler. Sovyet birliklerinin İran Kürdistanı'ndan çekilmesiyle İran imparatorluk ordusu saldırıya geçti, 1946 Aralık ayında Tebriz'i geri aldı. Böylece Azerbaycan Halk Cumhuriyeti yıkıldı. İran Azerbaycanı'nda korkunç bir soykırım başladı. İran ordusu 15 Aralık'ta Mahabad'a girdi.

1946 Aralık ayının sonlarında Kadı Muhammed, Sadr Kadı ve amcaoğlu Seyif Kadı İran hükümeti tarafından tutuklandılar ve 30 Mart 1947'de idam edildiler.

Mahabad Cumhuriyeti sadece 11 ay yaşaymış olmasına rağmen, Kürt yurtsever mücadelesinde ulusal bir sembol oldu.

Savaş sonrasındaki politik olaylar

2. Dünya Savaşı'nın bitmesi ve Kürdistan'da Fars ezen ulus egemenliğinin yeniden kurulması yeni bir dönemin ve yeni çetin mücadelelerin başlangıcı oldu.

Buna rağmen, Dr.Mussadık'ın seçimle iş-

Özgürlük ve demokrasi düşmanı karanlık güçler tarafından 13 Temmuz 1989'da Viyana'da katledilen



İ.K.D.P. Genel Sekreteri

Dr. Abdurrahman Kasımlı

İ.K.D.P.M.K. üyesi ve Avrupa Temsilcisi

Abdullah Kadiri

Viyana Üniversitesi öğretim üyesi

Dr. Fazıl Resul'ü

saygıyla anıyor ve Kürt halkına başsağlığı diliyoruz

Ahmet Abakay, Ziya Acar, Taner Akçam, Çağatay Anadol, Faruk Aral, Mehmet Ali Arslan, Seydo Aslandağ, Atilla Aşut, Ahmet Atak, Ergin Atasü, İ. Metin Ayçiçek, Vedat Aydın, Ergun Aydınoğlu, Mahmut Bakı, Müslim Başaran, Oya Baydar, Gültekin Bekdemir, Mevlâ Bektaş, İsmail Beşikçi, Faruk Bildirici, Serpil Bildirici, Çiğdem Bilek, Tayfun Bilgin, Tanıl Bora, Mehmet Emin Bozarslan, Ali Bıçak, Yümnü Budak, Kemal Burkay, İrfan Cüre, İlkay Demir, Necmi Demir, T. Ziya Ekinci, Şerafettin Elçi, Aydın Engin, Hüseyin Erdem, Muzaffer Erdost, Mehmet Ali Eren, Tuğrul Eryılmaz, Ümit Fırat, Gültekin Gazioğlu, Murat Genç, F. Hasan Gökçe, İbrahim Güçlü, Fethi Gümüş, Semih Gümüş, Fatoş Güney, Paşa Güven, Talat İnanç, Aktan İnce, Ahmet Kaçmaz, Refik Karakoç, Ahmet Kardam, Muhittin Karkın, Şerafettin Kaya, Handan Koç, Saim Koç, Ertuğrul Kürkçü, Ömer Laçiner, Roland Mönch, Yayla Mönch Bucak, Kendal Nezan, Ahmet Zeki Okçuoğlu, Abdullah Onay, Mahmut Ortakaya, Şadi Ozansü, Mustafa Özer, Banu Paker, Şivan Perver, Celal Polat, Veysi Sarısözen, Gülnur Savran, Sungur Savran, Mahir Sayın, Salih Sümer, Erdal Talu, Server Tanilli, İbrahim Tezan, Mete Tunçay, Ahmet Türk, Erbil Tuşalp, Bülent Uluer, Kemal Uzun, Mehmet Uzun, İ. Şerif Vanlı, Mehmet Vural, Hatice Yaşar, İrfan Yavru, Halil Yüksel, Yalçın Yusufoglu, Ragıp Zarakolu.

başına gelmesi kısa bir liberal dönem oluşturdu. Bu dönemde, 1952 seçimlerinde, KDP'nin milletvekili adayı Mahabad ve çevresinde oyların % 80 ile % 99'unu alacak kadar başarı sağladıysa da, merkezi hükümet bu seçimi geçerli saymadı ve Tahran'ın önde gelen bir dini liderini Mahabad mebusu olarak atadı.

Aynı yıl Bokan köylüleri yöredeki Kürt feodallerine ve İran polisine karşı ayaklandılar. İsyan KDP'nin önderliğinde Bokan ile Mahabad arasındaki bölgeye yayıldı. Kürt feodallerinin yardımına koşan İran ordusu isyanı bastırdı.

CIA, düzenlediği bir darbeyle Musaddık hükümetini devirdi. Ve o günden sonra 25 yılı aşkın bir süreyle Şah'ın liderliğinde korkunç bir despotizm tüm İran'a hakim oldu.

Şahlığın yıkılmasından sonra

Şah rejiminin yıkılmasında hiç kuşkusuz tüm İran halkları, bütün demokratik güçler elbirliğiyle mücadele etmişlerdi.

Bu mücadele sırasında, merkezi otoritenin tümüyle zayıflaması İran Kürdistan'ında fiili bir özerkliği getirdi. 1979 Şubatı'nda Şahlık rejimi tümüyle yıkılınca, İran KDP'si, programında varolan özerklik talebinin resmîyet kazanmasını istedi. Bu talebini 28 Mart 1979'da Kum kentindeki Humeyni'ye gönderdiği resmi delegasyonla dile getirdi. Humeyni bu talebi reddetti. Bunun üzerine Humeyni'nin devrim muhafızları ile Kürt milisleri arasında çatışmalar başladı.

Aynı yaz İslam Cumhuriyeti için yapılan referandumu İran Kürt halkı boykot etti ve seçmenlerin % 85-90'ı referanduma katılmadı.

Ağustos ayında İran ordusu Kürdistan kentlerine karşı saldırıya geçti ve oraları aldı. Kürt savaşçıları dağlara çekildiler. Ama İran ordusundaki karışıklıkları değerlendirerek, aynı yıl Kasım ayında bu kent ve kasabaları İran ordusunun elinden geri aldılar.

Sonuçta Aralık ayında Humeyni kendi programı olarak yayınladığı 14 maddelik metinde sınırlı özerkliği kabul etti.

İran-İrak savaşı İran Kürdistanı'nda KDP'ye fiili özerkliği pekiştirmek ve özerk yönetimi kamulaştırmak için elverişli olanaklar sağlamıştı. KDP yönetimi ise bu süreç boyunca sağa kaymış, sol kanat 1980 yılında partiden tasfiye edilmişti. Kasımlu'nun hâkimiyeti altına giren parti, Sosyalist Enternasyonal'e üyelik başvurusunda bulunmuştu.

Savaşın, bir ateşkes anlaşmasıyla durması İran yönetiminin Kürtler üzerindeki baskısını artırmasına neden olmuştu. İran Kürt hareketinin liderliğinin bir suikastle tasfiyesi en çok İran'ın İslami rejiminin işine geliyordu. Eğer öntümüzdeki günlerde İran Kürdistanı'nda büyük askeri operasyonlar başlatılırsa suikastın İran yönetimi tarafından gerçekleştirildiği daha bir kesinlik kazanacaktır. İster sosyal-demokrat yönelimli olsun, ister sağ konumlarda bulunsun Kürt ulusal hareketinin hedeflerine ulaşması için ulusun bütün unsurlarına ve bu unsurlar arasında bir cephe birliğine ihtiyaç duyduğu bir gerçektir. Kasımlu da bu ulusal hareketin temel taşlarından birisiydi. Şüphesiz onun kaybı İran Kürtleri için bir ulusal kayıp olmuştur. Kürt halkı kendisine vurulan bu darbeyi birliğini pekiştirerek cevaplandırmalıdır. ■

ZUR PERSON

„Wenn die iranische Regierung zu Gesprächen bereit ist, werde ich den Dialog nicht verweigern“

Zum Tode Abdelrahman Ghassemilous

Wien, 13. Juli 1989. Vermutlich drei Männer betreten eine Wohnung, in der eine geheime Sitzung stattfindet. Sie ziehen ihre Waffen, zwei Pistolen mit Schalldämpfern und ein Maschinengewehr werden später gefunden, und töten drei der fünf Anwesenden. Die Opfer werden mit jeweils mehreren Genick- und Kopfschüssen niedergestreckt. Das Szenario, so berichtet später die Presse, wirkt wie eine Exekution.

Eines der Todesopfer, Prof. Abdelrahman Ghassemilou, Generalsekretär der „Demokratischen Partei Kurdistan“/DPK und Führer des kurdischen Widerstands im Iran, hatte noch einen Monat zuvor in Paris erklärt: „Unter den Nachfolgern (Khomeinis) gibt es mit Sicherheit Realisten, mit denen man gemeinsam konkrete Lösungen für die Probleme unseres Landes, ganz besonders in Kurdistan, finden kann. Der Konflikt (zwischen den Kurden und der Regierung Irans) kann nicht militärisch gelöst werden. Wenn die Iranische Regierung zu Gesprächen (mit uns) bereit ist, werde ich als Repräsentant des kurdischen Volkes den Dialog nicht verweigern. (Luxemburger Wort, Juli 89)“. Seine Dialogbereitschaft wurde ihm nun zum Verhängnis.

Das Geheimtreffen in Wien, an dem u.a. auch der ebenfalls getötete Fadil Rassoul als Vertreter der „Patriotischen Union Kurdistan“ (PUK)/Irak und ein enger Vertrauter des iranischen Parlamentspräsidenten Rafsandschani teilnahmen, sollte Friedensverhandlungen zwischen der DPK und der iranischen Regierung vorbereiten, bei denen es auch um eine Autonomievereinbarung für die Kurden innerhalb der Islamischen Republik gehen sollte. Die PUK soll dabei als Vermittler aufgetreten sein, einige Kommentatoren halten es ebenso für möglich, daß sich ein Schulterschuß zwischen den Vertretern der iranischen und der irakischen Kurden anbahnte.

Wer immer die Täter gewesen sind, sie müssen von ihren Opfern in die Wohnung gelassen worden, ihnen also bekannt gewesen sein, denn die Eingangstür war nicht beschädigt. Über Motive und Hintermänner wurde viel spekuliert, verdächtig wurden die Regierung des Irak, weil sie die Verständigung zwischen DPK und Iran würde verhindern wollen, „Hardliner“ der DPK, denen die Gesprächsbereitschaft Ghassemilous zu kompromißloser erscheine, und schließlich auch Iran selbst, das Ghassemilou — mit vorgeschützter Dialogbereitschaft — in einen Hinterhalt gelockt habe.

Der Iraner Amur Mansour Bosorgian schließlich sorgte für diplomatische Verstimmungen zwischen Wien und Teheran: Er gilt als tatverdächtig und flüchtete sich in die iranische Botschaft, die einem Auslieferungsbegehren Österreichs nicht stattgab, wo man — so Außenminister Mock laut Süddeutsche Zeitung

vom 22./23.7. — inzwischen an die Version des von Teheran gelegten Hinterhalts glaubte

Wer nun war Ghassemilou?

Sohn eines kurdischen Großgrundbesitzers und einer Assyrierin, wurde er 1930 geboren und erlebte als 15jähriger die kurze Existenz des kurdischen Staates Mahabad. Mitglied der Moskau-orientierten Tudeh-Partei, studierte er in den 50er Jahren als Stipendiat in Prag Volkswirtschaft, Geschichte und Sprachen, war selbst in sieben Sprachen zu Hause. Nach seiner Rückkehr in den Iran verbrachte er zwei Jahre in den Gefangnissen des Schahregimes. In den 60er Jahren arbeitete er mit der kurdischen Befreiungsbewegung des Irak unter Mustafa Barzani zusammen. Er ging nach Prag zurück, wo er bis 1969 als Dozent arbeitete. Nach dem Einmarsch der Sowjetunion in der Tschechoslowakei trat er aus Protest aus der Tudeh-Partei aus und begann, die DPK aufzubauen, deren Generalsekretär er seit 1973 war.

Die nächste Station seines Exils war Paris, wo er von 1976 bis 1979 an der Sorbonne lehrte. Aktiv nahm er auch an der Arbeit der Sozialistischen Internationale teil. Nach Ausbruch der Iranischen Revolution, als Khomeini die Kurden blutig zu bekämpfen begann, anstatt sein im gemeinsamen Exil in Paris gegebenes Versprechen auf Autonomie für Irans Kurden nach der Revolution einzulösen, übernahm Ghassemilou die Führung des „Kurdischen Frühlings“, einer Bewegung für kulturelle und politische Autonomie der Kurden, die 1985 von Khomeini brutal niedergeschlagen wurde — 40.000 kurdische Todesopfer

Ghassemilou, führender Kopf des kurdischen, zeitweilig auch von Irak unterstützten Widerstands, wollte sich von niemandem vereinnahmen lassen. Ohne Illusionen gegenüber möglichen oder tatsächlichen Bündnispartnern, hatte er stets nur das Wohl seines Volkes vor Augen. Auch von Bagdad wollte er sich nicht abhängig machen, was 1984 zum Bruch mit den Volksmudschahedin und zu seinem Austritt aus dem „Nationalen Widerstandsrat“ führte, dem er erst ein Jahr zuvor beigetreten war.

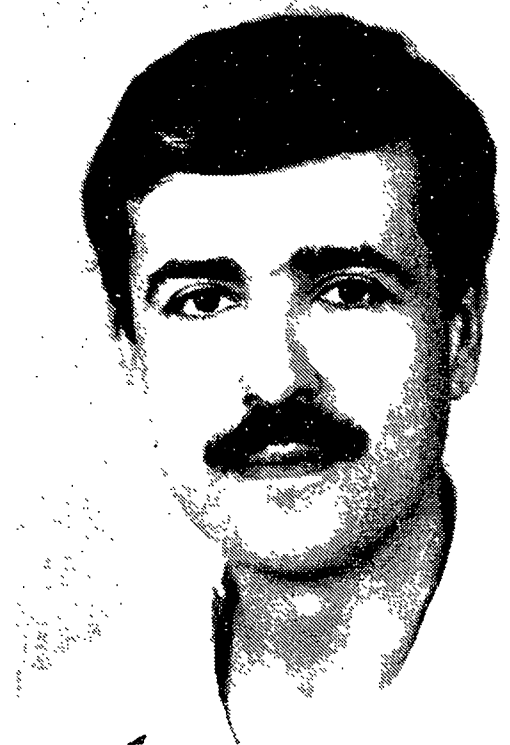
Auch innerhalb der DPK kam es 1988 zu einem Bruch — einigen „Hardlinern“ der Organisation ging die Verhandlungsbereitschaft ihres Anführers zu weit. Diese aber zeichnete ihn aus als einen Menschen, der immer wieder neue Wege suchte, Frieden zu stiften und die größtmögliche Autonomie für sein Volk zu erreichen. Mit ihm verlieren die Kurden einen Mann, der — so die Gesellschaft für bedrohte Völker in ihrer Presseerklärung vom 14.7.1989 — „weit über das heute sieben Millionen Einwohner zählende iranische Kurdistan hinaus als politische Persönlichkeit (bekannt war), die für Prinzipien sozialer und liberaler Demokratie eingetreten ist.“

Am 20.7.1989 wurde er auf dem Pariser Friedhof Père Lachaise beerdigt.



Abdelrahman Ghassemilou.

Foto aus: F. Hennerbichler: Geiselnbefreiung in Kurdistan, Edition S, 1986



Fadil Rasoul.

Foto aus: F. Rasoul: Großmachtpolitik und Freiheitskampf, Junius-Verlag

Fadil Rassoul, ebenfalls Opfer des Attentats, wurde 1949 in Sulaimaniya/Irak geboren. Er war seit Jahren in der kurdischen Nationalbewegung aktiv. Seit 1982 lebte er in Europa im Exil, war zum Zeitpunkt seines Todes seit vier Jahren in Österreich eingebürgert. Der Politikwissenschaftler war auch Buchautor (zum Beispiel „Großmachtpolitik und Freiheitskampf — Kurdistan und die sowjetische Nahost-Politik“, Wien 1988 oder „Irak-Iran, Ursachen und Dimensionen eines Konfliktes“, Wien 1987) und Chefredakteur der Zeitschrift „Alhiwar“ (Dialog).

Yvonne Bangert

L'assassinat d'un humaniste

A Vienne, le 13 juillet dernier, le leader kurde du PDKI (Parti démocratique kurde d'Iran) Abdel Rahman Ghassemlou et son compagnon Abdullah Ghaderi Azar ont été assassinés lors de négociations avec le pouvoir iranien. La démocratie a perdu l'un de ses fidèles alliés dans le tiers monde.

La Mort d'un Ami.
«La démocratie, rien que la démocratie... Je crois qu'il est possible de passer d'une dictature à un régime démocratique en faisant l'économie d'une dictature intermédiaire...» ; ces phrases, nous ne les entendrons plus dans ta bouche : le 13 juillet, avec Abdullah Ghaderi, notre ami, tu as été ravi à notre affection lors d'un attentat perpétré par un ennemi sans honneur.



Le docteur Bernard Granjon, vice-président de Médecins du Monde, en compagnie d'Abdel Rahman Ghassemlou. 200 médecins et cinq ans de mission sous la direction de MDM Marseille.

Homme de grande culture, pétri d'histoire, celle du peuple kurde, celle de l'Iran mais aussi la nôtre, tu avais acquis la conviction que la cause kurde ne peut être gagnée que par la voie de la négociation : « Nous sommes vingt-cinq millions et personne ne connaît notre existence ni notre combat. » A tes côtés depuis cinq ans, nous avons appris à connaître, en harmonie avec les paysages dans lesquels

elle se développe, la grandeur de la cause que tu défendais. Grâce à Bernard Koutchner, nous avons rejoint dans l'assistance humanitaire de tes *peshmergas* nos camarades de l'Aide médicale internationale en place depuis quatre ans. Nous avons instauré des cours pratiques de secourisme

et assuré des responsabilités médicales à l'hôpital Azadi. En toi et en Abdullah, nous avons constamment trouvé les inspirations d'une pensée humanitaire que, jamais ailleurs dans le tiers monde, il ne nous avait été donné de rencontrer.

MÉDECINS DU MONDE

Kurdes, un peuple en fuite

La plus importante nation sans Etat du monde. Le Kurdistan est un territoire écartelé entre cinq pays.

Peuple d'agriculteurs et de pasteurs de grande transhumance, les Kurdes forment la plus grande ethnie au monde : vingt millions de personnes. Vingt millions de Kurdes qui ne jouissent d'aucune reconnaissance culturelle ou linguistique, d'aucun statut national et qu'on a de tout temps persécutés. Eclatés entre cinq pays différents : Iran, Irak, Turquie, Syrie et URSS, les Kurdes se sont trouvés, à partir de 1979-1980, impliqués dans un conflit meurtrier : le conflit Iran-Irak.

L'Iran de Khomeïni, chiïte et persan, se dresse contre les Kurdes des montagnes, sunnites

et particuliers (les Kurdes ne voient pas les femmes). En 1980, lorsque le conflit éclate entre l'Iran et l'Irak, les combattants iraniens de Ghassemlou, les *peshmergas* s'engagent en territoire iranien dans la lutte contre l'Iran.

Sitôt la paix signée avec l'Iran, l'Irak déclenche à nouveau les hostilités contre les Kurdes en août 1988 qui se soldent par des bombardements massifs et la destruction de villages. Objectif : déporter les Kurdes vers le sud. C'est ainsi qu'il y a un an, cinq cent mille Kurdes franchissaient la frontière turque et trouvaient refuge dans les camps de Mardin et de Diyarbardin situés à l'est de la

Turquie. A l'occasion, on a reparlé des gaz toxiques déjà utilisés contre les Kurdes iraniens à Halabja en 1987..

Certains réfugiés ont pu obtenir des visas et venir en France. C'est ainsi que 332 d'entre eux ont trouvé asile en Auvergne, au camp militaire de Bourg-Lastic, près de Clermont-Ferrand.

La population s'est montrée solidaire des souffrances de ces hommes et de ces femmes. Ils ont été pris en charge et soignés par différents organismes humanitaires, dont Médecins du Monde représenté par le docteur René-Jean Bègue et une infirmière, Mme Moreau.



Ce peuple en fuite a trouvé un havre de réconfort à Bourg-Lastic en Auvergne.



Iran Blamed In Killings of 2 Political Foes Abroad

By Patrick E. Tyler

Washington Post Service

DUBAI, United Arab Emirates — Iran's revolutionary government appears to be responsible for two recent political assassinations outside its borders, according to Western law enforcement and diplomatic sources.

The July 13 killing of a dissident Kurdish leader in Vienna and the June 4 attack in the United Arab Emirates on a former military intelligence colonel under Shah Mohammed Reza Pahlavi were sophisticated operations, and local police authorities suspect Iranian intelligence agents in both cases.

The cases are unusual because Iran has seldom sought to execute its enemies by sending professional killers to foreign capitals.

The Austrian foreign minister, Alois Mock, said last week that it was "probable" that Iran was behind the killing of Abdul-Rahman Qassemou and two other anti-Iranian Kurds. Iran denied any responsibility for their deaths.

In the Gulf region senior Western diplomats said that Dubai police officials had concluded that Ataallah Bayahmadi had been killed by an Iranian assassin.

In each case the assassinations have further strained Iran's relations with otherwise friendly governments and have put other Arab and European countries on the alert for increased activity by Iranian hit squads.

Some Iranian exile sources in Europe have asserted that Iran's Revolutionary Guards and Ministry of Intelligence have set up a political assassination unit to eradicate foes on foreign soil. But Western diplomats who monitor Iran have suggested that the killings may be the result of unresolved power struggles between hard-line and moderate factions, with hard-liners attempting to claim a role as enforcers against counterrevolutionary and dissident groups abroad.

If such an assassination unit has been established, according to Western diplomats, it would raise new questions in the West about the lack of control by more moderate and pragmatic leaders who appeared to be increasing their power after the death June 3 of Iran's revolutionary founder, Ayatollah Ruhollah Khomeini.

های سیاسی بین احزاب مختلف که بعضی از این احزاب به شدت متاثر از گروه‌های ضد انقلاب ایرانی هستند این ظن را تقویت می‌کنند.

ما امیدواریم مقامات اتریش در روش خود تجدید نظر کنند زیرا آنان باید درک کرده باشند که جمهوری اسلامی ایران هرگز تسلیم چنین جو سازی‌هایی نخواهد شد و کماکان دولت اتریش را برای پیگیری دقیق این جنایت و تعیین وضعیت سرنوشت دیپلمات دیگر ایرانی مسئول می‌داند.

این سخنگو که نام او اعلام نشد گفت:

«البته طبیعی است که چنانچه تحقیقات مربوط به حادثه تروریستی وین در روند سالم و دور از ملاحظاتی مشکوک سیاسی صورت پذیرد دولت اتریش می‌تواند به همکاری کامل جمهوری اسلامی ایران برای یافتن تروریست‌هایی که حل مشکلات مردم کرد را خلاف منافع خود می‌دانند مطمئن باشد»

سخنگوی وزارت خارجه نگفت که اگیر کشف حقیقت به نفع حکومت اسلامی است چرا در این راه به دولت اتریش کمک نمی‌کند تا بزرگیان را زودتر از زندان رها کنند و انجام این همکاری را به آزادی بزرگیان مشروط می‌نماید.

Kol-Al Arab 31. 7. 1989

منظمة «مجاهدي خلق»

فبيينا قاعدة

الارهاب الايراني

مصادر في منظمة «مجاهدي خلق» قالت لـ«العرب» ان فبيينا اصبحت «قاعدة الارهاب الايراني» وقالت هذه المصادر ان اغتيال عبد الرحمن قاسملي في فبيينا قبل اسبوعين قد شاركت فيه ثلاث قوى تابعة للنظام الايراني وهي قوات الباسدران وقيادة الجيش ووزارة الخارجية. والاشخاص الثلاثة الذين قاموا بعملية الاغتيال كانت ايران قد قدمتهم للسلطات النمساوية باعتبارهم ديبلوماسيين وهم محمد جعفري قائد التخطيط والعمليات الارهابية في «قاعدة رمضان» وهو في الوقت نفسه ممثل لرفسنجاني في المفاوضات مع قاسملي. والثاني هو امير منصور بوزرجان ضابط اتصال بين ادارة المخابرات وقاعدة رمضان والثالث هادري مصطفي قائد عملية اغتيال قاسملي في فبيينا وهو نائب المدير العام للعلاقات الخارجية في الباسدران.

عبد الرحمن قاسملي



عنوان «تروریسم دولتی و سکوت مجامع جهانی» که دست داشتن ماموران عراقی در این ماجرا را مطرح کرده از «شواهد و مدارک کافی» که در دست دارد چیزی بیان نمی‌کند. و تنها دلیلی که برای این ادعا می‌آورد مذاکره دکتر قاسملو با حکومت اسلامی است. کیهان با اشاره به ترور مهدی حکیم در دی ماه ۱۳۶۶ و ترور نافرجام مسعود بارزانی در وین مدعی است که دکتر قاسملو به دست عوامل عراق کشته شده‌اند.

روزنامه کیهان چشم خود را به روی اقدامات تروریستی حکومت اسلامی در خارج از کشور می‌بندد و نمی‌گوید که اگر حکومت اسلامی یک رژیم تروریستی و خون آشام نیست دست کدام جنایتکاری در خون کسانی مانند: علی اکبر طباطبایی - شهریار شفیق - آرتشید اویسی و برادرش - سرهنگ عزیز مرادی - سرگرد بهروز شاهروری لو - سرهنگ خلبان احمد طالبی - خلبان محمدی - علی توکلی و پسرش نادر توکلی - و بالاخره سرهنگ عطاءاله بای احمدی الوده است.

سرنوشت امیر منصور بزرگیان

گزارش رسیده از وین حاکی است که پس از آزاد کردن صحراوردی که از شاهدان اصلی ماجرا بود، احزاب سیاسی اتریش دولت آن کشور را شدیداً زیر فشار گذاشته‌اند و به همین سبب کوشش‌های جمهوری اسلامی برای آزاد کردن امیر منصور بزرگیان که او نیز در پوشش دیپلماتیک به وین سفر کرده و پلیس او را در صحنه دستگیر نموده است به جایی نرسیده و بزرگیان هنوز هم در بازداشت پلیس به سر می‌برد.

یک سخننگوی وزارت خارجه حکومت اسلامی روز یکشنبه این هفته مجدداً در این باره اظهار نظر کرد و دولت و احزاب سیاسی اتریش را متهم نمود که با ایجاد «جو شانتاز» می‌خواهند این گمان را به وجود بیاورند که ماموران جمهوری اسلامی در این ماجرا دست داشته‌اند.

لکن سخننگوی وزارت خارجه حکومت اسلامی به گونه‌ای است که سوءظن نسبت به رژیم را بیش از پیش تقویت می‌کند. اظهارات سخننگوی مزبور چنین است:

اکنون حدود یک هفته است که مقام‌های مسئول اتریش به جای پیگیری این جنایت به بازی‌های سیاسی و جنگ تبلیغاتی بین خود مشغول هستند و رسانه‌های گروهی اتریش نیز با تمسک به بعضی عبارات «خوب و غیر مستولانه» مقام‌های اتریشی از جمله خرید موتورسیکلتی که مهاجمان با آن گریخته‌اند و یا مظنون جلوه دادن نمایندگان جمهوری اسلامی ایران در این گفت و گوها به دلایل واهی به این بازی مشکوک سیاسی دامن می‌زنند. به نظر می‌رسد گروه‌های فشار سیاسی در اتریش تلاش می‌کنند - جو شانتاز - و بهره‌برداری تبلیغی را بر سر جریان تحقیق جنائی مسلط سازند و خود مقیاسات اتریش نیز تحت تاثیر رقابت

صحراوردی مسئول امور امنیتی و جاسوسی قرارگاه رمضان و رابط دولت وین با کردها می‌باشد. و امیر منصور بزرگیان که تا سال ۱۹۸۴ در وزارت خارجه کار می‌کرده معاون مدیر کل اطلاعات و امنیت سپاه پاسداران است. هادی مصطفوی که مورد تعقیب پلیس اتریش قرار دارد سرپرست اقدامات تروریستی حکومت اسلامی در وین است. او در سپاه پاسداران سمت دستیار مدیر کل روابط خارجی سپاه را بر عهده دارد.

به گفته سخنگوی مجاهدین، شبکه تروریستی که زیر نظر «سرك» فعالیت می‌کند در عملیات خرابکاری در آلمان غربی و در فرانسه، بویژه در فعالیت‌های بمب گذاری سال ۱۹۸۶ با وحید گرجی و همدستانش همکاری داشته است.

سخنگوی مجاهدین علت ترور دکتر قاسملو را طبیعت خون آشام رژیم اسلامی دانست و گفت آنچه در مورد برقراری روحیه اعتدال پس از مرگ خمینی گفته می‌شود به هیچ روی درست نیست و بی رحمی و قساوت و آدم کشی که جزء طبیعت رژیم است پس از مرگ خمینی به مراتب افزایش یافته زیرا رژیم احساس می‌کند که بدون ایجاد چنین فضایی نمی‌تواند دوام پیدا کند.

سخنگوی سازمان مجاهدین ادعا کرد که در جریان مذاکرات دکتر قاسملو با حکومت اسلامی در وین قرار داشته‌اند و مطمئن هستند که هیچ دلیلی وجود ندارد که غیر از جمهوری اسلامی کس دیگری نفعی از کشتن دکتر قاسملو ببرد.

تروریست‌های خارجی در خدمت جمهوری اسلامی

سخنگوی مجاهدین خلق تأکید کرد که در حال حاضر چند گروه تروریستی خارجی برای جمهوری اسلامی کار می‌کنند و فعالیت آنها نیز زیر نظر آخوند «سرك» قرار دارد که دستمزد عملیات تروریستی آنها را می‌پردازد. سخنگوی مزبور جزئیات بیشتری در مورد هویت و تابایت این گروه‌های تروریستی خارجی ندارد.

وی همچنین گفت که دکتر قاسملو اگر هم در وین کشته نمی‌شد حکومت اسلامی او را در ایران از بین می‌برد.

موضع گیری حکومت اسلامی

در این میان نحوه موضع گیری حکومت اسلامی در باره این جنایت شک و تردید بیشتری در مورد صدق اظهارات و ادعاهای مسئولین رژیم به وجود آورده است.

روزنامه‌های تهران برای وابسته کردن این اقدام به دیگران مطالبی از منابع خارجی مانند روزنامه «آل پائیس اسپانیا» یا بیانیه جلال طالبانی نقل می‌کنند و ادعا می‌نمایند که «شواهد و مدارک کافی» حکایت از آن دارد که دیپلمات‌ها و ماموران اطلاعاتی رژیم بغداد در «وین» متهمان اصلی این قتل و جنایت می‌باشند.

روزنامه کیهان تهران در نوشته‌ای با

نداشتم. بعد بلند شدم که حدود ۲۰ تا ۲۵ دقیقه طول کشید تا خودم را به خیابان رساندم و مردم متوجه شدند و بعد پلیس آمد و مرا به بیمارستان رساند.

صحراوردی که در صحبت هایش از کلمات و جملات «ما» گفتیم» می‌خواهیم برگردیم» «قرار شد بمانیم» استفاده می‌کرد نگفت که نفر یا نفرات دیگری که از سوی جمهوری اسلامی در جلسه روز ۵ شنبه ۱۳ ژوئیه در اتاق وجود داشته‌اند چه کسانی بودند و اکنون کجا هستند و در جریان حمله تروریست‌ها چه بلایی بر سر آنها آمد و چرا حکومت اسلامی در مورد آنان سکوت کرده است.

وی همچنین از مشخصات اولین مهاجم که به سوی او شلیک کرده بود سخنی نگفت و در مورد امیر بزرگیان که برای بردن او از محل حادثه آمده بود نیز توضیحی نداد.

صحراوردی که در طول حمله تروریست‌ها به دکتر قاسملو و دو نفر همراهان او به هوش و روی زمین افتاده بود توضیحات بیشتری در مورد زد و خورد بین تروریست‌ها و سه نفر قربانی توطئه نداد و نگفت که در زمان بین حمله تروریست‌ها به دکتر قاسملو و دیگران تا وقتی که اتاق را ترک کردند چه حوادثی در آن اتاق کوچک اتفاق افتاد.

ادعاهای سازمان مجاهدین خلق

در حالی که اظهارات محمد جعفری صحراوردی به ابهام این جنایت افزوده است سخنگوی سازمان مجاهدین خلق در لندن روز جمعه پیش در یک مصاحبه مطبوعاتی تأکید کرد که این سازمان اطلاعات دست اولی در اختیار دارد که نشان می‌دهد دکتر عبدالرحمن قاسملو قربانی یک توطئه از پیش طرح شده جمهوری اسلامی شده است.

سخنگوی سازمان مجاهدین خلق به خبرنگارانی که در این مصاحبه حاضر شده بودند که برای اجرای این طرح جنایتکارانه سه سازمان جمهوری اسلامی با یکدیگر همکاری نزدیک داشتند:

- وزارت امور خارجه جمهوری اسلامی برای تهیه گذرنامه سیاسی و سایر مدارک لازم

- ستاد کل نیروهای مسلح جمهوری اسلامی

- و قرارگاه رمضان سپاه پاسداران که در منطقه کردستان مستقر است.

سخنگوی مزبور ادعا کرد که برنامه این جنایت زیر نظر شخص هاشمی رفسنجانی تهیه شده است.

این سخنگو اعلام کرد که در حال حاضر حکومت اسلامی یک شبکه وسیع تروریستی در خارج ایران برقرار کرده است.

سرپرستی این شبکه تروریستی را آخوندی به نام سرك بر عهده دارد.

سخنگوی مجاهدین گفت که محمد جعفر صحراوردی، امیر منصور

بزرگیان و هادی مصطفوی هر سه از اعضای این شبکه آدم‌کشی بین‌المللی هستند.

نشوند نبود که اتریشهای کشته شدند؟ با همدستی کردن با رژیم تروریست ایران گیتها در بازگرداندن قاتلها به ایران، روشن میشود ترس سیاستمداران اتریشی بیش از آن جدی است که تصور می رفت. تن دادن بهمدستی با جنایتکاران را بر بی گیری یک جنایت ترجیح دادن، چگونه ممکن است بخاطر ترس از به گروگان گرفته شدن اتریشیها در تهران باشد؟ و کجا رژیم ایران گتیهها حراآت مسکود جس کند وقتی قاتلهایش زیر چشم افکار عمومی مردم جهان گذاشته میشدند؟

اما در پاریس، پیکرهای دکتر عبدالرحمن قاسملو و عبدالله قادری، با شرکت جمعیت بزرگی تشییع شد. تمامی سازمانهای سیاسی با صدور اعلامیه این جنایت رژیم را محکوم کردند.

ناشنیده براه انداخته اند. دولت اتریش، به این عذر متوسل شده است که از داستان گرجی عبرت گرفته و نخواستند است اتریشیها را در تهران به گروگان بگیرند!!

اما بنی صدر براساس اطلاعاتی که از ایران به او رسیده بود، در چند مصاحبه مطبوعاتی، پیشاپیش گفت دولت اتریش میخواهد سر و صداها را بخواباند و این جنایت را بلا تعقیب بگذارد زیرا ایران گیتیهها تهدید کرده اند ملذذگی را رو خواهند کرد که بسیلوی از رجال سیاست را در اتریش ناگزیر از استعفا خواهد کرد. این اطلاعات نخست از دوستان او در اتریش به وی داده شده بود. بنابراین از دو منبع می آمد. در واقع، در این ۸ ساله، معاملات پرفسادی از طریق اتریش انجام شدهاند که علنی شدنشان به حیات سیاسی بسیلوی در اتریش پایان خواهد بخشید. آیا برای اینکه مدارک افتضاحها علنی

دولت اتریش چرا حاضر شد حیثیت خود را ماهه بگذارد؟

وقتی رفتار دولت فرانسه را در محاصره سفارت ایران با رفتار دولت اتریش مقایسه می کنیم، بخود حق میدهم بپرسم علت این تسلیم طلبی مطلق دولت اتریش چیست؟ نخست دو نفر را بعنوان عامل قتل دستگیر میکنند و دردم آنها را به این عنوان که گذرنده دیپلماتیک دارند، رها میکنند و از نو برای بلژیژی احضارشان میکنند؟ سفارت ایران اول میگوید پلیس بیاید در محل سفارت بلژیژی کند اما بناگهان قاتل زخمی و دو قاتل دیگر را با دستبندی دولت اتریش به ایران می برد!!

مطبوعات اتریش اندک سر و صدایی درباره این افتضاح نا دیده و

Kayhan (London) 3. 8. 1989

زیر فشار جمهوری اسلامی

دولت اتریش تقاضای پلیس وین برای بازداشت صحرا رودی را ندیده گرفت

● سازمان مجاهدین خلق، تحت الاسلام مسئول شبکه های تروریستی در اروپاست
● پلیس اتریش در پی دستگیری شخصی به نام مصطفی الویری است

صحرا رودی گفت: «روز اول ایشان طرحی آورده بودند برای پیشنهاد به جمهوری اسلامی و روی کلیات صحبت کردند. خود ایشان درخواست کردند که در جلسه دوم بیشتر توضیح بدهند. چون ما گفتیم که پنجشنبه می خواهیم برگردیم تهران، ایشان از من خواستند که روز ۵ شنبه خودشان توضیح بدهند و ما سئوالاتی که داشتیم قرار شد جمعه هم ما بمانیم که چون ایشان ساعت هفت و نیم شام دعوت بود حدود ساعت هفت و ده دقیقه بود که ما نشسته بودیم در یک اتاق بسیار کوچکی که شاید ۲ متر در ۳ متر صحبت می کردیم. من روبروی در نشسته بودم که یک مرتبه یک نفر جلو در ظاهر شد. به محض اینکه ظاهر شد اسلحه اش را که آورد بالا - البته بیش از یک ثانیه نشد - من بلند شدم که داد بزنم اولین تیر را به طرف من شلیک کرد که خورد به دهانم. بعد روی یک دست اقدام که بازویم مورد اصابت قرار گرفت و بعد هم افتادم زمین که سرم مابین دو تا مبلی که کنار دستم بود واقع شد.»

صحرا رودی ادامه داد: «از دهان و گردن و دستم به شدت خون می ریخت. بعد، از چند ثانیه من حس کردم که مهاجمین رفتند. البته هیچ قدرت حرکت

صحرا رودی یک بسته حاوی ۹ هزار دلار نقد را که همتره داشت به وی تسلیم کرد. بزرگیان که او نیز گذرنامه سیاسی دارد موقمی دستگیر شد که می خواست از محوطه ای که به محاصره پلیس درآمده بود بگریزد. امیر منصور بزرگیان هنوز در بازداشت پلیس اتریش به سر می برد و تلاش جمهوری اسلامی برای آزادی او به جایی نرسیده است.

پلیس شهر وین به دست داشتن هر دو نفر در ماجرای ترور دکتر قاسملو مظنون است ولی فشار حکومت اسلامی مانع از انجام تحقیقات لازم برای کشف عاملین این جنایت شده است.

پلیس وین اکنون در تعقیب یک نفر سوم با نام مصطفی الویری است که گویا در این جنایت دست داشته و هنوز دستگیر نشده است.

جمهوری اسلامی پس از جلب موافقت دولت اتریش برای بازگرداندن صحرا رودی به تهران، یک تیم پزشکی امنیتی به وین فرستاد و او را به تهران آورد.

صحرا رودی پس از بستری شدن در بیمارستان «بقیه الله!» در تهران، در مصاحبه ای چگونگی ماجرای قتل دکتر قاسملو و دوشتر دیگر از همراهانش را بگونه ای مبهم بیان کرد.

محمد جعفری صحرا رودی، یکی از شاهدان حادثه ترور دکتر عبدالرحمن قاسملو که خود وی نیز در این ماجرا زخمی شده و پس از دستگیری در بیمارستانی در وین تحت نظر بود عاقبت در اثر فشار جمهوری اسلامی هفته پیش از وین به تهران منتقل شد و در بیمارستان بیتیتری گردید. پس از موافقت مقامات اتریشی با آزادی صحرا رودی، یک تیم مراقبت ویژه برای انتقال او به تهران، به وین اعزام شده بود.

آزادی صحرا رودی در حالی صورت گرفت که پلیس اتریش مصرأ خواستار بازداشت و زندانی کردن او در وین بود و از دادگستری آن کشور تقاضا کرده بود که اجازه دستگیری و بازجویی رسمی او صادر شود ولی دولت اتریش از پذیرش تقاضای پلیس خودداری کرد.

صحرا رودی که با گذرنامه سیاسی جمهوری اسلامی به وین آمده بود در روز قتل دکتر قاسملو از ناحیه گلو و بازو مجروح شده و خود را به خیابان رسانده بود. پس از رسیدن صحرا رودی به خیابان شخصی دیگری به نام امیر منصور بزرگیان که بعداً توسط پلیس دستگیر شد خود را به او رساند و

* فروشنده موتوری که قاتلان از آن برای ارتکاب جنایت استفاده کرده بودند، توسط پلیس به بیمارستان برده شده و او رحیمی را شناسائی کرده و گفته است موتور را او خریداری کرده است!

با آنکه با بردن سه قاتل به ایران، جای کمتر تردیدی نمی ماند که دست شخص رفسنجانی به این جنایت آلوده است، خبرهای اصل را می آوریم زیرا مصمم نگذاریم جنایتی اینسان آشکار، بدست فراموشی سپرده شود. ایرانیان مقیم خارج از کشور باید بدانند که اگر با استواری دولت اتریش را بعنوان همدست رژیم جنایتکار ایران گیتیاها استیضاح نکنند، این شتر را در خانه همه خواهند خواباند:

این جنایت چهارمین عملیات از این نوع بود. تصفیه وزارت امور خارجه و...:

* پیش از اینکه سه قاتل را بدستکاری دولت اتریش به ایران بازگردانند، خبرها و نظریات گوناگون می آمدند. بنابر بعضی از آنها جنایت، کار گروه تروریستی و جناحی از اوواک و در مقام کارشکنی در کار رفسنجانی بود. اما اینک که هر سه نفر را به ایران بازگردانده اند، دیگر جای تردید نیست که جنایت با موافقت شخص رفسنجانی انجام گرفته است. بسخن دیگر، خبری راست در می آید که بنابر آن رفسنجانی راه استقرار قدرت را همان یافته است که استالین رفته بود. با وجود این:

* وقتی کسان فاضل رسول دیپلماتهای ایرانی را سرزنش میکنند این چه جنایتی بود مرتکب شدید؟ یکی از آنها میگوید: شما میدانید که در نظام دو تمایل هست: یکی میخواهد صلح و سازندگی باشد و دیگری نمیخواهد و سابوتاژ میکند! بدیهی است که میخواسته است اینطور وانمود کند، که دست رفسنجانی به این جنایت آلوده نیست و بطور حتم نمی دانسته است که قاتلان را به این آشکاری و وقاحت به ایران خواهند برد.

از جانب رژیم ایران گیتیاها سه نفر در مذاکره بوده اند. دوتن از سیاه پاسداران و یکی از اعضا اوواک:

* دونفری که پلیس اتریش توقیف کرده بود، به این علت که گذرنامه دیپلماتیک داشته اند، رها میشوند. پلیس در تحقیقات خود به این نتیجه میرسد که دوتن عامل قتل بوده اند. یکی حاجی مصطفی افجهای (؟) و دیگری بزرگ نیا را احضار میکنند. سفارت میگوید نمیداند حاج مصطفی کجا است اما از بزرگ نیا، پلیس میتواند در محل سفارت بازجوئی کند. لیبراسیون (۲۲ ژوئیه) خبر داد که سفارت زیر بار بی گیری بازجوئی نرفته است!

* از مجموع اطلاعات اینطور برمی آید که جلسه چهارشنبه ۱۲ ژوئیه با حضور بن بلا تشکیل میشود. قرار بر جلسه دیگری نمی گذارند. اما صبح روز بعد، محمد رحیمی - که زخمی شده است - به فاضل رسول تلفن میکند و امیدواری میدهد که در جلسه بعد از ظهر آن روز، موافقتنامه امضاء میشود. فاضل رسول موضوع را به قاسملو اطلاع میدهد و او موافقت میکند و در جلسه بعد از ظهر شرکت میکند.

* جلسه ساعت ۳ بعد از ظهر شروع میشود و تا ساعت ۵ بعد از ظهر ادامه میابد. دوباره از ساعت ۷ شروع میشود. در این وقت کسی که از اوواک بوده میگوید من میروم غنا بیاورم. در ساختمان را باز میگذارد و دو نفر مسلسل و هفت تیر بدست وارد میشوند و بانفاق رحیمی، قاسملو و فاضل رسول و قادری را به گلوله می بندند. بهنگام تیر اندازی، درگیری پیش می آید و یکی از تیرها بخود رحیمی میخورد.

رحیمی را از بیمارستان به سفارت منتقل میکنند و او را به اتفاق دو قاتل دیگر، شنبه ۲۳ ژوئیه به ایران میفرستند. بدیهی است که بدون همکاری دولت مفتضح اتریش ممکن نبود تروریست بفرستند و سه تن را بکشند و قاتلان را به ایران بازگردانند. اما چرا دولت اتریش به این ننگ تاریخی تن داده است؟ پاسخ این پرسش را کمی دورتر خواهید خواند.

مسلمان همکاری علمی و سیاسی داشت و با همکاری بن بلا و چند روشنفکر دیگر مجله الحوار را به زبان عربی منتشر میکرد. او مدیر این مجله بود.

از آغاز جانبدار انقلاب ایران و اندیشه راهنمای این انقلاب شد و در شمار دوستان آقای بنی صدر در آمد. بدیهی است که این دوستی "سازمانی" نبود و بهمین جهت وقتی در اواخر پائیز گذشته فرستاده رفسنجانی به او مراجعه کرد و به او اطمینان داد قصد واقعی برحل مشکل کردستان دارند، کلمه ای در این باره به آقای بنی صدر نگفت. دو هفته ای پیش از قتلش در تلفن به بنی صدر گفت به پاریس می آید و از او دیدار میکند. اما دیدار انجام نگرفت. چنان مطمئن شده بودند ایران گیتیاها در قصد خود صادق هستند که هشدارها درباره اعزام گروههای تروریست نیز آنها را ب فکر احتیاط نیز نیانداخت. بخصوص که یک شخصیت دنیای عرب نیز بخواست فاضل رسول و قاسملو در پیش بردن مذاکرات شرکت داشته و در جلسه ۱۲ ژوئیه حاضر بوده است. اقبال با او یار میشود که در جلسه ۱۳ ژوئیه حاضر نمیشود و گرته او نیز قربانی خیانت و جنایت پیشگی ایران گیتیاها میشد.

بطوریکه از قول همسر فاضل رسول گفته اند و لوموند نیز نوشته است، فاضل رسول پیش از رفتن به محل اجتماع، به او گفته بود پروتکل موافقتنامه آماده امضاء شده است. آیا همین امر، یکی دیگر از دلایل خام شدن آنها نشده است و به این تصور که رژیم از موافقتنامه ای با اهمیت نمیگذرد و دست جنایت از آستین بدر نمی آورد؟

بهمین لحاظ وقتی جنایت واقع شد، نزدیکان فاضل رسول ظن قوی بردند که جنایت کار رژیم عراق است. اما بعد دلایل برهم افزوده شدند و بر آنها واضح گشت که عاملان جنایت ما موران رژیم هستند -

دیپلمات تیر خورده و دو تن دیگر، سه تروریستی بودند که جنایت را انجام دادند و به ایران بازگشتند؟

نفر پنجم گروه تروریست جمهوری اسلامی که به عبدالرحمن قاسملو رهبر کردهای ایرانی و قادری شلیک کرده بود از طرف پلیس اتریش شناسایی و توسط وزارت خارجه اعلام شد.

نام این شخص که در رادیوها و مطبوعات خارجی مصطفوی ذکر شده، مصطفی حاج فدائی است که تازه نام واقعی او، مصطفی رضوی است که از اعضای سپاه در لبنان محسوب میشود.

● آلونیس موک وزیر امورخارجه اتریش در مصاحبه ای با روزنامه «دی پرسه» چاپ وین اظهار داشت: با احتمال قریب به یقین رژیم جمهوری اسلامی دکتر عبدالرحمن قاسملو و دستیاران او را به قتل رسانده است. وزیر امورخارجه اتریش امتناع رژیم جمهوری اسلامی را در زمینه همکاری با پلیس اتریش برای پیدا کردن قاتل یا قاتلین دکتر قاسملو، یک افتضاح نامید.

● گفته میشود سفارت جمهوری اسلامی در اتریش حاضر نیست امیر منصور بزرگیان را به پلیس اتریش تحویل دهد تا در مورد قتل دکتر عبدالرحمن قاسملو مورد بازجویی قرار گیرد. سفارت جمهوری اسلامی در اتریش ادعا میکند امیر منصور بزرگیان دیپلمات است و از مصونیت دیپلماتیک برخوردار است. اما ایرانیان مخالف جمهوری اسلامی معتقدند وی دیپلمات نیست و مأمور وزارت اطلاعات و امنیت رژیم تهران است.

● خانم هلن قاسملو همسر دکتر عبدالرحمن قاسملو که توسط تروریستهای اعزامی جمهوری اسلامی در وین پایتخت اتریش به قتل رسید، در پاریس اظهار داشت تردیدی ندارد که همسر او توسط عوامل رژیم جمهوری اسلامی ترور شده است.

● عبدالله حسن زاده عضو دفتر سیاسی حزب دموکرات کردستان ایران در مصاحبه ای با روزنامه معتبر لوموند چاپ فرانسه اعلام کرد: دکتر عبدالرحمن قاسملو و عبدالله قادری بدون هیچگونه تردید بدستور رژیم جمهوری اسلامی کشته شدند. وی افزود: از سه نفری که به عنوان نماینده جمهوری اسلامی، سرگرم مذاکره با عبدالرحمن قاسملو بودند، هیچکدام کشته نشدند. یکی از آنها از ناحیه صورت زخمی شد، یکنفر ناپدید شد و نفر سوم به سفارت جمهوری اسلامی در اتریش گریخت درحالیکه هر سه رهبر کرد کشته شدند. این امر نشان میدهد تروریستها مأموران رژیم جمهوری اسلامی را بخوبی میشناختند و میدانستند از شش تن شرکت کننده در مذاکرات چه کسانی را باید بکشند و چه کسانی را نباید بکشند.

رژیم ایران گیتیها، بدستیاری اتریش، سه قاتل رابه ایران برد!

اما چگونه شد که قاسملو و همکارش در دام افتادند و کشته شدند؟ فاضل رسول چرا خام شد؟ پاسخ این پرسش را باید در نتیجه ای که قاسملو و همکاران او بدان رسیده بودند دید:

راه حل نظامی وجود ندارد، راه حل سیاسی باید جست:

باید انصاف داد که هنوز قطعنامه ۵۹۸ پذیرفته نشده بود که قاسملو متوجه این واقعیت شده بود که جهت عمومی تحول جنگ، وضعیتی را فراهم می آورد که قربانیان اول، کردها خواهند شد. وی در ایتالیا، بمدت ۴ ساعت با یک شخصیت ایرانی درباره تجربه ها، اشتباه ها و بایدها و نبایدها، صحبت کرده و گفته بود به این نتیجه رسیده است که راه حل نظامی وجود ندارد. راه حلی که هست، سیاسی است.

این معنی را لیبراسیون (۱۸ ژوئیه ۱۹۸۹) نیز باز نوشته است: "قاسملو فکر میکرد جمهوری اسلامی در حل مشکل کردستان سود دارد. حتی اگر

شده راه حل محدود و مقید پیدا شود، باید پذیرفت. قاسملو حاضر بود امتیازهای جدی بدهد. بخصوص در باره اختیاراتی - او پذیرفته بود که محدود باشند - که منطقه خود مختار از آن برخوردار میشد."

آقای حسن زاده، در مصاحبه با لوموند (۲۱ ژوئیه)، این طرز فکر را تأیید میکند و میگوید راه حل نظامی وجود ندارد و راه حل همچنان سیاسی است.

بدینقرار، او به این دلیل خام شد که مینداشت متصدیان امور اگر یک جو شعور داشته باشند، فرصتی به این خوبی را برای حل مشکلی بزرگ از دست نخواهند داد. وقتی رهبران کرد به این نتیجه میرسند که راه حل سیاسی است - ای کاش در سالهای اول انقلاب به این فکر رسیده بودند. ای بسا بلای استبداد نیز گریبان ایران را نمیگرفت - پس فرصتی بدست آمده بود که در طول قرن گذشته هیچگاه بدست نیامده بود. اگر در ایران گیتیها اندک کفایتی بود، میتوانستند با حل این مشکل، اعتباری بزرگ در داخل و خارج مرزها بدست آورند. بهررو، در گذشته نیز یکبار مشکل نزدیک به حل شدن بود. آنوقت رقبای حزب دمکرات، بقول ارگان این حزب، "درسندج جنگ افروزی کردند" و مانع حل مشکل شدند. یک دلیل محرمانه کردن کامل گفتگوها این بوده است که

گرفتار سابقان نشود. پس دلیل خوش بینی دکتر قاسملو این بوده که رژیم ایران گیتیها بظاهر همه سود در حل مشکل داشته اند و نیز سود در زنده ماندن قاسملو داشته اند.

و روشنفکر کرد، فاضل رسول نیز، که فرستاده رژیم نخست با او تماس گرفته و او را واسطه قرار داده، هم به این دلیل که حل مشکل کردستان ایران را وسیله نجاتی برای کردهای کردستان عراق میدیده و هم به دلیل بالا و به این دلیل که از ابتدا جانبدار راه حل سیاسی در ایران بود و در دوران ریاست جمهوری بنی صبر به نزد قاسملو رفته و به او گفته بود فرصت حل سیاسی مشکل را اگر از دست بدهید، به این زودی فرصتی دیگر بدست نخواهد آمد. او با توجه به شرایط "صلح مسلح" سران رژیم را در قصد خود صادق تصور کرده و پذیرفته است واسطه کار بشود.

فاضل رسول، شخصیت و نقش او:

فاضل رسول، دکتر در علوم سیاسی بود. وی کتابها و نوشتههایی از بنی صدر، از جمله کتاب نفت و سلطه را به عربی ترجمه کرده است. کتابی نیز درباره "جنگ ایران و عراق به آلمانی نوشته و مسئولیت عراق را در تجاوز به ایران، مدلل ساخته است. وی استاد دانشگاه و محقق بود. با روشنفکران دنیای

علاوه بر این موضوع، با توجه به اینکه سه نفر قاتل اصلی که اسلحه آنها بعداً به دست پلیس افتاده، قربانیان جنایت خود را از فاصله بسیار نزدیک کشته و ناپدید شده‌اند سالم باقی ماندن منصور بزرگیان و همچنین انکارا بتدایی و در باره حضور در جلسه مذاکره مقامات پلیس را قانع کرده است که وی قاتل اصلی است.

در باره صحرا رودی که در جریان حادثه مجروح شده نیز گفته میشود که او نیز در جریان درگیری قاتلین با مقتولین بطور تصادفی مجروح شده است ولی يك نظریه دیگر حاکی است که چنایتکاران می خواسته‌اند صحرا رودی را نیز به قتل برسانند تا اثبات اینکه حکومت اسلامی در این ماجرا دست نداشته‌اند آسان تر شود.

صاحبان این عقیده میگویند که صحرا رودی ممکن است به همین علت دست به همکاری با پلیس اتریش زده و ماجراهای پنهانی را برای آنها بازگو کند و پانفساری جمهوری اسلامی برای آزادی هر چه زودتر صحرا رودی و بزرگیان بر این است که از افشای اسرار این جنایات جلوگیری شود. همچنین بنا به نوشته روزنامه ایندیندنت گفته میشود که یکی از قاتلین به داخل ساختمان سفارت جمهوری اسلامی گریخته است.

صاحب آپارتمان

بنا به اظهار يك فرد مطلع، آپارتمانی که دکتر قاسملو و دو نفر دیگر را در آن کشتند متعلق به خانمی است که دوستی صمیمی با دکتر فاضل داشته است. این خانم با احمد بن بلا نخستین رئیس دولت الجزایر که در سالهای اخیر از طرفداران جمهوری اسلامی شده دوست می باشد و خود دکتر فاضل نیز که جانش را در این ماجرا از دست داد با احمد بن بلا نزدیک است.

بنا بر همین گزارش خانم صاحب خانه از برگزاری این جلسه قبلاً اطلاع داشته و چند روز قبل از این حادثه پومتری جلو در منزل نصب کرده بود که روی آن نوشته بود (I Love Kurdeistan) هنوز معلوم نیست دکتر فاضل که از سوی طالبانی در این مذاکرات وساطت می کرده از جریان توطئه با خبر بوده است یا خیر.

سازمان مجاهدین خلق

سازمان مجاهدین خلق با انتشار بیانیه‌ای در بغداد مسئولیت این جنایت را بر عهده حکومت اسلامی انداخت و تاکید کرد که دکتر قاسملو نیز عاقبت در دام «مذاکره» با حکومت اسلامی که همیشه از سوی شورای عالی مقاومت رد شده است فرو افتاد. دکتر قاسملو امید بیهوده‌ای به مذاکره با حکومت اسلامی بسته بود و امیدوار بود به مصالحه‌ای با این حکومت برسد.

سازمان مجاهدین خلق که پس از جدایی حزب دموکرات کردستان ایران از شورای ملی مقاومت به دشمنی با این حزب و با دکتر قاسملو برخاسته بود ادعا کرده است که به استناد گزارش‌های موثق از مذاکرات پیش مذاکراتی بین دکتر قاسملو و نمایندگان حکومت خمینی در اتریش جریان داشته است.

در پایان بیانیه آمده است که پیشمرگان و گروه‌های سیاسی کرد ایران باید اکنون دریابند که هیچگونه مصالحه و سازشی با حکومت اسلامی که امکان پذیر نیست. این رژیم در تمایت آن باید سرنگون گردد.

دیپلمات‌های اسلامی

در بازداشت

از آنجا که دولت اتریش دو نفر از عوامل حکومت اسلامی را که گفته میشود هر دو آنها در جلسه مذاکره با دکتر قاسملو حضور داشته و در قتل او شریک جرم هستند بدون توجه به گذرنامه‌های سیاسی آنها بازداشت کرده است دستگاه تبلیغاتی حکومت اسلامی در هفته گذشته مرتباً به جمله خود علیه دولت اتریش و مقامات مسئول این کشور ادامه داده و آنها را مسئول جان دو نفر ظاهر دیپلمات اسلامی دانستند.

وزارت خارجه جمهوری اسلامی نیز با انتشار بیانیه‌ای کوشید مسئولیت قتل دکتر قاسملو را از گردن عوامل حکومت اسلامی بردارد و دولت اتریش را برای آزادی دو شریک جرم قتل دکتر قاسملو زیر فشار قرار دهد.

علاوه بر حمله‌های تبلیغاتی، سفارت حکومت اسلامی در وین نیز با مراجعه مکرر به وزارت خارجه اتریش خواستار آزادی این دو نفر گردید.

پلیس اتریش دستگیری امیر منصور بزرگیان را که يك مامور امنیتی رژیم است چنین توجیه کرده است که اگر بزرگیان خودش در توطئه دست نداشت می بایست بلافاصله پس از خروج از محل جنایت، پلیس را در جریان این ماجرا قرار می داده ولی او که پس از کشته شدن سه نفر از آپارتمان محل جنایت خارج شده بود ابتدا در صدد برآمد محمد جعفر صحرا رودی را که مجروح شده بود از محل خارج کند ولی وقتی متوجه شد که مردم به پلیس خبر داده‌اند گریخت و کوشید تا خود را از معرکه نجات دهد اما در دام پلیس گرفتار آمد و بازداشت شد.

راهگشای آزادی نبوده و از این پس هم نخواهد بود. مردم ایران اعم از کرد، فارس، آذربایجانی، بلوچ، ترکمن، لر و غیره تنها در صورتی می توانند از حق شرکت در تعیین سرنوشت برخوردار باشند که ملت ایران در مجموع از حق تعیین سرنوشت برخوردار شده باشد و این میسر نیست مگر اینکه دست در دست یکدیگر جهت تحقق آزادی، استقلال و عدالت اجتماعی گام برداریم.

جبهه ملی ایران در اروپا طرفدار کامل تفاهم میان تبه‌های گوناگون قومی و مذهبی در کشور ایران بوده و یقین دارد که احترام به آداب، سنتها، مذاهب، زبان ها و فرهنگ های قومی تنها زمانی میسر است که امکان بحث و تبادل نظر میان همه مردم ایران مهیا گردد. جبهه ملی ایران در اروپا همچنین معتقد است که دشمن شماره يك ملت ایران استبداد است و تا زمانی که کرد و عرب، فارس و آذربایجانی، بلوچ و لر، ترکمن وارمنی، یهود و زرتشتی، سنی و شیعه نتوانند آزاده مسائل و مشکلات خود را بیان کنند، کشور ایران روی آرامش را به خود نخواهد دید. تنها در سایه استبداد است که تمامیت ارضی ایران، به مخاطره می افتد.

سازمان چریک های فدایی خلق در بیانیه‌ای به مناسبت ترور دکتر قاسملو نزدیکی وی به حکومت اسلامی و مذاکره با این حکومت را مورد سرزنش قرار داده و تاکید کرده است که «این حادثه بار دیگر نشان داد که جز با مبارزه انقلابی و سرنگونی قهرآمیز رژیم جمهوری اسلامی، راه دیگری برای هیچ مخالفی باقی نمانده است».

در ابتدای این اعلامیه آمده است: «اگرچه اولین بار نبود که آقای قاسملو بر سر میز مذاکره وزد و بند با رژیم جمهوری اسلامی نشسته بود، اما اظهارات خوش بینانه وی نسبت به رژیم، بویژه پس از مرگ خمینی در باره توافق بار هیران جمهوری اسلامی ایران و کسب امتیاز از این رژیم موجب گردید تا وی و دیگر رهبران حزب دموکرات ایران بیش از پیش به رژیم جمهوری اسلامی نزدیک شوند و به آنها اعتماد و حسن نیت نشان دهند».

«آقای قاسملو و دیگر رهبران حزب دموکرات کردستان ایران جزء آن بخش از بورژوازی ایران می باشند که طی سال های گذشته از سوئ رژیم جمهوری اسلامی معناوین مختلف از حاکمیت و یا مشارکت در حکومت طرد، تبعید و یا اعدام گردیده‌اند. بسیاری تمعج خواهد بود اگر رژیم جمهوری اسلامی ایران با قاسملو و امثالهم روش دیگری، جز آنچه در روز ۱۳ جولای در وین اتفاق افتاد پیش بگیرد! برآستی چگونه ممکن است رژیمی که حتی به جانشین خمینی و دیگر آیت الله‌های مخالف کوچکترین ترحمی نمی کند، به قاسملو امتیاز بدهد؟! این واقعه بار دیگر این حقیقت آشکار را ثابت کرد که جز با مبارزه انقلابی و سرنگونی قهر آمیز رژیم جمهوری اسلامی، راه دیگری برای هیچ مخالفی در ایران باقی نمانده است».

دکتر قاسملو و عبدالله قادری آذر در گورستان شهیدان پاریس به خاک سپرده شدند

وحدت ملی ایران پیدا کرده بود و قتل او
بک ضایعه در پهنه اپوزیسیون به شمار
می رود.

حسن نزیه افزود: «ما با هم توافق و
همکاری سیاسی نداشتیم اما در دیداری
که دو سال پیش با او داشتم دریافتم که
در حفظ مواضع افراطی و شعارهای غیر
قابل قبول برای مردم ایران، به ویژه در
رابطه با کسب خودمختاری در
کردستان، پافشاری نمی کرد. او پایبند
استقلال و تمامیت ارضی ایران و
مصلحت مردم کردستان بود. من در آن
دیدار نظرات پیشنهادی خودم را در باره
طرحی که از طرف حزب دموکرات
کردستان ایران برای ایجاد یک جبهه
فراگیر از نیروهای دموکراتیک تهیه شده
بود در ۶ صفحه به او دادم و بعد شنیدم
که آن را در کنگره حزب مطرح کرده
بود.»

حسن نزیه گفت: «یکی از
پیشنهادات من به دکتر قاسملو این بود که
در شعار: دموکراسی برای ایران،
خودمختاری برای کردستان - تجدید نظر
کند و آن را به شعار: دموکراسی برای
ایمان و تفویض اختیارات ایالتی به کلیه
اقوام ایرانی با حفظ وحدت و تمامیت
کشور با تصویب مجلس موسسان -
تبدیل نماید. به آقای قاسملو گفتم به
نظر من شما باید مواضع سردار ملی
ستارخان را در انقلاب مشروطیت در
پیش بگیرید و از بروز این تصور و این
سوء ظن که شما نقش پشه‌وری را در
فرقه دموکرات برای خودمختاری
آذربایجان اتخاذ کرده بود جلوگیری کنید
و این توهم و تصور را از بین ببرید.
دکتر قاسملو جواب داد من از وحدت و
استقلال و تمامیت ارضی ایران دفاع می
کنم و با اقلیتی که به تجزیه کردستان
اعتقاد دارند به شدت مخالفم و پیشنهاد
تجدید نظر در شعارها را هم قابل طرح
و بررسی میدانم»

جبهه ملی ایران در اروپا با انتشار
بیانیه‌ای ضمن محکوم کردن این اقدام
تروستی اعلام کرد که خشونت و
اسلحه در ایران هرگز راه‌گشای آزادی
نبوده و از این پس هم نخواهد بود. در
بخشی از این بیانیه آمده است:

«جبهه ملی ایران در اروپا ضمن
محکوم کردن شدید این عمل و اعمال
نظیر آن و صرفنظر از جایگاه سیاسی
آقای قاسملو و حزب دموکرات
کردستان، بر این باور است که مسائل
سیاسی مربوط به حقوق اقلیت های
قومی و مذهبی در ایران باید در فضای
غیر متشنج و غیر قهر آمیز مورد بحث و
بررسی قرار گیرند»

جبهه ملی ایران در اروپا همچنین با
تکبیه بر اصل حق شرکت در تعیین
سرنوشت خود از جانب اقلیت های
گونگون، چه قومی، فرهنگی و مذهبی و
چه سیاسی، در چهارچوب تمامیت
ارضی ایران، بر این باور است که
خشونت و اسلحه در ایران هرگز

● حزب دموکرات کردستان تا انتشار گزارش رسمی پلیس اتریش، حکومت اسلامی را عامل این

جنایت می داند

● مبارزه مسلحانه با حکومت اسلامی ادامه خواهد یافت

● دیپلمات اسلامی هنوز در وین بازداشت است



عبدالله قادری آذر سرپرست
حزب دموکرات کردستان
ایران در اروپا

کیهان تأیید نمود که دکتر صادق شرف
کندی به جانشینی دکتر قاسملو انتخاب
شده است و کلیه وظایف دبیر کل حزب
را تا کنگره بعدی ادامه خواهد داد.
حسن شرفی اضافه کرد که بعد از
کنگره هشتم حزب، دکتر صادق شرف
کندی به عنوان معاون دکتر قاسملو
انتخاب شده بود. وی همچنین گفت از
آنجا که حزب ما به اینگونه مصیبت ها
عادت دارد بنابراین به آسانی می تواند
روال مبارزه پیشین خود را با قاطعیت و
صلابت علیه حکومت اسلامی ادامه
دهد.

حسن شرفی در مورد ادعای حکومت
اسلامی مبنی بر این که در قتل دکتر
قاسملو دست نداشته است گفت،
صراحتاً اعلام کرده‌ام که حکومت
اسلامی را عامل این جنایت من دانیم و
تا وقتی گزارش پلیس اتریش خلاف این
را اثبات نکنند انگشت اتهام ما متوجه
هیچ کس دیگری نخواهد بود و همه
شواهد و قراین نیز این ادعا را اثبات می
کند.

نظرات ایرانیان

در مورد دکتر قاسملو

حسن نزیه در باره دکتر قاسملو گفت
«دکتر قاسملو را می شناختم و چند بار او
را دیده بودم. وی در چند سال اخیر در
تایید یک ائتلاف همبستگی ملی، ضمن
تعدیل نظرات پیشین خودش در مورد
کردستان، گرایش بیشتری نسبت به



دکتر فاضل واسطه مذاکرات

میهن پرستان ایرانی که به دست عمال
حکومت اسلامی به قتل رسیده‌اند می
باشد خاتمه یافت.

در مسیر بین انستیتو کرد تا قبرستان
پرلاشز برخی از شخصیت های فرانسوی
مانند وزیر آموزش عالی این کشور به راه
پیمایان پیوستند.

در گورستان شهیدان برنارد کوشنر
وزیر کابینه فرانسه به نام دولت آن کشور
از شخصیت بین المللی دکتر قاسملو
تجلیل کرد و او را مرد صلح، دیالوگ،
مبارزه خستگی ناپذیر در راه دموکراسی
خواند و گفت ما نه تنها این جنایت را
محکوم می کنیم بلکه آن را عملی بر ضد
انسانیت تلقی می نمایم.

وی که با دکتر قاسملو دوست بود این
جمله از او را نقل کرد که گفته بود
«هیچکس ما را جدی نمی گیرد چون آدم
زدنی نمی کنیم و هوایمان نمی رباییم»
دبیر کل فدراسیون حقوق بشر کشور
فرانسه نیز در سخنرانی خود گفت که با
ترور دکتر قاسملو نه تنها ایرانیان کرد از
مبارزه برای کسب حقوق انسانی خود
دست بر نخواهند داشت بلکه با عزم
راسخ تر راه دکتر قاسملو را ادامه
خواهند داد.

عبدالله حسن زاده نماینده دفتر
سیاسی حزب دموکرات کردستان نیز در
پایان این مراسم سخنرانی کرد.

جانشینان دکتر قاسملو و عبدالله قادری آذر

حسن شرفی که به جای عبدالله
قادری آذر به سرپرستی امور حزب در
اروپا و سرپرستی دفتر پاریس برگزیده
شده است در یک گفت و گوی تلفنی با

سرریس خبری کیهان - پاریس
جسد دکتر عبدالرحمن قاسملو دبیر
کل حزب دموکرات کردستان ایران و
عبدالله قادری آذر عضو کمیته مرکزی
حزب و سرپرست دفتر تشکیلات در
پاریس، روز ۵ شنبه ۲۹ تیر ۲۱ ژوئیه
۸۹، با حضور همسر او و نزدیک به سه
هزار نفر ایرانیان و نمایندگان سازمان
های سیاسی بین المللی و احزاب سیاسی
خارجی در گورستان «پرلاشز» پاریس به
خاک سپرده شد.

علاوه بر اعضای خانواده و یاران
نزدیک و نمایندگان دفتر سیاسی حزب
دموکرات کردستان ایران بسیاری از
شخصیت های بین المللی برای ابراز
احترام، در این مراسم شرکت کردند.

برنارد «کوشنر» وزیر امور انسانی از
سوی دولت سوسیالیست فرانسه، خاتم
فرانسوار فوزیه از سوی دفتر فرانسوا
میتران رئیس جمهور فرانسه نیز در میان
مشایعت کنندگان جنازه‌ها دیده می
شدند.

دبیر کل فدراسیون حقوق بشر -
دبیرکل سازمان عفو بین الملل - یک
نماینده پارلمان آلمان غربی - خاتم دانیل
میتران دبیر کل بنیاد فرانسه آزاد - یکی از
اعضای عالی‌رتبه حزب سوسیالیست
فرانسه - هیاتی از سوی حزب کمونیست
فرانسه - دبیر کل سازمان نجات کودکان
- نماینده صلیب سرخ سوئد و چند
شخصیت دیگر خارجی نیز به مراسم
تشییع جنازه آمده بودند.

از سوی احزاب و سازمان ها ایرانی
نمایندگان کمیته مرکزی سازمان
فدائیان خلق «اکشپریت» - حزب
دموکراتیک مردم ایران - سوسیالیست
های ایران - چریک های فدائی خلق -
سازمان جنبش دموکراتیک انقلابی
زحمتکش ایران - اتحاد برای آزادی - و
حسن نزیه از سوی جمهوری خواهان
ملی حضور داشتند.

در میان نزدیک به ۲۰ سازمان و
شخصیت کرد که در مراسم شرکت کرده
بودند نماینده اتحادیه میهنی کردستان
عراق نیز دیده می شد. یکی از اعضای
مهم این سازمان به نام دکتر فاضل که با
جلال طالبانی نیز نزدیکی بسیار داشت
در روز ۵ شنبه ۲۲ تیر ماه همراه دکتر
قاسملو و عبدالله قادری آذر در وین
کشته شده بود.

مراسم تشییع جنازه ساعت ۱۰ صبح
از انستیتوی کرد در پاریس شروع شد و
در ساعت ۵ بعد از ظهر در گورستان
شهیدان در پاریس که مدفن چند نفر از

حزب دموکرات کردستان ایران : حکومت اسلامی مسئول قتل دکتر عبدالرحمن قاسملو است

● حزب دموکرات کردستان اعلام کرد که جنگ مسلحانه با حکومت اسلامی را ادامه خواهد داد

● دکتر صادق شرف کندي تا پلن سوم آینده حزب، به رهبری حزب دموکرات کردستان ایران برگزیده شد

● مذاکره با حکومت اسلامی از موضع ضعف نبود



دکتر عبدالرحمان قاسملو

دو نفری که همراه دکتر قاسملو در روز ۱۳ ژوئن به قتل رسیدند عبدالله قادری آذر و محمود رسول حبیب ملا «دکتر فاضل» می باشند.

عبدالله قادری آذر يك ایرانی کرد و سرپرست فعالیت های حزب دموکرات کردستان ایران در اروپا بود و تقریباً معاون دکتر قاسملو به شمار می رفت.

دکتر فاضل يك کرد عراقی و وابسته به جناح طالبانی بود که ظاهراً با دکتر قاسملو نزدیکی و دوستی دیرینه داشت و از افراد مؤثر اعتماد او محسوب می شد. بنا به گفته يك عضو دفتر حزب دموکرات کردستان ایران در پاریس دکتر فاضل که واسطه مذاکره با جمهوری اسلامی ایران بود خود نیز قربانی توطئه ای شد که از آن آگاه نبود.

مذاکراتی که دام مرگ بود

در این که در روز ۱۳ ژوئیه دکتر عبدالرحمن قاسملو و عبدالله قادری آذر با وساطت دکتر فاضل با نماینده حکومت اسلامی مشغول مذاکره ای برای حل مسأله کردها بودند تردیدی نیست.

گفته می شود محمد جعفر صحراوردی در جریان تلاش دکتر قاسملو و یارانش در برابر تروریست ها مورد اصابت گلوله قرار گرفته و از ناحیه فک مجروح شده است.

هر دو طرف، یعنی حکومت اسلامی ایران و حزب دموکرات کردستان رسماً اعلام کرده اند که در روز ۱۳ ژوئیه مذاکراتی در ساختمان محل وقوع جنایت جریان داشته است.

سفارت حکومت اسلامی در وین با انتشار اعلامیه ای تأیید کرده است که شخص مجروحی که اکنون در بیمارستان و زیر مراقبت پلیس قرار دارد نماینده رسمی حکومت اسلامی در مذاکرات با دکتر قاسملو بوده است.

حکومت اسلامی تهران نیز وجود این مذاکرات را تأیید کرد و اعلام نمود که از مدت ها پیش بین دکتر قاسملو و حکومت اسلامی مذاکراتی جریان داشته که قرار بود براساس آن به دکتر قاسملو و

دیگر رزمندگان کرد امان نامه داده شود. به قتل رساندن از ابتدا در جلسه مذاکره به هر حال جلسه مذاکره ای که برای رسیدن به يك توافق برگزار شده بود ناگهان به صحنه مرگ تبدیل شد و آخرین است.

نعل وارونه جمهوری اسلامی

آقای آزاد عضو دفتر حزب دموکرات کردستان ایران در پاریس در پاسخ این سؤال که چه کسی را مسئول قتل دکتر قاسملو می دانند گفت چه کسی غیر از حکومت اسلامی میتواند در این ماجرای شرم آور دست داشته باشد.

جمهوری اسلامی پس از کشته شدن دکتر قاسملو، بر خلاف شیوه همیشگی اش ناگهان بطور رسمی اعلام کرد که مذاکرات محرمانه ای بین حزب دموکرات کردستان با جمهوری اسلامی جریان داشته و تأیید کرد که فرد مجروح نماینده رسمی جمهوری اسلامی است. ولی در عین حال مسئولیت ترور دکتر قاسملو و یارانش را بر عهده رژیم عراق و سازمان مجاهدین خلق انداخت.

سفارت جمهوری اسلامی در وین نیز برخلاف معمول بیانه ای در این مورد انتشار داد و متعاقباً محمود واعظی مدیر کل وزارت خارجه اسلامی نیز گناه کشته شدن دکتر قاسملو را به گردن دیگران افکند و دولت اتریش را منتهم کرد که اقدامات لازم برای پیگیری ماجرا به عمل نیاورده است.

سازمان مجاهدین خلق که مورد تهمت حکومت اسلامی قرار گرفته بود بلافاصله در روز ۱۴ ژوئیه با انتشار بیانه ای در بغداد ترور دکتر قاسملو را محکوم کرد و تأیید نمود که مجاهدین خلق دستی در این جنایت نداشته و این برنامه از سوی حکومت اسلامی به مرحله اجراء در آمده است.

یادآوری می شود که بین سازمان مجاهدین خلق ایران و حزب دموکرات کردستان در دو سه سال اخیر جدایی و درگیری شدید وجود داشته و حکومت اسلامی به همین بهانه ترور دکتر قاسملو را به آنان نسبت داد اما آگاهان سیاسی معتقد هستند که ادعای حکومت اسلامی در این زمینه کاملاً نادرست است.

سازمان مجاهدین خلق در اعلامیه ای که به این مناسبت منتشر کرد از کشورهای اروپایی خواست تا در شکار تروریست های جمهوری اسلامی از هیچ اقدامی فروگذار نکنند.

به هر حال اکنون که دو عضو موثر در این حادثه در دست پلیس اتریش گرفتار هستند باید در انتظار انتشار مطالب تازه ای در این زمینه ماند.

داده که پلیس مراقبت شدیدی از جان صحراوردی در بیمارستان به عمل می آورد که مبادا وی را مورد سوء قصد قرار دهند. پلیس وین از افشای هر نوع خبر تازه ای در رابطه با صحراوردی خودداری می کند.

این شخص با در دست داشتن گذرنامه سیاسی جمهوری اسلامی و برای شرکت در این برنامه به وین آمده بوده است.

گزارش های دیگر حاکی است که دکتر قاسملو و همراهانش که خود را در تله جمهوری اسلامی دیده بودند به يك مقاومت بی سرانجام دست زده اند و پلیس اتریش نیز روز اول مقاومت کشته شدگان را تصدیق کرده بود.

فرار تروریست ها

صحراوردی پس از رفتن یارانش خود را به خیابان می رساند که از محل دور شود. در همین حال یکی از کسانی که برای بردن او آمده بود به او برمی خورد و صحراوردی پاکتی حاوی ۹ هزار دلار نقد را به او می سپارد ولی هر دو نفر به وسیله پلیس دستگیر می شوند و فرصت نجات صحراوردی به دست نمی آید.

نفر پنجم که برای نجات صحراوردی به محل آمده بود امیر منصور بزرگیان نام دارد و او نیز با گذرنامه سیاسی مسافرت می کند و از مأمورین امنیتی حکومت اسلامی است.

صحراوردی و امیر منصور بزرگیان هر دو از مدتی پیش جزء مأمورینی بوده اند که با حزب دموکرات کردستان سر و کار داشته اند.

ابتدا که جمهوری اسلامی با تبلیغات خود نظرها را متوجه عراق و سازمان مجاهدین خلق کرده بود گمان می رفت که مهاجمین مخالف جمهوری اسلامی وارد محل مذاکره شده و همه مذاکره کنندگان را به گلوله بسته و می خواسته اند مأمور تهران را نیز بکشند. همچنین گمان می رفت که نفر پنجم نیز قرار بود در جلسه مذاکره شرکت کند ولی دیر به محل رسیده و تصادفاً با صحراوردی که مجروح شده و خود را به خیابان رسانده بود برخورد می کند اما گزارش های بعدی نشان داد که واقعتاً کاملاً غیر از این بوده است.

حدس دیگری که توسط برخی از ناظران زده می شود این است که تروریست ها می بایست صحراوردی را نیز به قتل برسانند که آثاری از جنایت بر جای نماند ولی بیشتر ناظران معتقدند که صحراوردی از برنامه آگاه بود و تصادفاً مجروح شده است.

هنوز کاملاً معلوم نیست آیا سه نفر تروریست که دکتر قاسملو و یارانش را

دیپلمات مجروح ایرانی دروین دلایل تمایل حزب دمکرات برای مذاکره با ایران را تشریح کرد

فعالیت چشمگیری داشت و یکی از مهمترین چهره‌های مسلمانان بود که در اروپا فعالیت فرهنگی وسیعی داشت. او در این سفر ۲ دوره از کتابهای خود را به آیت‌الله خامنه‌ای رهبر جمهوری اسلامی ایران و آقای هاشمی رفسنجانی رئیس مجلس شورای اسلامی اهداء کرد و قرار بود که بعد از اتمام مذاکرات به ایران سفر شد.

شخص دیگری که در جلسه حضور داشت گفت: این شخص دکتر فاضل رسول نام داشت که از شخصیتهای کرد مسلمان واز روشنفکران و دانشمندان اسلامی واز دوستان و وفاداران به انقلاب اسلامی بود که ضمن تدریس در دانشگاههای ۹۰ین و قاهره سردبیر نشریه بین‌النالی «الحوار» بود. وی در مبارزات اسلامی در فلسطین و مصر

که ناگهان شخصی مسلح جلو در ظاهر شد وابتدا به سوی من که برای عکس‌المعمل بلندشده بودم تیراندازی کرد که به دهان وگردن و دستم اصابت کرد و سپس بقیه حاضرین در جلسه را به گلوله بست که من دیگر متوجه نشدم و بعد از حدود ۲۰ دقیقه خیزد را به خیابان رساندم و کمک‌خواستم. صحرارودی سپس در مورد

محمد جعفری صحرارودی دیپلمات مجروح ایرانی دروین پیش از بازگشت از اتریش پریروز در يك مصاحبه اختصاصی در بیمارستان بقیه‌الله دلایل تمایل قاسملو و حزب دمکرات برای مذاکره با جمهوری اسلامی ایران و همچنین چگونگی ماجرای ترور را تشریح کرد.

«به گزارش واحد مرکزی خبر صحرارودی دیپلمات ایرانی که در ماجرای ترور قاسملو از ناحیه دهان و گردن و بازو مجروح شده است پرامون تمایل قاسملو برای مذاکره با جمهوری اسلامی گفت: آقای قاسملو چند ماه قبل از طریق آقای طالبانی تقاضای خود مبنی بر مذاکره پیرامون بازگشت به جمهوری اسلامی ایران را به اطلاع مقامات ایرانی رساند که مورد استقبال مقامات ایرانی قرار گرفت و در پی آن دو دور مذاکرات در زمرستان سال ۶۷ و مذاکرات اخیر که به ماجرای ترور انجامید نیز در سال ۶۸ دروین انجام گرفت.

وی سپس به تشریح چگونگی ماجرای ترور قاسملو پرداخت و اظهار داشت:

در روز اول مذاکرات آقای قاسملو طرح پیشنهادی خود جهت بازگشت به جمهوری اسلامی ایران را ارائه داد و در جلسه دوم پیرامون نقش دولت جمهوری اسلامی توضیحاتی به شرکت کنندگان در جلسه داده شد. ساعت ۷:۱۰ دقیقه جلسه در يك اتاق کوچک انجام می‌شد. انتهای جلسه بود

Kayhan 20. 7. 1989

درخواست سفارت ایران در وین از مقامات اتریشی برای پی‌گیری جدی اقدام تروریستی اخیر

در پی اقدام تروریستی پنج‌شنبه هفته گذشته در وین که منجر به کشته شدن سه فرد و جراحت شدید یکی از دیپلمات‌های ایرانی گردید سفارت ایران در وین با انتشار بیانیهای خواستار اقدام جدی مسئولان اتریشی در این زمینه شد.

به گزارش خبرگزاری جمهوری اسلامی در این بیانیه آمده است: طی ماه‌های اخیر با توجه به تحولات موجود در کردستان عراق بعضی از گروه‌های کرد ایرانی که با رژیم عراق همکاری می‌کردند از طریق بعضی از کردهای عراقی که با جمهوری اسلامی رابطه خوبی دارند، آمادگی خود را برای تغییر عملکرد گذشته و مذاکره با جمهوری اسلامی ایران در این زمینه اعلام نموده بودند.

پس از بررسی امر و انجام بعضی گفتگوهای مقدماتی و اطمینان نسبی از اینکه حرکت آنها جدی است روز پنج‌شنبه مذاکرات در حضور نماینده اتحادیه میهنی کردستان عراق در اتریش به‌عنوان میانجی صورت گرفت. براساس این بیانیه اعضای شرکت‌کننده در جلسه مورد حمله تروریستی يك یا چند مهاجم واقع و در نتیجه قاسملو و دستیارش و همچنین دکتر فاضل رسول نماینده اتحادیه میهنی کردستان عراق کشته و نماینده ایران به شدت مجروح می‌شود.

سفارت جمهوری اسلامی ایران در وین ضمن محکوم نمودن این اقدام تروریستی و مسئول دانستن عناصری که نتایج این گفتگوها را برخلاف منافع نامشروع خود در بهره‌برداری از این گروه‌ها علیه مردم کرد می‌دانستند خواستار پیگیری جدی این اقدام از سوی مقامات مسئول اتریشی می‌باشد.

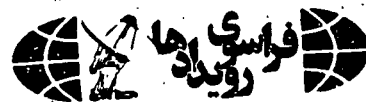
سفارت ایران همچنین خواستار اعمال مراقبتهای ویژه برای حفظ جان دیپلمات ایرانی می‌باشد.

27. 7. 1989

در حاشیه ترور قاسملو تروریسم دولتی و سکوت مجامع جهانی

Kayhan 26. 7. 1989

20. 7. 1989



ترور عبدالرحمن قاسملو؛ نقش عراق آشکار می شود

سرویس خارجی کیهان
ترور عبدالرحمن قاسملو رهبر حزب منطقه دموکرات
کردستان کماکان از سوی محافل خبری جهان پیگیری میشود،
گریه‌های از این تحولات در ذیل می‌آید.

* وین - اطریش - فرانس پرس
«جلال طالبانی» رهبر اتحادیه میهنی کردستان عراق
با انتشار بیانیهای در وین، «صدام» و «محافل نزدیک به وی»
را به قتل سه تن از اکراد در وین متهم کرد.

این بیانیه می‌گوید سوء قصد یادشده، تلاش امیدبخش
برای دستیابی به راه حل مسالمت‌آمیز ساله کردها در ایران
را عقیم گذاشته است.

* لندن - رادیو دولتی انگلیس
رادیو لندن در این زمینه با خبرنگار خود که شخصا قبل
از قتل قاسملو با وی مصاحبه‌ای داشته است، تماس گرفت، این
خبرنگار که از پاریس سخن می‌گفت، در این باره چنین اظهار نظر
کرد: «قاسملو به من گفت هیچ راه حل نظامی وجود ندارد
و از اینطرف حزب دموکرات کردستان هم متوجه شده که این
رژیم بهرحال ماندنی است.»

دکتر قاسملو افزود بهرحال وی آماده برای مذاکرات
است حتی آماده بده بستنهایی که لازم هر مذاکراتی است.

* مادرید - اسپانیا - روزنامه الپائیس
الپائیس روزنامه پرتیراژ اسپانیا در سرمقاله خود با
اشاره به قتل قاسملو در وین، سکوت جهانی برقبال جنایات
صدام رئیس رژیم بعث عراق را مورد سؤال قرار داد.

الپائیس در این رابطه نوشت صدام برای سرکوبی
کردها از هیچ عمل سمانه خودداری نکرد، که از جمله آنها
استفاده از سلاحهای شیمیایی، بمباران دهکدههای کردنشین
ایران و بمباران شیمیایی حلبچه بود که به کشتار بیش از
چهار هزار نفر منجر شد.

پس از گذشت ۵ روز از جنایت تروریستی عراق در وین
و انعکاس گسترده اخبار این جنایت متأسفانه دولت اتریش
پیرامون حادثه وین پیگیریهای لازم را به عمل نیاورده
است.

در چنین اوضاع و احوالی «آلپائیس» روزنامه پرتیراژ
اسپانیا در سرمقاله دیروز خود با اشاره به قتل قاسملو در وین،
سکوت جهانی درقبال جنایات صدام رئیس رژیم بعث عراق
را زیر سؤال برد. این درحالی است که سران هفت کشور
صنعتی غرب که همواره خود را از حامیان اصلی حمایت از
«حقوق بشر» بشمار می‌آورند، در پایان یازدهمین اجلاس
سالانه خود، ضمن اتخاذ برخی تصمیمات، تروریسم بین‌المللی
را به شدت محکوم کردند.

حامیان غربی حقوق بشر که خود از بانیان اصلی تروریسم
دولتی در سراسر جهان می‌باشند، ضمن چشم پوشیدن از
جنایات متعدد که توسط عاملان تروریسم دولتی تاکنون
در کشورهای مختلف به وقوع پیوسته است از دولتهایی که از
تروریسم حمایت می‌کنند خواسته‌اند انصراف خود را از اعمال
تروریستی اعلام کنند؟!

حامیان حقوق بشر در محکومیت تروریسم جهانی تنها
به انفجار هواپیمای پان‌آمریکن برفراز آسمان اسکاتلند که
منجر به مرگ ۲۷۰ سرنشین آن شد اشاره کردند و از ذکر
فاجعه سرنگونی هواپیمای «ایران‌ایر» با ۲۹۰ مسافر توسط
تاو آمریکائی «وینسنس» و دهها مورد مشابه خودداری
ورزیدند.

آنان از جنایات بی‌شمار رژیم بغداد در منطقه و بخصوص
سرکوب مستمر کردهای بی‌دفاع که روز بروز گسترش و عقب
بیشتری می‌یابد به آسانی گذشته و سخن به میان نیاوردند.
گزارش روزنامه «آلپائیس» و زیر سؤال بردن سکوت
مجامع جهانی در مورد قتل قاسملو و اشاره این روزنامه به
استفاده رژیم بغداد از سلاحهای شیمیایی، بمباران دهکده
های کردنشین ایران و بمباران شیمیایی حلبچه که به کشتار
بیش از چهار هزار نفر انسان بی‌گناه منجر شد و ویرانی ۲۸۰۰
روستای کردنشین عراق در زمان آتش‌بس توسط ارتش عراق
و حتی بمباران آوارگان کرد در خاک کشور ترکیه، اینگونه
رفتار با انسانهای بی‌دفاع را نمونه‌های روشنی از نقض تمامی
معاهدات بین‌المللی، آدمکشی و قتل عام می‌داند.

آنچه روز پنجشنبه گذشته در «وین» اتفاق افتاد موضوع
ساده‌ای نیست زیرا گسترش موج تروریسم دولتی توسط رژیم
عراق اکنون آرامش و امنیت رانه‌تها در داخل خانه عراق و
کشورهای همسایه بلکه در سراسر اروپا به خطر افکنده است.

در اجرای کشتار رهبران حزب منطقه دموکرات کردستان
شواهد و مدارک کافی حکایت از آن دارد که دیپلمات‌ها و
ماهوران اطلاعاتی رژیم بغداد در «وین» متهمان اصلی این
قتل‌وحشی می‌باشند.

سوابق نشان می‌دهد که همزمان با بازگویی دور جدید
مذاکرات میان دیپلماتهای ایرانی و رهبران حزب منطقه
دموکرات عراق جهت دستیابی به یک توافق مبنی بر چگونگی
پذیرش نامت‌نامه‌های اعضای این حزب، «رجوی» سرکرد مصافقین
و بازوی نظامی تروریسم دولتی عراق خطاب به رهبران حزب
هرگونه تمایل آنان به جمهوری اسلامی را تا بخت خودی و آنان
را به قتل تهدید کرده است.

در این راه سوابق رژیم بغداد هم‌براین موضوع که منته
اصلی رژیم بغداد است دامن هرزند: به عنوان مثال در ۲۷
دیماه ۱۳۶۶ هتل هیلتون خارطوم پایتخت سودان شاهد
ترور مهدی حکیم از شیعیان برجسته مخالف رژیم عراق توسط
یک دیپلمات عراقی مقیم سودان بودو هر چند دولت سودان
پس از شناسایی قاتل برای مجازات وی که یک دیپلمات بود و
صونیت سیاسی داشت رسماً از رژیم بغداد خواستار لغو
صونیت وی شد. اما بغداد به‌طرح این ماه اعتراض کرد
و متأسفانه دولت سودان نیز کوتاه آمد و موضوع سکوت
ماند.

در این رابطه همچنین ترور مسعود بارزانی یکی دیگر
از رهبران کردها توسط رژیم بغداد که حدود دهسال پیش
به وقوع پیوست اما وی جان سالم به‌بر برد قابل ذکر است.
با چنین سوابق و شواهدی تردیدی نیست که ترور قاسملو
نیز توسط آدمکشان بغداد صورت گرفته باشد و پیس‌اتریش
اگر آزادانه وبدون فشارهای داخلی و خارجی دست به
تحقیق‌زند، قادر است سربا اسامه‌توق این جنایت را در
معرض افکار عمومی دنیا قرار دهد.

كيف اغتيل الزعيم الكردي في فيينا؟ النمسا سلمت الى ايران المتهمين باغتيال قاسمelo

□ فيينا - «الحياة»:

وشيع رسول يوم الاحد في فيينا في حضور عدد من اصدقائه من السياسيين والكتّاب والصحافيين وسط استنكار الجميع، خصوصاً ان لرسول جهوداً واسعة في مجال البحث والتأليف والنشر. وقد اعتبرت مصادر مراقبة انه كان ضحية ابتزاز وخدعة كونه توقف عن العمل السياسي منذ اكثر من عشر سنين، وتفرغ للنشر والتأليف وأسس مجلة فكرية شهرية تصدر من بيروت وفيينا باسم «منبر الحوار». وقد شارك في ماتمه الرئيس الجزائري السابق احمد بن بيللا الذي القى كلمة تأبين. وفي الافتتاحية التي ستصدر في العدد الجديد من «منبر الحوار» كتب بن بيللا: «ان اسرة الحوار في حزن لأن رئيس تحريرها اغتيل (...) وكذلك قراء الحوار وكل من عرف فاضل رسول». وأضاف ان رسول «حمل في شخصيته عنوان مجلته وكان رجل حوار». وبعدما اشاد بخصاله الشخصية لاحظ «ان يد الغدر امتدت اليه في يوم الغفران... في عيد الأضحى المبارك بينما كان يشارك في صنع اتفاق يحمل آفاق السلام لأخوته الأكراد. ان اغتيال فاضل يلخص مأساتنا (...) البرابرة أصروا على اغتيال الأشخاص الكبار الذين أمنوا بالفكر، حتى في عواصم بعيدة». في بغداد (رويترز) أفادت وكالة الانباء العراقية ان جثمان محمود رسول فاضل وصل الى بغداد لدفنه.

■ علمت «الحياة» من مصادر سياسية مطلعة ان السلطات النمساوية سلمت الى طهران المتهمين الايرانيين بقتل الزعيم الكردي عبدالرحمن قاسمelo ورئيس تحرير مجلة «منبر الحوار» الصحافي العراقي فاضل رسول بحجة انها لا تريد توتراً في علاقاتها مع ايران. وروت المصادر لـ «الحياة» كيف اغتيل الزعيم الكردي، قالت: «ان اتصالات سرية جرت في الاسابيع الاخيرة بين قاسمelo وبعض الجهات الايرانية الرسمية، واتفق على عودة الزعيم الكردي الى ايران واجراء تسوية سياسية للمشكلة الكردية في ايران. وحددت جلسة في بيت سيدة نمساوية لوضع الصيغة النهائية للاتفاق في حضور الصحافي فاضل رسول كشاهد محايد على التسوية. وفي اللحظة المحددة للقاء الذي حضره قاسمelo ورسول وثلاثة ايرانيين بينهم مسؤول امني يدعى رحيمي، شهِر الايرانيون مسدسات واطلقوا النار على قاسمelo ورسول واصيب رحيمي عن طريق الخطا فتركه رفيقاه ظناً منهما انه قتل وفرأ، الا ان السلطات النمساوية طاردتهما واعتقلتهما ثم عادت وسلمتهما الى طهران بينما نقل رحيمي الى المستشفى وبعدها الى مقر سفارة بلاده في فيينا».

رادیولندن چگونه ترور قاسملو و انگیزه های قتل وی را تشریح کرد

فرستاده بود و اگر اینهارا جلوی درب آپارتمان می گذاشت با احتمال زیاد این فاجعه اتفاق نمی افتاد.

در آپارتمان فوق چهار نفر بودند که سه نفر کشته شدند و خواه قاسلو و نماینده اش در اروپا و یک دوست کریش دکتر رسولو یک نفر دیگر بنام محمد جعفر صحراوردی است که زخمی شده و یک نفر دیگر هم گویا در آنجا بوده بنام امیر بزرگیان که از طرف دولت ایران بود و او توانسته است چنان سالم پسر ببرد.

این خبرنگار افزود جراحات صحراوردی شدید است و او شده است.

گردها می گویند تنها کسانی که انگیزه های داشتند برای کشتن قاسلو، عراقی ها و طرفداران ایرانی شان بودند. باین دلیل کمتر سال گذشته اینها خیلی سعی کردند در داخل حزب دموکرات یک شکافی ایجاد کنند و لسی موفق نشدند فقط یک ۱۵ نفری رفتند. بعد اینهاطمینان نداشتند. چون استقلال عمل برای خودش داشت مثلا در حالیکه رهبر کردی بود که در داخل عراق پایگاه داشت و کمک های از دولت عراق دریافت کرده بود و اینقدر استقلال عمل داشت که بتواند حمله شیعیانی عراق را به شهر حلبچه محکوم کند و اینرا به بی. بی. سی و روزنامه ها گفت و این کار دولت عراق را سخت عصبانی کرد. و این را همیشه می گفت اگر دولت ایران به ما حزب دموکرات کردستان ایران به به عنوان یک حزب منطقه ای خودمختاری بدهد کرد های ایران حق ندارند شرایط دیگری در سطح تمام ایران بر ایران تحمیل کنند.

این خبرنگار در مسوره مذاکرات با ایران گفت این کاملا صحت دارد، ایشان همیشه می گفت ما آماده مذاکره هستیم و این دور چندمین دور مذاکرات بود که از سپتامبر گذشته شروع شده بود.



دکتر عبدالرحمان قاسلو

لندن - رادیو دولتی انگلیس دویژ بعد از ترور دکتر عبدالرحمن قاسلو رهبر حزب دموکرات کردستان ایران در شهر وین هنوز اطلاعاتی که درباره جریان ترور و صبیان آن هرسد خدمت میض است. اکنون معلوم شده است که هنگام ترور دکتر قاسلو چهار نفر دیگر در آپارتمان محل سوء قصد حضور داشتند. پلیس اتریش هنوز اطلاعات بیشتری در اختیار خبرنگاران نگذاشته است.

خبرنگار تایمز در گزارش می گوید یک ساعت پیش با کردهای هتیم وین و همچنین با خانم اتریشی که صاحب آن آپارتمان است صحبت می کردم بنظر میرسد که حداقل شش نفر بطریق وارده آپارتمان شده بودند در حالی که مذاکرات ادامه داشته بین چهار نفر که سه نفر کسرد کشته شدند و یک نفر ایرانی که نماینده جمهوری اسلامی بوده و این شش نفر سه قبضه اسلحه از خود بجای گذاشتند. پلیس اتریش اطلاعات زیادی در اختیار خبرنگاران نمی گذارد. ولی حمله بسیار حرفه ای بوده و از نزدیک اینها را کشته اند و توانستند فرار کنند.

این خبرنگار گفت دکتر قاسلو از لحاظ امنیت جان خودش زیاد مواظب نبود. مثلا دو تن از محافظان شخصی خودش را قریب به یک ساعت به گردش در شهر

اعلام موضع سفارت ایران دروین پیرامون ترور عبدالرحمن قاسملو



قاسلو رهبر مقتول حزب منحل دموکرات کردستان

وین (اتریش) - یونایتد پریس:

عبدالرحمن قاسلو رئیس حزب (منحل) دموکرات کردستان ایران و دو گرد ایرانی دیگر روز پنجشنبه دروین کشته شدند و یک دیپلمات ایرانی در این جریان که به گفته پلیس اتریش به نظر می رسد یک حمله سیاسی بوده، به شدت مجروح شد.

اجساد سه مقتول شامگاه پنجشنبه در آپارتمانی دروین اندکی پس از اینکه همسایگان ساختمان شنیدن صدای تیراندازی را به پلیس گزارش دادند، کشف شد. پلیس گفت دو گلوله به پشت سر هریک از آنها شلیک شده بود و قرائن حاکیست که قبل از قتل بین قاتلان و قربانیان آنها درگیری روی داده است. هنوز گروه یا سازمانی مسئولیت این قتلها را به عهده نگرفته است. پلیس گفت قربانیان احتمالا قاتلان خود را می شناخته اند زیرا در ورودی آپارتمان شسته نشده و به قتل آن نیز آسیبی نرسیده است.

در این جریان علاوه بر قاسلو، دبیرکل حزب (منحل) دموکرات کردستان ایران، معاون او عبدالله قادری ۴۷ ساله، فاتح ملا محمود الرسول، یک محقق سیاسی کرد که به تابعیت اتریش درآمده بود نیز کشته شدند.

پلیس گفت مرد چهارم، که سفارت ایران دروین وی را «محمد جعفری صحراوردی» (یک دیپلمات ایرانی) شناسایی کرده در جریان حمله فوق به شدت مجروح شده است.

رادیو اتریش از قول یک مقام در سفارت ایران دروین گزارش داد سه گرد فوق در یک جلسه سری با دیپلمات ایرانی شرکت کرده بودند تادریاره چگونه دادن تضمین به قاسلو برای رفتن به ایران و انجام مذاکره در باره مشکل کردها با مقامات ایران، صحبت کنند.

رادیو اتریش به نقل از مقام فوق افزود این جلسه که در کشور بی طرف اتریش تشکیل شد تاکنون چندبار به دلیل امنیتی به تاخیر انداخته شده بود.

سفارت ایران در وین دیروز با صدور اعلامیه ای ضمن محکوم کردن این عمل، آنرا کار دشمنان ایران دانست. در این اعلامیه همچنین آمده است قبلا نیز بین قاسلو و دولت ایران تماسها و ملاقاتهایی صورت گرفته بود.

ایران قبلا نسبت به جنایات گروههایی که در ایران مکررا اقدامات تروریستی انجام داده اند، به مقامات اتریشی هشدار داده بود. به گزارش رویتر یک سخنگوی حزب قاسلو در پاریس گفت: این یک فاجعه برای ماست اما ما نمی ترسیم. وی افزود: اجساد قاسلو و معاون او در گورستان «پیرلاز» پاریس به خاک سپرده خواهند شد.